MARDI 24 JANVIER 1989

Un échec pour M. Gandhi

Le Congrès-i. parti du premier ministre indien, a été battu à la majorité des deux tiers par une coalition locale, à l'occasion d'élections générales, le samedi 22 janvier, au Tamil-Nadu. L'ethnie tamoule est majoritaire dans cet Etat du Sud peuplé de quelque cinquante-cinq millions d'habitants, et l'intervention militaire indienne à Sri-Lanka a dominé la campagne

Porté su pouvoir à la fin de 1984, au lendemain de l'assassi nat de sa mère indira, par un raz de marée électoral, Rajiv Gandhi sera sans doute poussé à renoncer à des élections anticipées et à attendre l'automne prochain pour procéder au renouvellement du Parlement fédéral. Il avait lui-même, en effet, souligné la portée nationale du scrutin de samedi en se rendant, depuis avril dernier, à onze reprises à Madras, capitale du Tamil-Nadu, en multipliant les meetings électoraux et en se comportant parfois davantage en chef de campagne électorale qu'en chef de

malheur n'arrivant jamais seul, M. Gandhi a dû se résoudre à limoger, nanche, M. Arjun Singh, chefministre de l'Etat du Madhya-Pradesh, et membre influent du Congrès-I, éclaboussé par une grave affaire de corruption. Ce scandale ayant fait, pendant des semaines, les grandes manchettes de la presse, M. Gandhi avait d'autant plus besoin, pour le faire oublier, que les résultats du scrutin au Tamil-Nadu soient relativement équilibrés.

Sa cause, alors qu'il vient d'amorcer une détente à la fois avec la Chine et le Pakistan, en se rendant - double € première » – à Pékin et à Islamabad, n'est pas pour autant per-Congrès-i demeure, de loin, la formation la mieux organisée. En outre, l'économie ne se porte pas si mal, et des pluies abondantes laissent prévoir de bonnes récoltes, ce qui fait l'affaire de la majorité de la population, qui demeure rurale. Enfin, l'opposition a beau s'être regroupée au sein d'un Front national, elle n'en reste pas moins divisée et incapable d'avancer un programme cohé-

M. Gandhi va être contraint de jouer au plus serré à Sri-Lanka, où les forces indiennes se battent contre des séparatistes tamouls qui peuvent compter désormais sur la sympathie active des nouvelles autorités de l'Etat, proche, du Tamil-Nadu. Peut-être sera-t-il contraint, dans un premier temps, de réduire les effectifs de ce corps expéditionnaire dont deux batailions seulement, sur quelque cinquante mille hommes, ont été rapatriés depuis le début de

Quelles que soient les erreurs de M. Gandhi, le scrutin au Tamil-Nadu montre encore une fois, s'il en est besoin, à quel point l'Union indienne est une mme de particularismes régionaux et ethniques dont la cohabitation est une épreuve de tous les moments. Après son grand-père et sa mère, Rajiv Gandhi en fait l'amère expérience. Saura-til à son tour en triompher lors des élections générales de fin d'année ? On ose l'espèrer tant toute autre hypothèse paraît



En dépit du meurtre d'un prêtre | L'enquête sur les délits d'initiés

Solidarité accepte de négocier Les « affaires » empoisonnent avec le pouvoir polonais

Le cardinal Jozef Glemp, primat de l'Eglise de Polo-gne, a qualifié de « nouvelle tragédie » le meurtre d'un prêtre de soixante-quatorze ans, proche de l'opposition, le Père Niedzielak, trouvé mort samedi 21 janvier chez lui, à Varsovie. De nombreux catholiques pensent à une provocation. Les dirigeants de Solidarité se sont abstenus de tout commentaire en attendant l'autopsie. Réunie à Gdansk, la direction du syndicat Solidarité a décidé d'accepter les offres de négociations du pouvoir sur le pluralisme syndical.

Le moment est crucial et les dirigeants de Solidarité n'ont pas voulu prendre le risque de tout faire capoter par des réactions intempestives. Aucune allusion n'a donc été faite, dimanche 22 janvier à Gdansk, au meurtre d'un prêtre proche de l'opposition, le Père Stefan Niedzielak, découvert samedi par des paroissiens dans son presbytère, la tête ensan-

Réunie samedi et dimanche à Gdansk, la commission nationale exécutive de Solidarité (KKW) a donc décidé, pour reprendre l'expression de Lech Walesa, de répondre - par une main tendue à la main tendue de l'autre côté ». Dans un communiqué, repris lundi matin par la presse officielle polonaise, la direction du syndicat indépendant se déclare prête à eniamer, dans les plus brefs délais, des négociations » avec le pouvoir, après la décision du comité central du parti (POUP) d'accepter, à terme et sous condi-

tions, le principe du pluralisme syndical.

Seion des sources proches de l'opposition, Lech Walesa est attendu cette semaine à Varsovie, peut-être même dès mardi, pour reprendre formellement contact avec les négociateurs du pouvoir, ce qui pourrait permettre l'ouver-ture, en février, de la table ronde. La proposition du POUP, pro-

clame le communiqué de la KKW, lu à haute voix sur le parvis de l'église Sainte-Brigitte, à Gdansk, par le porte-parole de Solidarité, Janusz Onyszkiewicz, constitue « un pas fondamenta dans la voie du dialogue social « Nous constatons qu'une possi-bilité de négociation sur Solidarité et d'autres problèmes du pays a été créée. » Faisant un pas de plus en direction des autorités, la KKW s'est engagée à agir « conformément à l'ordre légal et au statut de notre syndicat, dans l'intérêt général de la Pologne .

(Lire la suite page 2.)

Nouveau séisme en URSS

Un millier de morts au Tadjikistan. PAGE 48

Elections législatives partielles

A Marseille, duel serré entre M. Tapie et M. Teissier. En Seine-Saint-Denis, succès de M. Asensi (PC). PAGE 7

Le Monde

ÉCONOMIE

■ L'empioi en France ■ La chronique de Paul Fabra

Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve page 32

le climat politique

Le climat politique lié aux « affaires » s'est dégradé après les révélations du « Monde » sur les achdts d'actions Triangle qu'aurait effectués M. Pelat, ami de longue date de M. Mitterrand. M. Juppé, secrétaire général du RPR, se demande si les socialistes ne représentent pas « la gauche la plus pourrie du monde ». L'opposition de droite s'inquiète de l'image que la France donne d'ellemême à l'extérieur. A gauche, M. Lajoinie, pour le PCF, remarque que « les milliards valsent » au-dessus de la tête des salariés les plus défavorisés.

Par ANDRÉ FONTAINE

OlCI donc la France, une fois de plus, engluée dans les « affaires ». Non pas une, mais, pour faire bon poids, deux à la fois. Dans le rachat d'American Can par Pechiney, le délit d'initiés est désormais établi. Dans le raid manqué contre la Société générale, on n'en est qu'au stade des questions, mais des questions embarrassantes. Dans les deux cas, c'est le Parti socialiste qui se trouve sur la sellette, alors que chacun a les oreilles encore pleines de ses vitupérations contre l'argent.

Rien, bien sûr, sauf à faire de la naïveté un crime, ne permet a priori de mettre en doute l'honorabilité du comporteme en l'occurrence, de tel ou tel

ministre. Rien non plus ne permet de tenir le président de la République pour responsable de la manière dont tel ou tel de ses vieux amis s'y serait pris pour arrondir son magot. Il n'empêche que se développe un climat nauséabond, qu'il a fallu faire sauter un ∢fusible », qui se défend d'ailleurs avec pugnacité, et que trop de rumeurs courent, dont la source ne se situe pas nécessairement du côté de l'opposition. Un membre du gouvernement, Roger Fauroux, doutant sans doute que la vérité se fasse jour toute soule, a ouvertement encourage la presse, une fois n'est pas

coutume, à aider à la découvrir. (Lire la suite page 6.)



LIRE ÉGALEMENT

« Le prix de l'argent » par JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU et nos informations pages 5 et 6

Le peintre espagnol Salvador Dali est mort lundi 23 janvier, à 10 h 15, à l'hôpital de Figueras, sur la Costa-Brava. Agé de quatre-vingt-quatre ans, ce dernier grand survivant du surréalisme était grávement diminué depuis plusieurs années.

Salvador Dali est mort comme il a vécu, au milieu d'un tourbillon d'intrigues et de rumeurs. Il est mort à la manière de ces princes d'autrefois qu'il admirait tant, princes du pouvoir et princes de l'ast : en homme de tilléâtre.

Tandis qu'il agonisait encore à l'hôpital de Freueras, et que le monde était convié à suivre les étapes de son affaiblissement dépêche après dépêche, ses héritiers, ou ceux qui se prétendent tels, se sont beaucoup montrés. L'un, administrateur du Musée de Figueras, peut faire valoir sa fidélité. Un second, avocat, a établi le testament et réglé – en principe – les détails de la succession pour laquelle qu avance déjà des chiffres exorbitants. Un troisième, peintre et fils d'un ami du maître, fait figure d'héritier spirituel.

Cependant, on annoace la création d'in musée an Japon... Le mythe Bell s'organisse pour survi-vre à son inventeur. Lui-même y a contribué jusqu'au dernier moment. Il a exigé d'être enterré non point dans son château de Pubol, comme prévu, mais dans une crypte, au centre de son Musée de Figueras. Il y sera déposé momifié, sous une voûte de verre, parmi ses tableaux et quelques objets rituels, dont une Cadillac.

Le peintre conservé au milieu de sa création comme au centre d'une salle du trône baroque et majestueuse : on ne saurait imaginer symbole plus complet de celui qui fit de sa vie son œuvre d'art la

----- Ph.D....

N 00

(Lire l'article · Le sou du siècle » par PHILIPPE DAGEN page 12.)

Les non-dits de la polémique sur l'Opéra La Bastille des artistes

A . Sept sur sept », diman-che sur TFI, Daniel Barenboim n'a guère eu l'attitude d'un perdant ni d'un artiste « remercié ». Sa rupture semble néanmoins avérée avec Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris. Rappelant qu'il avait un contrat, le chef d'orchestre semble s'orienter vers un procès. Certains enjeux sont désormais mis en lumière par l'affaire de l'Opéra Bastille, enjeux pour une lutte de pouvoirs politiques et artistiques.

Conférence de presse de Daniel Barenboim le 16 janvier : « Nommé en conseil des minis-tres par le président de la Répu-blique, j'en appelle au président de la République; c'est à lui de choisir entre moi et une pro-grammation faite par le PDG d'une maison de couture. »

Effet saisissant sur la foule qui l'applaudit ; pourtant, Daniel Barenbolm n'a jamais été nommé en conseil des ministres, mais

seulement par le ministre de la culture d'alors, François Léotard, décision annoncée par un communiqué du 31 juillet 1987.

Cette dramatisation discutable est à l'image du charivari actuel où le public a bien du mal à se retrouver. En politique d'abord : à lire les réactions diverses, on pourrait croire que MM. Chirac, Léotard, Juppé, Boulez, Baren-bolm, Chéreau, forment un front commun contre MM. Lang et

Il n'en est rien : les trois premiers out toujours été contre le projet même de l'Opéra Bastille. Mais, pour l'heure, ils cherchent surtout à attaquer le président de la République et à détourner l'attention du contrat qu'ils ont signé à Daniel Barenboim, des conditions fiscales exorbitantes qu'ils lui ont accordées et de tous les efforts qu'ils ont accomplis en 1986-1987 pour faire capoter le nouvel Opéra (même si M. Fran-çois Léotard a tiré son épingle du jeu en le sauvant in extremis, moins par conviction que par civisme).

Au contraire, Boulez, Baren-bolm. Chéreau, comme Jack Lang et Pierre Bergé, furent tous pour l'Opéra Bastille depuis l'ori-gine. Mais, si l'affrontement poli-tique gauche-droite s'est déve-lopé de façon fort classique, la bataille s'est portée à l'intérieur hataille s'est portée à l'inférieur même du ministère de la culture : Jack Lang s'est trouvé coincé entre Catherine Tasca, Pierre Boulez et Patrice Chéreau, dans une tenaille d'autant plus génante que la première (son ministre délégué à la communica-tion) a été la directrice de l'IRCAM auprès de Boulez, puis du théâtre des Amandiers avec Chéreau.

On comprend qu'elle ait déployé une activité inlassable pour réconcilier tout le monde en prenant le parti de Barenboim, ce qui a fortement compliqué la tache de Pierre Bergé et donné de Jack Lang une image quelque peu irrésolue, jusqu'à ce que le président de la République tran-che clairement en faveur de Pierre Bergé.

> JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 13.)



A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marce, 4,50 dir.; Turbie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 ach.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 S; Antilies/Régnion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 425 F CFA; Danamerit, 11 kr.; Espagne, 155 pos.; G-6., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Manda, 90 p.; Italia, 1,700 L.; Linguistang, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Paye-Bas, 2,25 fl.; Portugel, 140 esc.; Sénégel, 225 F CFA; Suède, 12,50 cs.; Suène, 1,60 fr.; USA (NY), 1,80 fl; USA (others), 2 fl.

Etranger

URSS: la campagne pour les élections du 26 mars

MM. Sakharov, Vorotnikov et Eltsine candidats à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Il y cut un point de désaccord, net et tranché, entre le candidat et ses électeurs. Ce fut lorsque M.Sakharov, exposant son programme électoral, se prononca pour le maintien de l'énergic nucléaire, qui « ne doit pas être dangereuse mais qui est nécessaire à l'humanité ».

Là la discussion fut vive, mais pour le reste un tounerre d'applauments suivait l'autre, et c'est

Interpellations en Ukraine et en Géorgie

Soixante personnes qui sonhaitaient participer à Kiev au congrès constitutif de l'Union démocratique ukrainienne out été interpellées, samedi 21 janvier, a-t-on indiqué dimanche de source proche de l'Union démocratique, un mouve-ment se présentant comme un parti d'opposition au Parti communiste soviétique.

Quatorze personnes ont été relàchées samedi soir. Deux représentants de l'Union démocratique de Moscoul Igor Tsarkov et Valeria appréhendés dès leur arrivée en gare de Kiev.

Par ailleurs, dix-sept nationalistes géorgiens ont été interpellés samedi matin à Roustavi, près de Tbilissi, capitale de la Géorgie, alors qu'ils tentaient d'organiser un rassemble

Selon M. Zviad Gamsakhourdia un porte-parole des nationalistes géorgiens, les personnes internellé appartiennent à la Société Saint Ilya Juste. Elles souhaitaient attirer l'attention des autorités et de la population sur des questions « écolo-gistes et nationales ». — (AFP.)

Nobel de la paix a été désigné, dimanche 22 janvier, candidat de la capitale à la Chambre des nationalités du Congrès des députés du peuple - le Parlement soviétique qui sera élu le 26 mars prochain.

Ce siège n'est pas acquis à

M. Sakharov, puisqu'il y a pour l'heure trois autres candidats en lice, un entrepreneur privé, un membre du bureau politique, M. Vorotnikov, et un autre héros des réformateurs, l'ancien premier secrétaire de Mos-cou, Boris Eltsine. Comme dans beaucoup d'autres circonscriptions. bataille il y aura, mais, trois jours après que l'Académie des Sciences a refusé de l'inclure dans la liste des députés auxquels elle a droit, le défenseur des droits de l'homme vient de s'assurer ainsi la possibilité d'être présent dans la campagne.

Or, à en juger par la réunion de dimanche, il ne manquera pas de partisans. Il a en effet suffi de ces trois jours au groupe Mémorial, l'organisation qui a lancé une souscription nationale en faveur de Pérection de monuments aux victimes de Staline, pour réunir plus de trois mille personnes qui ont pris d'assaut la salle de réunion de l'Union des cinéastes. Une porte vitrée a explosé sous la pression de la foule. Neuf cent quarante-sept citoyens ont pu pénétrer dans le bâtiment et les quelque deux mille cinq autres faisaient passer à l'intérieur des notes signées avec leur identité et leur numéro de pièces d'identité pour prouver qu'ils avaient bien le droit, comme Moscovites, de désigner un candidat à la représentation de Moscon.

Cinq cents voix auraient suffi. Il y en eat beaucoup, beaucoup plus, de célébrités comme le poète Evgueni Evtouchenko ou les écrivains Oles

tiques, venus en nombre, et d'incomns auxquels le nom de Sak-harov ne l'était pas. Dans le domaine économique, le candidat s'est notamment prononcé pour la généralisation de la concurrence, des baux agricoles et du système coopé-ratif, l'introduction de l'actionna-riat, le marché libre des moyens de production et pour la protection de

Dans le domaine social, M.Sakharov voudrait se battre pour la sup-pression de tous les privilèges qui ne sont pas justifiés par le service (applaudissements), l'établissement d'un lien entre le niveau de salaire et les résultats du travail, la suppression de tout plafond de revenus et l'introduction parallèle, comme régulateur, d'un impot progressif, la transparence des comptes des organisations sociales - ce qui inclut, par exemple, le parti et les syndi-cats.

Un test

Pour ce qui est des propositions politiques, chacune d'entre elles ou presque a été longuement applaudie de la révision de la toute nouvelle loi électorale à la garantie des libertés d'opinion, d'association, de réunion, de manifestation et de choix du lieu de résidence, en passant par le retour, sur la base d'un accord négocié, à la conception de l'URSS comme « union d'Etats égaux en droits », la suppression de tout contrôle idéologique sur la presse, l'abrogation graduelle du système des passeports intérieurs et la libération immédiate de tous les prisonniers de conscience.

Toutes les archives concernant les répressions staliniennes « et toutes les répressions illégales » devraient être publiées : la peine de mort abosoumises à contrôle parlementaire et la durée du service militaire réduite de moitié, mais sans diminution brutale du nombre des officiers afin d'assurer un passage futur à « l'armée de métier ».

Logiquement, M. Eltsine, dont la candidature a été proposée pour bien d'autres sièges, devrait choisir de se présenter ailleurs, mais, pour ce qui est de de M. Vorotnikov, désigné par des entreprises de Moscou, le problème est plus délicat puisqu'il est aussi Président de la Fédération de Russie. Se retirer ne serait pas gloricux et se maintenir serait s'engager dans un duel imprèvu et imprévisible.

Normalement, M. Sakbarov anrait dû être envoyé au Congrès par l'Académie et sa candidature ne gêner personne. Pour le pire puis pour le meilleur, la « démocratisation » en a décidé autrement, et l'élection de Moscou pourrait maintenant devenir – étrange expre en URRS - un test électoral.

A la veille de cette réunion M Gorbatchev s'était vigourcuse ment prononcé, samedi, contre l'introduction du multipartisme, « considéré par beaucoup, a-t-il indiqué an passage, comme nécessaire à un développement dynamique de la société ».

BERNARD GUETTA.

• La Moldavie revendique la issance de la langue moldave. - Suivant l'exemple des pays baltes, la direction de la petite République soviétique de Moldavie, limitrophe de la Roumanie et qui connaît elle aussi une vive agitation nationaliste, a recommandé l'adoption du moldave comme langue d'Etat, a annoncé vendredi 20 janvier l'agence Tass. - (AFP.)

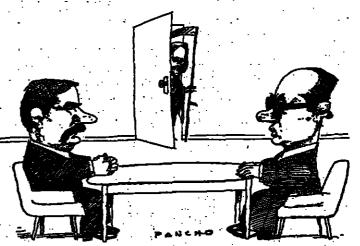
POLOGNE

Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir

(Suite de la première page.) Mais, la prudence restant de mise, les responsables de Solidarité ont tenu à marquer le plus nettement possible certaines limites. Ainsi, si « une coopération [avec le pouvoir] paraît désormais possible dans la lutte contre la crise », « le coût des réformes ne doit pas contribuer à la baisse du niveau de vie de la

lundi. L'agence officielle PAP a évoqué, dimanche soir, l'hypo-thèse d'un crime crapuleux, thèse qui n'est cependant pas reprise lundi par le grand quotidien de Varsovie Zycie Warszawy, pour lequel « l'affaire n'est pas claire ». Les paroissions ont, en effet constaté que, si quelques couverts en argent avaient été volés, les malfaiteurs n'avaient en

小學 人名丁姓



société ». Il faut avant tout « en finir avec le gaspillage et revoir les dépenses budgétaires ».

De même, si le syndicat accueille avec satisfaction » l'annonce d'une certaine forme de pluralisme politique, il rappelle que cela passe par « la liberté de s'associer et de s'organiser, par la démocratisation de la vie publique, la liberté de parole et de publication, une authentique indépendance de la justice... ».

Ovationné par les fidèles de Sainte-Brigitte, Lech Walesa, visiblement stimulé par les événements de la semaine passée, a plaidé pour un syndicat « libre et indépendant ». « L'avenir réside dans la raison, a-t-il ajouté. Je ne tiens pas à avoir trop d'euphorie. tout peut encore arriver. Mais vous pouvez apercevoir une chance, vous pouvez apercevoir l'espoir. Si tout ça se révèle n'être qu'une illusion, alors nous

devrons continuer à nous battre » Ni Lech Walesa ni ses amis n'ont commenté publiquement le meurtre du Père Niedzielak, qui devait faire l'objet d'une autopsie

revanche pas touché à des sommes d'argent liquide que le prêtre, âgé de soixante-quatorze ans, avait laissées dans son

Sans avoir la nosoriété du Père Popieluszko, assassiné par la police politique en octobre 1984 (voir encadré), le Père Niedzielak était néanmoins connu dans les milieux de l'opposition comme un sympathisant. Curé de la paroisse Borromée, près du cime-tière Powazki, à Varsovie, il célébrait déjà, dans les années 70, avant la naissance de Solidarité, des messes patriotiques. Le mur extérieur de son église est orné d'une croix gravée de l'inscription « A ceux qui sont morts à l'Est ». et le prêtre portait un grand intérêt à toutes les recherches historiques sur les Polonais morts en ÜRSS. Le Père Niedzielak avait rècu: récemment des menaces: « Ils m'auront », avait-il déclaré la veille de sa mort au Père Krol, chancelier de l'archevêché de Varsovie. Ses obsèques doivent

La « plaque tournante » de Ladispoli

Des milliers de juifs soviétiques bloqués en Italie

Quelques, centaines de juifs soviétiques réassissaient bon an mal an à quitter l'URSS an début des années 80. Puis la glasnost est arrivée. Els devraient être treute-huit mille cette année. La plupart demandent à er noo en Israël, mais aux Etats-Unis, où la politique d'accueil n'est plus aussi géné-reuse que naguère. Et à Ladispoli, près de Rome, où ils échouent, la liste s'allonge de ceux qui attendent depuis des mois d'être fixés sur leur destination finale.

LADISPOLI de notre envoyé spécial

« lls m'ont rejeté. Vous vous ren-dez compte? Ils m'ont dit non! ô Dieu, mes enfants ont été irradiés par Tchernobyl. Nous sommes malades. Qu'allons-nous deve-nir? - Un éclair de fureur désespéré illumine en permanence le regard fiévreux de Slava. Kipa de travers sur le crâne, il court en rugissant son malheur d'un groupe à l'autre, bousculant au passage les monceaux de valises mai ficelées qui encombrent le hall. - Je ne veux être qu'un bon juif en Amérique! Je ne demande rien d'autre! Vous le sou-Dites-leur! Pourquoi ne veulent-ils plus de nous ? -

Naguère, quand l'URSS était encore l'« empire du mal » et de la « stagnation », tous les pratiquants du shabat étaient les bienvenus en Amérique. Etre « juif soviétique », c'était le sésame. Vous étiez automatiquement « réfugié politique » et accueilli à bras ouverts. Maintenant, l'officier d'immigration qui suit les dossiers au consulat américain ne se Odessa n'est plus Auschwitz, L'officier veut des preuves de la persécu toire : la glasnost a ouvert un peu plus le rideau de fer et, en même temps, elle a grippè le tourniquet de la liberté. tion. C'est l'ironie de la grande his-

Piazza Vittoria, par un froid matin de janvier à Ladispoli. Sous les quatre palmiers du petit square, un essaim humain frigorifié bour-donne bizarrement. Trois grosses femmes, fichu sur la tête, outrageusement maquillées, se serrent sur l'un des six bancs publics de l'endroit. Elles se partagent une pomme au couteau. Les autres banes ont été pris d'assaut depuis l'anbe. Ils sont au moins deux cents, là, à tenter de se réchanffer sous le pale soleil de cet hiver méditerranéen. Ne serait les panneaux publicitaires alentour, on se croirait dans un film des années 50. Vestes cin-

trées, pantalons larges, bottes en

Beaucoup ont accroché un petit écriteau de papier autour de leur cou. « Je cherche un appartement pour cinq personnes... Je vends une bicyclette 15000 lires. . Deux mes en casquette, taille basse, teint blafard et regard gris, déambulent entre les groupes, observant au passage les joueurs de jacquet et d'échees agglutinés sur les rebords de la fontaine. Ils ont épinglé un billet de 1 000 lires sur leur veston fatigué. Ce sont les changeurs attitrés des juifs soviétiques de Ladispoli.

La communanté a aussi ses agents de voyage, qui proposent des excur-sions à Venise, Florence ou Naples. Et puis, elle a une boutique casher, un club de détente pour regarder la télé et jouer au ping-pong, une école spéciale où les enfants et les adultes peuvent apprendre l'hébreu et l'anglais. Il y a encore, il y a surtout, cette extraordinaire synagogue bri-colée dans une ancienne salle de cinéma au bord de la grande plage de sable noir. Sur l'écran, depuis un an, Gina Lollobrigida a laissé place au rabin Loubivitch, maître à penser des servants de l'endroit.

Plus d'une centaine par jour

- Vous pensez, explique dans un français presque parfait le docteur migrant Yakov, il y a dix ans que cette ville nous sert de plaque tournante. On a eu le temps de s'organi-ser. » Dix ans, en effet, que le plus court chemin, d'Odessa à Brooklyn, passe par Ladispoli, méchante petite station balicaire à 40 kilomètres de Rome l'Eternelle. Dix-sept mille habitants l'hiver, deux cent mille à la belle saison, c'est la statistique officielle. Pas étonnant que les boutiquiers du cru aient appris à comp-ter en russe et à traduire leurs affichettes-réclames dans la langue de Pouchkine.

Mais pourquoi avoir échoué à Ladispoli? « Parce que ce n'est pas loin de Rome et qu'il est plus facile et moins cher (?) d'y vivre », explique encore le docteur Yakov, ex-cardiologue de Vilnius, en Lituanie, candidat pour Philadelphie - - ou à défaut Paris, mais comment faire? - et coincé ici depuis le 15 septembre. - Une fois en posses-sion de notre visa pour Israël, seul passeport de sortie acceptable par les autorités soviétiques, on est envoyés à Vienne par avion. Là, 90 % d'entre nous annoncent au consulat israélien qu'en réalité nous souhaitons aller oux Etats-Unis. Ils ont l'habitude. On nous met alors dans des trains ou des autocars à destination de Rome puisque seul,

de traiter nos dossiers. Voilà. . - Rendez-vous à Ladispoli. C'est devenu, des rives de la Baltique jusqu'au Kazakhstan, le mot de passe de cette nouvelle tribu de juifs errants. « Pour Igor Nassonov de Leningrad », peut-on fire dans le message en russe placardé sur un palmier de la piazza Vittoria.

Nous vivons ici, via Santa-Marinella. Tu es le bienvenu chez nous. Signé: Marbuk Anatoly. >
Tous les jours que Dieu fait, ils sont
plus d'une centaine à débarquer ici,
à Ladispoli, avec leurs yeux
hagards, déboussolés, les deux lourdes valises réglementaires en main et les 90 roubles (1) par per-sonne, maximum autorisé par les douaniers soviétiques, eu poche.

Ce qu'ils ont pu sauver - un samovar, une icone, un appareil photo, une guitare, — on le retrouvera bientôt offert au passant du marché aux puces de Rome, dans un coin spécial qu'ils ont baptisé l'«american corner». Interminable caravane de fuyards heureusement sponsorisés. Car il y a le Joint Com-mittee, une organisation juive américaine qui les aide.

« Un dictionnaire russe-italien, une nuit d'hôtel à Rome et 3000 F par mois et par couple (+950 F par enfant à charge), voilà ce qu'on leur donne », confirme-t-on au bureau romain du Joint Committee. Ce n'est pas le Pérou, mais pas la misère non plus, puisque le comité pourvoit aussi aux soins médicaux et à la scolarisation des enfants. « Le problème, ajoute Shamir, juif newyorkais de l'organisation, c'est que, depuis octobre dernier, l'administration américaine, qui nous rem-boursait jusque-là les frais affé-rents à l'entretien de ces transmigrants jusqu'à leur départ aux Etats-Unis, limite désormais la facture à un mois de séjour maxi à

partir de l'arrivée à Vienne. Le virage politique que le consu-lat américain de Rome se refuse encore à avouer - « no comment », nous y a-t-on rétorqué - est ici patent. La durée moyenne d'attente à Ladispoli est passée de trois à quaaines auparavant à plus de soixante-quinze jours pour ceux qui auront leur visa. Mais, à Ladispoli, certains sont là depuis quatre ou cinq mois, et ils sont plus de trois cents à s'être vu officiellement claquer la porte de l'Amérique au nez.

Pourquoi ? Mystère bureaucratique. Pour quelques-uns, comme Sergei qui vient de Moscou, le cas est clair. Vingt-huit ans, beau comme le cosaque du cirque de Moscou sur l'affi-che, un anglais impeccable et un diplôme de droit en poche, Sergel était douanier, il veut être avocat.

En Amérique évidemment. Mais il a peu de chances d'y parvenir. Son problème? Sergei n'est pas juif pour 2 kopecs. « Ils m'ont assez vite découvert, raconte Sergei avec le sourire narquois de celui qui a joué une bonne blague. A Vienne, les gens du Joint Committee m'ont posé les ancètres, leurs noms, prénoms, tout ça... Finalement, je leur al ayoué la vérité. J'étais dehors, c'est l'essentiel. » Depuis, c'est une autre organisation américaine, l'International Rescue Committee (IRC), qui s'occupe de lui. Sergel n'en démord pas, il veut aller chercher son grasi à New-York. Exactement comme tous les « vrais » iuifs de Ladispoli.

Les gens du comité, comme le rabbin Rabinsky, ancien villageois de la Baltique émigré à Jérusalem depuis cinq ans, font tout ce qu'ils penvent pour convaincre doucement les autres de changer leur destina-tion finale. Sans succès.

Pourquoi ne vont-ils pas en Israel, ces fuyards de la glasnost ? - Peuh... Ils ne comaissent rien de la Terre promise », regrette, barbe rousse au vent, le rabbin Rabinsky qui s'active tous les jours comme un beau diable à la synagogue-cinéma. « Trente ou quarante hommes seulement vien-nent ici quotidiennement pour le rite du tfilin », se plaint-il. Et le samedi, pour le shabat, « j'ai tout au plus deux cents personnes ». Sur sept mille transmigrants, c'est évidem-

« Ces gens ont deux caractéristi-ques, précise-t-on au comité, ils sont généralement très éduqués » — les programmeurs, informaticiens, architectes, médecins sont légion arcintectes, medecins sont region parmi eux, — « mais ils sont très peu religieux ». Pas de papillotte et peu de baliths, le châle traditionnel de prière, chez les exilés de Ladis-poli. La plupart ne parlent ni l'hébren ni même le yiddish. « Moi, j'ai déjà fait l'armée en URSS, je fai deja fair i armée en UKSS, je n'al pas envie de recommencer (...). Moi, je ne veux pas quitter une dic-tature pour entrer dans une autre (...). Moi, je pense qu'on a eu notre compte de difficultés, et je ne veux pas en connaître d'autres avec les Arabes (...). Moi j'estime, qu'israël, comparé aux USA, a moins de liberté. Et puis c'est trop petit, pas assez développé technologiquement. Je ne pourrais pas y gagner ma vie », etc. Tels sont les sentiments les plus répandus dans la diaspora rétive de Ladispoli. La propagande soviétique est peut-être passée par là, mais le sionisme ne se

décrète pas. PATRICE CLAUDE,

(1) Environ 800 F.

En octobre 1984

avoir lieu jeudi,

L'assassinat du Père Popieluszko par la police politique

C'est au général Kiszczak, pratiquents — libérés par la pre-ministre de l'intérieur, mière amnistie de juillet 1984. aujourd'hui en première ligne dans les négociations avec Soli-darité, qu'était échue le 27 octobre 1984 la tâche d'annoncer aux Polonais la nouvelle qu'ils redoutaient : le Père Jerzy Popieiuszko trenta sept ans, avait bien été assassiné par ses ravisseurs, des officiers des services de sécurité. Son corps torturé, au point de rendre l'identification pratiquement impossible, devait être repeché quelques jours plus tard dans le réservoir d'eau de Torun, où ses meurtriers l'avaient jeté.

L'enlèvement du Père Popie-luszko, le 19 octobre, avait provoqué immédiatement une émotion et une inquiétude très vives en Pologne, où il était connu de tous comme l'un des défenseurs les plus ardents de Solidaritá, Ses « messes pour la patrie » attiraient à l'église Saint-Stanislas, à Varsovie, chaque demier dimanche du mois, des foules de plusieurs milliers de fidèles qui se massaient jusque dans le jardin public bordant le pervis. C'était aussi dans sa parcisee que s'étaient spontanément retrouvés pour une ∢ messe des amnistiés » la plupart des prisonniers politiques, à com-mencer par les chef de file de Solidarité - même les moins

Jeune, souriant, n'hésitent pas à tenir tête à l'épiscopat qui lui demandait de modérer ses prises de position, le Père Popieluszko avait acquis une immense popularité dans le pays, au moment où, après l'état de guerre, il ne restait guère que les églises aux Polonais pour venir exprimer leur opposition. Ses obsèques, en présence de Lech Waless, du cerdinal Gierno et de traize évêques, rassemblèrent des centaines de milliers de personnes. Sa tombe, dans Stanislas, reste un lieu de pèlerinage obligé.

Au moment de l'enlèvement du prêtre, la porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait évoqué la thèse de la « provocation » dirigée contre « la politique de renouvesu » qui, à vrai dire, ne dépassait guère à l'époque le stade verbal.

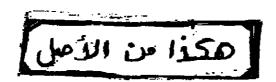
Les assassins du Père Popieluszko furent jugés et condamnés, le 7 février 1985, à vingt-cinq ans de prison pour deux d'entre eux, quinze et quetorze ans pour les deux autres, à l'issue d'un procès hâtif et controversé. Ils seront sans doute tous libres d'ici quelques rnois, ayant bénéficié d'importantes remises de peine l'an der

Décès de Josef Cyrankiewicz ancien chef de l'Etat et du gouvernement

L'ancien chef de l'Etat et du gou-vernement polonais Josef Cyrankie-wicz est mort, vendredi 20 janvier, à Varsovic, à l'âge de soixante-dixhuit ans, a annoncé l'agence PAP.

[Isan d'une famille de l'intelligentsia,
Josef Cyrankiewicz s'est mainteun pendant vingt et un ans à la tête du gouvernement, de 1947 à 1952, pais de 1954 à

1970. Il avait été écarté du ponvoir à la



L'opposition dénonce les atermoiements de la commission d'enquête parlementaire

de notre correspondant

Dans une lettre adressée su président de l'Assemblée nationale, la commission d'enquêté parlementaire sur le « scandale Koskotax » vient de demander un délai sapplémentaire de deux mois pour mener à bien ses travaux. Elle aurait du en principe remettre avant le 24 janvier son rap-port final sur cette affaire d'escro-

Tons les partis de l'opposition ont dénoncé ces derniers temps l'orien-tation prise par l'enquête sons la pression de la majorité socialiste des trente et un membres de la commission. Celle-ci a par exemple refiné de convoquer pour audition des per-sonnalités qui auraient pu établir un lien entre le scandale Koskotas et l'obscure affaire des venues de la société publique EBO, dans le cadre de laquelle plusieurs perl'obscure affaire des ventes d'arnies somes appartenant au cercle intime du premier ministre, M. Andréas Papandréou, ont été mises en cause. Le Parti communiste a amoncé sa décision de ne plus participer aux travaux de la commission, tandis que les députés de Nouvelle Démocratie (droite) out quitté la saile de réunion au moment du vote. 🐷

C'est toutefois en dehors de la commission que sont faites les interventions politiques les plus intéres-santes. Devant le Parlement, M. Constantin Mitsotakia, président de Nouvelle Démocratie, a ainsi affirmé que l'achat de grarante Mirage français avait coûté à la Grèce 48 milliards de drachmes (environ 2 milliards de francs) de plus que pour des pays qui avaient signé des contrats analogues pour le même type d'avions. Ce « supplément » représenterait, selon le chef de l'opposition, le montant de diverses commissions illégalement

Samedi 21 janvier, le quotidien du soir *Elephierotypia* a en outre publié le texte d'une lettre que Georges Koskotas aurait adressée à M. Papandréon quelques jours avants sa fuite de Grèce. Le banquier escret y demande notament au-premier ministre de prendre des mesures pour que la Banque de Crête qu'il dirigeait soit vendue à des personnes « proches du gouver-nement » et cogérée par le commis-saire de la Banque centrale nommé pour rérifier la compubilité et les transactions de l'établissement Georges Koskotas, qui est aujourd'hui en prison aux Etats-Unis, demande également que des démarches scient faites auprès des autorités judiciaires grecques. « Je sais, écrit-il, que cela peut se faire. > de Madrid sur la reprise de négocia-Selon le quotidien Élephterotypia. I tions en Algèrie. Celles-ci avaient le ton général de la leure rappelle été interrompues en février 1988 à

trangement celui d'un « parte-natre » qui donne des instructions à son associé...

Le gouvernement a réagi violemment en affirmant que cette lettre n'était jamais parvenue au premier ministre, qu'il s'agissait d'un

- faux - fabriqué dans le cadre d'un complot visant à discréditer M. Papadréou. Mais, dimanche, le journal est revenu à la charge et a mis le gouvernement au déli de le poursuivre en justice.

THEODORE MARANGOS.

« Scandales au Koskotistan »

de notre correspondant

Mélange de spectacle de cabaret et de numéros de chan-

sonniers, la « revue athénienne » est un genre de théâtre très prisé dans la capitale gracque. Las chansons satiriques et les danses se succèdent è une cadence rapide La grivolserie en est un rapide. La grivonene en est un ingrédient quasiment obligatoire, de même que les péripéries de la vie politique. Avant tout, il faut estiquer. De préférence critiquer tout et sur tous les modes.

La « revue athénienne » comait aujourd'hui une véritable renaissance. Les nombreuses « affaires » de ces demiers mois at le scandale Koskotas, la santé de M. Papandréou et ses amours avec l'hôtesse de l'air Dimitre Liani, la cascade de remanie-ments ministériels, font le bonheur des auteurs et des acteurs. Actuellement, sept spectacles a succès sont presque exclusivement consacrés à ces histoires. Ils s'intitulent : Le bien-aimé de

Koskotistan, les Derniers Paso-krates, du nom du Parti socialiste (PASOK) au pouvoir, etc. La satire est en général féroce, l'humour d'un goût inégal, la

nuance pratiquement absente. Le spectateur est ainsi témoin du

mariage du couple le plus célèbre du pays et pénètre dans plu-sieurs chambres à coucher.

Personne pourtant ne proteste, car in k revue > est un genre intouchable. Un homme politique qui n'y serait pas mentionné serait en droit de se faire du souci sur son avenir. Il est d'ailleurs « chic » pour une personnaîté de se rendre au théâtre les spectateurs. Mes Dimitra I inni a eu una fois cette idée, et cette présence a été plutôt bien vue dans la presse. Un acteur connu, Lakis Lazopoulos, ne cesse depuis de la défendre sur scène.

7h. M.

ESPAGNE : reprise des négociations avec le gouvernement

L'ETA prolonge de deux mois la trêve des attentats

L'organisation indépendantiste basque ETA a annoncé dimanche 22 janvier, dans un communiqué transmis en début de soirée à plusiems médias basques, qu'elle prolongent de doux mois sa trève unilasongeau de paut hans sa neve unia-térale de 15 jours décrétée le 8 januier. Plusieurs dizaines de mil-liers de personnes avaient défilé la neille à Bilbso, à l'appel du parti indépendantiste Herri Batasuna. pour demander la réonverture de régociations entre l'ETA et le gou-

Seion un porte-parole du journal basque Egin, proche de l'ETA, le communiqué de l'organisation précise que cette prolongation résulte d'un accord avec le gouvernement la suite de l'enlèvement de l'homme d'affaires Emiliano Revilla. Depuis lors Madrid exigenit avant leur reprise l'abandon par l'ETA de la

La première offre de trêve, debut janvier, avait été accueillie avec scenticisme dans les milieux politiques espagnols. Sa briéveté et également le maintien des exigences traditionnelles de l'organisation pour la reprise de négociations ne paraissait guère de nature à favoriser un arrangement. Le gonvernement espagnol continuait d'exiger une trêve illimitée. Des pressions importantes, selon El Pals, auraient été exercées ces dernières semaines par l'Algérie pour pousser l'ETA a prolonger son cessez-le-feu de trois mois (le Monde du 21 janvier). Des discus sions ont en lieu à ce propos, selon la presse espagnole, entre des émissaires du gouvernement et le repré-sentant de l'ETA en Algérie, M. Engenio Etxebeste, alias Antxon, considéré comme un modéré.

Les partisans de la négociation au sein de l'organisation basque out pu également être aidés par l'arrestation en France, le 19 janvier, de Josn Ternera, considéré comme le chef de l'aile dure de l'ETA. L'impor-tante mobilisation à laquelle a donné lieu la manifestation organisée samedi à Bilbao par Herri Batasana, dont les dirigeants avaient euxmêmes lancé un appel à la reprise des négociations, semble en tout cas montrer que la volonté de dialogue gagne du terrain au sein même de l'ETA, dont l'aile dure avait jusqu'à présent toujours été capable de neu-traliser les tendances à la conciliation.

Infiltrations

un haussement d'épaules.

Afrique

ANGOLA: obligé de quitter le pays en vertu de l'accord de New-York

L'ANC cherche de nouveaux « sanctuaires »

LUANDA de notre envoyé spécial

Toujours plus loin, toujours plus au nord, les exilés nationalistes de

l'ANC (Congrès national africain)
sont petit à petit contraints de s'éloigner de l'Afrique du Sud. Ceux qui
sont réfugiés en Angola vont devoir,
à leur tour, quitter jeur terre d'asile, sacrifiés sur l'antel de l'indépen-dance de la Namibie.

En vertu de l'accord du 22 décembre, les trois signataires, l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba, se sont engagés à respecter le prin-cipe de non-ingérence dans les affaires internes des autres Etais, c'est-à-dire - d'assurer que leur ter-ritoire respectif n'est pas utilisé par aucun Etat, organisation, ou per-sonne en relation avec des actes de guerre, d'agression ou de violence contre l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières et ndance de chacun des pays de l'Afrique du Sud-Ouest ». Ce principe implique la cessation de toute aide de Pretoria au mouvement rebelle angolais de l'UNITA et la fin de l'hébergement donné par Luanda aux réfugiés politiques sud-

Le jour même de la signature de l'accord, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Afonso Van Dunem, avait, cependant, claire-ment signifié que le traité ne concernait pas « la juste lutte contre l'apartheid . Il a pourtant bien failu admettre que la transgression du principe de non-ingérence serait « une violation claire des accords », comme le soulignait M. «Pik» Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Le 8 janvier, k président de l'ANC, M. Oliver Tambo, a donc annoncé que ses militants se retireraient des bases militaires d'Angola afin de ne pas four-nir à Pretoria un prétexte pour entraver le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie (le Monde du 10 janvier).

La nonvelle n'a jamais été annoncée officiellement à Luanda. Ques-nomé, le ministre de l'information, M. Pinto Joao, a évoqué « le pro-cessus de normalisation qui doit se consormer à certains principes », ajoutant : « La nature du soutien doit prendre en compte l'évolution de la situation en Afrique aus-trale. Sans qu'on le dise formelle-ment, l'ANC va démanteler ses bases dans un délai qui n'a pas été précisé et ses membres devront rejoindre un nouvel exil en Ethiopie et en Tanzanie, ce dernier pays abritant déjà les opposants et rivaux politiques du PAC, le Pan African

Dans la maison qu'occupent conjointement à Luanda, l'Organi-saion de libération namibienne la SWAPO et l'ANC, un officiel précise que l'Onganda et le Ghana auraient aussi offert l'asile à - ces chassés de partout ». L'un d'eux ayant quitté l'Afrique du Sud depuis treize ans, à l'époque des émeutes de Soweto en 1976, ignore totalement ce qu'il va devenir. « Que voulez-vous que je fasse? », demande ce nationaliste originaire du Cap avec

un haussement d'épaules.

Il constate qu'en fin de compte eles Sud-Africains arrivent toujours à leur fin ». Pas vraiment désabusé mais quelque pen amer. Le chef de la délégation, M. Uriah Mokeba, seul habilité à faire un commentaire officiel, n'a pas trouvé un moment pour recevoir les journalistes. La pilule est sans donte difficiel à avaler.

Un autre exilé se console en pen-sant qu'un antre mouvement de libé-ration, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) à,

enfin, conquis le droit de rentrer chez lui au terme de vingt-deux aus de combat. Pour sa part, l'ANC, soixante-dix-sept ans après sa créa-tion en 1912 et vingt-huit ans de futte armée, doit, une fois encore. allonger la distance qui le sépare de la mère patrie, bien que l'Angola n'ait pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud.

Tous les Etats riverains ou enclavés refusent déjà, par crainte de représailles, d'offrir l'asile aux membres de l'organisation en exil autrement que sous la forme d'un bureau, et encore. En février 1982, le Swaziland signait un pacte de non-agression et de bon voisinage, officialisant un modus vivendi. Ce traité, par la suite, entraîna une véritable chasse aux nationalistes. En mars 1984, c'était au tour du Mozambique avec le pacte de Nkomati, qui signifiait aussi la fin du refuge. Même chose au Lesotho après le coup d'Etat militaire prosud-africain de janvier 1986, qui a contraint au départ des dizaines de réfugiés politiques.

Le Botswana et le Zimbabwe sont sons étroite surveillance des services secrets de Pretoria et accusés résulièrement de servir de voie d'infiltration. En raison des pressions, ces deux voisins ne tolèrent aucune base sur leur territoire, lesquelles seraient vite la cible des unités antiterroristes and africaines. La situation est analogue en Zambie, dont la capitale abrite pourtant le quartier général du mouvement. Désormais, le glacis protecteur va s'étendre jusqu'à l'Angola.

Entre 6 000 et 10 000 réfugiés, selon diverses estimations, se trouvent dans l'ancienne colonie portugaise, dont 1 400 combattants d'après les services secrets de Pretoria. En août dernier, à Genève, M. «Pik» Botha avait énuméré sept bases, dont le centre de transit de Vianna à proximité de Luanda et le camp de rééducation Quatro où sont incareérés « les espions» à la solde de l'ANC dans la capitale angolaise, on parle de cinq fermes et de plusieurs milliers de réfugiés, sans autre précision. Entre 6 000 et 10 000 réfugiés

Le général brésilien, Pericles Fer-reira Gomes, qui commande la mis-sion de vérification des Nations sion de vernication les Nations unies sur le désengagement cubain, a souligné qu'il n'avait pas pour mandat de s'assurer du départ des militants de l'ANC. Vont-ils tous plier bagages ou seulement les combattants qui reçoivent un entraînement militaire? Les dirigeants sont autorité proclaires muets et les autorités angolaise insistent sur le fait qu'il s'agit avant tout de réfugiés qui ne seraient donc pas touchés par le nouvel exode

L'éloignement de son terrain L'éloignement de son terrain d'action des membres de Umkhonto We Sizwe (la lance de la nation), le bras armé de l'ANC, ne représente pas véritablement un revers. L'Angola n'a jamais été à proprement parler le point de départ des infiltrations en direction du territoire sud-africain. Ce reflux au nord n'en a pas moins un impact psychologique sérient saus contende de coût logique sérieux, sans parier du coût de l'opération de déménagement et

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Un nouveau parti d'opposition veut « renverser »

le régime

Cinq mille délégués représentant deux cents groupes de l'opposition extra-parlementaire, réunis samedi 21 janvier à Sécul, ont créé la Coalition nationale pour un mouvement démocratique (Chunminyun), dont l'objectif est de renverser le régime au pouvoir. Les organisateurs, dont certains ont récemment été libérés de prison dans le cadre d'une amnistie, ont déclaré que « l'indépendance, la démocratie et l'unification nationale ne pourront iamais être réalise sans l'expulsion des forces étrangères - allusion aux troupes améri caines stationnées au sud du 38º parallèle - et le renverse ciste ». Réunis à l'université Yonsei, ils ont étu à leur tête un ancien journaliste, M. Lee Bu-young.

Dimanche, des heurts violents ont opposé une dizaine de milliers de par-tisans de la Coalition à des milliers de policiers dans les rues de la capitale. Armés de pavés et de cocktails Molotov, les manifestants deman-daient la démission du président Roh Tae-woo. - (AFP, AP.)

Iran Durcissement du système répressif

L'Iran a décidé de durcir davantage son système répressif en accor-dant à des tribunaux d'exception le

des délais très rapides les coupables de « crimes graves », « trafiquants de drogue », « voleurs armés », « criminels » de droit commun.

L'ayatollah Abdolkarim Moussavi Ardebili, président de la Cour suprême, a annoncé vendradi 20 jan-vier que, sur ordre de l'imam Kho-meiny, des « tribunaux ont été constitués dans différentes régions du pays et habilités à prononcer rapdement des verdicts dans les affaires concernant les criminels graves », notamment « les trafiquants de droque, les bandits, les voleurs armés et les auteurs de rapt ».

M. Ardebili, qui préside le Conseil supérieur de la justice, la plus haute autorité judiciaire du pays, a lancé également un avertissement menacant aux juges des tribunaux révolutionnaires et ordinaires, les appellant à « ne pas laisser un criminel échapper à la justice ». -- (AFP.)

Liban

Retour du CICR Le Comité international de la

Croix-Rouge (CICR) a décidé de reprendre ses activités au Liban, après une interruption de trente-trois jours, due aux menaces de mort proférées contre ses membres, a annoncé dimanche 22 jenvier un offi-ciel libanais. Quatre délégués suisses sont arrivés dans la capitale libensise pour rouvrir le bureau de Beyrouth-Ouest. Le comité avait suspendu ses activités et rapatrié ses dix-sept délégués le 20 décembre, pour la première fois de son histoire, ses dirigeants à Genève estimant que son personnel était en danger. Quatre jours avant, un membre du CICR avait été relâché après une détention d'un mois. Après des contacts intensifs avec divers groupes libanais et palestiniens, le CICR a estimé avoir reçu des « garanties crédibles » pour

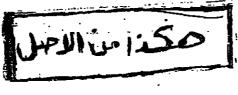
TZVETAN IODOROV NOUS ET LES AUTRES L'étude de Tzvetan Todorov sur

la vision de la diversité humaine chez une trentaine d'écrivains français de Buffon à Lévi-Strauss est une synthèse qui fera date et servira de référence. Pascal Bruckner

Le Nouvel Observateur

Collection La couleur des idées dingée par J.-P. Dupuy, J.-L. Giribone et J.-C. Guillebaud, 140 F.





, ...

Au moiss quatre cents personnes ont été interpellées, samedi 21 jan-vier, dans des trains en gare de Vse-taty, le village à 30 kilomètres au nord de Pragne où repose Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le seu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'intervention sovié-Les policiers avaient bloqué les routes menant au village et le partie du cimetière co repose Jan Palach avait été fermée « pour raisons techniques ». Les personnes inter-

pellées, qui avaient répondu à l'appel des mouvements d'opposition organisateurs d'un « pêlerinage », out été emmenées dans une ferme

TCHÉCOSLOVAQUIE

d'Etat voisine, questionnées et fichées, avant d'être relâchées, a indiqué M. Petr Uhl, membre de la Ces interpellations portent à huit cents, selon M. Petr Uhl, le nombre de personnes appréhendées su cours de la vague de manifestations qui a commencé dimanche 15 janvier, lorsque la police a violemment dis-persé plusieurs milliers de personnes rassemblées place Wenceslas, à Pra-gue, pour chlébrer le vingüème anni-versaire de la mort de Jan Palach.

6 RDA : douze dissidents libérés après une semaine de pri-son. — Les doize dissidents est-

allemands arrêtés en Baison avec la manifestation du dimanche 15 jan-vier à Leipzig ont été relâchés à la fin-

de la semaine dernière, a t-on appria, samedi 21 janvier, à Berlin-Est. Le dernier à être libéré à été Frad

Nouvelle vague d'interpellations et protestation de Mgr Tomasek

Cinq des six rassemblements qui ont suivi ont dégénéré en affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Cinq des personnes arrêtées lundi dernier ont été libérées dimanche, ainsi que M. Tomas Hradilek, un des trois porte-parole de la Charte 77, placé en garde à vue vendredi. En revanche, les deux antres porte-parole du mouvement d'opposition, Mo Dana Nemcova et M. Sacha Vondra, ainsi que le dra-

maturge Vaclav Havel, restaient emprisonnés, de même qu'un nom-bre indéterminé d'opposants arrêtés tout au long de la semaine. Le cardinal-archevêque de Pragua. Mgr Frantisek Tomasek, a adressé ce week-end au gouvernement tchécoslovaque une lettre dans laquelle il « proteste vigoureuse-ment contre une telle répression de tout dialogue et une confrontation d'une telle envergure ». S'adressant à la chaîne de télévison ouestallemande ARD, le cardinal a pré-cisé qu'elle espérait que « les res-ponsables politiques réfléchirons de

nouveau et donneront au peuple ce qu'il mérite : la tranquillité et la De son côté, M. Alexandre Dub-cek, le « père » du « printemps de Prague, a estimé, dans une interview publice dimanche par le quoti-dien communiste italien l'Unita, que des réformes politiques étaient indispensables pour sortir la Tchécoslo-vaquie de la stagnation économique et culturelle. • Il existe une crise dernier è être libéré à été frad Kowacach, qui avait pris la parole au cours de la manifestation. Les autres avaient été amètés préventivament. Tous les paroles de de la pareix de la contradiction les autres de la contradiction choses qui sont en contradiction Tous furgient l'objet d'une instruction pudicisire pour a entrans aux activités de l'Etat et de la société ». — (AFP.) a déclair M. Dubcek. — (AFP. AP.

Le candidat du parti au pouvoir - l'Union civique radicale - à la présidence argentine, M. Eduardo Angeloz, est à Paris depuis le 20 janvier pour une visite de cinq jours, arrivant de Barcelone, où Il a entamé une tournée européenne, quatre mois avant l'élection présidentielle du 14 mai prochain.

Les cheveux grisonnants, le visage massif souligné par d'épaisses lunettes rectangulaires, Eduardo Angeloz se définit avant tout comme un « pragmatique ». Le gouverneur de l'importante province de Cordoba, au centre du pays, a une réputation d'homme sérieux et responsable et de bon administrateur. L'organisation de sa tournée curopéenne colle à cette image.

Invité en Suisse pour participer à la conférence économique de Davos, il a décidé de profiter de la période estivale argentine pour se rendre en Espagne, en France, en Aliemagne sédérale et en Italie. Un voyage longuement et minutieusement pré-

- Je pense que la guerre froide n'est pas finie », a déclaré, diman-che 22 janvier, le général Brent Scowcroft, conseiller du président

Bush pour les affaires de sécurité,

qui s'exprimait sur la chaîne de télé-vision ABC. Commentant les

récentes déclarations des dirigeants

soviétiques à propos de retraits de

forces en Europe incluant des sys-

èmes nucléaires tactiques, le géné-

ral Scowcroft a estimé que M. Gor-

batchev cherchait à gagner du

• RECTIFICATIF. - Dans le

inauguration à l'autre »

dernier paragraphe de l'article

parus. S'agissant des deux inaugura-tions de M. Reagan, il fallait lire :

« La première, au lendemain de

l'élection de 1980 » et non « en

1980 ». De même, quelques lignes plus bas, « la seconde, après l'élec-

tion de 1984 » et non « en 1984 ».

(le Monde du 21 janvier), plu

mots ont malencontreuser

paré, comme le montre son agenda parisien. Le candidat radical devait voir des entretiens avec le président Mitterrand, mais aussi avec MM. Michel Rocard, Alain Poher. président du Sénat, Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, ainsi qu'avec de nom-breux responsables de la commu-nauté économique.

La carrière de cet avocat de cinquante-neuf ans, marié et père de trois enfants, dont la famille est originaire de Suisse romande, résume la fidélité de ses engagements. Responsable de la jeunesse radicale de Cordoba, il fut directeur de la Compagnie provinciale de l'énergie en 1956, sénateur de la province en 1965, puis élu gouverneur en 1983. Il parvint à conserver sa province lors des dernières élections de 1987, perdues par les radicaux à deux exceptions près.

Son credo? La modernisation du pays. Il souhaite avant tout remettre l'Argentine sur les rails de la crois-sance en favorisant l'investisse-ment étranger, en développant les

ÉTATS-UNIS

«La guerre froide n'est pas finie»

affirme le conseiller de la Maison Blanche

pour les questions de sécurité

temps pour mener à bien ses

réformes internes, tout en . semant

le trouble » chez les Occidentaux. Il

a ajouté que les relations entre les

Etats-Unis et l'Europe seraient · l'un des principaux problèmes » auxquels devra travailler la nouvelle

· Jusqu'à ce que nous ayons de

meilleures preuves du contraire », il

faut considérer qu'un retour à la ten-

sion entre les deux grandes puis-

Manifestation raciste à Atlanta (Géorgie). — Six militants

d'un mouvement pour l'hégémonie

de la race blanche ont défilé samedi 21 janvier à Atlanta, protégés par

en tenue de combat. Plusieurs cen-

taines de contre-manifestants

s'étaient rassemblés pour les insulter

et les bombarder de projectiles

divers. Le défilé des militants du

National Movement était organisé en

signe de protestation contre les céré-

l'Etat d'un secteur public hypertro-



phié, mal géré et cher ». Le recours à la privatisation ne lui attire pas que des sympathies au sein de son

sances est possible, a encore estimé le nouveau conseiller à la Maison

Blanche. Il a indiqué que les négo-

ciations sur les armes stratégiques

reprendraient • aussitôt que les Etats-Unis le pourront », en précisant que, s'il n'était personnellement pas hostile à une réduction de 50 % de ces armes, il estimait qu'une telle diminution rendrait plus importante.

la question de la protection et de la mobilité des missiles américains en

On connaissait déjà la méliance du général Scowcroft à l'égard de l'URSS. Plusieurs observateurs

américains ont relevé qu'il avait été

un proche collaborateur du secré-taire d'Etat Kissinger à l'époque

Nixon-Ford, ainsi que le vice-

président de Kissinger Associates, le cabinet de consultants de M. Henry

Kissinger. L'éditorialiste du New York Times citait aussi récemment

les noms de Peter Rodman, qui vient

d'entrer au Conseil national de sécu-rité, et de Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint, pour affir-mer : « L'insubmersible Kissinger

refait surface. > - (AFP, Reuter.)

cas d'attaque.

vais ceil Eduardo Angeloz proposer des thèses « néolibérales ». Il n'en a cure et cite en exemple le travail effectué dans sa province de Cor-

En ce qui concerne les difficultés actuelles du président radical Raul Alfonsin, qui n'est pas parvenu, mal-gré les plans « Austral » et « Primavera », à redresser la situation économique et qui a dû affronter trois révoltes militaires, Eduardo Angeloz explique que « la tâche prioritaire qui s'imposait au président et au pays après la dictature était de reconstruire la démocratie dans le reconstruire la destreize grèves géné-pays. Malgré les treize grèves géné-rales, soutenues par l'opposition, les rébellions de petits groupes de militaires, la démocratie a tenu bon grâce au président Alfonsin ».

Le candidat radical affirme d'ailleurs que la philosophie qui l'anime est tout à fait semblable à celle d'Alfonsin, même si la méthode peut parfois différer ». Il estime par exemple que le projet de transfert de la capitale de Buenos-Aires à Viedma, en Patagonie, « est une idée géniale qui permettra au pays de retrouver ses racines », tout en précisant que les « problèmes économiques et financiers du pays sont pour l'instant un obstacle à une telle ambition ». Eduardo Angeloz souhaite d'autre part « restructurer l'armée pour en faire l'entité la plus professionnelle possible, intégrée dans le pays, mais pas au-dessus des autres institutions, car, dans le cadre de la loi et de la Constitution, c'est le président qui reste le chef suprême des armées ».

A l'approche de l'échéance électorale, alors que la plupart des son-dages accordent une avance confortable à son rival, le candidat péroniste Carlos Saul Menem (le Monde du 20 janvier 1988). Eduardo Angeloz n'entend pas s'avouer vaincu. . La priorité d'aujourd'hui, répète-t-il, c'est de moderniser l'Argentine et de l'ouvrir sur le monde. Les justicialistes [autre nom du péronisme] sont des hommes du passé. Sous leur direction le pays s'était refermé richesses et en s'endettant. » Face à un tribun au charisme indéniable, Eduardo Angeloz oppose la force tranquille de ses convictions. Pour

jours ce « pragmatisme » qu'il met sans cesse en avant. DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

l'heure, alors que ses contradicteurs

le taxent de - candidat du monde

des affaires », il se consacre méticu-

leusement à sa campagne, avec tou-

Asie

AFGHANISTAN: la capitale assiégée

Diplomates et organisations internationales envisagent d'évacuer Kaboul

Alors que, selon la télévision soviétique, Kaboul est assiégée par des groupes de bandits de l'opposition », organisations internationales et ambassades envisagent l'évacuation de leur personnel et leur fermeture prochaine pour « raisons de sécurité ». L'ambassade britannique a adressé à ses ressortissants et aux autres étrangers dont elle assure la représentation, au nombre d'une soixantaine, une lettre leur « recommandant de quitter l'Afghanistan sans délai, tant que des vols normaux sont disponibles ».

La RFA a évacué ses diplomates de Kaboul, mais son ambassade reste onverte avec du personnel local. Ancune décision n'a encore été prise en ce qui concerne l'évacuation des onze résidents américains. Selon un diplomates contacté à Kaboul par téléphone, les Nations unies ont décidé de ne laisser sur place qu'un seul fonctionnaire dans chacune de leurs agences.

L'aéroport de Kaboul, seule voie de sortie encore sûre, est vulnérable et a déjà été fermé à plusieurs reprises à la suite des bombardements par les mondjahidins. C'est par là cependant que parvient le ravitaillement soviétique pour les quelque trois millions de Kaboulis, dont plus de deux millions de rétu-

Crainte d'un coup d'Etat sanglant

De longues files se forment chaque matin avec l'aube pour obtenir une ration de 200 grammes de pain ou quelques litres d'essence on de kérosène. Plusieurs personnes sont déià mortes de faim ou de froid. Le marché noir est florissant et le prix des produits de base a plus que doublé en un mois. Ce rationnement est dû à la pénurie, mais anssi, selon la télévision soviétique, à l' « irresponsabilité et au manque d'organisation et au sabotage de la part des gestionnaires afghans ». Moscou a organisé un pont aérien pour ravitailler la ville. Selon un responsable nourrir à présent toute la ville ».

Tout cela explique l'atmosphère. tendue qui regne à Kaboul. Certains diplomates étrangers craignent un coup d'Etat sanglant » de la part des durs de l'arme afghane, qui refu-sent tout compromis avec la résis-tance. « Il est évident pour l'obser-vaieur le plus informé qu'un violent changement de régime est probable dans les prochains mois. Tout nou-

très Instable », estiment-ils. Selonces mêmes sources, quelque 10 000 membres du PDPA (Parti démocratique du peuple, commu-niste, au pouvoir) sur 55 000 ont déjà quitté le pays avec leurs familles pour l'URSS, l'Inde ou le

Dimanche 22 janvier, le responsa-ble du haut commandement militaire soviétique à Kaboul, le général Lev Screbrov, a recomm que Mos-cou allait mettre fin à son intervention en Afghanistan avec un sentiment d'échec. « Nous n'avons pas réussi dans tout ce que nous at prévu de faire ici, a-t-il déclaré. Nous sommes venus avec une tâche honorable à remplir et des cœurs ouverts. Nous partons et nous avons le sentiment de ne pas accomplir notre mission sur la fin. » Il a tontefois démenti que le corps expéditionnaire ait commence à quitter l'Afghanistan - l'ordre d'étant pas encore arrivé de « commencer la phase finale du retrait -, - mais que celui-ci aurait bien lieu avant la date prévue du 15 février.

Enfin, à Peshawar, au Pakistan, l'Alliance des sept partis de la résis-tance a décidé dimanche de repeater du is au 10 février la réuni Shourt (petit conseil traditionnel) au cours de laquelle devait être créé un gouvernement provisoire. Cette décision fait suite au refus des monvements chiites basés en Iran d'accepter aue offre de 60 à 80 sièges sur 480. Ces derniers réclament un quart des sièges de l'Assemblée. Les sept membres de l'Alliance ne sont pas non plus d'accord sur la présence de l'ancien roi Zaher Shah, proposée par les modérés et rejetée par les fondamen-talistes musulmans. Enfin, l'ONU tenterait de faire accepter, au sein de cette Shoura, des - bons musulmans » qui représenteraient indirec-tement la partie de la population soutenant le régime de M. Najibul-lah. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

• INDE: trois Hindous pendes tants tikhs ont tué dans is suit de sameG-24 au dimanche 22 jehvier 344 trois Hindous en les pendant à un arbre, au Pendjab, en représ après l'exécution le 6 janvier de deux sikhs coupables du meurtre d'indira Gandhi, a indiqué dimanche la police. Le 12 janvier, quatre Hindous avaient été pendus à Bhujinawali, à quarante kilomètres au nord-ouest d'Amritsar.

Les deux inaugurations de M. Reagan monies, la semaine demière, à la mémoire du leader noir Martin Luther ayant eu lieu les 20 janvier 1981 et 1985.

PEROU

Tentative d'attentat contre M. Mario Vargas Llosa

de notre correspondante

Une tentative d'attentat contre M. Mario Vargas Llosa a été annoncée, samedi 21 janvier, par l'entou-rage de l'écrivain et homme politique. Deux personnes munies d'explosifs out été surprises au bout de la piste de l'aéroport de Pucallpa, ville amazonienne simée à 700 kilomètres à l'est de Lima. Elles se scraient apprêtées à dynamiter l'appareil de ligne régulière à bord duquel voyageait M. Vargas Llosa. La tentative d'attentat n'a pas été confirmée officiellement, mais la

police a bien retrouvé les explosifs.

Mario Vargas Llosa, leader du mouvement de droite Libertad (Liberté), créé en 1987, se rendait à Pucalipa pour y créer un comité de soutien en vue des élections municipales de novembre prochain et des élections présidentielles et parle mentaires de mai 1990. L'écrivain a ment que le Fredemo (Front démocratique, une coalition conservatrice formée par le parti libéral Action populaire (AP), le Parti populaire chrétien et Libertad) présentera son programme commun le 1º mars et désignera ses candidats en avril.

M. Vargas Llosa a indiqué que M. Fernando Belaunde, leader de l'AP (la principale formation de la l'est de Lima. - (AFP.)

coalition conservatrice) et qui fut deux fois président (de 1963 à son renversement par l'armée en 1968, puis de 1980 à 1985), demeure une candidat « possible ». Cette mise au point visait à calmer les partisans de l'AP, mécontents du lancement de la candidature de M. Vargas Liosa, à la fin de 1988, par le fondateur du PPC, M. Luis Bedoya Reyes (le Monde du 20 décembre 1988).

L'ex-président Belaunde a invoqué son grand âge (soixante-dix-huit ans) pour expliquer qu'il ne brigue-rait pas un troisième mandat. Il a néanmoins précisé qu'il ne refuserait pas de nouvelles responsabilités, si nécessaire. Ce leader populiste parcourt d'ailleurs actuellement le pays, rappelant les mesures prises lors des dix années qu'il a passées à

NICOLE BONNET.

• Découverte d'un important gisement de pétrole. - La société Occidental Petroleum a découvert, dans la forêt amazonienne péruvienne, un important disement de pétrole qui pourrait produire 600 millions de barils pour une valeur de 10 milliards de dollars, a annoncé, le 21 janvier, le président du Pérou, M. Alan Garcia. Le gisement se trouve dans le bassin du fleuve Ucayafi, à environ 400 kilomètres à

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Proche-Orient

Selon un dirigeant palestinien

Washington a posé des conditions

Les Etats-Unis se sont déclarés prêts à accepter que l'OLP joue un rôle dans le processus de paix an Proche-Orient à condition que 'organisation exclut certains de ses membres et démantèle l'une de ses unités, a indiqué, dimanche 22 jan-vier, un responsable palestinien proche de M. Arafat.

Ce dirigeant, qui a requis l'anonymat, a précisé que ces conditions avaient été communiquées à la centrale palestinienne par l'ambassa-deur des Etats-Unis à Tunis, chargé des contacts avec l'OLP. « M. Pelle-treau a présenté une liste de dirigeants de l'OLP que les Etats-Unis considèrent comme des terroristes et veulent voir exclus », a-t-il déclaré, en précisant que le chef du Front de libération de la Palestine, Aboul Abbas, figurait sur cette liste. Washington accuse Aboul Abbas d'avoir organisé le détournement du paquebot italien Achille-Lauro en 1985, au cours duquel un passager américain, Leon Klinghoffer, a été

L'ambassadeur américain a égaloment demandé le démantèlement de la Force 17, qui était, à l'origine, une unité du Fath chargée de la sécurité de M. Arafat et que les Etats-Unis ainsi qu'Israel accusent d'être responsable de plusienrs attentats.

Les Américains ont dit qu'accepter ces conditions habiliterait l'Out à jouer un rôle dans le processus de paix au Proche-Orient », a souligné

le responsable palestinien. Par ailleurs, M. Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, a exclu toute rencontre entre des représentants de haut niveau de la nouvelle administration américaine et M. Arafat tant que les intentions exactes de l'OLP se scraient pas mieux connues. -

La visite de M. Roland Dumas à Jérusalem

Courtoise mésentente franco-israélienne

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les Israéliens ont mis les formes, c'est-à-dire beaucoup de courtoisie, pour dire à M. Roland Dumas qu'ils l'aimaient décidément pas la façon dont les Européens abordent la ques-tion du Proche-Orient. Et, à l'issue de cette visite de travail d'à peine quarante-huit heures en Israël, le ministre français des affaires étrangères a manifesté, dimanche 22 janvier, tout autant d'amabilité en constatant que ce différend ne devait pas entamer « l'amitié pro-

fonde et historique (...) entre les deux pays ». M. Dumas semblait satisfait d'avoir été « si magnifiquement reçu » : tant de cordialité de la part des Israéliens, disait-on dans l'entou rage du ministre, témoigne au moins de la voionté du gouvernement de Jérusalem de ne pas laisser se dégra-der son image en Europe de l'Ouest, laquelle reste le principal partenaire commercial d'Israël. M. Dumas a voulu conclure sur nne note positive en annoncant qu'il avait proposé à son homologue israélien, M. Moshe Arens, d' - institutionnaliser une rencontre annuelle des ministres des offaires étrangères des deux pays »

qui se tiendrait alternativement à Paris et à Jérusalem. Mais, au-delà de ce qui ressemble fort à un lot de consolation, on a constaté que sur l'essentiel – la relance d'un processus de paix - il y avait toujours désaccord. M. Dumas a bravement plaidé pour ce projet de conférence internationale dont les Israéliens ne veulent pas. Il l'a fait auprès de M. Arens, du premier ministre, M. Itzhak Shamir, et du président Halm Herzog. Il a tenté de prévenir leur opposition en expliquant que cette formule ne se substiquant que cette formule ne se substi-tuerait pas à ces négociations en Egypte, M. Dumas a en ce com-

qui ont la préférence d'Israël. « La conférence internationale n'aurait qu'un rôle de catalyseur, facilitant 'amorce de ce dialogue direct : (entre les parties concernées), per-mettant de l'entretenir, puis d'en parachever les résultats, « en lui donnant à la fin une caution internationale », a indiqué M. Dumas à

Il faut confier la préparation de cette conférence aux cinq pays membres permanents du Copseil de écurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), a dit M. Dumas; il faut le faire maintenant parce que - notre conviction est qu'il y a une ère nou-velle au Proche-Orient et une chance pour un règlement de paix ».

M. Dumas - accueilli par la presse israélienne comme - le plus pro-arabe - des ministres des affaires étrangères des Douze — a salué l'évolution de l'OLP : • On a exhorté les Palestiniens à accepter Israël, le droit d'Israël à exister, et ce pas essentiel a été franchi; il faut faire en sorte qu'Israéliens et Palestiniens se parlent.

Le « non » àPOLP

 Venu écouter le point de vue israélien sur cette perspective ». M. Dumas a entendu un » non » catégorique. M. Shamir lui a répété qu'Israël ne considérait pas l'OLP comme un partenaire possible >, ni la création d'un Etat palestinien indépendant comme an projet envisageable. La rumeur voulant que le président français, M. François Mitterrand, puisse rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en avril, à

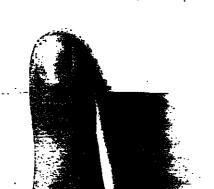
mentaire: M. Mitterrand - a donné la réponse lui-même; il n'a pas exclu une telle rencontre le jour où cela lui parattrait utile. >

Le ministre s'est encore entretenu avec plusieurs députés israéliens, de toute tendances. Comme c'est maintenant la coutume, il a aussi rencontré à Jérusalem des personnaités palestinieunes qui lui ont notam-ment fait part de la dureté de la répression dans les territoires occupés : la veille, samedi 21 janvier, deux Palestiniens avaient été tués par balles, dont un adolescent de quatorze ans, lors de nouveaux affrontements avec l'armée.

La visite de M. Dumas a suivi d'une semaine celle de son homolo-gne espagnol, M. Francisco Fernan-dez Ordonez, dont le pays assure actuellement la présidence des Douze – tâche qui reviendra à la France le 1st juillet prochain. Avec leur collègue grec, M. Carolos Papoulias, ils forment cette « troika » chargée de sonder la possi-bilité d'une « initiative » européenne au Proche-Orient. Les trois ministres rencontreront M. Arafat le 27 janvier à Madrid, puis visiteront 27 janvier à Madrid, puis visiteront la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, avant de faire le point lors d'une réu-nion ministérielle de coopération politique curopéenne, à Madrid, le 14 février. L'ensemble ne dit rien qui vaille aux Israéliens, qui esti-ment que l'Europe s'est mise hors les est tant que reseille médicale jeu en tant que possible médiateur en adoptant des positions trop unila-téralement pro-palestiniennes.

M. Dumas avait entamé la journée par une cérémonie à Yad Vashem, le mémoriai de l'Holo-causte, où fut honoré le souvenir de son père, Georges Dumas, fusillé par les nazis le 26 mars 1944, pour avoir organisé la résistance et caché des

juifs dans le Limousin. ALAIN FRACHON



erar 🧓 😽 The state of the second it are your last 1 14 to give in and as a month Autoria sensergen Enterprise 100 months 83 44822 S. C. S. S. Para in a

المعارض والمعارض والمعين

医高层性神经 医二氏病

2.19 2.19 2.20 2.30 2.00 AMM

Same to the second

gen : 109 Me in color Marile . **Vicerand** all Bocard

STATE OF THE STATE OF

The second second

1 may 27 may 27

16 - A 1888 1. 25

- 14....

·通型机 (4) (4) (4) (4) (4)

में का पर साथ राज

1 2

The second second second The same of the sa A water a second of the second Mary 1 All the stay of the same Marian Service

RCHE DE 1 Pintres & las M Matthe at 1914 And to the state of

36.15 LD

Politique

Les suites de l'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Les informations du Monde (nos éditions datées 22-23 janvier) sur le rapport transmis, vendredi 20 janvier, au président de la République à propos de l'affaire Pechiney n'out été mi démenties mi confirmées par l'Elysée. Le porte-purole de la présidence, M. Hubert Védrine, a simplement affirmé que l'Elysée « n'entend pas se départir de sa ligne de conduite adoptée dès le début et réaffirme donc sa confiance dans la COB et la justice pour faire toute la lumière. Cette ligne de conduite par maintenne jusqu'à l'établissement de la vérité. Nous n'avons pas de commentaires à faire sur les informations du Monde ».

Rédigé par cenx qui sont chargés d'informer M. François Mitterrand, ce rapport dont nous avons fait état ne provient pas de la Commission des opérations de Bourse (COB). Selon ce document, qui fait la synthèse de l'enquête tant française qu'américaine sur les délits d'initiés,

M. Roger-Patrice Pelat – ou son fils, prénommé Patrice – aurait acheté 40 000 actions Triangle par l'intermédiaire d'un compte dans une banque de Lausanne, en Suisse, qui s'ajouteraient donc aux 10 000 actions achetées par M. Pelat « en clair » dennis Parie

aux 10 000 actions achetées par M. Pelat « en ciair » depuis Paris.

M. Pelat n'a pas réagi à ces informations. Ce lundi matin 23 janvier, le Monde a, de nouvenu, laissé en vain un message à son domicile parisien. Seule la Tribune de l'Expansion de ce lundi écrit : « D'après nos informations, un familier de l'Elysée aurait rencontré [M. Pelat], à qui il aurait déclaré qu'il n'avait pas acheté les 40 000 actions en question et qu'il s'apprêtait à déposer une plainte en diffamation. » Libération écrit, de son côté, que le fils de M. Pelat « se aerait vanté, devant témoins, vers la mi-novembre 1988, d'être sur un bon coup financier ».

M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais qui accompagnait les dirigeants américains de Triangle Industries lors de la négociation avec Pechiney, a, quant à lui, réagi à notre information selon laquelle il reconnaissait avoir eu des « titres en dépôts chez Socofmance », établissement financier de Genève ayant servi d'intermédiaire pour l'achat de 88 000 actions Triangle entre le 18 août et le 11 novembre 1988. M. Traboulsi nous demande de préciser qu'il n'a « jamais eu de titres en dépôts chez Socofmance mais a été l'un de leurs clients pour des transactions sur les métaux précieux et les monnaies ». M. Traboulsi nous a dit aussi ne plus se souvenir des dates de ses relations avec Socofmance.

Enfin, le ministère de l'économie et des finances a précisé, dimanche 22 janvier, que la COB rendrait son rapport sur l'affaire le 31 janvier. Vendredi 20 janvier, le Monde avait appris dans l'entourage de la COB que l'enquête menée par M. Jean-Pierre Michau, chef du service de

l'inspection de la COB, serait conclue plus tôt que prévu, c'est-à-dire au début de cette semaine.

Une enquête a été ouverte par les policiers de la quatrième division de police judiciaire après un début d'incendie qui semble d'origine criminelle, sur le palier du domicile parisien de M. Daniel Lacotte, rédacteur en chef du quotidien économique PAGEFI, appartenant au groupe Expansion. Selon le journaliste, qui a déposé une plainte contre X..., cet acte pourrait être lié aux enquêtes menées par son quotidien sur l'affaire Pechiney. Des journalistes de l'Express et du Point avaient affirmé avoir été l'objet de menaces et de filatures. D'autre part une inconnue a utilisé pour appeler l'un des Français ayant participé à la négociation avec les dirigeants de Triangle le nom d'une journaliste du Monde ayant enquêté sur ce dossier.

Le prix de l'argent

Ainsi, la cause est entendue : nous avons « la gauche la plus pouvrie du moderne permet d'annonde » (M. Juppé) ; les salariés aujourd'hui quelques « smicards », n'ont d'antre choix que de regarder passer les milliands au-dessus de leur tête (M. Lajoinie) : le résultat est, naturellement, un sentiment de « dégoût ». d'octobre 1987, la Bou (M. Le Pen).

Le climat politique, au lendemain des révélations du Monde-sur COGEMA), sans ou

les chimai ponisque, an ensement des révélations du Monde sar l'affaire Pechiner, donne la mesure de ce scandale paradoxal : aucua homme politique n'est directement responsable des agusements de tel ou tel, mais c'est la politique qui est touchée, et la ganche socialisté éclabousée. Comme si, au délit d'initié, il fallait ajouter un délit d'amité.

L'onde de choc est là, pourtant, qui fait perdre aux socialistes le monopole de la morale qu'ils avaient coutume de s'attribuer. Our une fois la part faite de l'amatgame que pratique allègrement la droite et de la faiblesse de quelques-ens, il reste un problème de pouvoir, de gouverno-ment.

Le jour n'est pent-être pas loin où l'on retourners an président de la République le compliment qu'il adressait en 1964 au général de Gaulle : « Au rebours de ses homélies [sur le progrès], les hiérachies traditionnelles, à commencer par celle de l'argent, janissent sous son règne d'aises que la marche occélèrée du siècle leur interdisait normalement d'esconquier. » S'Il y a aujourd'hui turpitudes de quelques-uns, c'est qu'un système le leur permet. A trop chanter la gloire de la Bourse, on encourage is spéculation.

Le fait, en effet, que la Bourse soit devenue, pour les socialistes comme pour la droite, une valeur

sacrée et le lieu du capitalisme moderne permet d'en contempler aujourd'hui quelques effets pervers. L'affaire Pechiney est; en quelque soite, le point d'aboutissement de plusieurs aunées de fièvre boursière et d'hymne aux « raiders » en tout geure. Dans la foulée du krach d'octobre 1987, la Bourse a, en effet, été le lieu de plusieurs « affaires » (spéculations sur le MATIF, COGEMA), sans oublier le gigantaisque redressement fiscal en cours à l'encontre de la Société des Bourses françaises (1). Les privatisations, puis le dénoyautage ont ensuite alimenté l'accusation d'affairisme, de droite et de gauche. On s'était habitué, même à gauche, au cynisme d'une partie de la droite dans la conduite des affaires financières. La même complaisance n'est plus de mise lorsque des hommes proches de la gauche y sont impliqués. M. Mitterrand a certainement bien fait de réhabiliter le profit aux yeux des socialistes. Il n'en avait pas pour autant accordé par avance sa bénédiction à d'éventuels profiteurs.

Mais les bavures ont peut-être une explication simple : la conversion des socialistes au profit a tourné à la fascination. « S'il se développe de telles situations, note André Lajoinie, c'est qu'il y a aujourd'hui dans l'économie française une prépondérance à la finance, une course à la spéculation : le risque existe que des gens se laissent entraîner. » La société française en est arrivée à un point tel de glorification de l'argent que cela n'étonne plus personne de trouver dans n'importe quel quotidien (2) une petite annonce ainsi rédigée : « Quel est le nec plus ultra pour un spécialiste de la finance? Jongler avec l'argent.

Le faire fructifier. Avoir à sa disposition tous les instruments de speculation existant sur le marché. Et travailler en Suisse (...). A l'affüt des dernières techniques de gestion financière par l'informatique, vous êtes orienté vers le spéculation ».

ètes oriente vers la spéculation ».

On avait, en effet, oublié un pes vite que la Bourse fonctionne sur le principe de l'initié : la clé d'un bon portefeuille réside dans la capacité d'anticipation des analystes financiers et, plus banalement, comme au PMU, dans la recherche des bons

Le résultat, pour la classe politique, est que l'on s'y bat à fronts renversés. La droite, qui avait entrepris des privatisations sur le mode étatiste et jacobin, favorisant ses propres réseaux, se prévaut aujourd'hui de la morale. Elle fait face à un socialisme capitaliste qui fait confiance an marché pour réussir le dénoyantage des sociétés privées, et qui a lui-même tourné la structure de Pechiney, groupe nationalisé, pour lui permettre un comportement de capitaliste performant sur le marché américain. Ces mêmes socialistes ont aujourd'hui, pour portedrapeau, à Marseille, Bernard Tapie, qui n'est jamais que la figure emblématique de leur propre conversion aux valeurs boursières et qui se paie le luxe d'interpréter son résultat prometteur à Marseille comme la conséquence d'un rejet de la classe politique. C'est là un autre paradoxe du scandale Pechiney: à en croire Bernard Tapie, les hommes des milieux d'affaires seront bientôt « plus dignes du suffrage universe!

que les hommes politiques ».

Le clou du spectacle, c'est le gouffre qui s'étargit encore entre la pauvreté, reconnue comme une grande cause nationale, et l'étalage sur les places financières publiques des privilèges de l'argent, alors même que les socialistes s'efforcent

de tenir bon sur un discours de réduction des injustices sociales. Les plus pauvres restent pauvres malgré le RMI, les classes moyennes ont le sentiment d'être les vaches à lait fiscal de l'Etat et les profits de la spéculation contournent par la Suisse l'impôt de solidarité sur la fortune. A l'heure où l'on chipote au ministre de l'éducation nationale quelques milliards pour revaloriser la condition des enseignants, les gains réalisés à la Bourse en quelques minutes ne sont pas de nature à calmer les revendications des plus défavorisés. L'argent des autres et l'asphyxie des bas salaires touchent en plein cœur l'opinion de gauche.

en plein cœur l'opinion de gauche.

Celle-ci n'est certainement pas au bout de ses peines : le maître mot de la politique gouvernementale pour les années qui viennent est l'adaptation de nos structures au grand marché unique européen. Au nom de la libre circulation des capitaux, la fiscalité sur l'épargne devra être revue,

ce qui conduira immanquablement le PC à dire du gouvernement socialiste qu'il favorise les « gros » aux dépens des « petits ».

Si bien qu'après le culte de la Bourse, l'hymne à l'Europe peut aussi conduire le gouvernement dans un piège, si cette construction européenne devait être celle de la déréglementation et du capitalisme sau-

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) La Société des Bourses françaises fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 1985-1986 et 1987, alors qu'elle était encore la Chambre syndicale des agents de change. Le contrôle en cours pourrait déboucher sur un redressement considérable – on parle actuellement d'environ 600 millions de

(2) Ainsi dans le Monde du 19 janier.

Selon un sondage de l'IFOP

Remontée des cotes de popularité de M. Mitterrand et de M. Rocard

La popularité de MM. Mitterrand et Rocard est en bausse si l'on en croit le sondage de l'IFOP réalisé du 9 an 16 janvier auprès d'un échantillon national de mille neuf cent soixante-quatorze personnes et paru dans le Journal du dimanche du 22 janvier.

Les personnes interrogées, (47%), se déclarent « très » ou » plutét » satissaites de M. Mitterrand comme président de la République, soit un point de plus qu'en décembre dernier. Le pourcentage des mécontents recule également d'un point : 38% contre 39%.

En ce qui concerne M. Rocard, 43% des personnes interrogées se déciarent « très » on « plutôt » satisfaites de son action comme premier ministre, soit un gain de six points en un mois. Le taux des mécontents diminue de cinq points : 35% contre 40%.

Le baromètre mensuel de l'IFOP a ainsi caregistré de façon positive, pour le chef du gouvernement, l'apaisement des confins sociatas, mais ce sondage a en lieu alors que se «affaires» actuelles n'avaient pas pris toute leur ampleur.

Le président et la corruption

« Au rebours de ses homélies [sur le progrès], les hiérarchies traditionnelles, à commencer par celle de l'argent, jouissent sous son règne d'aises que la marche accélérée du siècle leur interdisait normalement d'ascompter. » (Le coup d'Etat permanent, 1964, à propos du général de Gaulle)

« Le véritable ennemi, j'allais dire le seul, parce que tout passe par chaz lui, le véritable ennemi, si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clefs, (...) c'est celui qui est installé sur ce terrain-là, c'est celui qui faut déloger, (...) c'est le monopole ! Terme extensif (...) pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent, qui raine et l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourni jusqu'à le conscience des hommes ! » (Intervention au congrès d'Epinay, constitutif de l'actuel Parti socialiste, juin 1971.)

« Politiquement, ils n'ont pas prise sur moi. Que leur restet-il? L'argent et les mœus. La droite, c'est la chasse à l'homme. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours mélié. Quant à mes mœurs, elles sont ordinaires. Ils chercheront autre chose. Il leur faut des diamants. » (Conversation privée, hillet 1986.)



DIAL propose le letting aux entreprises : parce que posséder des voitures, c'est complètement dépassé.

Argent bloqué, entretien compliqué, achats répétés, temps gaspillé, on perd toujours de l'argent à faire un métier qui n'est pas le sien. DIAL propose aujourd'hui le letting, un service qui met à votre disposition des véhicules neufs et les prend totalement en charge. Plus d'immobilisation de capitaux, plus d'è-coup de trésorerie, plus de problème d'assurance, plus de soucis de revente, un simple loyer mensuel remplace tout. Choisissez une marque, le modèle qui vous convient dans la gamme et prenez le volant. Vous êtes libéré de tout souci de gestion, vous pouvez contacter l'équipe DIAL à tous moments, une équipe ultramotivée qui a fait du "letting plein service" sa passion et sa philosophie. Tél.: (1) 39.53.92.08.



LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

La cote des peintres • Les annances des collectionneurs • Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes publiques • L'art contemporain.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

مكذا سالامل

M. Juppé au « Grand jury RTL-le Monde » : « la gauche la plus pourrie du monde »

Monde » dimanche 22 janvier, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, après avoir noté qu'« assurément » l'image du président de la République était « éclaboussée » par les affaires, s'est dit . indigné de l'amalgame tenté pour faire croire que toute la classe politique francaise a les mêmes mœurs ». Aosès depuis 1981, le Rainbow-Warrior, le Carrefour du développement, l'affaire Luchaire, Pechiney et la Société générale, il déclare : « Cela fait presque un scandale par an. Je trouve que cela commence à faire beaucoup. Cela m'inspire une réflexion. On avait l'habitude de dire – ce n'était pas mon opinion, mais beaucoup d'observateurs l'affirmaient – que la France avait la droite la plus bete du monde. En bien, je me demande si les socialistes ne sont pas en train d'apporter la démonstration qu'elle a la gauche la plus pourrie du monde. »

L'ancien ministre du budget évoque les privatisations de 1986 en disant : « On peut mettre cartes sur table. Nous n'avons rien à cacher. Chaque fois, le prix a été prédéter-miné par la Commission de privatisation qui a donné, conformément à la loi, son avis au ministre de l'économie et des finances, lui a fait une proposition. Le prix a été publié au vu et au su de tout le monde. C'est un tour de force que d'avoir priva-tisé pour 130 milliards de francs d'entreprises nationales sans qu'à aucun moment personne n'ait parlé du moindre délit d'initié. » Il oppose cela à la vente des filiales d'entreprises publiques par le gouverne-ment socialiste avant 1986 et à

Invité du « Grand Jury RTL-le l'achat par Alsthom-CGE de l'entreprise de M. Pelat. Il poursuit :

- M. Bérégovoy essaie de détourner l'attention de problèmes actuels, qui sont des problèmes graves, en essayant de faire croire qu'il y a eu turpitude avant.

» Ma réponse est claire : nous avons demandé que la Commission des opérations de Bourse fasse un rapport et le publie sur l'affaire Pechiney. Nous avons également demandé que la COB fasse un rapport et le publie sur ce que M. Fauroux, membre du gouvernement. appelle la « grave affaire Société

 Aujourd'hui, nous attendons avec la plus grande sérénité la publication de toutes les enquêtes et de tous les rapports que le ministre de l'économie et des finances pourrait faire diligenter sur les opérations de privatisation

 Je ferai encore une proposition M. Bérégovoy serait bien inspiré s'il s'engageait devant les Français nous avons des procédures de coo-pération avec les Américains – à coopèrer avec la SEC et à publier très officiellement le rapport de celle-ci. Ainsi, on saurait. >

Auparavant, M. Juppé, se référant à la dernière campagne présidentielle, avait ironisé en disant : . Je me souviens qu'à l'époque un des thèmes que M. Mitterrand avait longtemps développé était son aversion personnelle pour l'argent. Je constate au'il est entouré de personnes qui ont pour l'argent non pas de l'aversion, mais une grande affection. Et, c'est vrai, cela pose un problème, un problème de doute et de soupçon dans la vie politique

M. Le Pen: « Il n'y a pas de fumier sans feu »

A propos des « affaires », M. Jeanles systèmes socialistes. (...) Il en est des scandales en économie socialiste, liste, comme des icebergs : on n'en voit qu'une toute petite partie.

qu'une toute petite partie. »

L'affaire Pechiney « n'est pas le premier scandale socialiste : oubliée l'affaire Nucci, oubliée l'affaire Luchaire. (...) Vêtu de probité candide et de lin rose, le président de la République vient s'offrir aux balles d'une opposition qui d'ailleurs tire à blanc, pour protéger d'éventuels coupables ». « Il est habile, [car] en se portant garant de M. Bérégovoy que l'on ne suspecte pas, M. Mitterrand se portait garant des autres. (...) Toute cette nomenklatura tourne autour du

palais de l'Elysée non sans attrapes Marie Le Pen a expliqué, dimanche
22 janvier à Versailles, que « socialisme » et « corruption » allaient de
pair : « Les scandales fleurissent dans voir. (...) « Il faut faire le ménage, a lancé le président du Front national à une salle enthousiaste, car il n'y a pas

> M. Le Pen a également estimé que si le chef de l'Etat était compromis, « il devait démissionner ». « S'il s'avérait que le président, dans une affaire comme celle-là touchant gra-vement aux intérêts du peuple fran-çais et à la réputation de la France, se trouvât compromis, je pense qu'il devrait en tirer les conclusions que, pour sa part, M. Boublil, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, a tirées . a expliqué M. Le Pen, samedi, au cours

Le « Wall Street Journal »: les jeunes radicaux de la SEC...

Sous le titre « La loi américaine » (en français), le Wall Sureet Journal a (en trançais), le Wait Street Journal a publié, dans son édition européenne datée 20-21 janvier (et repris dans son édition new-yorkaise) un article sur l'affaire Pechiney. L'éditorialiste du Wall Street écrit : « Au moment où, aujourd'hui, George Bush prête serment comme président, sa nouvelle administration a immédiatement l'occaministration a immédiatement l'occasion de renverser (to topple) le gouvernement socialiste français. Non pas avec l'aide de la CIA, mais avec la Securities and Exchange Commis-sion). L'enquête de la SEC... a déjà mis en cause deux proches copains du

président Mitterrand, et cela s'est rapiprésident Mitterrand, et cela s'est rapi-dement transformé en affaire hexago-nale de premier plan ». L'éditorialiste conclut en estimant que « nous avons affaire à de jeunes radicaux de la SEC, aiguillonnés par des hommes-clés du Congrès qui courent à travers le monde Congrès qui courent à travers le monde tout en déstabilisant des gouvernements amis. Si des copains du président Mitterrand ont abusé de leur association avec le gouvernement français pour se faire de l'argent, ils lui ont certainement fait un mauvais coup. Mais les punir constitue-t-il le principal problème des relations francoaméricaines?



EUROPEAN UNIVERSITY **OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness o San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration Academic program, unique in concept, format and professional experience.

Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3º CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats: médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San ncisco (10 - 12 mois).

2e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.: Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (Métre Heat), 75116 Paris, (1) 40 70 1171

Communiqué par European University of America & San Francisco & California & Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associes et accredités de MBA et de PhD - Europe et Aşie.

française et, surtout, un problème pour l'image de la France à l'étran-

M. Noir: une commission d'enquête parlementaire

Au même moment, invité au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, annonçait qu'il demanderait jeudi 26 janvier, à l'occasion de l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances de l'Assemblée nationale, la création d'une commission l'enquête parlementaire sur l'affaire Pechiney, indiquant : « Si MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy l'acceptent, tous les Français les croiront quand ils disent qu'ils veulent la vérité dans cette affaire. S'ils la refusent, les Français se poseront des questions et moi, je me poserai des questions. »

« Si M. Bérégovoy accepte, c'est que d'aucune manière il ne se sent une quelconque responsabilité dans l'affaire Pechiney. Si c'est accepté, on voit mal que l'Elysée puisse être mis en cause. Il y a un climat tout à fait malsain dont il faut sortir le plus vite possible. >

Le député du Rhône s'est en outre prononcé pour un accroissement des pouvoirs de la COB, ainsi que pour une réglementation des OPA.

Selon lui, la commission d'enquête parlementaire ne devrait concerner que l'affaire Pechiney. Il concerner que l'affaire l'écniney. Il a cependant jugé « souhaitable que M. Bérégovoy, cette semaine, dili-gente la COB pour l'affaire de la Société générale et de la Caisse des

M. Lajoinie: l'indignation

M. André Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste à Assemblée nationale, a souligné dimanche 22 janvier, lors du «Forum RMC-FR 3», son «indignation > face aux < notamment celle de Pechiney. M. Lajoinie a affirmé que les communistes peuvent s'indigner de ces « scandales ». cas « ils n'ont Jamais été mèlés à aucun scandale ».

M. Lajoinie a estimé que, dans l'affaire de la Société générale comme dans celle de Pechiney, o dans les deux cas, c'est de l'argen public (...) qui a servi de support à des affaires privées, à des enrichissements privés ». Pour l'ancien can-didat du PCF à l'élection présidentielle, il est . intolérable . que . des milliards publics valsent au-dessus [des] têtes », au moment où « on refuse les revendications légitimes des gens, des salariés ».

C'est pourquoi le président du groupe communiste de l'Assemblée a déposé - vendredi, a-t-il indiqué, - une demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire, « pour faire la lumière sur ces deux affaires-là (M. Lajoinie a souligné que la COB n'a pas enquêté sur l'affaire de la Société générale), et aussi sur « les condi-tions de privatisation d'un certain nombre de sociétés publiques entre 1986 et 1988 par le gouvernement Chirac, et notamment la constitution de ces noyaux durs qui là aussi étaient une opération scandaleuse »

M. Lajoinie resuse le . consensus - proposé par M. Edouard Balladur dans ce genre de problèmes, car « consensus, cela veut dire quoi ? Qu'on va l'étouffer ». M. Lajoinie pense que les commissions parlementaires - doivent contribuer, avec la SEC américaine et la COB, à faire la clarté ».

M. Queyranne: « La justice devra aller à son terme »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, samedi 21 janvier, au sujet des informations du Monde mettant en cause M. Roger-Patrice Pelat, qu'- il n'y a pas de protection particulière en régime de droit » et que. « s'il y a eu délit, la justice devra aller à son terme -. - Nous n'avons pas à juger de la proximité de tel ou tel , a indique M. Queyranne au sujet des liens entre M. Pelat et M. François Mitterrand. - C'est à la justice, a-til ajouté, d'établir la vérité. . Le porte-parole du PS a souligné que l'on en était au stade de l'« enquête journalistique -, dont les résultats étaient formulés - au conditionnel », et qu'il fallait attendre le rapport de la COB et ses éventuelles sui... judiciaires avant de se pronon-

Vertu...

(Suite de la première page.) On dire que la France en a vu d'autres. Panama, Stavisky et tutti quanti, et qu'elle est de toute façon en bonne compagnie. Des scandales graves viennent d'entrainer des sions de ministres au Japon, en Grèce, en Turquie, en Autriche et jusqu'en Suisse. Au délit d'initiés qui a secoué, avec l'affaire Boesky, la

autre, qui ébranie celle de Chicago. Le monde occidental n'est d'ailleurs pas seul en cause. Le gendre de Breinev vient de se faire condamner à douze ans de prison pour corruption; celle-ci ravage la Yougoelavie et la Hongrie. Le fils de Deng a dil se défendre contre des accusations du même ordre, et le bakchich, qui, à en croire le demier numéro de l'Espansion, règne à son aise sur les grandes surfaces, demeure le plus souvent, dans le tiers-monde, ce que le charabia contemporain appelle un « point de passage obligé ».

Bourse de New-York, s'en ajoute un

Il n'y a nen lè de surprenant. La politique a besoin d'argent, quand ce ne serait que pour alimenter, notamment en période électorale, les es des partis. L'argent, de son côté, a besoin de la politique pour obtenir les contrats, facilités et autres passe-droits trop souvent pour le faire fructitier. Comment cette convergence n'encendrerait-elle pas la tentation ? Comment, la faiblesse humaine étant ce qu'elle est, certains n'y succomberaient-ils pas ?

Faut-il en prendre son parti? C'est en substance ce que cons le Wall Street Journal. Ce qu'on appelle le délit d'initiés était parfaitement légal, fait-il valoir, jusqu'à ce que la SEC, la commission américaine pour les valeurs et la Bourse, inquiete du volume croissant des rachats étrangers aux Etata-Unis, se mette à asticoter les gouverne intéressés. Pourquoi, demande t-il,

ne pas retoumer au statu quo ante et « décrimnaiser » ledit délit ?. On reconnaît bien là la logique du libéralisme extrême, aux yeux duquel la loi du marché, à condition qu'on la constitue: en tout : état de cause la meilleure méthode d'arbitrage des ambitions et des intérêts. De la cries de 1929 à l'endettement massif des Etata-Unis et du tiers-monde, on ne peut pas dire que cette approche ait

toujours engendré des résultats idylliques, mais ce qui est sur, c'est que dans un pays comme la France, où un salarié sur trois appartient au secteur public ou à la fonction également publique, on prendrait un gros risque à s'en contenter, et à faze de l'argent, honnêtement ou moins ment gagné, l'unique critère de la réussite, comme il est en passe d'en prendre le chemin.

Une exigence de transparence

Déjà le professeur ou l'infirmière qui compare son bulletin de salaire à celui de tel « commercial » ou « technicien » de ses amis trouve qu'il paye décidément bien cher la sécurité de l'emploi dont on lui rebet les oreilles. Déjà se répand, chez nos jeunes énarques, la propansion à « pantoufler », autrement dit à dériver vers les entreprises. Comment, d'autre part, l'exemple de nos € golden boys > (ou « papys ») n'inciterait-il pas de plus en plus de gens à se lancer dans une spécula-tion qui joint l'excitation du jeu et du risque à la perspective du gain rapide et substantiel ? Comment ces atouts. indispensables à toute société que sont l'ambition collective, la conscience professionnelle, l'amour du travail bien fait, n'en seraient-ils pas, peu ou prou, affectés ?

il n'est guere surprenent que, dans ce camat désenchanté, illustré par des livres amers comme ceux de Thierry Pfister ou de Régis Debray, certains, au PS, parient de renaux nafiser. Outre qu'ils oublient que le candidat Misserrand, dans se Lettre à tous les Français, avait résolument écerté cette éventuelité, il est évident logique du grand marché dans lequel nous sommes censés nous intégra en 1993, L'échec de plus en plus compris dans leur avatar autogas tionnaire à la yougoslave, devrai suffire à mettre en garde contre cette tentation. L'embelle économique actuelle doit beaucoup au retour à

gauche a joué un rôle considérable. Elle ne survivier pes à se remise en Alors que faire ? Sans doute peut-on améliorer les réglementa-tions existantes, accroître les pou voirs et les moyens de la Commission des opérations en Bourse, exice plus de transparence : l'example de la loi votée à la va-vite, entre l'affaire Lucisaire et le acrusin présidentiel, est

là pour montrer qu'il n'y a pas trop d'illusions à nours. Le problème, à la vérité, n'est pas nouveau, et Montesquieu, dont la France officialle a curieusement oublié, la semaine demière, de fête le tricentenaire, l'a dit une fois pour toutes : il n'était pas à ses yeux de république viable sans « vertu.». Vertu « politique », bien sûr, dont il ajoutait, qu'elle était « chose très pénible », vu qu'elle suppossit « une prétérence continuelle de l'intérêt

public au sien propre. > Le mot, certes, est démodé. Il serait dramatique que le concept le fiit sussi, et qu'à défaut de valeurs communes à tous ce pays s'aben-donnât à le seule loi de la jungle. Il est temps, il est grand temps pour le PS, et, avec lui, pour l'ensemble de la classe politique, si elle ne veut pas perdre encore un peu plus d'un crédit déjà fortement affecté, de rendre à la morale sa place dans la cité. Mais il ver de soi qu'on jugara sur pièces, plus que sur discours

ANDRÉ FONTAINE

Dans la presse quotidienne

Après les révélations du Monde sur l'achat de cinquante mille actions l'riangle par un ami intime de M. François Mitterrand, M. Roger-Patrice Pelat, les quotidiens sont ananimes pour constater, lundi 23 janvier, que l'affaire Pechiney éclabousse le

chef de l'Etat. « Voilà que le fumet du scandale flotte autour de sa maison, l'Elysée », écrit Jean Bothorel dans le Figaro. Selon d'éditorialiste, l'image de M. Mitterrand pourrait à nouveau etre - brouillée grevement » par la pente que prennent les affaires « et remettre en mémoire un François Mitterrand oublié, celui que ses adversaires vilipendaient avant sa victoire en 1981. Ce danger, il ne peut

 On n'auraît pas le droit de reprocher au président de la Répu-blique de s'être laissé abuser par l'un de ses amis indélicats, si tel était le cas», observe Philippe Tesson dans le Quotidien de Paris. Mois l'on ne saura sans doute jamais si M. Mit-terrand s'est laissé abuser par M. Pelat, ainsi qu'il va donner à le croire, ou bien s'il connaissait la nature des relations de M. Pelat avec l'argent. (...) On ne le saura jamais car le rideau va tomber sur la comé-

Le temps du « soupçon » est venu. note Jean-Michel Helvig dans Libération « C'est que dans cette affaire tous les fusibles semblent avoir sauté exposant chacun des protage la rudesse du soupcon à cru. (...) Le président de la République encourage les foudres de la justice, mais une fumiliarité ancienne avec tel accusé ne décourage pas la médisance. Loin

Pour Jacques Malmassari de France-Soir, «Le président de la République, qui a axé sa campagne électorale sur le thème de l'Etat impartial, ne peut plus rester davan-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunts janvier 1989

Emprunt 8,61 % janvier 1989 – novembre 2002

,5 MILLIARD DE FRANÇS. 6 février 1989.

8,61 %. Au pair, en totalité, le 6 février 2001.

Emprunt à taux révisable (Pibor 3 mois - 0,20 %) assimilable à l'emprunt Pibor 3 mois septembre 1988-1998

ans, 216 jours

- 0,37 % sur la base d'un Pibor 3 mois de 8,8125 %, équivalent à un taux actuariel Au pair, en totalité, le 10 septembre 1998.





whiches-de

· Later

againte 🙀 11.00

Recul général du Front national

Cinq scrutius étaient organisés dinanche 22 junvier : deux législatives rendues nécessaires par des décisions d'annulation du scrutin de juin 1988 prises par le Conseil constitutionnel et trois cantonnles (live page 48). Dans le cas de ces deraières, c'est saus surprise qu'en Dordogne la majorité présidentielle conserve un siège ; en He-et-Vilaine, le PS est loin de pouvoir espérer récupérer un siège perdu au profit du CDS en septembre dernier ; à Montpellier, malgré une nette progression. In gauche n'est pas en mesure de menacer le RPR.

Dans ce canton de Montpellier 3 comme dans les deux législatives partielles, les résultats traduisent un effondrement du Front national : — 11,56 points à Monterrotaurement un reuse hantoune ; — 11,30 passes a transs-pellier ; — 12,34 dans la 6 circonscription des Bouches-du-Rhône. En Seine-Soint-Denis, la chate du FN, pour importante qu'elle soit, est moins spectaculaire :

- 5.27 points. Que ce soit à Marseille ou en SeineSaint-Denis, le Front national présentait deux de ses anciens députés qui avaient été élus en mars 1986.

Du côté du PC, s'il y a effritement dans les Bouchesds-Rhône et en He-et-Vilaine, il y a en revancise un léger mieux à Montpellier. Mais, surtout, le Parti communiste

effet, distance plus que largement son challenger socia-liste, auteur du recours qui vant au conseller municipal d'Anhay-sous-Bois d'avoir en à affronter une nouvelle législative. Le PC, qui avait déjà an début du mois, dans une autre circonscription de se département de la région parisienne, joué un mauvais tour au PS en les reprenant um siège obtenu par M= Véronique Neiertz en juin der-nier, y confirme sa prééminence su sein de la ganche. Nat doute qu'il timera argument de ce résultat dans les discus-(24,20%); Sylvain Garant, RPR. sions qu'il mèsse en vue des municipales avec le Parti

Election-phare de ce dimanche, celle de Marseille a douné un résultat servé. Si M. Tapie arrive en tête, comme lors du précédent scrutin, son avance est toutefois moins forte puisque l'écurt n'est plus que de 2,64 points alors qu'en juin il était de 6,49. En outre, il perd 1676 suffrages alors que le poulain de Jean-Claude Gandin augmente son capital de 136 voix. Les électeurs du la saite de la décision du Conseil Front national, comme ceux du PC, seront la différence.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Seine-Saint-Denis: le Parti communiste conforte son avance sur le PS

Inscr., 52 446; vot., 21 780; abst., 58,47 %; suffr. expr., 21 409. MM. François Asensi, PC, cons. mun. d'Aulnay-sous-3982 (18,59 %); Roger Holeindre, FN, 2 564 (11,97 %); Mm Gilda Danet, écol., 682

{De 17 voix le 5 juin dernier, Pavance de M. Asensi sur M. Dray passe à 3757 au premier tour de cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil M. Asensi. Le 25 novembre dernier,

cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil qu'il perde 107 voix), ses adverconstitutionnel d'invalider saires sont tous en recul:

le Conseil avait estimé que les résultats du premier tour de juin se trouvaient «affectés d'une incertitude qui [devait] — entraîner l'annuistion de l'élection ».

M. Asensi arrive en tête dans les trois communes de cette ouzième circonscription : non seulement à Tremblay-lès-Gonesse et à Villepinte, mais aussi à Sevran, où le PS ne faisait pas mystère de son ambition de prendre la mairie à M. Bernard Vergnand, PC, suppléant de M. Asensi, quitte à présenter une liste autonome (le Monde du 20 janvier). Si M. Asensi progresse de 12,06 points de pourcentage (bien qu'il perde 167 voix), ses adversaires sout tous en recul : — 5,42 points pour le PS;

M. Asensi, 15441 voix (100 %).]

Bouches-du-Rhône: MM. Teissier et Tapie au coude à coude

*** · ,

de notre correspondant régional

Bien qu'il eut valeur de test, à six semaines des élections municipales et en dépit de sa médiatisation, due à la personnalité de Bernard Tapie, le scrutin n'a pas réellement mobilisé les électeurs qui n'ont voté qu'à 51,60 % au lieu de 65,35 % en juin dernier. Ni M. Tapie ni M. Teissier, dans le duel qui les opposait, n'a pris d'avantage décisif. Le maire du neuvième arrondissement progresse plus, certes, que le président de l'OM. Malgré la plus faible participation électorale il recueille une centaine de voix supplémentaires et gagne 8,6 points en pourcentage. M. Tapie, lui, améliore son score de près de 5 points mais obtient 1 676 voix de moins.

Il semble, en fait, que M. Teissier ait bénéficié de l'effondrement du Front national dont le qui ne sait que se consirmer. Lors candidat. l'ancien député des élections cantonales de sep-M. Ronald Perdomo, n'a réuni sur tembre dernier, le parti lepéniste

son nom que 9,94 % des suffrages exprimés au lieu des 22,28 % qui s'étaient portés, en juin dernier, sur celui de M. Gilbert Victor. Globalement, en revanche, la « gauche » qui a gagné un peu plus de 3 points devance désor-mais la droite et l'extrême droite qui en ont perdu près de 4 (49,67 % contre 49,05 %).

Le recul considérable du Front national est dû, pour une part, à la polarisation du scrutin sur le duel Tapie-Teissier qui explique, aussi, le tassement du PC et le laminage des petits candidats. M. Perdomo a admis qu'une partie des élec-teurs du Front avaient préféré, dès le premier tour, « voter utile » pour « aider Teissier à battre Tapie » Il a également estimé que l'« injustice » du scrutin majoritaire en avait poussé un nombre important dans l'abstention. Mais, à l'évidence, la chute du FN s'inscrit dans une tendance

avait déjà perdu plus de 10 points sur Marseille. Son électorat paraît désormais avoir mesuré la stérilité de son vote et, pour une part, avoir effectué son reclassement dans sa famille politique d'origine. Cet enseignement ne man-que pas d'intérêt dans la perspective des municipales. Même si son audience réelle doit être majorée, le FN est désormais placé dans un rapport de forces moins favorable avec la droite.

Quant au PC qui espérait non seulement faire le plein des voix de ses électeurs mais encore mordre sur l'électorat socialiste le plus à gauche, il essuie une décon-venue. D'un scrutin à l'autre il passe de 9,56 % à 7,92 % et perd donc 1,6 point.

La candidate communiste Annick Boët a d'ores et déjà annoncé que son parti « ne choisirait pas entre deux hommes de droite » laissant entendre qu'elle se retirerait sans donner de consignes de vote à ses électeurs, comme elle l'avait fait en juin 1988. On estime que la moitié

seulement des voix du PC étaient allées sur Bernard Tapie, au deuxième tour de scrutin. Le même handicap serait lourd à remonter pour le président de l'OM si son adversaire bénéficiait, de son côté, d'un bon report des voix des électeurs du FN. Mais il est douteux que le Front facilite la tâche à M. Teissier qui n'a pas voulu répondre, avant le premier tour, à une demande de désistement réciproque de M. Perdomo. Au demeurant, le jeu reste très ouvert compte tenu de l'augmentation prévisible de la participation électorale. En 1988, il y avait eu, au second tour de scrutin, près

de quatre mille cinq cents électeurs supplémentaires. M. Tapie comme M. Teissier ont affiché le même optimisme. Le président de l'OM comptant sur un - bon réservoir de sécurité » dans l'élec-torat socialiste. M. Teissier se déclarant persuadé que les électeurs du Front national * ne se tromperont pas d'adversaires ». GUY PORTE.

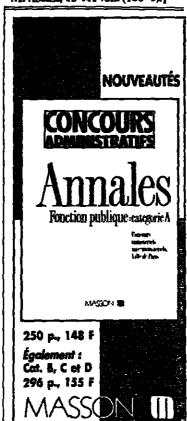
Les résultats

Inser., 63 199; vot., 32 617; abst., 48,39 %; suffr. expr.,32 308. MM. Bernard Tapie, maj. p., sout. PS, 13489 voix (41,75 %); Guy Teissier, UDF-PR, c. g., c. m. de Marseille, 12638 (39,11 %); Ronald Perdomo, FN, 3 213 (9,94 %); M= Annick Boet, PC, 2559 (7,92 %); MM, Eric Yeni, sans étiq., 231 (0,71 %); Hyacinthe Santoni, div. d., 124 (0,38 %); Jean Souchon, sans étiq., 54 (0,16 %). Il

Les précédents résultats dans

suivants: 5uirants:
5 juin 1988: inscr., 63 391; vot.,
41 429; abst., 34,64; suffr. expr.,
41 000. MM. Tapie., 15 165
(36,98 %); Teissier, 12 502
(30,49 %); Gilbert Victor, FN,
c.r., 9137 (22,28 %); M= Boet,
3 923 (9,56 %); M. Jacques
Estrade PPR diss 773 (0.66 %) Estrade, RPR diss., 273 (0,66 %). 12 juin 1988 : inscr., 63 391 ; vot.,

45 842; abst.,27,68 %); suffr. expr., 44 816. MM. Teissier, 22 450 (50,09 %); Tapie, 22 366 (49,90%).



Si vous voulez savoir à quoi ressemble un carnet de chèques qui ne rapporte pas 6 à 7%, placez le vôtre ici.

CORTAL

Si vous n'êtes pas client de Cortal, filiale de la Compagnie Bancaire, l'argent que vous avez en permanence sur votre compte chèques n'est pas rémunéré. Une seule condition pour qu'il le devienne : déposez 100 000 francs chez Cortal. Mais chez Cortal, l'innovation ne s'arrête pas à la rémunération des comptes chèques. Si vous devenez client, vous aurez à votre disposition jusqu'à 20 heures, sur simple appel téléphonique, un conseiller financier, qui vous connaîtra et que vous connaîtrez. Ce banquier gérera votre patrimoine en vous faisant profiter de toutes les opportunités des marchés financiers du monde. Il le fera en fonction de vos objectifs personnels. Pour en savoir plus, sur le compte chèques rémunéré et le service Cortal, demandez la documentation Compte Optimal en appelant le 16 (1) 47-47-11-29 ou en nous retournant le coupon réponse ci-contre :

| Nom Prénom Adresse Code postal Ville Tël (dom.) (bureau) | Demande de documentation : un dossier d'information con | sans engagement, Je souhaite receso inplet sur le Compte Optimal. |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Code postal Ville Tel (dom.) (bureau) | Nom | . Prénom |
| Tčl. (dorn.) _ (bureau) | Adresse | |
| | Code postal | Ville |
| | Tčl (dom.) | (bureau) |
| Age Profession _ | Age | . Profession _ |

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.



1989

réuni, samedi 21 janvier à Paris, les premiers secrétaires fédéraux du PS pour faire le point sur l'application de l'accord signé le 12 janvier avec le PCF en vue des élections municipales. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a souligné, en rendant compte de cette réunion, que • les secrétaires fédéraux, dans leur ensemble, se félicitent de cet accord », dont MM. Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli et Marcel Debarge ont rappelé, a-t-il dit, qu'il « s'inscrit dans la logique de nos

M. Queyranne a confirmé que - dans un certain nombre de villes, des accords ont pu être conclus - avec le PCF, mais que, dans de nombreux autres cas, les communistes « ne veulent pas prendre en compte les évolutions électorales depuis 1983 ». « Nous allons poursuivre la discussion, dans la semaine qui vient, avec la volonté d'aboutir, a ajouté le porte-parole. Nous souhaitonsparvenir à un maximum de listes communes. Notre objectif, c'est le rassemblement de la gauche ..

Emmanuelli, le numéro deux du PS, a indiqué, cependant, dans un entretien publié le 22 janvier par le Journal du Dimanche, que si le PCF

Paris:

M. Tibéri (RPR)

de M. Joxe

A propos de la candidature de M. Joxe à l'élection municipale de Paris, M. Jean Tibéri, député

RPR de Paris, premier adjoint au

maire de la capitale, nous a

mois de valse-hésitation au sujet

de sa candidature à Paris. Nul ne

s'en plaindra. En douze ans de

mandat, ce conseiller de Paris ne

s'est jamais intéressé à la capitale,

où il s'est fait remarquer essentiel-

plusieurs arrondissements. Dans

un véritable débat démocratique,

on présente une alternative, une

équipe contre une autre. Ce n'est

pas ce combat loyal que les socialistes ont décidé de conduire.

pas contraire à la lettre de la loi, fait naître un malaise croissant

dans l'esprit des élus et de la

population. Elle donne d'abord le

sentiment que c'est une manière

indirecte mais brutale de revenir

à la situation d'avant 1977, lors-

que la Ville de Paris était placée

sous une tutelle étroite de ce

ministère. On voit aussi que ce

candidat ne se prive pas d'utiliser

sans vergogne les pouvoirs réga-

liens du ministre au service de ses

si la démocratie locale doit

situation qui sera celle du Conseil

de Paris si M. Joxe est élu. On verra, en esset, un conseiller de

attributions de maire à Paris dans

certains domaines. M. Joxe aura

ainsi la possibilité de battre en

brèche, à tout moment, un certain

nombre de décisions prises confor-

mément à la volonté des électeurs

Les rectifications des listes

électorales à Bastia sont annulées

par le tribunal administratif. — Le tribunal administratif de Bastia

(Haute-Corse) a annulé, vendredi

20 janvier, les tableaux rectificatifs

des listes électorales de tous les bureaux de vote de la ville. Ont été

également annulées les modifications

effectuées dans neuf autres com-

munes, cinq en Haute-Corse (Luc-

ciana, Monte, Santa-Lucia-

di-Moriani, Cagnano, Porri) et quatre en Corse-du-Sud (Balogna, Pila-

Canale, Osani, Guitera). Le tribunal

administratif doit examiner, jeudi 26 janvier, le cas de quarante-trois

par la majorité du Conseil. »

Enfin, on peut se demander

intérêts électoraux.

- Mais le pins préoccupant est que cette candidature du ministre de l'intérieur, même si elle n'est

lement par son absentéisme.

déclaré :

- persiste dans sa mauvaise foi, il stratégie du PS depuis dix-huit ne restera plus aux socialistes qu'à faire leurs listes en réservant au PCF la place qui lui revient, évaluée sur la base du rapport des forces des élections législatives ». M. Emmanuelli estime que le centre et le PCF, bien que « politiquement opposés, se retrouvent tactiquement d'accord pour pousser le PS dans le piège d'une stratégie de renversement d'alliance ».

Ce dernier propos de M. Emmanuelli, de même que l'insistance de M. Queyranne sur l'approbation de l'accord du 12 janvier par les premiers secrétaires fédéraux socialistes et, le 20 janvier, la mise en cause par M. Lionel Jospin de certains socialistes « notoires », qui seraient prêts à « partir aux élections sans communistes sur leurs listes », témoignent d'un débat sous-jacent. Aucun responsable socialiste n'a pris position officiellement contre l'accord signé avec le PCF ni pour la multiplication des primaires entre les deux partis. Le comportement des communistes oblige, cependant, la direction du PS à une attitude quelque peu défensive, appuyée sur trois arguments: 1) l'accord

ans; 2) le PS n'est pas dépourvu de moyens de riposte face à ce que M. Emmanuelli appelle la mauvaise foi » du PCF; il pourrait y avoir plus de « primaires » que prévu face à des maires communistes; 3) l'attitude du PCF pourrait évoluer dans les prochains jours.

« Réalisme » et « simulacres »

Cette dernière affirmation repose, notamment, sur une déclaration faite samedi, à Lille, par M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui s'est déclaré d'accord avec M. Jospin sur la nécessité d'être « réaliste ». Les communistes, a affirmé M. Laurent, entendent appliquer l'accord - totalement et dans tous ses termes », ce qui signifie qu'il accepte de tenir compte de la « représentativité actuelle » des deux partis. Dimanche, au « Forum » FR 3-Radio-Monte-Carlo, M. André Lajoinie, lui aussi membre du secrétariat du comité central, a réaffirmé qu'il n'y aura « aucune primaire » du fait du PCF.

Toutefois, à Paris, la position du 12 janvier est conforme à la des communistes, qui revendiquent deux têtes de liste, dont une dans un arrondissement gagnable par la gauche, demeure inchan-gée. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, estime, dans sa « lettre » du club Maintenant et demain, que le PCF « divague » et que . ce serait le plus mauvais service à rendre à la politique de rassemblement à gauche que d'accepter de tels simulacres ».

La direction du PS, saîsie par les premiers secrétaires fédéraux de la Moselle - M. Jean-Pierre Masseret - et de l'Yonne - M. Jean-Paul Rousseau - des problèmes posés par l'attitude de deux ministres d'« ouverture », maires sortants de Metz et d'Auxerre, MM. Jean-Marie Rauch et Jean-Pierre Soisson, a apporté son soutien aux responsables fédéraux. Ils sont seuls habisur ces listes. La direction du PS entend s'opposer ainsi à toute tentative de MM. Rausch et Soisson pour imposer au PS leur propre choix de ceux de ses membres avec lesquels ils sont prêts à

PATRICK JARREAU.

lités, a déclaré M. Mauroy, à négocier la formation de listes auxquelles participerait le PS, ainsi que la place des socialistes

Brest: rupture de l'accord à droite

critique la candidature

de notre correspondant

M. Yannick Marzin (UDF-PR) a annoncé, dimanche 22 janvier, qu'il conduira sa propre liste aux municipales. Après l'accord oral scellé avec le maire sortant RPR, M. Georges Kerbrat, le 11 janvier, pour la constitution d'une liste commune et les difficiles négociations avec le RPR local et l'UDF « orthodoxe » (1) sur la répartition des places. M. Marzin a décidé de faire cavalier seul : « C'était faire sa liste

ou rester à la maison. » Le président du Syndicat natio- Quant à M. Joxe, qui a donc nal des pharmaciens, dont le manl'investiture du Parti socialiste, on dat syndical arrive à échéance au ne sait pas très bien s'il est chef de début du mois de février, ajoute file des autres candidats, ou simqu'il part « soulagé » et « débarplement un porte-parole. On comrassé du syndrome de 1977 », prend en tout cas qu'il n'est pas c'est-à-dire la primaire à droite candidat à la mairie de Paris qui avait abouti à faire élire la puisqu'il s'agit simplement éauche à cette époque. d'essayer de mettre Jacques Chirac en difficulté dans un ou

Cette décision satisfait une grosse partie des militants UDF.

notamment ceux du CDS qui estimaient qu'une tentative d'alliance était un piège. Alors que l'on s'attendait, en effet, à ce que M. Marzin mêne sa propre liste après avoir annoncé le 1st janvier qu'il ne se déroberait pas, un accord oral avait été conclu, le 11 janvier à Paris, dans le bureau de M. Alain Juppé, entre lui et de sa liste, sur laquelle se trouve-M. Georges Kerbrat. Le maire ront M. Jacques Berthelot, ancien sortant prenait la tête de liste, et M. Marzin se trouvait en position. de premir adjoint.

· Cette union, a déclaré dimanche M. Marzin, nous voulions incontestablement la réussir, mais force est de constater que cela n'est pas possible. En effet, la campagne est conçue et commencée depuis plusieurs semaines sans consultation, le programme se décline déjà, là aussi sans consultation, l'accord d'hommes est piétiné (...). Tout cela aboutit à un blocage des

Les négociations butaient, en particulier, sur le quota de sièges attribué aux différentes formations de l'UDF et sur le choix de personnalités appartenant à la

M. Marzin doit annoncer à la fin de la semaine la composition de sa liste, sur laquelle se trouvemaire, M. Georges Lombard, sénateur, président de la communauté urbaine (UDF), M. André Rosec (SDC), premier adjoint sortant, M. Yvon Callec (PR), conseiller régional, adjoint au maire sortant.

GABRIEL SIMON.

(1) Le Finistère compte désormais une UDF « officielle » regroupée der-rière M. Jean-Yves Cozan, député CDS, premier vice-président du conseil géné-ral, et une autre emmenée par M. Ambroise Guellec, député CDS, conseiller général, ancien secrétaire

Bouches-du-Rhône, à Martigues, le FN annonce

la constitution d'une liste FN-RPR-UDF emme-

née par le docteur Fouque (FN). La formation de

M. Le Pen a présenté sa « charte municipale »

qui préconise notamment l'« affirmation de

l'identité nationale et locale» et « le développe-

négociations, d'autant que nous n'arrivons pas à calmer les jusqu'au-boutistes. » M. Le Pen appelle à la constitution

de « comités de salubrité publique »

Le Front national a tenu, les samedi 21 et dimanche 22 janvier, à Versailles, sa convention nationale pour le lancement de la campagne des élections municipales. Il a publié la liste de 183 chefs de file dans les villes de plus de 30 000 habitants. A Paris, le FN est présent, pour l'intant, dans 17 arrondissements sur 20 : M. Le

Pen est candidat dans le vingtième. Dans les Dénonciation de « la corruption à tous les niveaux », appel à

la constitution de « comités de salubrité publique », soutien aux luttes légitimes des « ouvriers hautement qualifiés qui gagnent moins de 10 000 francs en fin de carrière », mais aussi défense du cadre supérieur qui « après quarante ans de travail ne peut s'acheter un appartement à Paris », sans oublier l'inévitable l'opposition municipale être le supérieur hiérarchique direct du dénonciation de « la droite préfet de police, qui exerce les courbe = et du - pouvoir socialiste - : tel fut le menu de la convention nationale de Versailles, lancée sous la bannière : « Front national, le nouveau souffle ». Il était sans doute utile de le proclamer, le FN semblant plutôt ces derniers temps à bout de souffle. M. Le Pen a eu, en effet, la plus grande difficulté à composer ses listes municipales, même s'il escompte s'implanter plus solidement dans ses bastions du Midi.

A nouveau souffle, nouveau discours?: M. Le Pen a repris la plupar des thèmes de sa campagne présidentielle, mais en mettant l'accent sur ses aspects les plus populistes, notamment quand il s'agit de dénoncer « la corruption généralisée » et de prendre la défense des petits qui ont tant de mal – et il n'a pas hésité à se classer parmi ces - petits - - à

ment de la démocratie directe locale par le recours au référendum ». conserver leurs - petits biens face aux « gros ». La salle a. à chaque fois, éclaté en applaudissements en entendant cette dénon-

ciation de la « nomenklatura ». N'oubliant pas que l'heure est aux municipales et que la dose de proportionnelle du système électoral devrait lui assurer une présence dans nombre de cités (même s'il n'y a pas accord de fusion entre les deux tours avec la droite), M. Le Pen a estimé que les municipalités souffraient de concussion > ; < C'est une dérive du national vers le municipal, mais avec une gravité plus grande (...) Les maires se prennent pour des monarques autoritaires et s'affichent aux frais du contribuable sur des offiches de 1 m sur 3. » M. Le Pen a appelé ses troupes à suivre le chef de file du FN à Lyon, M. Bruno Gollnisch qui détourne les affiches de ses concurrents par des bulles incendiaires : - En cet état de corruption générale dans toutes les villes, il n'y a qu'une seule réponse : des comités de salubrité

Abordant les questions économiques, M. Le Pen a repris le plan de travail élaboré par Jean-Pierre Stirbois avant sa disparition: il s'agit de s'attaquer à l'électorat de gauche après avoir grignoté celui de la droite et singulière-

ment celui du RPR. M. Le Pen n'a donc pas lésiné sur les arguments pour défendre « l'ouvrier français » : « Il faut choisir entre ventionner les chômeurs de Chadli et donner du travail aux travailleurs Français (...) » « il faut faire de 1989 une grande année politique pour ouvrir les yeux des Français sur les réa-lités. M. Le Pen a ajouté que son parti - ne se préterait pas aux mascarades électoralistes commémorant » le bicentanaire de la Révolution

Le baiser

au séropositif Avant d'intervenir, M. Le Pen avait invité un avocat américain. M. Paul Gann, séropositif à la suite d'une transfusion sanguine et qui s'est fait le champion de la baisse des impôts. M. Le Pen l'a embrassé sous les applaudisse-ments du public. Enfin, le nouveau secrétaire général du FN, M. Carl Lang, a lancé un appel · aux candidats de bonne volonté du RPR et de l'UDF », en leur demandant de ne pas tenir compte « des diktats parisiens de leurs dirigeants qui s'apprêtent à sacrifier des dizaines de villes dans chaque région, alors qu'il faudrait faire l'union à la base ».

Toulouse : les socialistes embarrassés par les appétits du PC et du MRG

TOULOUSE

de notre correspondent

Les radicaux de gauche ont gros appétit, les communistes ont des antipathies et les socialistes toulousains ont donc avec leurs partenaires de gros soucis.

M. Jacques Lévy, candidat du PS à la mairie de Toulouse, croyait en avoir fini avec le cassetête de la liste d'union. En quelques jours, sa copie a été méchamment raturée par les représentants des autres partis de gauche, l'obligeant du même coup à reprendre à zéro des négocia-tions où la revendication politique le dispute à des querelles d'indi-

Chronologiquement, c'est le MRG qui le premier a ouvert les hostilités. Mécontent de la place que le PS lui accordait initialement – un seul candidat en position d'être élu, - il revendique aujourd'hui un deuxième éligible * parce que nous partageons tota-lement les responsabilités gouvernementales -, explique M. Robert Gély, conseiller sortant et directeur commercial de la Dépêche du Midi. Longtemps les socialistes locaux ont fait la sourde oreille, opposant à cet argument la très faible représentativité d'un MRG qui, en 1986, lors des législatives particiles, avait voulu, à l'instigation de M. Henri de Lassus, se compter.

« Nous voulons une liste d'union ouverte. Nous allons trouver un arrangement avec nos amis du MRG », explique maintenant M. Jacques Lévy. Le PS toulousain et son candidat ont quelques raisons de régier rapidement le contentieux. M. Dominique Baudis, maire sortant UDF, assiste goguenard à ces querelles de famille. Il est vrai aussi que M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. président d'honneur du MRG et directeur général de la Dépêche du Midi, a discrètement mis son

poids dans la balance. Reste le cas des radicaux dissidents. M. Gérard Folus, un des responsables du MRG, est prêt à rejoindre la liste de M. Baudis. D'autres pourraient être tentés de le suivre. - L'assemblée générale de notre mouvement, explique M. Robert Gély, a tranché: ces gens s'excluent d'eux-mêmes. »

Du côté du PCF, on fait dans la mise en demeure. Bien avant les accords nationaux PC-PS. M= Sylviane Ainardi secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, avait prévu: Pas question que je fasse liste

Une intransigeance renouvelée ces derniers jours qui vent obliger le PS à choisir entre le PCF et les rénovateurs, entre M= Ainardi et M. Claude Llabres, conseiller municipal sortant, chef de file du Mouvement des rénovateurs com-munistes (MCR), ancien secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, et de surcroît ancien compagnon de M. Ainardi.

« Nous ne lâcherous pas Claude Llabres >

M. Marchais, au cours de son Heure de vérité », semblait prêt à transiger pour peu que les rénovateurs gomment l'étiquette com-muniste. Mais, en Hante-Garonne les rénovateurs se refusent à tout compromis sémantique... « Cest le triomphe du sectarisme. déplore M. Alain Pécastaing, conseiller sortant et communiste reconstructeur.

- Nous voulons une liste de large union, martèle M. Jacques Levy, mais le PCF n'a pas à dicter ses choix. Il n'est pas question pour nous de céder oux ukases. Si les rénovateurs veulent changer de nom, c'est leur problème. En tout cas nous ne làcherons pas Llabrès. » Dernière réunion, jeudi prochain. Le PCF avait obtenu trois représentants dans les quinze premiers de la liste socialiste. Son éventuel départ pourrait permet-tre à M. Bertrand Verdier, conseiller sortant PSU, de retrouver une place d'éligible. Ce der-nier envisage actuellement de présenter sa propre liste sous le label

Nouvelle Gauche -.

La liste proposée par M. Lévy, pourtant, n'a pas fait que des henreux au sein même du PS, surtout parmi ceux qui en ont été écartés. C'est le cas de M. Julien Andres. conseiller sortant et animateur les Ateliers lean-lances qu semet prêt à passer avec armes et bagages dans le camp de M. Baudis. - Il réfléchit -, commente son entourage.

M. Michel Rocard devrait, le 10 mars prochain, animer un meeting de soutien à la liste socialiste. Dans l'immédiat, un petit groupe de spécialistes et le candidat, dont la permanence a vue imprenable sur le Capitole, la mairie de Toulouse, mettent la dernière main au programme de campagne. Il est grand temps, car les électeurs pourraient bien se lasser au seul spectacle des ambitions manifestées

GÉRARD VALLÈS.

A l'extrême gauche

La Ligue communiste révolutionnaire préserve son unité Réunie pour son neuvième

congrès du jeudi 19 au dimanche 22 janvier, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a réussi à maintenir son unité, fort compromise au moment de la création de la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin (le Monde du 6 décembre 1988). Le « projet de thèses politiques », qui fixe la «ligne » de l'organisation, a été adopté par 55 % des délégués (environ

220 personnes), qui se répartis-sent de la façon suivante : 39 % pour le courant majoritaire représenté principalement MM. Alain Krivine, porte-parole de la LCR, et Daniel Bensaid; 13 % pour le « groupe de travail » qui a dressé un bilan très critique de la démarche de la Ligue envers M. Inquin parlant d'image - désastreuse. sectaire et manœuvrière»: 3 % pour un regroupement de platesformes locales sur un seul texte situé aux antipodes du « groupe de travail ». Cette exceptionnelle majorité de 55 % pourra donc difficilement, dans l'immédiat tout au moins, se traduire par une fusion et aura des répercussions

Cette majorité est d'autant moins unie que, sous l'influence de M. Bensatd, le congrès a adopté un amendement de défiance à l'égard du « groupe de travail », rappelant la nécessité du centralisme démocratique. M. Bensaïd a critiqué la campagne présidentielle de M. Juquin et, sans franchir le pas, le

au sein du bureau politique.

« groupe de travail » s'était montré favorable, en décembre, à une démarche commune de la Ligue avec la Nouvelle Gauche.

Ayant consommé son rapprochement avec le mouvement de M. Juquin, la tendance dite «T3» n'a rassemblé que 30 voix (contre 180) sur la possibilité d'une double appartenance. Les membres de la T3 engagés derrière M. Juquin se considèrent exclus de fait. M. Krivine estime que ce vote va entraîner le départ de - quelques dizaines de miliianis =

La LCR, qui critique l'action du gouvernement, a décidé de participer - là où elle peut - aux élections municipales sur des listes indépendantes du PCF et du PS, cependant elle consacrera son effort sur les élections européennes, et l'organisation va s'engager dans une - féminisation > de ces instances dirigeantes.

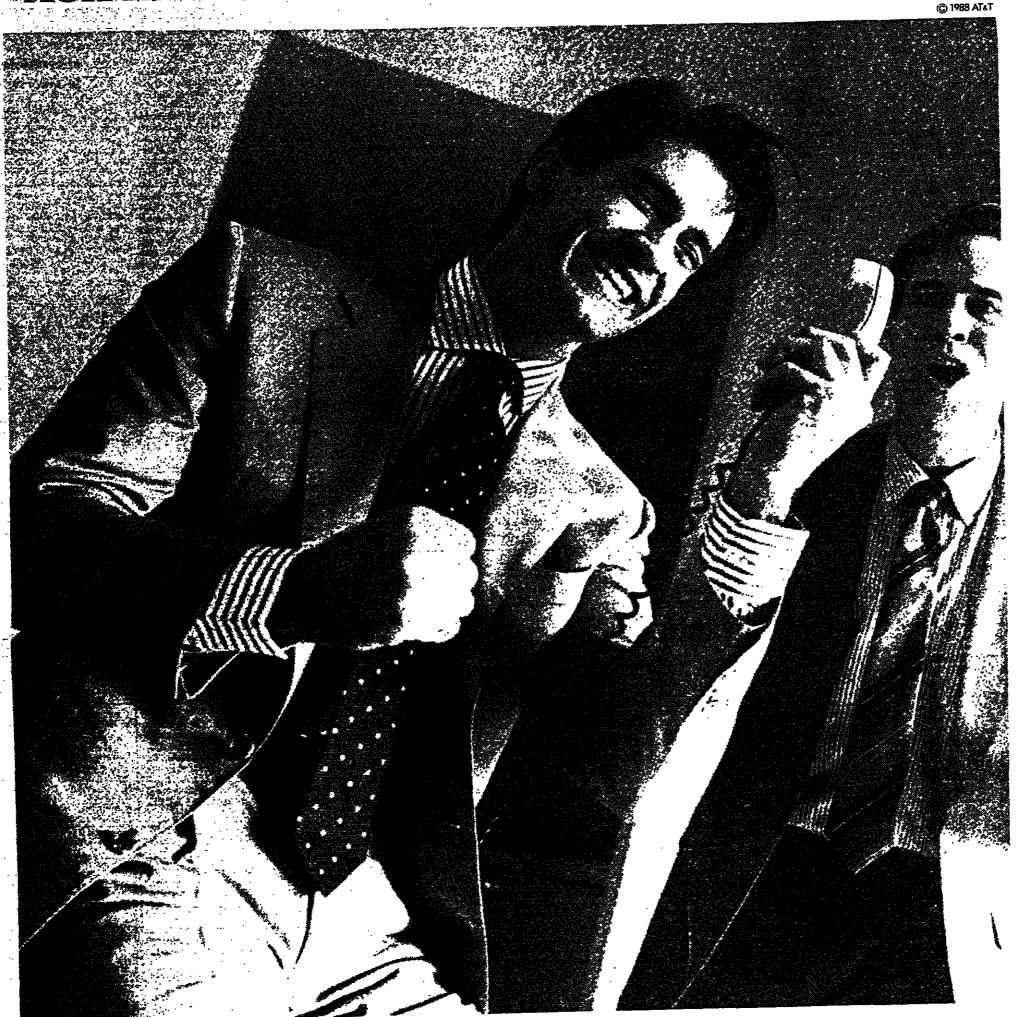
Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

SINORG G CAM. SERVEUR



IL N'EST PAS AUX ETATS-UNIS.



MAIS IL Y FAIT DES AFFAIRES TOUS LES JOURS.

"Jack? C'est Paul. Vous avez reçu le feu vert pour l'émission?"

"Oui, si les conditions sont acceptables."

"Elles le sont?"

"Oui, à condition que vous preniez l'intégralité des 300 millions".

"Notre syndicat de placement est prêt à intervenir".

"Dans ce cas, on y va."

"Alors, on a le contrat?"

-Vous l'avez.

"Fantastique... Dites, et si on signait à Paris?"

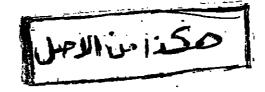
La suite de la conversation est strictement professionnelle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.







La preuve biologique d'une paternité pourrait être fournie à des particuliers

Un nouveau laboratoire francais d'identifications génétiques vieut d'être créé en France. Baptisé « Codgène », cette société est née de l'association de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, d'une filiale de la Société générale et de l'Institut de médecine légale de Strasbourg. Elle vise à exploiter une nouvelle technique d'identifications génétiques des individus basée sur l'utilisation d'une sonde moléculaire. Codgène pourrait bientôt mettre en œuvre cette technique dans le cadre des affaires de contestation de paternité, en debors de toute réquisition judi-

Après Appligène, Codgène est la seconde société française à se spécialiser dans les empreintes génétiques, cette nouvelle application des techniques de biologie moléculaire à des fins criminalistiques ou médicolégales. La coîncidence veut qu'elle soit aussi la seconde société de ce type basée à Strasbourg. A la différence d'Appligène, qui exploite en exclusivité pour la France un brevet détenu par une équipe belge, Cod-gène a acquis sa licence d'exploitation exclusive à partir d'un brevet d'une société américaine, la société Lifecodes de New-York.

- Notre choix s'est porté sur le brevet de cette entreprise améri-caine car elle a déjà réalisé plusieurs milliers de tests permettant l'identification de séquences chromosomiques spécifiques à chaque individu, explique-t-on chez Cod-gène. Cette méthode, couramment utilisée par un grand nombre de cours de justice américaines, perpaternité, d'immigration ou d'enquêtes judiciaires, notamment dans les affaires de viol. le FBI a fait appel récemment aux experts de Lifecodes afin d'étudier la possihilité d'instaurer un standard national pour l'utilisation du test d'empreintes génétiques. •

A la différence d'Appligène qui est une société privée, la firme Condgène, dirigée par le docteur Bertrand Ludes, associe l'Institut de médecine légale de Strasbourg. la Sogenal (filiale de la Société générale), à hauteur de 49 %. Sont notamment associés à ce projet le professeur Pierre Chambon, spécialiste de biologie moléculaire de renom international, les docteurs Pierre Mangin et André-Jean Chaumont, médecins légistes, ainsi que M. Jean Wagner, premier président honoraire de la cour d'appel de Col-

Des problèmes HOTAUX

Jusqu'à l'apparition et la diffusion de la technique des empreintes géné-tiques, la recherche des preuves biologiques de la paternité n'était mise en œuvre (à partir d'une batterie de marqueurs sanguins) par le Centre national de la transfusion sanguine que sur réquisition judiciaire. Pour M. Daniel Dupret, directeur scientifique d'Appligène, cette rigueur était « quelque peu excessive ». Il avait accepté, quant à lui, de mettre en œuvre ce nouveau procédé, à la demande d'un juge, bien sûr, mais aussi à celle d'un avocat ou d'un médecin. « On peut en effet invoquer une série de situations où la

priori absolument nécessaire. explique-t-il. C'est notamment le cas des personnes qui, après divers problèmes personnels, veulent s'assurer que leur enfant est bien le leur, des enfants de l'Assistance publique enjans ue l'Assidate possible qui, ayant après une longue enquête retrouvé leurs parents, veulent véri-fier qu'ils ne se trompent pas avant de se lier d'affection avec eux, Appligène refusait de mettre en

œuvre directement ce procédé à la demande de la - ou des - personne concernée. On n'entend pas, pour l'heure du moins, adopter la même position rigoureuse chez Codgène, la présence de médecins au sein de cette société permettant de faire l'économie des difficultés rencontrées par Appligène. Ainsi, les personnes ou les couples impliqués dans les affaires de contestation de paternité pourraient-ils directement savoir à quoi s'en tenir en matière de paternité biologique. « S'il est vrai que la loi n'interdit pas de telles investigations, explique M. Dupret, on ne peut pas à mon avis sous-estimer les problèmes moraux que ces techniques soulèvent. Si les gens de Codgène n'ont pas conscience de ces problèmes, nous, nous les percevons, et quels que soient les impératifs et les intérets en jeu, nous refusons et refuserons de répondre directement à la demande.

JEAN-YVES NAU.

(1) En matière de vérification de paternité biologique, la technique des manipulations génétiques peut être mise en œuvre à partir de simples prélèvements sanguins de la mère de l'enfant et du père, père biologique présumé. Parfois, seuls ces deux derniers prélèvements est récest préservements.

Au palais de la Mutualité

Les différentes familles de l'extrême droite ont participé à la « grande journée anti-89 »

Le roi est mort et ceux qui le pleu-rent ne seraient pas fâchés de pou-voir guillotiner la République. Réunies par une commune nostalgie de l'Ancien Régime, mais surtout par une insurmontable aversion pour la modernité, un millier de pers se sont rassemblées à Paris le 21 janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI. Appelés à participer à une « grande journée auti-89 », ces fidèles, venus de tous les horizons du royalisme et de l'extrême droite, se sont groupés derrière le panache du défant roi pour proclamer leur baine de la Révolution française. Longuement conspuée, cette période de l'histoire a servi de catalyseur à tout un bric à brac de professions de foi politiques et religieuses.

Pieusement courbées sur leurs antiques prie-Dieu, des familles endimenchées assistent à la messe solennelle qui doit donner le coup d'envoi de cette journée contes taire. L'église Saint-Nicolas du Chardonnet, occupée depuis près de donze ans par les adeptes de Mgr Lefebvre, a sorti pour la circonstance ses plus gros cierges et ses chants les plus ardents. Un cantique. iustement, donne le ton de la journée, lorsque les fidèles entonnent à pleins poumons un hymme aux curieux accents : « O Marie, entends du Ciel ce cri de la patrie : catholiques et Français toujours. »

Dans le ciel de la Contre-Révolution, la religion donne la main an nationalisme... Les participants qui se retrouvent, au sortir de la messe, dans les couloirs du palais de la Mutualité mêlent sans états d'âme des aspirations surnaturelles à des revendications on ne peut plus temporelles. Rassemblés pour dénoncer l'e imposture » de 1789, ils accusent en bloc « le manque de vertu » du monde moderne et

« l'invasion immigrée » qui menace créée par Mgr Lefebvre, toun d'asphyzier la terre de France. Eux, contre « le rationalisme modernist d'asphyxier la terre de France. Eax, en tout cas, ne se laissent pas gagner par le péril étranger, puisqu'ils se retrouvent entre enx, se saluant avec bonne humeur, et se félicitant d'être venus si nombreux.

Le sentiment d'appartenir à une même famille persécutée par la « trilatérale franc-maconne » et les « lobbies sionistes » gomme bien les différences. On trouve là les représentants de « Montjoye Saint-Denis », un mouvement légitimiste qui vend des étendards royaux et des « briquets de tradition royaliste », aussi bien que ceux du journal National Hebdo ou de maisons d'édition spécialisées. Les responsables d'une école traditionaliste offrent leurs services aux parents qui craignent que l'éducation nationaie ne fasse de leurs enfants « des cancres, des apatrides, des sauchistes ou des athées », tandis qu'un « cercle franco-hispanique » propose des rencontres avec les néofranquistes et les phalangistes espa-

Des prélats intégristes aux lougues soutanes noires déambulent à travers la foule, rappelant par leur présence que le combat contre la célébration du Bicentenaire est avant tout une lutte en faveur de la religion traditionnelle. L'association < 15 août 1989 », grande coordonnatrice de la journée, entend lancer une vaste croisade contrerévolutionnaire, dont le point d'orgue serait une procession organisée à Paris le jour de l'Assomption. En attendant cet événement qui doit restaurer « la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ ». l'abbé Paul Aulagnier, membre supérieur du district de France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X.

qui ronge notre pays et notre Eglise de l'intérieur, à la façon d'un cancer - et appelle à la réparation.

Soci

عابدي د.

. . . .

. . .

Contract Contracts

BOOK TO NEW A

「Apparation of Apparation of

The second secon

F 21 1 2 2 2 1

Tarin to be the top and

ない まきへる 宇宙

The market of the state of A Ref

The same of the sa

AT MAN

化温度 化二苯酚磺胺

1

THE STREET

-

Contraction of the

TO THE SETTING

The same of the sa

-

And Antico to Com

Eard Holzer pres

Tholiques d'alde

A LEMMA ALL THE PARTY OF T

William State Stat

Total Control of the Control of the

The same of the sa

The state of the s

WHITE PARTY NAMED IN

Service of the

Spirate Cal

THE PERSON NAMED IN

be grand mad

all shorts & topic Section 19

Contract of the Contract of th

Carried Spinish A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

THE ME

The state of the state of

i. Mirat

«La grande farce du Bicentennire »

Tout au long de le journée, il sera fait mention de la longue liste des « crimes » perpétrés contre l'Eglise par des sans-calottes présentés comme autant de loups-garous sans foi ni loi. La Révolution offre aux intégrisses des martyrs dont l'inter-minable inventaire ponetne les discours à la façon d'une litanie. « Ou ne peut être cutholique et se dire fils des principes d'une révolution qui nie Dies », affirme avec force un prêtre traditionaliste. La Déclaration des droits de l'homme, qualifiée de « fausse », figure en bonne place sur le cahier des doléances de cette journée. « Nous sommes profondément attachés aux droits de Notre-Seigneur Jésus-Christ, a affirmé le prêire au cours de son homélie du matin. Ils nous rappellent qu'il existe un Rédempteur qui a des droits sur nous et que nous avons des devoirs. >

Cette soumission anx volonies du Christ n'est cependant pas la scule préoccupation des participants. S'ils acceptent volontiers bans devoirs religious, cenx-ci n'entendent pas se priver de leur droit à la contestation, voire à l'anathème. On amonce publiquement la prochaine commé-moration du 6 février 1934. On se réjouit de la disparition des deux premiers présidents de la Mission nationale de Bicentensire. On parle, à la tribune, de - la grande farce du Bicentenaire animée par toute une série de pantins grocesques ».

La « démocratie sans âme et sans souffie » est condemnée pendant le grand banquet au cours duquel cer-tains portent des fosses à la mémoire du matéchal Pétrin, tandis que d'autres boivent à la santé du roi.

Copiensement brocardée, la République à du mons l'avantage, aux yeux des convives, de rassem-bles contre elle des bataillons d'hommes et de femmes aux profils différents orléanistes, légitimistes et les différentes fractions de l'extrême droite se côtoient, le temps d'une messe ou d'un repas, dans une unité que rien ne semble pouvoir troubler. Mariame, au fond, n'est pas si mauvaise fille...

RAPHAÈLLE REROLLE.

FAITS DIVERS

L'enquête sur les « disparus de Fontainebleau »

La piste trop voyante des braconniers

La chasse a été interdite dans le massif de Coquibus, en forêt de Fontainebleau, pour permettre aux enquêteurs de retrouver d'autres douilles de calibre 22 long rifle. Les gendarmes restent persuadés que Gilles Nandet et Anne-Sophie Vandamme, dis-parus depuis le 31 octobre et dont les corps ont été découverts le 10 janvier, out été tués par une arme de ce calibre. Toutefois, l'hypothèse privilégiée par les gendarmes - la rencontre avec des braconniers - est contestée par les habitués de la

Comme elles sont dérangeantes ces douilles de calibre 22 long rifle. Etrangères, troublantes dans le décor du massif de Coquibus, entre Milly-la-Forêt et Arbonne, entre Essonne et Seine-et-Marne, au milien de ces hectares lunaires de rochers et de fougères, de vent et de bruyère. Leur présence est incon-grue sur cette frontière boisée vouée depuis des lustres à la chasse au gros, sangliers et cervidés, qui se règle à coups de 16 ou de 12 millimètres et dont les balles, Blondeau, Bremeke pour les fusils, 280 pour les carabines. « arracheraient », à en croire un connaisseur, « la tête de

Le 31 octobre, la catastrophe avait d'ailleurs été évitée de justesse dans le massif. Une balle perdue avait fait un trou - gros comme ça -dans la carrosserie d'une voiture de garde. Le coupable n'a pas été retrouvé. Mais on en parie encore. On en parie même davantage que du triple meurtre des « disparus de Fontainebleau ». Le malaise tient au malentendu sur le calibre.

Le coup de feu sur la voiture, pour regrettable qu'il soit, a sa cohé rence. Il vient se ranger, après bien d'autres drames de la chasse – sangliers survivants, blessures, contesta-tions de territoire – parmi les légendres du Coquibus. La mort, ce même 31 octobre, et à quelques encâblures, de Gilles Naudet, d'Anne-Sophie Vandamme et de leur chien Dundee paraît dépasser l'emendement des habitués de la

Par l'utilisation du 22 long rifle. Parce que les deux promeneurs ont bien été blessés, puis exécutés par au moins deux tireurs munis d'armes de peut calibre. L'autopsie des corps des deux victimes, retrouvées le 10 janvier après deux mois et demi de recherche, le prouve. Les pre-mières expertises balistiques le confirment. La découverte, à trente mètres du lieu du drame, de deux douilles de 22 le corrobore. Mais ils sont nombreux, entre Arbonne et Milly, à s'obstiner. - Ca ne colle pas . répètent-ils.

Ça ne colle pas tout à fait, c'est les résultats scientifiques de l'enquête. Incontestables. Ils s'inquiètent du fil conducteur suivi par les gendarmes, depuis le 10 jan-vier, qui privilégient la thèse d'une mauvaise rencontre avec des bracon-niers. Les tueurs n'attendaient sans doute pas les deux promeneurs sur le chemin de grande randonnée nº 11. Le crime était vraisemblablement non prémédité. Scénario possible : ils tirent, volontairement ou non, sur le chien. Trois fois et, selon l'autop-sie, au feu croisé de deux armes. Gilles Naudet, solide garçon de vingt-sept ans, se rue sur les atta-quants. Ils tirent encore. Une fois à épaule. Une deuxième fois, éraflant le visage.

La jeune semme a peut-être hurié. Elle a tenté de s'enfuir. Les tueurs ont achevé la besogne, si l'on ose dire, par nécessité de ne pas laisser de témoins. Une balle dans la nuque pour elle. Une au visage, une dans la nuque pour lui. Puis ils ont traîné les corps hors du sentier, ont recouvert les deux jeunes gens et le chien de fougères. Ils se sont enfuis au volant d'un véhicule 4 x 4. Les gendarmes ont retrouvé des traces de pneus sur le sentier, peut-être d'une Lada, et de peinture claire sur un rocher.

« Secret de polichinelle »

Mais pourquoi des braconniers? Le massif de Coquibus est connu pour sa fréquentation discrète de truands à la recherche d'un coin tranquille pour s'entraîner au tir. Mesrine, dit-on, venait s'y exercer. Les gardes fédéraux dressent chaque année procès-verbal contre des amateurs d'armes surpris en plein loisir de cartons en forêt. Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme cons, une bande de jeunes en quête de violence gratuite. Des terroristes : aussi été retrouvées, dans le passé, sur la mare-aux-Jones, cette hauteur de la forêt de Fontainebleau qui a toujours du faire peur, puisqu'elle se partage entre la gorge aux Loups, la gorge aux fanves et la gorge aux fris-

La voiture? Tous les chasseurs ont la même, ou presque. Des témoins en ont aperçu plusieurs, le 31 octobre. Le massif, tout en loncur et relativement petit, avait été très fréquenté ce jour-là. A Arbonne et à Milly, les sociétés de chasse ont d'abord dit aux gendarmes qu'elles étaient responsables, avec les gardes fédéraux, de la surveillance du Coquibus. Que les sentiers carrossables étaient fermés par des barrières. « Beaucoup de monde possè-dent la clé, la même pour tout Fontainebleau, explique malgré tout

un chasseur, et lorsqu'il s'agit de cadenas à numéros, le code est secret de Polichinelle.

Entre donc, à pied ou en voiture, à peu près qui veut. Les gardes, les découpeurs de bois, les chasseurs, mais aussi tous les Amis de la nature, écolos et progresseurs, dent l'especiation est lorsteine. tous les Amis de la nature, écolos et pro-meneurs, dont l'association est locataire, au cœur des chasses, à portée de fusil du lieu du crime, d'une ferme. Mais aussi des particuliers, dont la famille Miche-lin, propriétaire d'un ensemble de mai-sons au milieu, lui aussi, du dispositif. Le 31 octobre 1988 était jour de pont, veille de Toussaint. Dix personnes, au moins, ont certifié aux gendarmes s'être promenées, à une heure on à une autre, aux abords du GR 11. ux abords du GR 11.

aux abords du GR 11.

C'était aussi un hundi, jour de chasse au gros. Jour d'ouverture de la chasse, même. Et, sur Arbonne comme sur Milly, on s'était dispuné, par tirage au sort, le privilège de la rencontre avec les premiers sangliers de l'amée. Le massif n'est pas toute la forêt. Ce n'en est même qu'an petit coin, délimité par l'autoroute du Sud et la route reliant les deux communes. Sur le parking de la deux communes. Sur le parking de la Feuillardière, où Gilles Naudet avait garé sa 304, d'autres véhicules avaient été laissés là, pour un petit tour au bois. gare sa 304, d'autres venicules avaisent été laissés là, pour un petit tour au bois.

Aujourd'hui, des chasseurs reprochent à l'administration des gardes d'avoir ouvert les battues un jour enso-leillé de grand week-end. - C'était trop dangereux, raconte M. Anton, secrétaire de la société de Milly. A midi, j'ai donné l'ordre de rentrer. Nous n'avons pas tiré une cartouche. - D'autres ont continué leurs battues. Ceux d'Arbonne, trente-deux fusils en ligne qui abattirent. affirment-ils, une biche et trois « cochons » de 14 heures à 15 h 30 — vraisemblablement deux heures après la mort des deux jeunes gens — avant de cesser leur traque et de compter, comme c'est la règle, leurs coups de feu. Ceux, aussi, qui avaient reçu l'autorisation de chasser sur les zones voisines, concédées à quelques familles, les Darbonne, les Michelin et le marquis de Ganay.

Les gendarmes ont reconstitué

Michelin et le marquis de Ganay.

Les gendarmes ont reconstitué paiemment les itinéraires de ces battues, additionné les cartouches, sollicité les témoignages. Les chasseurs ne sont pas responsables de la mort de Gilles Naudet et d'Anno-Sophie Vandamme. Affaire de calibre, d'abord. Mais une rumeur est partie d'Arbonne. Six noms de braconniers ont été lâchés. Ainsi qu'une explication : les battues au gros sont souvent gangrenées par des braconsont souvent gangrenées par des bracon-niers, munis de lusils 22 long rifle et postés au vosinage de la figne de rabat-tage. Ils se contentent d'attendre le gibier, d'achever les senglièrs ou les cerfs blessés. Leurs armes sont parfois pourvues de lunettes de mérision de pourvue de lunettes de précision, de silencieux, pour ne pas attirer l'artention. Mais leurs coups de feu peuvent se confondre, aussi, avec ceux des chas-

< Quelque chose

de plus moche » A Milly, on conteste formellement cette tradition. De mémoire de chasseur, de ce côté-ci du massif, on n'a jamais entendu parler de « viandards ». Les braconniers ne sont pas fous. Ils tirent la nuit, aux phares, un autre jour que le lundi. Surtout pas le jour de l'ouverture de la

chasse. « Et puis, affirme un habi-tué de la chasse des Darbonne, per-sonne, encore une fois, n'a jamais arrêté un cochon au 22 long rifle.

Non. c'est autre chose... » Alors, depuis le début de l'enquête, naissent des querelles. Entre les Amis de la nature et les sociétés de chasse. Entre Arbonne et Milly. En clair, si ceux d'Arbonne ont désigné des braconniers, c'est qu'ils sevent quelque chose. - Quel-que chose de plus moche s'est que cnose de plus moche s'est passé. » Les gendarmes ont obtenu sur le territoire des chasses rivales un renseignement qui mettrait en cause des habitants de Courances, un village du versant d'Arbonne Des chassenrs, braconniers à l'occa-sion, mais qui n'auraient pas traîné, le 31 octobre, du côté du GR 11, e pour la viande. Des villageois devenus assassins par circonstance. Parce qu'ils rôdaient dans la forêt, justement avec des 22 long rifle. L'arme ici maudite. L'arme d'un crime possible. Puisqu'on ne tue pas les promeneurs avec les fusils du

Les gendarmes, muets d'avoir trop parlé après la découverte des corps, estiment pourtant que la tae-rie du Coquibus est l'œuvre d'un familier de la forêt. Les calibres 22 long rifle, ils les cherchent an domicile de ceux, chasseurs et peutêtre connaissances des chasseurs, qui avaient fait l'objet d'une perqui-sition après le 31 octobre, pendant l'enquête sur la disparition des deux jeunes gens. Ils n'espèrent pas retrouver les deux armes du crime. Mais peut-être des munitions, appar-tenant aux mêmes lots. Ou alors, les suspects seront ceux qui auront fait disparaître armes et munitions. La preuve par soustraction

Pourquoi des perquisitions, cet automne? Officiellement, une infor-mation judiciaire pour séquestration avait été ouverte, afin de permettre la poursuite des recherches du cou-ple perdu. Des chasseurs soupçonple perul. Des chasseurs soupcon-nent les enquêteurs d'avoir déja-bénéficié d'un indice, alors que per-sonne n'évoquait l'hypothèse de la mort par balles de Gilles Naudet et d'Anne-Sophie Vandamme. Plu-sieurs dizaines de fusils de tou cali-hes avainent été rémartoife. bre avaient été répertoriés.

Et les gendarmes avaient déjà interrogé les rares armuriers du mas-sif. Claude Herblot, per exemple, le marchand de journaux de Milly. A l'époque déjà, on s'était intéressé à ses lots de 22 long rifle. Les enquêteurs, apparemment persuadés que les cartouches ont été achetées par les cartoucnes ont ete acnetees par des habitués du Coquibus, sont revenus le voir, ces derniers jours. Il leur a répété que, à son avis, « les promeneurs avaient été tués au pis-tolet », non à la carabine. Et, c'est bien connu, on a encore moins de

d'arrêter un sanglier au pistolet. PHILIPPE BOGGIO.

Douzième crime sexuel

Une fillette de Bourges assassinée par un voisin

Une fillette de huit ans, Céline Millerioux, qui demeurait à Bourges (Cher) chez ses parents, a été découverte, samedi 21 janvier en fin de matinée, morte, étranglée après avoir été victime de sévices sexueis, dans l'appartement d'un voisin de palier, Vincent Ker, âgé de vingt-six ans. Celui-ci devait se constituer prisonnier dans un commissariat du dixième arrondissement de Paris, où il s'est accusé du crime.

La petite Celine, dont tous les familiers disent qu'elle était « très méfiante » et même « peureuse », avait disparu le 20 janvier après qu'elle eut quitté son école vers 16 h 30. Son cartable avait été retrouvé le lendemain matin dans la cour de l'immeuble de neuf étages où habitent ses parents, rue des Frères-Michelin à Bourges.

Vincent Ker, qui avait disparu peu après le début des recherches, habitait un appartement situé en face de celui de la famille Millerioux. Il a été transféré à Bourges où il se trouvait encore placé en garde à vue dans la matinée du lundi 23 janvier. Il vivait avec une amie et est père de deux enfants en bas âge.

Ce nouveau crime sexuel commis sur un enfant ou un adolescent est le douxième constaté en France depois un an. La victime du précédent fur Fabrice Ledoux, âgé de onze ans, retrouvé violé et étranglé près de Grenoble le 15 janvier. Son agres-seur n'a pas été retrouvé. Cinq autres de ces crimes n'ont pas non plus encore été élucidés.

• Inscriptions antisémites au Perreux. — Des inscriptions entisé-mites — croix gammées, « Ausch-witz » — ont été portées per des inconnus sur les portes et les murs de la synagogue du Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne).

• Double évasion à Aix-en-Provence. — Deux détenus de la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence, Jean-François Di Meglio et Mario Piarulli, âgés l'un et l'autre de vingt-cinq ans, se sont évadés dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 janvier. On a constaté qu'ils avaient scié des barreaux de la cellule où ils se trouvaient pour descendre ensuite le long d'un mur à l'aide de draps noués. Di Meglio purgeait une peine de quatre ans de prison pour vol à maine armée. Piarulli, de nationalité italienne, arrêté pour infraction à la législation sur les stupéfiants, faisait

RELIGIONS

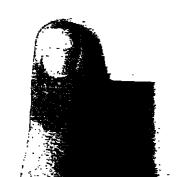
Les cardinaux octogénaires resteront à la retraite

Régulièrement, depuis 1970, des demandes de révision du décret de Paul VI à ingravescentem setetate : (le poids de l'âga), ôtant aux cardinaux le droit de pasticiper è un cooclave, arrivent sur le bureau du pape. Signée par une dizaine de cardinaux ratine ou encere en activité — comme l'Améri-cain William Batin, préfet de congrégation, âgé seulement de solvante-deux ans, la dernière en date de ces démarches remonte à Noël dernier.

: Connue samedi 21 janvier à Rome, la réponse de Jean-Paul II est négative. Maigré son gout pour la tradition, il ne reviendez pas sur la décret de son prédècesseur. Déjà exclus des deux derniers conclaves de 1978, les cardineux octogé-gaites ne retrouveront plus l'excercice de la seule fonction attachée à leur titre, calle d'élire un pape. Le Sacré Collège compte aujourd'hui cent dixneuf cardinaux électeurs, et trente-huit sont âgés de plus de quatre-vingts ans

ECHECS

 Les quarts de finale du Tour-noi des candidats. — Le Canadien Kevin Spraggett (trente-quatre ans), a remporté, landi 23 janvier à Qué-bec (Cariada), la deuxième partie du match des querts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, qui l'oppose au Soviétique Arthur Yoursoupov, vingt-neuf ans. Alors qu'il reste quatre parties à jouer, Spraggett mêne au score par 1,5 à 0,5, le prémière partie s'étant terminée par la nullité. Le vainqueur sera ceiui des deux joueurs qui obtiendra 3,5 points.



Société

ÉDUCATION

Un forum à Lyon

Apprendre les langues pour construire l'Europe

LYON

· - 'STA'S

A FARM

Same of the same

The Greek Royal

2.5

- W v

5 4 9 15

.....

.

· Series

de notre bureau régional

Pour que l'idée de citoyemeté européenne prenne corps, il laudrait donner une dimension communautaire à l'école, en développant notamment l'apprentissage des langues: telle était l'idée directrice du forum intitulé - Quelle école pour l'Europe ? ... organisé à Lyon, les 19 et 20 janvier, par l'université Lyon-II et l'association Europe Education, avec la collaboration du Monde.

- L'Europe est la clef de l'avenir, mais l'éducation, soyons en surs, est elle-même la clef de l'Europe », a affirmé M. François Mitterrand, dans un message in par Mª Edith Cresson, ministre des affaires euro-

M. Lionel Jospin avait ouvert le forum avec une proposition suscepti-ble de satisfaire les participants, puisqu'il annonçait des expériences pour enseigner, à la prochaine ren-trée, des langues vivantes, dès le cours moyen (le Monde du 21 jan-vier). Une mesure que le président d'Europe Education, M. Jean-Jacques Kerouredan, réclame depuis une vingtaine d'années.

Toutefois, le fait que cet enseigne ment soit limité à deux ou trois heures par semaine ne pouvait enthousiasmer les pionniers qui composaient l'assistance. Des représen-tants de la région Nord-Pas-de-Calais ont rappelé qu'ils ont expérimenté, dès 1983, un enseignement des langues des l'école materneile. « C'est avant la puberté qu'il fout déclencher le mécanisme de l'apprentissage des langues, expliquait un pédagogue à l'origine de

Grève nationale du SNES le 27 janvier

Les professeurs de lycés et col-lège du SNES (PEN) seront en grève, le vendredi 27 janvier, pour protester contre les propositions de M. Lionel Jospin (le Monde sin 19 janvier) qui, selon ce syndicist, ne permettront pas d'- engager une véritable revalorisation di métier d'enseignant ». Le SNES vent accompagner les négociations enga-gées avec le ministre par « une action de très grande ampleur jusqu'à la mi-mars », marquée notamment par des opérations aportes ouvertes » le 28 janvier et une reprise possible de la grève le 6 février dans les zones de vacances 2 et 3 et la 17 dans la

De son côté, le SNI-PEGC appelle les instituteurs à une manifestation nationale à Paris, le mercredi le février, pour protester contre leur maintien à un niveau de recrutement et de rémunération inférieur à celui des mures ensei gnants. Enfin le SNEC-CFTC (enseignement privé) invite ses adhérents à adresser au ministre des télégrammes, afin que tous les easci-gnants du privé bénéficient d'une revalorisation équivalent à celle du

cette expérience. Mais on ne peut pas décréter qu'on y consacrera trois heures par semaine. Cela doit se faire à tout moment, par une greffe sur les autres matières; c'est le principe de la transdisciplina-rité.»

Le désir d'apprendre une langue ne vient que si l'on a besoin de la parler, a rappelé M. Théodore Zel-din, professeur à l'université d'Oxford, en préconisant de longs séjours à l'étranger. Proposition qui se heurte, hélas ! à la crainte bien française de « prendre du retard sur

Contre « l'anglais seul »

La question da choix de la langue lenché une levée de boucliers contre ce nouvel esperanto qu'est devenn l'anglais, dont le professeur Harald Weinrich constatait qu'il comule aujourd'hui les fonctions usuelles, commerciales et conviviales qu'eurent, respectivement, le latin, la « lingua franca » et le francais. Le danger n'est pas l'anglais, mais l'anglais seul », soulignait M. Jean-Pierre Jallade, directeur adjoint de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale, en pro-posant de faire adopter, à Bruxelles, une directive imposant un apprentis-sage aussi intensif pour la seconde langue vivante que pour la première.

Le choix de la langue pourrait obéir au pricipe de « proximité », a proposé M. Jacques Tschoumy, directeur de l'Institut romand de recherches pédagogiques. Celui-ci donnerait un caractère naturel au bilinguisme et transformerait les régions en pôles d'excellence bien types, a suggeré ce spécialiste suisse, partisan d'une « Europe locale ».

M. Tschoumy proposait aussi que les Français accordent davantage d'attention aux « compétences de réception », qui permettent de com-prendre une langue sans toutefois la parler. M. Weinrich se In applaudir sur la question délicate de la forma-tion des enseignants, en indiquant que les étrangers ne sont pas néces-sairement les meilleurs pédagognes, sauf s'ils ont appris à enseigner leur langue comme une langue étran-

Interrogé sur l'opportunité d'un baccalairéat européen, M. Dome-nico Lenarduzzi, chef de la commission coopérative en éducation à la Commission des Communautés européennes, répondit que celle-ci préfère une recompaissance réciproque des diplômes des Etats mem-bres. « Nous ne croyons pas à une des formations équivalentes ».

« L'Europe ne sera pas seulement un supermarché, mais aussi un rassemblement d'individus dont l'école doit éduquer la citoyenneté », a estimé M. Michel Cusin, président de l'aniversité Lyon-IL Toutefois, aucun des congressistes n'a pu définir cette nouvelle citoyenneté, dont tous se sont accordés à dire = qu'elle reste à inventer ».

RAFAELE RIVAIS.

DÉVELOPPEMENT

M. Bernard Holzer président des associations catholiques d'aide au tiers-monde

Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développe-ment), a été élu à Londres, le 19 janvier, président de la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) qui réanit quatorze organisations catho-liques d'Europe, des Etata-Unis et du Canada. La CIDSE soutient plus de 6 000 projets de développement dans le tiers-monde, pour un mon-tant global de 300 millions de dol-

[Né le 12 juillet 1948 à Huningne (Hant-Rhin), Bernard Holzer est licencié en sciences économiques, religioux (non prêtre) de la congrégation des assonaptionnistes. Il est devenu secrétaire général du CCFD en 1984. Il a été la cible principale des campagnes menées au cours des dernières années contre ce service officiel de l'Eglise catholique accusé d'aider des réseaux marxistes dans le tiers-monde. La confignce de l'épiscopat lui a été main-

EN BREF

en Union auviétique. — 1. agence Tass a confirmé que l'Union soviétique avait procédé, dimenche 22 janvier, à une expérimentation nucléaire soutenaine à des fins militaires, ser son polygone de tir au Kazakhstan. C'est l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, en Suisse, qui, ayant enre-gistré cet essa, est en réalité à l'origine de l'information. L'expérience sa situerait dans la gamme des puis-sances comprises entre 20 kilo-tonnes et 150 kilotonnes. — (AFP,

Manifestation contre Superphonix à Annemesse. — Plus d'un

les russ d'Annemasse (Haute-Savoie contre le redémarrage de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), intervanu le 14 janvier après une interruption de vingt mois. Il n'y a pas eu d'incident.

• Greve à l'IRCHA. - Les personnels de l'institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) s'inquiètent pour leur avenir. Cet établissement public travaille essentiellement sur contrat pour l'industrie chimique. Le précédent gouvernement voulait le privatiser; l'actuel n'a pas pris position mais n'a inscrit aucun financement pour millier de personnes venues de la l'IRCHA dans le budget 1989. Un région Rhône-Alpes et de Suisse ont appet à la grève a été lancé pour le manifesté, samedi 21 janvier, dans mardi 24 janvier.

Communication

Concentration dans l'industrie cinématographique française

La guerre des circuits

Les intrigues políticofinancières qui entourent depuis six mois le rachat de Pathé pent de la guerre que se livrent les trois grands circuits français pour contrôler les sailes de cinéma et la programmation des films. Depuis l'an dernier, Gaumont, UGC et Pathé programment plus de la moitié des sailes françaises. Une concentration qui risque de menacer rapidement la création cinématographique et inquiète les pou-voirs publics.

« Ce milieu est totalement allergique au droit », soupire M. Dominique Brauit. Dans la bouche de ce contrôleur d'Etat, formé à la dure école de la première commission de la concurrence, ce constat lapidaire prend des allures de déroute. Depuis cinq ans. Dominique Brault préside la commission de la programmation et tente de faire respecter par les grands distributeurs français le code de bonne conduite définie par la loi. L'esprit en est limpide : les puissants groupes cinématographiques intégrés ne doivent pas écraser les entre-prises indépendantes, la concurrence doit rester telle que le plus grand nombre de spectateurs puissent voir le plus grand nombre de films.

Mais M. Brault reconnaît luimême ou'il a échoné dans sa táche. Depuis cinq ans, il se heurte, impuissant, aux abus répétés de position dominante, à la violence des pressions soigneusement étouffées par une véritable loi du silence, au corporatisme triomphant qui gangrène l'administration et pèse sur la déci-sion politique. Vu de la commission de la programmation, le cinéma res-semble à un mauvais polar ou à un épisode de « Dallas ». On est loin des stars et des sunlights, près des caisses enregistreuses, et l'on contemple la face cachée d'une petite industrie qui se lamente sur sa crise, accuse la télévision de tous les manx et souffre des effets pervers de la concentration.

Pressions

Le mai a grandi avec lesecircuits. A l'origine, quelques salles régio-nales s'associent pour obtenir à de meilleures conditions et dans de plus bref délais les films à succès. Ces centrales d'achat permettent aux exploitants de résister aux « ventes forcées » des distributeurs américains qui, forts de leur puissance au lendemain de la guerre, imposaient leurs fonds de catalogue avec leurs films vedettes. Mais, peu à peu, les sympathiques circuits animés par quelques carés de province pour ali-menter leurs salles de patronage ont laissé la place à de véritables réseaux, contrôlés par les plus gros propriétaires de cinéma.

Anjourd'hui, Gaumout et associés, Pathé Edeline et indépendants, UGC diffusion sont les maîtres du jen. Ils déterminent l'affiche de leurs propres salles et celle des

Restructuration et création dans la presse économique espagnole

Expansion s'allie à « El Pais »

La presse économique espagnole continue à vivre au rythme des rachats, des restructurations on des créations de titres. Le groupe de presse économique français Expansion avait pris, aux côtés de ses partenaires Dow Jones, Indosuez et la Lyonnaise de banques, 50 % du capital de l'éditeur espagnol Estructura, en juin dernier. Vendredi 21 janvier, le PDG du groupe Expansion, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, a signé un accord avec l'administra-teur délégué du groupe Prisa (El Pais), M. Juan-Luis Cebrian. Grâce à une prochaine augmentation de capital d'Estructura, Prisa et Expansion détiendront à parité 67% des

parts de ce groupe.

Pour l'éditeur d'*El Pais*, premier quotidien ibérique avec quotidien ibérique avec 372 000 exemplaires diffusés par jour, il s'agit d'une diversification dans le donaine de la presse économique. Le groupe Expansion souhai-tait, pour sa part, s'associer à un édi-teur espagnol puissant — Prisa possède des imprimeries à Madrid et à Barcelone et un réseau de distribu-tion — afin de développer les titres d'Estructura, et notamment le auotidien économique Cinco Dias (23 000 exemplaires), et de créer en Espagne un groupe de presse écono-mique de la taille d'Expansion en

Quant au groupe espagnol Zeta, qui publie les magazines Interviu et Tiempo, il prévoit de lancer au printemps un quotidien sconomique, la Gaceta de los negocios, avec deux éditions (Madrid et Barcelone).

de programmation : une alimenta-tion en films assurée contre 2 à 3 % de la recette. En contrôlant ainsi un millier d'écrans soigneusement sélectionnés, ils règnent sur plus de la moitié du marché. Chaque lundi, ils font et défont la carrière commerciale des films, décident si le dernier succès américain va sortir sur trente ou cinquante écrans, si le film qui entame sa troisième semaine de pro-jection va quitter la salle panoramique du complexe pour la petite salle à cinquante places ou passer tout simplement à la trappe. Une concentration d'autant plus inquiétante que Gaumont et UGC sont aussi distri-

buteurs et producteurs de films. En face de ces trois groupes, pour l'exploitant qui n'a pas reussi à se faire programmer on qui veut garder

le marché. L'entente de programma-tion entre Pathé et Gaumont est alors dissoute. La loi soumet les accords de programmation à l'agré-ment d'une commission et demande aux circuits de garantir l'accès des salles indépendantes aux films. Un médiateur est chargé d'arbitrer les conflits. Six ans après, le médiateur, M. Jacques Vistel, reconnaît que les itiges qu'il a pu régler à l'amiable ne représentent qu'une petite partie du contentieux réel et que l'absence de transparence dans le milieu du cinéma gêne considérablement son

Président de la commission de la programmation, M. Dominique Brault est beaucoup plus désabusé :
- La composition de la commission a reflété dès le début le pouvoir

semblent à beaucoup une répétition de l'affaire Parafrance. Qui connaît les intentions exactes de M. Giancarlo Parretti (le Monde du 17 janvier) et ce que cache son discours sur les bienfaits des monopoles? Comme l'homme d'affaires italien, les dirigeants de Gaumont et d'UGC ne cessent de répéter que le marché français du cinéma est trop étroit pour être soumis à des règles de concurrence strictes. Ils estiment, non sans quelque raison, que l'ouver-ture du grand marché européen en 1993, la menace des grands groupes américains plaident en faveur de la concentration. Les pouvoirs publics - et surtout le ministère des finances qui ne veut pas éponger, comme l'an dernier, les pertes d'un secteur en difficulté - peuvent se laisser séduire par ce discours du réalisme économique ».

La « coordination des indépendants »

Mais les derniers indépendants producteurs, distributeurs ou exploiiants - ne l'entendent pas de cette orcille. Ils viennent de constituer une - coordination », demandent au ministre de la culture de suspendre les autorisations de programmation des circuits, placent leurs espoirs dans la mission de réflexion, confiée il y a un mois à M. Georges Prost, sur la séparation entre production et

« La concentration, c'est la mort du cinéma, explique Anatole Dau-man, producteur de Wim Wenders et d'Elia Kazan. Lorsque, en Grande-Bretagne, Rank et Thorn EMI ont mis la main sur toutes les salles de cinéma, dans l'espoir de constituer des grands groupes internationaux, le résultat ne s'est pas fait attendre : disparition des producteurs indépendants, effondrement de la fréquentation et mort du cinema britannique. Dans l'histoire du cinema mondial, la création n'a jamais été le fait des grandes sociétés intégrées. Elle a toujours été portée par les indépendants, producteurs ou exploitants. -

Cette profession de foi ne peut laisser indifférent. Ce sont en efffet quelques propriétaires de salle du quartier Latin qui ont inventé à la fin des années 60 les complexes multi-salles pour résister victorieusement à la concurrence de la télévi-sion. Aujourd'hui, à Paris, ce sont le Kinopanorama ou l'Escurial qui réhabilitent le grand écran panoramique, le son THX et le confort de l'accueil pour relancer la fréquentation. A chaque fois, les grands circuits n'ont fait qu'emboîter le pas aux indépendants.

Il y a quelques mois, en Belgique, un autre fou de cinéma créait, dans le scepticisme général, un immense ensemble de 27 écrans à 25 km de Bruxelles, Toutes les salles y ont quatre niveaux, un écran géant et le son THX. Dans un pays entièrement cable où chaque foyer recoit 25 chaînes de télévision. Kinépolis est pourtant en train de gagner son pari avec une affluence record de spectateurs. Il est vrai que, en Belgique, les circuits ne sont pas la loi et que le propriétaire de Kinépolis peut afficher librement la même semaine Willow, l'Ours, Camille Claudel. Crocodile Dundee, Betteljuice et Rox et Rouky.

Le dépeçage de Parafrance

qu'assister en spectateurs au par-tage du marché entre les circuits.

Les représentants des indépendants

n'osent pas prendre position par crainte des représailles. Enfin, la

commission est dépourvue de pou-

voir de sanctions. Nous ne sommes

qu'une chambre d'enregistrement. •

Après mars 1986, M. Dominique Brault propose à M. François Léo-

tard de supprimer la commission

mais le nouveau ministre de la

culture ne donne pas suite. L'année

suivante, les représentants des indé-pendants perdent tous les sièges de

titulaires à la commission, où

règnent désormais sans partage

Gaumont, Pathé, UGC, rejoints par

Marin Karmitz, président de MK2,

lui aussi producteur, distributeur et

exploitant. « Je ne peux plus cau-tionner ce qui se décide dans la

commission, conclut M. Brault. Le

Il est vrai que la baisse de la fréonentation a durci la guerre des circuits. Les salles peu rentables sont déprogrammées sans ménagement. Pathé, Gaumont et UGC se recentrent sur les salles qui leur appartiennent en propre tentent, dans chaque grande ville, de faire le plein de spectateurs. Ils disposent pour cela d'une arme redoutable : le compte de soutien, cette taxe instituée par l'Etat sur le billet de cinéma qui alimente une « caisse d'épargne » de la profession. Les exploitants peuvent l'utiliser pour moderniser leurs salles ou en créer d'autres. Mais les sommes mobilisables par les trois grands groupes sont sans commune mesure avec celles perçues par un exploitant indépendant. Combien de temps peut résister une salle qui voit s'implanter sur le trottoir d'en face un complexe flambant neuf construit par Pathé, Gaumont ou UGC, grâce au compte de soutien, et programmé avec les meilleurs

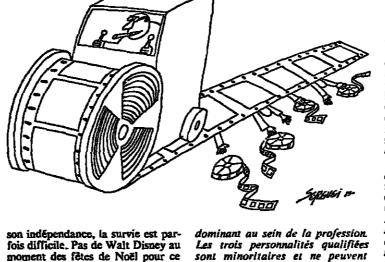
films par un circuit? Mais la guerre fait aussi rage entre les circuits qui ne supportent plus d'être trois à se partager un marché en nette régression. Et. dans ce combat pour la survie, tous les coups sont permis. Déjà, en 1985, Parafrance, qui s'est hissé au rang de quatrième circuit, disparaît dans des conditions mystérieuses. La société, en difficulté, doit être rachetée par les Editions mondiales, qui ne parviennent pas à obtenir un prêt de l'Etat. Un homme d'affaires britannique, Michael Stevens, se présente comme un sanveteur providentiel. Il ne jouera en fait qu'un rôle d'intermédiaire financier : Parafrance est dépecé et ses meilleures salles vendues aux trois autres cir-cuits. La commission de la programmation a-t-elle été consultée ? Non, répond M. Brault, toute l'affaire a été traitée par le seul cabinet du ministre de la culture.

Aujourd'hui. les mystérieuses En 1982, Jack Lang, ministre de tractations et pressions politiques la culture, a pourtant tenté de réta- qui ont entouré le rachat de Pathé JEAN-FRANCOIS LACAN.

M. Jean Stock quitte M 6 pour la CLT

M. Jean Stock, directeur général adjoint chargé de l'antenne à M 6, rejoindra dès le le février la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), une société qu'il avait quitté en février 1987 après y avoir réalisél'intégralité de sa carrière. Il y supervisera - avec le titre de directeur délégué - l'ensemble des activités télévisuelles du groupe, activités actuelles ou à créer comme le projet de chaîne luxembourgeoise ou celui d'un programme sur le satellite Astra. M. Alexandre Baloud lui succède comme directeur d'antenne à M 6, fonction qu'il cumule avec celle de directeur de l'information qu'il exerçait jusque-

M. Stock n'abandonnera pas totalement la chaîne - dont la CLT détient 25 % - pour autant. Nommé conseiller, il y secondera d'abord le PDG, Jean Drucker, à la tête d'un comité de programmes nouvellement créé et auquel participeront MM. Baloud et Charles Villeneuve. M. Stock devra ensuite renforcer la collaboration de M 6 et de la CLT dans la production audiovisuelle. notamment de fictions réalisées à l'échelle européenne. Le conseil d'administration de la chaîne devait être officiellement informe de l'ensemble de ces modifications Jundi 23 janvier dans l'après-midi.



dispositif de 1982 s'est révélé incaest urgent de revenir au droit commun de la concurrence. »

chaque semaine, leurs films retirés précipitamment de l'affiche pour place à un autre titre. Rares sont les entreprises qui résistent à pareil traitement. La liste est longue des distributeurs indépendants éliminés du marché au cours des dix demières années : Valoria (Z. Belle de jour, la Grande Vadrouille), Prodis (Angélique, Playtime, les Valseuses, Rambo I), Imperia (la Religieuse, Il était une fois l'Amérique, les Aventures de Rabbi Jacob), CCFC (Diva, les Bronzés, Providence), Corona (le Cercle rouge, Un flic, Soleil rouge), Pianfilm (More, Atlantic City, l'Argent des autres \.

cinéma de banlieue : le circuit qui

programme une salle concurrente à

sion sur le distributeur. Pas de ver-

sion originale de Bird pour cet exploitant de Lyon spécialisé dans le film d'art et d'essai : le circuit, qui

programme une salle en version

française dans la même ville, craint

la concurrence. Pas de copie de Wil-

low pour le Kinopanorama à Paris :

le circuit s'est assuré l'exclusivité

Les exploitants ne sont pas les seules victimes du système. Les dis-

tributeurs doivent aussi passer sous

les fourches caudines de Pathé,

UGC et Gaumont. Les puissants,

compagnies américaines en tête.

obtiennent des circuits des garanties

sur la durée d'exploitation de leurs

films. Les autres risquent de voir,

sur la capitale.

lques kilomètres de là a fait pres-

Il est difficile de savoir si les fermetures de salles et les faillites de distributeurs sont dues à la baisse de la fréquentation cinématographique ou aux abus de position dominante des circuits. Par peur de compromettre leurs futures relations commerciales avec les trois grands groupes, les professionnels du cinéma restent avares de confidences et se réfugient derrière un strict anonymat. Rares sont ceux qui portent leur contentieux devant la justice. « On trouve devant les tribunaux quelques exploitants au bord de l'asphyxie, qui n'ont plus rien à perdre, observe un juriste. Les circuits peuvent alors facilement démontrer que la salle a perdu son public et qu'ils ont de bonnes raisons commerciales pour resuser de programmer les films.

Une chambre d'emegistrement

La justice, d'ailleurs, manque cruellement de preuves pour agir. Les contrats de location, seule trace écrite - théoriquement obligatoire - des relations entre exploitants. distributeurs et circuits, ont pratiquement disparu depuis deux à trois ans. Pathé, Gaumont et UGC ne travaillent plus que par téléphone. Etrange dérapage dans une profession totalement réglementée où tous les contrats, du début à la fin d'un tournage, sont soigneusement enre-gistrés auprès du Centre national du cinéma et où les recettes des salles sont methodiquement contrôlées par l'administration.

Culture

La mort de Salvador Dali

Le fou du siècle

Surréaliste, peintre pompier, décorateur, sculpteur, mathématicien, poète, mémorialiste et maître à penser : Dali est mort

le lundi 23 janvier.

Il est tentant de tenir Salvador Dali pour un faux génie, un peintre médiocre et un histrion. Il est tentant de lui tenir rigueur de ses extravagances de pitre photogénique et de l'accuser d'avoir donné au grand public l'image la plus compla et la plus caricaturale de l'artiste moderne : celle d'un trafiquant de célébrité qui a la folie pour argu-ment de vente et le profit pour ambition unique. Il est tentant de ne voir en lui qu'un mégalomane adroit obsédé par l'envie de devenir par imitation le Léonard de son siècle, artiste, inventeur, savant et philosophe, mais un Léonard de dessins animés. Tentant, vrai pour l'essen-tiel, et cependant incomplet.

Si Dali est un simulacre, il est un simulacre qui connaît son état. Autrement dit : un fantôme cynique qui entretient ses mythes et légendes soigneusement, sachant qu'il convient de les rafraîchir périodiquement asin de ne pas ennuyer les spectateurs et de conserver intacte sa célébrité. L'apparence, le cos-tume, les habitudes alimentaires et hygiéniques, le palais de Port-Lligat, les convictions politiques et reli-gieuses, l'amitié de quelques grands : rien ne doit échapper à la publicité. Etre l'homme des foules : voilà le but à atteindre.

que. Les foules sont venues en pèle-rinage au musée de Figueras, qu'il tuny. Il a réduit sa peinture à un

avait lui-même conçu comme un mansolée dédié à sa grandeur. Elles sont venues dans ses expositions. somptueusement mises en scène. Elles ont acheté les cartes postales et les posters de ses tableaux et des nuées de lithographies à l'authenticité mal établie. Elles ont acheté ses livres et jusqu'au chocolat qu'il a vanté à la télévision.

Des Surréalistes, il est donc devenu le plus populaire - sinon le scul populaire - et sa gloire a égalé



celle de Picasso, son meilleur ennemi et faire-valoir. Quel succès! Et quel paradoxe! Pendant cinquante années, depuis le fin des années 30, le peintre Salvador Dali s'est servi méthodiquement des procédés conventionnels du trompel'œil et de la perspective. Il a copié les maniéristes italiens et plagié l'académisme français. Il s'est réclamé de Meissonnier et de Forpetit système de calembours optiques et de rébus.

Ses toiles n'ont servi qu'à démontrer la virtuosité appliquée de leur auteur, qui affirmait dans ses livres avoir retrouvé les secrets de la Renaissance. Flattant le scientisme de l'époque, il a introduit l'holo-gramme, la physique nucléaire, les molécules et la spirale de l'ADN dans ses compositions. Faisant fond de l'incompréhension de la peinture moderne depuis le cubisme, il a convaincu ses admirateurs que le propre, le léché et le « bien peint » s'étaient réfugiés dans ses imageries oniriques, si belles quand on les reproduit sur papier glacé. Et tout cela, qui est navrant à bien des égards, koin de mettre sa réputation ea péril, l'a renforcée et augmentée.

> Je réfléchis dix-sept minutes »

C'est que Dali a admirablement compris qu'il n'était pas né au siècle de Dürer, mais dans celui de Walt Disney, des magazines illustrés et de l'image cathodique. Société du spectacle, dit-on justement pour définir le vingtième siècle finissant. De ce point de vue, exception faite de Warhol, nul n'a mieux compris la mécanique contemporaine qu'« Avida Dollars » — Breton dixit. Depuis mars 1939, depuis qu'il a cassé avec une baignoire la vitrine de Bonwit and Teller à New-York, s'assurant du coup la faveur des journaux, Dali est devenu le vrai Dali, le seul c'est-à-dire le faux. celui qui a'existe pas, parce qu'il faut ne pas exister pour plaire. Le Surréaliste, l'ami de Bunuel et de Garcia Lorca, le peintre inveatif du Jeu lugubre, qui révulsa Elnard et séduisit Gala, le jeune Catalan, intronisé par Miro et adopté par Breton, a disparu dans un éclair de flashes. Ce peintre-là était « vieux jeu », tout « paranoïaque-critique » qu'il se prétendit. L'autre Dali a été véritablement moderne, ou postmoderne, si l'on préfère.

On aurait tort de dédaigner son enseignement, de ne plus fire ses livres et de tenir ses exhibitions pour négligeables, car tous sont parfaitement symptomatiques d'un temps, le nôtre. L'auteur des Cocus du vieil art moderne, pamphlet de 1956, avait raison, selon la logique, de tenir pour anachronique les considérations intellectuelles et esthétiques de ses rivaux. Ayant en la révélation de l'essence de l'art, qui est écono-mique et publicitaire, il n'a plus eu qu'à illustrer sa théorie par une pratique exaspérée, tout en s'assurant de jolis revenus, Il est fort étonnant qu'il n'ait point été encore honoré comme il devrait l'être : comme un dadaïste sans scrupules, un nibiliste costumé en mage, le saint patron des parodies qui font la joie des avantgardismes actuels.

A moins que l'on ne puisse lui pardonner d'avoir poussé la farce trop loin et d'avoir en l'indécence de dire ce qu'il ne fallait pas dire en révélant froidement le « fin mot » de son destin dans le Journal d'un génie. On y lit ceci, qu'il évrivait en 1952 : « Hitler venait de mourir d'une manière toute wagnérienne dans les bras d'Eva Braun à Berlin. Dès que j'appris cette nouvelle, je réfléchis dix-sept minutes avant de prendre une décision irrévocable : Salvador Dali allait devenir la plus grande courtisane de son époque. Et je le devises, . En effet.

Le Festival du film fantastique d'Avoriaz

« Vous avez dit... étrange? »

Le festival de l'horreur voulait se recentrer vers l' « étrange »... et l'européen. Mission accomplie.

En douceur, on a quitté les chers vampires et les grandes machines cruelles pour des horreurs plus intérieures. En douceur, le Festival da film fantastique, ou plutôt fantas-matique, d'Avoriaz a réussi son virage vers l'étrange, le bizarre... et l'européen, prenant en compte l'évo-lution d'un genre qu'il a beaucoup contribué à promouvoir et à populariser en France.

Le jury était pour le moins éclec-tique, réunissant sous la présidence éthérée de Terence Stamp des percontente de l'érence Stamp des personnalités aussi diverses que Marco Bellochio et Serge Lama, Bo Widerberg et Pierre Mondy, Marcel Ophuls et Barbara Sukowa. Mais pour hétérogène qu'il ait été, ce jury a bien travaillé.

Le Grand Prix est allé sans sur-prise à Faux Semblants, de David Cronenberg (le Monde du 20 janvier). Les gynéco fatals ont frappé fort... On pourra admirer la vertigi-neuse double prestation de Jérémie Irone dans le rôle des inséparables jumeaux dès le 8 février.

Prix spécial du jury à *King Size*, le très passionnant travail du jeune Polonais Juliusz Machulski. Un peuple souterrain de gnomes dans au décor kaficaien de tiroirs géants, des fugitifs très sympathiques, une ter-reur bureaucratique à six pieds sous terre, survez mon regard... On quand onirique rime avec politique.

Nonveauté de l'aunée, le Grand Prix de l'étrange a couronné Paper House, premier film du Britannique Bernard Rose. On entre dans l'univers secret d'une petite fille rebelle et imaginative. Elle dessine beau-coup. Elle dessine une maison. Un garçon dans la maison. Et les traits sur le papier deviennent pires que la réalité.

Un autre premier long métrage a été remanqué à juste titre. Parents, de Bob Balaban, a obtesu le Prix de la critique. Comédies (on Pa vu dans Midnight Express ou Rencontres du troinième type et il joue du Mamet à Broadway), réalisateur de plusieurs épisodes d'Amazing Storles pour la télévision, admirateur fervent de François Truffant et de fer pour la facevacin, adminateur fervent de François Truffant et de François Truffant et de France Capra, Beiaben est très doux et végétarien. Il dit que son film parie « de la terreur d'être jeune ». Drôle et douloureux, Parents raconte en effet l'histoire d'un petit de la contre la contre en effet l'histoire d'un petit de la contre la contre en effet l'histoire d'un petit de la contre la contre en effet l'histoire d'un petit de la contre la contre en effet l'histoire d'un petit de la contre la contre en effet l'histoire d'un petit de la contre en effet l'histoire d'un petit l'histoire garçon chétif qui lui ressemble comme un frère et qui découvre que ses géniteurs sont cannibales...

Le Prix des effets spéciaux est allé en toute logique au fastueux remate du vieux. Blob, le Blob de Chuck Russel (sortie le 1ª février), ou l'invasion d'une masse gélation i myasion d'une masse genti-neuse meartrière. L'élève de Roger Cormas à bien appris la leçon... Ah! cette scène délicieuse où un malheu-reux est aspiré tout entier par le syphon de l'évier!

Antenne d'or décernée par Antenne 2 à Monkey Shines, de George Romero. Impeccablement filmée, la cohabitation passionnelle d'un handicapé moteur et d'une gue-non tueuse. Enfin, dans la section «peur», refuge des classiques de l'horreur, ont été distingués Waxwork, d'Anthony Hickos, (le bon vieux musée de cire), et Hand of Death, du réalisateur d'origine suc-doise Anders Palm (le bon vieil assassin défiguré). Ce dernier film, particulièrement crasseux et sangiant, a recu le Prix du Grand Gui-

Seule victime, seul oublié de ce palmarès équilibré, Baxter, de Jerôme Boivin (le Monde du 20 jan-vier), qui a dil se contenter pour seule caresse d'une tardive «men-tion spéciale». Pourquoi ne pas lui avoir décemé, si on voulait être tout gais avec un chica > ?

DANNELE HEYMANN

. . . 24

... 40

Acres 6

A ...

. . . .

生业

- 44

la se

VENTES

Films aux enchères

Avant-première le 24 janvier prochain : six long métrages et un court métrage seront mis en vente. Les bobines comme les droits. C'est à la suite de la liquidation judiciaire de la société de production française Lyric International SARL que le Sixième Jour, Adieu Bonaparte, du réalisateur égyptien Youssef Cha-hine, et *Quartet*, de James Ivory, avec Alan Bates et Isabelle Adjani, seront mis à prix chacun à 50 000 F. Une vente inusitée et délicate.

« On ne peut pas parler de la cote d'un film comme l'on parle de celle d'une commode Louis-XV », constate Michel Magnien, expert judiciaire en la matière. • Le prix obtenu en vente publique n'est pas fonction de la qualité de la réalisation, ou du jeu de l'acteur, mais nd essentiellement du contenu du cahier des charges, qui recense

les droits d'exploitation attachés à chaque film. - Si l'on regarde de plus près ce fameux cahier des charges, on s'aperçoit que l'acquéreur ne pourra acheter que 16,67 % des droits du film Adieu Bonaparte et 50 % du Sixième Jour.

Alors que, au premier abord, l'acquisition en vente publique peut sembler être une bonne opération financière, il est un autre facteur à ne pas négliger : la liste des pro-blèmes juridiques à régler avec les créanciers de la société Lyric International SARL. A l'acheteur potentiel d'évaluer si le jeu vant la chandelle. Pour la première sois, les auteurs du film pourront user de leur droit de préemption, qui leur a été accordé par la loi du 3 juillet 1985. Sauf si le dernier surenchérisseur est un coproducteur.

Même si ces ventes n'intéressent qu'une poignée de professionnels de l'audiovisuel ou des investisseurs institutionnels comme la Caisse des dépôts et consignations ou le groupe L'Oréal, elles n'en constituent pas moins un enjeu économique de taille, étroitement lié à la modifica-tion du paysage audiovisuel fran-çais. Il n'y a pas si longtemps encore, un film était conçu pour être rentabilisé en salles. Aujourd'hui, ces dernières ne sont plus responsables que de 30 % des recettes.

Cette vente est aussi un enjeu pour les commissaires-priseurs, qui attaquent là un créneau traditionnellement tenu par la profession notariale. Les notaires continuent d'adjuger les ventes en liquidation judiciaire à la lueur des bougies. Dès janvier 1987, l'étude des commissaires-priseurs parisiens Bos-cher, Studer et Fromentin avait fois-ci, de films et de droits à Monaco. En concurrence directe avec les ventes de gré à gré, les pro-fessionnels de l'audovisuel l'avaient boycottée.

ALICE SEDAR.

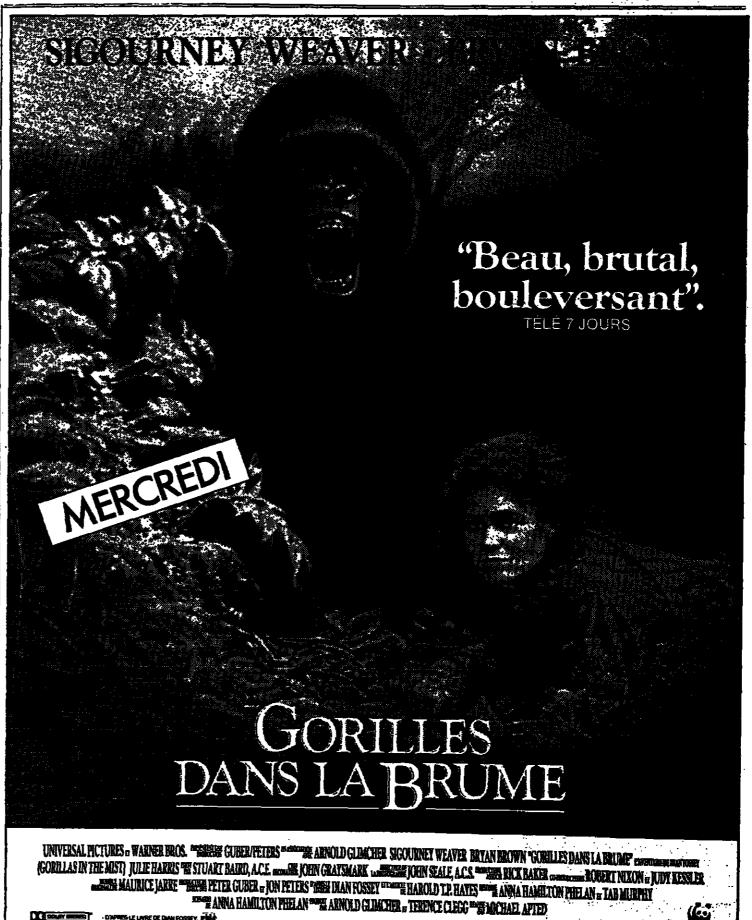
Philippe Graitson * Vente: 24 janvier, salle Drouot. LA BOURSE EN DIRECT

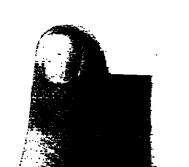
BOURSE

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

36.15 LEMONDE





The second secon

** "* " * "*

The same of

THE S

L'empire Boulez, c'est TIRCAM bien entendo et l'Ensemble intercontemporain, mais aussi un regard sur le Centre-Pompidon (par Jean Mahen, qu'il a contribué à faire nommer), une part importante de la Cité de la musique à La Villette, où doit s'installer l'EIC, avec une entrée au Conservatoire supérieur tout proche, où certains élèves serous en quelque manière e tutorisés » par ses musicieus.

Cétait aussi l'Orchestre de Paris, qu'il a vilipende pendant tant d'années, avant de lui tronver bien des charmes, nouant avec Baren-boim des linns artistiques de plus en plus solides. Mais, parallèlement, il a un pied dans l'Orchestre mational de Radio-France, où il est chargé des « événements spécians »

Pour l'Opéra, il était à la fois vice-président de l'Association de préliguration de la Bastille, deve l'Association des théâtres de l'Opéra, dont il vient de démissionner, et vice président de l'établisse-ment public Opéra Bastille, chargé de la construction : il y a défendu bec et ongles à la fois la grande salle ct la salle modulable, son enfant chéri, triomphant finalement des oukases de MM. Chirac et Léotard. On comprend que, démissionnant d'un côté, il s'incruste de l'autre

dans l'organisme de construction. Tout cela fait beaucoup pour un nomme de soixante-trois a en même temps un grand composi-teur et chef d'orchestre. Nous avons ici même suffisamment qëlébré et soutent son action dans la phipart de ces doinaines pour ne pas être suspect de malveillance, et en particulier dans son combat pour la Bastille. Mais comment ne pas penser qu'il fait fausse mute en sontenant à fond le projet Barenbello qui den-turerait l'idée de l'Opèra Bassille, et film careire en apprinci de l'opèra

le colloque de Nanterre (Mortiere:
le colloque de Nanterre (Mortiere:
Boulez), il ya tois ans, prévoyait en
année plétne (1992-1993)
230 représentations lyriques; le programme annoncé par Daniel Barenbolm l'an dernière se limitait à 160 représentations (1). C'est dire que, sans que le problème ait été débattu démocratiquement (au Parlement) et publiquement (dans la pressé), on est passé à une conception diamétralement opposée.

> Festival permanent ou Opera populaire

L'Opéra Bastille a été bâti expres-L'Opera Bastille a été bail expres-sément pour donner plus de repré-sentations qu'an Palais Garnier, pour up public plus vaste et un prix de place plus faible, grâce à une salle de 2700 places et à des instal-lations techniques qui permettent une capacité d'alternance inégalée dans le monde; or, avec Barenboim, on en revenant au « festival perma-nent » de Liebermann, avec, certes, an haut niveau de qualité, mais un nombre de représentations trop fai-ble et une subvention particulière-

Etait-il, acceptable qu'un Opéra de 2.5 milliards de fancs, fait pour

Samedi, au « Journal inst-

tendu » de RTL, Pierre Bergé

avait réitéré ses propositions de

compromis à Daniel Barenboim.

Ouverture de pure forme puisque

le chef d'orchestre avait

repoussé ses propositions dès le

interrogé en outre après le

- Sept sur sept > de dimanche

suir par Nicole Duault dans France-Soir, Pierre Bergé a

répondu au défi que lui avait

lance Barenbolm au cours de

l'émission : (c Oue Pierre Bergé

quitte la présidence de la société

Saint Laurent pour venir faire

€ tout le boulot » d'administra-

tion de la Bestille! »). C'est en

ces termes e Que Daniel Baren-

bom abandonne tous see enga-

moité de ses possibilités pour la seule gloire de Barenboum, Chéreau ou Boulez? « L'Etot n'est pas une vache à lait », a dit vendredi Jack Lang à « Questions à domicile ».

Lang à - Questions à domicile ».

Le pari, c'est de donner de longues séries de spectacles en « alternance modérée », invitant l'immense public potentiel à venir voir les œuvres qu'il aime ou veut découvrir, sans problème de réservation, à des prix abordables; des spectacles de grande qualité, mais où il u'est pas nécessaire d'avoir toujours des veaux à cinq pattes. La Bastille serait-elle déshonorée de présenter d'excellentes productions avec des chefs, des metteurs en soène et des chefs, des metteurs en scène et des décorateurs inconnus, comme le fait cette semaine, par exemple, au Grand Théâtre de Genève, Hugues Gall pour l'Heure espagnole et

l'Enfant et les sortilèges, de Ravel? Mais Gail, si souvent présenté comme un modèle de directeur, est responsable de son budget et se ferait licencier s'il le dépassait. Quand en sera-t-il de même à Paris, où le colloque de Nanterre et le rap-port Soubie allaient dans ce sens? Tout serait plus sain si le gouvernement assurait, comme en Allema gne, le fonctionnement du « théâtre en état de marche », l'administra-

gements extérieurs pour se

donne Saint Laurent ».

consacrer à la Bastille et j'aban-

close, a-t-il ajouté. Il faut mainte-

nant un retour au calme. J'ai confié le théâtre à René Gonzalez

et Mª Eva Wagner est chargée

d'étudier la programmation.

Ainsi apprend-on que l'arrière-

petite fille du musicien de Bay-

reuth, impresario lyrique à Lon-

dres, dont on n'avait plus guère

entendu parter dequis sa nomina-

tion_ reste contre toute attente

en lice pour la Bastille et qu'elle

ne s'est pas solidarisée avec

Daniel Barenboim, qui l'a néan-

moins fait nommer.

« Je considère l'affaire comme

personnellement de toutes les dépenses liées à la programmation (couvertes par recettes et éventuel-lement subventions) : cachets et honoraires, artistes, décors, etc., avec obligation par le cahier des charges d'un nombre élevé de représentations qui seul peut permettre de maîtriser les coûts.

Quant au programme, on discutera longtemps pour savoir si Don Giovanni est un « opéra populaire » ; oui, sans doute, comme les Noces de Figaro mises en scène par Strehler. Tristan, Pelléas on les Soldats ont bien entendu leur place à la Bastille. mais ne peuvent à eux seuls drainer tout le public visé, et doivent voisi-ner avec de très belles productions de Faust, Manon, Boris, Traviata, Norma, Tosca et autres chefsd'œuvre « populaires », assurant par ailleurs des rentrées substantielles... Un Opéra populaire, ce n'est pas un Opéra au rabais, mais un organisme à des couts économiques supportables et d'une forte rentabilité cultu-

relle pour l'ensemble de la nation. La conception de « festival permanent + est une contradiction dans les termes. Un festival est fait pour attirer le public en un lieu inhabituel, pour une durée limitée, avec des subventions d'Etat à but économique (Salzbourg l'été) et des bourg à Pâques) ou d'industriels qui en attendent des profits (maisons de

L'intérêt des multinationales

Il est particulièrement inconvenant que, ce 18 janvier, dans une dépêche, un consortium des plus grandes marques de disques (CBS, Erato, DGG, Decca, Philips) se soit permis de faire des remontrances au gonvernement pour le licenciement de Barenboun et la démission de Boulez (ce qui, certes, risque de por-ter préjudice à leurs productions et à leurs ventes), et ce, juste au moment où l'une d'elles - Erato - annonçait (le Monde du 13 janvier) qu'elle venait de signer un contrat d'enre-gistrement avec Barenboim et la Philharmonique de Berlin pour les trois opéras de Mozart montés à la Bastille avec les mêmes chanteurs! La Bastille aurait ainsi payé les

répétitions de trois productions de disques pour l'orchestre de Kara-jan... Les musiciens de l'Opéra apprécieront, ainsi que le gouverne-ment ; mais n'est-ce pas déjà l'Orchestre de Paris qui avait servi de cobaye à Barenbolm pour faire ses gammes en vue de Bayreuth?

Son éviction de la Bastille est évi-demment pour le chef d'orchestre un coup très dur. Il avait pourtant fort bien mené sa barque jusqu'ici avec l'Orchestre de Paris, éliminant les responsables du temps de Kara-jan et Solti, sans ménagements, pour y installer une équipe franco-anglaise (lire encadré ci-dessous) qui comptait bien diriger la Bastille sous la marque Barenboim. Avec la Bastille, Bayreuth, éventuellement l'Orchestre de Chicago, c'était le plus grand pouvoir assuré, même si ses talents de chef d'orchestre restant de chef d'orchestre tent discutés.

Un sabre de bois?

Malgré ce qu'il a dit ces jours der-niers, Daniel Barenboim avait bien l'intention de ne résider que quatre mois en France, condition sine qua non pour obtenir le régime fiscal le plus favorable de non-résident fran-çais (d'où une économie supplémentaire d'un million de francs). Et en prévoyant un nombre de représentations assez restreint, il lui était plus facile de continuer à mener une carrière internationale, tandis que son staff surveillerait la vie quotidienne

de l'Opéra (2). Son départ peut-il faire pâlir l'étoile de la Bastille? Ou faut-il croire qu'il brandit un sabre de bois quand il dit que la communauté internationale des artistes est derrière lui ?

Assurément, la liste des protestataires du 13 janvier est prestigieuse, mais courte et guère significative : d'abord parce qu'il s'agit d'artistes engagés par lui et qui se devaient poliment de l'aider; ensuite, parce que bien peu jouaient un véritable rôle dans les spectacles lyriques. Les deux plus importants pour l'avenir du théâtre étaient sans conteste Chéreau (3) et Harry Kupser, pour trois Mozart et trois Wagner.

Plus grave serait sans doute la menace d'un boycott international (que réclame Boulez, mais Barenboim s'en défend), au cas où les nouveaux directeurs de la Bastille ne plairaient pas aux tout-puissants agents internationaux qui décident es engagements de la plupart des chefs et chanteurs.

Que peut-il se passer mainte-nant? Souhaitons que la guerre médiatique s'achève, car elle risque de dissimuler les problèmes qui se ent aujourd'hui : il s'agit de bâtir, non seulement une program-mation, mais toute l'architecture humaine, technique, administrative et artistique, de trouver un directeur musical et un directeur de la scène, de mettre au point d'urgence de nouvelles conventions collectives, etc. On peut penser aussi que le direc-teur de la Bastille, René Gonzalez. aura besoin d'avoir auprès de lui un véritable spécialiste du théatre lyrique. Mieux vaudra sans doute ne rien bousculer, mais le temps est

JACQUES LONCHAMPT.

(1) A titre de comparaison, le Met de New-York donne 210 représentations de rew-york donne 210 representations lyriques (en sept mois), Berlin 325 représentations (dont 275 lyriques), Francfort 220 lyriques, le Maly de Leningrad 358 (dont 200 lyriques et Covent Garden à Londres 272 représentations (dont 166 lyriques).

(2) - Barenbolm, écrit Maurice Fleuret, l'ancien directeur de la musique, est entouré d'une équipe de sinan-ciers, d'avocats, de conseillers siscaux. Aucune de ses décisions artistiques même les dents assez longues, ses agents de tout poil se chargeraient de les avoir pour lui « (Nouvel Observa-teur du 8 décembre).

Il peut, par exemple, paraître éton-nant que ce chel si demandé aux Etats-Unis n'accepte de diriger que l'Orches-tre de Chicago (sur lequel il a des visées) et, rarement, chez son ami Zubin Metha à New-York. C'est peutêtre que les droits à payer là-bas sur les cachets sont particulièrement élevés (20 % à l'impresario, 30 % de retenue à la source) : et que ni les frais de séjout ni les billets d'avion ne sont, aux Etats-Unis, pris en charge par les organisateurs comme ils le sont couramment ail-

(3) On dit que Patrice Chéreau devait recevoir un cachet de 450 000 F
pour Don Giovanni, plus 150 000 F par
an promis par Barenboim au titre de
conseiller (le Monde de la musique,
dècembre 1988).

CALENDRIER

Classique

 René Jacobs an Théaire de la - Alfred Deller a est plus et le Bolge René Jacobs a pris sa suite, haute contre double d'un musicolo gue, musicien complet du récital à l'opéra, Le voici dans deux programmes distincts d'œuvres des scizième et dix-septième siècles, en compagnie da claveciziste Ton Koopman et, le 25, de la contraito Nathelie Stutzmann

* Let 24 et 25, 18 h 30, T61; 48-87-

• La. • Minsa Solemus • à
Pleyel. - Hildegard Behrens, Waitraut Meier, Gary Lakes, John Tomlinson, les Chonass d'Arthur Oldham
et l'infatigable Barcabonn an pupitre de l'Orchestre de Paris, pour cerre si helle messe de Beetho qu'on a rarement l'occasion d'enten-

* Les 26 et 28, 21 heures. Tél. : 45-63-07-96.

· Zemlinsky any Champs Elysées. - Trop rares sont aussi les exhumations d'œuvres importantes du beau-frère de Schoenberg, premier prétendant et professeur de composition d'Alma Malher. Une tragédie florentine, d'Alexandre Zemlinsky, est une adaptation lyri-que en un acte d'un poème d'Oscar Wilde, Par Carolya Warkinson, une equipe allemande et l'Orchestre national de France.

* Vondredi 27, 20 h 30, Till : 42-30-23-08.

Danse

Ballet national d'Espagne. Guitares et changnettes, jupons à volants et châles à flanges, reins cambrés et talous furieux. Si on

aime. * Paleis des Sports, de 24 junteer au 12 février, TEL : 48-28-40-90 Ballet Antonio Gades - Cest décidément la semaine espagnole. Le bel Antonio donne en création mondiale Fuego, balles inspiré de l'Amour sorcier de Manuel de Falla; avec la collaboration de Carlos

Satira.

† Chânciet, du 26 janvier au 2 mars.
Tél : 40-28-28-00:

Rendez-voes chartgraphique de Sceans. — La Fiancée dux peux de boir de Karine Saporta, rescontre

sur · Les poblics de danse ». Tabida Terra de Karin Vyacke, Ess de Vicente Sacz et Sept Peaux de rhinocéros de Josef Nadj.

* Comre d'action culturelle : Les
Gémeaux : jusqu'an 3 février. Tél.: 4661-05-64 60-05-64.

Groupe Fabrice Dugled. - Le Ciel de mousson, création choregra-phique pour danseurs et comédiens.

Michel Kelemenis. - Un « ancien » de Bagouet devenu choré-graphe à son tour. Il propose Plaisir d'offrir, duo, Faune Fomitch, solo inspiré par Nijinski et créé à la Biennaic de Lyon, et une création, Paires calines, pas de quatre.

* Agora d'Evry, 27 et 28 janvier. Tél.: 64-97-30-31. Compagnie Laps. - Uo-o-lo, triptyque d'Anne Koren sur des

musiques de Costin Micricanu, Marc Monnet et Paul Mefano, Avec l'ensemble 2E2M.

* 25 janvier, Centre Pompidou; 27 janvier, Théâtre Jean Vilar de Champigny sur Marne.

Jazz

Biboquet. - Rue Saint-Benoît, un club de sazz toutes les deux portes (le Montana, le Latitudes, le Bilboquet), les frères Ferré, derniers reje-

Marguerne Duras.

Sarane, les oncles), s'installent pour la semaine. Au programme, un savoir direct des musiques populaires (jazz, tzigane), une connaissance intime des musiques savantes (Boulou a étudié longtemps avec Messiaen) et une ardeur d'interprétation très communicative ★ Jusqu'au 28, 22 heures. Tél.: 47-38-17-92.

Derniers défis avant le divorce

 André Cecarelli au Sunset. -Le batteur le plus exact, le plus technique, le plus sensiblement « drummer pour drummer », c'est André Cecarelli. Il est peu fréquent de l'entendre en club : il présère Pambiance des studios et le travail discret, Inutile de donner le tuyan aux musiciens : ils sont déjà au courant. Pour le public, c'est une nou-velle : André Cecarelli est au Sunset pendant cinq jours. Rare.

★ Da 24 an 28, Sunset, 22 heures. Tel: 40-26-46-60.

• François Jeanneau au New-Morning. - Après une année sabba-tique dans les îles, François Jeanneau est de retour en club et en comtoes d'une lignée de guitaristes pact (Taxi Way, LBLC 6518).

d'après l'écriture et l'univers de fameux (Matelot, leur père, Baro et Avec des qualités de compositeur et de saxophoniste encore affinées. Son trio d'accompagnement est l'ancienne rythmique de l'ONJ, qu'il dirigeait. Une soirée au New-Morning.

* Jeudi 26, 21 b 30. Tél. : 45-23-51-41.

Variétés

 Lesile au Sentier des Halies. Ce théâtre inaugure les . Lundis du rock - d'expression française avec un jeune groupe d'Aubervil-liers porté par la voix exceptionnelle de Marie, leur chanteuse.

★ Le 23 janvier, 21 heures. Tél.: 45-08-96-91.

• Maxime Le Forestier au Bataclan. - Après une longue éclipse, la chanson antiraciste Né quelque part a replacé Maxime Le Forestier au premier plan. Un deuxième titre (Ambalaba) au «Top 50» et voici que ses produc teurs prolongent d'une semaine so

passage au Bataclan. ★ A partir du 24, 20 h 30, Tél. : 4 00-30-12.

THEATRE

« La Reconstitution », de Bernard Noël

Les maîtres du jeu

point '

Charles Toridman, directeur du Théatre populaire de Lorraine, présente salle Gémier est celle d'une bavure policière. Elle rappelle fort l'affaire de la rue de Mogado- un une muit de 1000

La reconstitution dont parle Ber- Yannis Kokkos. La scène est nard Noël dans la pièce que découpée par un mur noir et lisse dans une perspective qui accuse la profondeur de l'espace. Bernard Noël ne donne -

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Fontaine, directour de la publication

Anciens directeurs: Habert Beure-Mery (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Améré Laurens (1982-1985)

Danée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile Les Réducteurs du *Monde* »,

Société ancayme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Eutreprises, MM: André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, jondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédocteur en chef : Claude Sales **ABONNEMENTS**

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Canital social:

7. RUE DES ITALIENS. **75427 PARIS CEDEX 09**

Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81



OD 1997 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

et index du Monde au (1) 42-47-99-61. Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composes 36-15 - Tapez LEMONDE

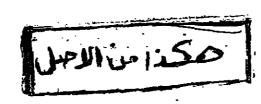
w. 75007 PARIS Tel: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS: BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

PRANCE MOSLUL SUSSE 365F 399F 504F 780F 729 P 762 F 972 F 1498 F 1838 P 1889 P 1484 P 2848 F 1m | 1300 F | 1380 F | 1890 F | 2650 F

ÉTRANGER: par voic aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus PORTAGE: pour tous renseignements tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

J'AI PAS D'AMIS. Blancs Manteaux, saile 11 (48-87-15-84) 21 h 30. L'AVARE. Marais (42-78-03-53) LE REVIZOR. Marie Stuart. (45-08-17-801, 18 h 30

17-80], 18 h 30.

JODELET OU LE MAITREVALET. Comédie-Française, auditorium de la galerie Colbert (40-1500-15) 18 h 30. LE RÉVEIL D'ÉPIMÉNIDE A PARIS OU LES ÉTRENNES DE LA LIBERTÉ. Carré Sylvia Monfort (45-31-28-34) le lun. à 14 h 30 et 20 h 30

d'improvisation: 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). O Le Rèveil d'Epiménide à Paris ou les étrennes de la liberté (Lundis de la révolution): 14 h 30 et 20 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Salle Richelien. O La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITO-RIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15), o Jodelet ou le maître-valet Cycle: Fous et Bouffons du XVIIe siècle: 18 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de laire : 22 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-

trice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. La pluie n'est pas du tout ce que l'on croit: 21 h 30. L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Adieu Monsieur Tchekhov : 22 h 15. LE BATEAU (42-08-68-99). La Terreur :

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 20 h 15. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théatre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Renaud et Armide: 20 h. Théatre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Quant au diable, n'en parlons pas: 21 h 30.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-23-97-60). O Rencontre avec l'écri-

(42-22-97-60). ♦ Rencontre avec l'écri-ture (Fernando del Paso) : 18 h 30. MARAIS (42-78-03-53). O L'Avare :

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Bonne Année, bonne santé d'après Ma maladie, mes médecins : 20 h 30. POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse : 20 b 45.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-891. Salle L O Le Tartuffe : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme changement de dernière minute : 21 h.

Concerts

SALLE ANDRÉ-MARCHAL

Ensemble de musique ancienne de Rio de Janeiro, 20 h 45. Homero Ribeiro de Magaihaes. • Motets • de Monteverdi. Téléphone location : 47-34-11-91. SALLE GAVEAU (45-63-20-30).

 Gerhard Oppitz, Jusqu'au 30 janvier,
 20 h 30. Piano. Œuvres de Brahms. Christa Ludwig, 13 h 30. Orchestre du conservatoire, dir. J.-S. Béreau. Cours public de chant. Œuvres de Mahler.

THEATRE GREVIN (42-46-84-47). Brigitte Lafon, Jean-François Gardeil,
 20 h 30. C. Lecoz, G. Chambers,
 F. Katz. Soirée consacrée aux jeunes chanteurs français.

Région parisienne

ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). O Carmen (de Bizet) : VERSAILLES (THÉATRE MONTAN-SIER) (39-50-71-18). O Bérénice: 21 h.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) :

Studio Golande, 54 (43-54-72-71).

BIRD (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 64

(43-26-58-00).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43): Les Nation, 12° (43-43-04-67); Escurial, 13° (47-07-28-04): UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); 14 Juillet Beauerenelle, 15° (43-

89-52): 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79): Gaumont Convention, 15 (48-28-43-27); Pathé Clichy, 18 (45-

LE CAUCHEMAR DE FREDDY (*) (A., v.o.): Forum Orient Express, la (42-33-42-26); UGC Normandie, &

(45-63-16-16); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-

CROCODILE DUNDEE II (A., v.f.);

DANS LES TÉNÉBRES (Esp., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

DEAR AMERICA (A., v.o.): George V,

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It.,

v.o.) : George V, 8r (45-62-41-46).

A DERNIÈRE TENTATION DU

CHRIST (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

(IL. v.o.): Ciné

DISTANT VOICES (Brit., v.o.): 14 Julilet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

George V. 8: (45-62-41-46).

cinema

56-311.

8: (45-62-41-46)

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) Reläche.

SALLE GARANCE CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

(42-78-37-29)
Le Cinéma géorgien: Keto et Kote (1948, v.o. s.t.f.), de Vakhtang Tabliachvili et Chalva Gedevanichvili, 14 h 30; la Fosse (1979, v.o. s.t.f.), de Gueno Tchiradze, Hors du chemin (1931, v.o. russe -trad. simultanée), de Mikhail Tchiaoureli, 17 h 30; Notre Cour (1956 v.o. s.t.f.) de 17 h 30 : Notre Cour (1956, v.o. s.t.f.), de Rezo Tchkheidze, 20 h 30. VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : L'ARME ABSOLUE (A., v.f.): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40). BACH ET BOTTINE (Can.) : Latina, 4

(42-78-47-86). BAGDAD CAFÉ (A., v.a.) : Ciné Beau-

bourg. 3º (42-71-52-36): 14 Juillet Odeon, 6º (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40). PEETLETUCE (A. vo.): Forum Orient constale: 49-33-42-26): Pathé judiciai an Cons

obtenu en ven fonction de l tion, ou d'

Lundi 23 janvier

Germain-des-Prés, Salle G. de Bessure-gard, 6: (42-22-87-23); UGC Rotunde, 6: (45-74-94-94); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60); La Bastille, 11: (43-54-07-76).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-

CONTRE (Fr.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

EPIDEMIC (Dan., v.o.): Studio 43, 9 L'ETUDIANTE (Fr.) : George V. 8 (45-

62-41-46). FANTOMES EN FÊTE (A., v.o.):

FANTOMES EN FÉTE (A., v.o.):
George V, & (45-62-41-46).

LA FEMME DE MES AMOURS (FrIL): Ciné Beaubourg, 3' (42-71-52-36);
UGC Montparnasse, 6' (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6' (42-25-10-30); UGC Opéra,
9' (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille,
12' (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13'
(43-36-23-44); Mistral, 14' (45-3952-43); Convention Saint-Charles, 15'
(45-79-33-00); Le Gambetta, 20' (4636-10-96).

36-10-96).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):

Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65);

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.): George V. & (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr., vf.): Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). HAMLET GŒS BUSINESS (Fin., v.o.): Studio 43. 9: (47-70-63-40). HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS

(Hong Kong, v.o.): Clumy Palace, 5° (43-54-07-76); Le Triomphe, 8° (45-62-45-76); Sept Parnassiens, 14° (43-20-23-20).

IMAGINE JOHN LENNON (A., v.o.):
Gaumont Les Halles, 1º (40-26-12-12);
Les Trois Luxembourg, 6º (46-3397-77): Gaumont Ambassade, 8º (43-59-97-77): Gaumont Ambassade, 8* (43-59. 19-08); Bienventle Montparnasse, 15* (45-44-25-02). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-

10-82).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIERE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57): UGC Danton, 6' (42-25-10-30); UGC Normandie, 8' (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6' (45-74-94-94); UGC Opéra, 9' (45-74-95-40); UGC Gobelins, 12' (43-43-01-59); UGC Gobelins, 12' (43-36-23-44); Mistral, 14' (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14' (43-20-12-06); UGC Convention, 15' (45-74-93-40); Images, 18' (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19' (42-06-79-79); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1° (42-97-53-74); Rex. 2° (42-36-83-93); Breta-gne, 6° (42-22-57-97); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); George V, 8° (45-62-41-46); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14° (43-

33-83; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10.06) LA LECTRICE (Fr.): Lucernaire. 6 (45-44-57-34). MANGECLOUS (Fr.) : Sept Parma

14 (43-20-32-20).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57): 14 Juillet Odéon, 6st (43-25-59-83): Pathé Marignan-Concorde, 8st (43-59-92-82): Publicis Champs-Elysées, 8st (47-20-76-23): Pathé Français, 9st (47-70-33-88): 14 Juillet Bastille, 11st (43-57-90-81); Les Nation, 1st (43-43-34-46-87): Fauverte Bis, 13st (43-33). (43-43-04-67) : Fauverte Bis. 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20): 14

Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79):
UGC Maillot, 17: (47-48-06-06); Pathé
Clichy, 18: (45-22-46-01).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): Forum
Orient Express, 1° (42-32-42-26); UGC
Ermitage, & (45-63-16-16).

LE MOINE NOIR (Sov., v.o.): Cosmos,
6' (45-44-28-80); Le Triomphe, & (45-62-45-76).

MOONWALKER (A., v.a.): George V. 8 (45-62-41-46); v.f.: Paramount Opera, 9- (47-42-56-31): Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

MORT A L'ARRIVÉE (A., v.o.) : Cino-MORT A L'ARRIVEE (A., v.h.); Ciso-ches, 6º (46-33-10-82). NAVIGATOR (néo-Zélandais, v.o.); Cisoches, 6º (46-33-10-82); v.f.: Les Montparsos, 14º (43-27-52-37).

Printiparius, 1* (43-27-32-37).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FILC QUI
DORT (*) (Fr.): UGC Normandie, 8
(45-63-16-16): Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31): Pathé Montpariusse, 14
(43-20-12-06). (43-25-12-05).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.): Lucernaire, 6* (45-44-57-34).

naire, 6* (45-44-57-34).

L'OURS (Fr.-All., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26): Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Pathé Hamefeuille, 6* (46-33-79-38): Gammont Ambassade, 8* (43-59-19-08): Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gammont Parnasse, 14* (43-35-30-40); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can.-Chin., v.o.): Pathé Marigaan-

LE PALANQUIN DES LARMES (Pr.-Can.-Chin., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, \$9 (43-59-92-82); Trois Par-nassiens, 14 (43-20-30-19); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88). LE PASSEUR (Nor., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 17 (42-97-53-74): Pathé Impé-rial, 28 (47-42-73-52); Pathé Haute-ferillo, 44 (46-13-70-32); Les Trais feuille, 6' (46-33-79-38); Les Trois Balzac, 8' (45-61-10-60); Sept Parmas-siens, 14' (43-20-32-20).

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., vo.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
PELLE LE CONQUERANT (Dan.,

v.o.): Les Trois Laxembourg. 6 (46-33-97-77); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Les Montparnos, 14 (43-

27-52-37).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Ganmont Opéra, 2° (47-42-60-33); Pathé Impéral, 2° (47-42-72-52); Rex, 2° (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 3° (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); UGC Biarritz, 2° (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11° (43-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11° (43-62-60-67); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14° (43-31-56-86); Id Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Jaillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); UGC Maillot, 17: (47-48-06-06); Trois Secrétan, 19: (42-06-79-79)

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Cinoches, 6° (46-33-10-82); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2° (42-36-83-93); Miramar, 14° (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00). RAGGEDY (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.): Lucernaire, 6" (45-44-57-34).
SANS PEUR ET SANS REPROCHE (Fr.): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LE SUD (Arg.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26): La Bastille, 11^e (43-54-07-76).

LA TABLE TOURNANTE (Fr.) : Latina. 4: (42-78-47-86).
TOSCANINI (IL-Fr., v.o.): Le Triomphe,

\$' (45-62-45-76).

TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : L'Entrepôt. 14' (45-43-41-63). TUCKER (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Bretagne, 6' (42-22-57-97); UGC Odéon, 6' (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08);

Fanny Ardant n'a jamais été aussi formidable deouis "Vivement Dimanche" et

Dans des images spiendides d'audace, dans des plans beaux à couper le souffle, Tony Gatlif signe un film profondément personnel mi-réaliste, mi-baroque, baigné

FANNY ARDANT #JEAN-PIERRE SENTIER - REMI MARTIN

Rémi Martin n'a jamais été aussi formidable tout court.

d'un charme profond et d'une vraie poésie.

Max Linder Panorama. 9s (48-24-88-88): 14 Juillet Bastille, 11s (43-57-90-81): Escurial, 13s (47-07-28-04): Gammont Alésia, 14s (43-27-84-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15s (45-75-79-79): v.f.: Gammont Opera, 2s (47-42-60-33): Fanvette, 13s (43-31-56-86); Gammont Convention, 15s (48-28-42-27): Pathé Wepler, 13s (45-22-46-01): Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE (Tai-wan, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): George V. 8 (45-62-41-46).

UNE POIGNÉE DE CENDRE (Briz., v.o.) : Elysées Lincoln. 8* (43-59-36-14). v.o.): Elysées Lincoln. 8* (43-59-36-14).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DET VAMPIRE ? II (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); George V. 8* (4562-41-46): Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); v.f.: Paramoum Opéra, 9* (47-42-56-31): Pairvette Bis. 13* (4331-60-74): Les Montparnos, 14* (43-2752-37); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (4522-46-01).

22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V, 84 (45-62-41-46). VOLS D'ETE (Eg., v.o.) : Epéc de Bois, 5

(43-37-57-47).

LA VOUIVRE (Fr.): Gammont Les Halles; i* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); 1.a Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-06); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Gaumont Parmasse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Alsian, 14* (43-37-84-50); Mistral, 14* (45-39-52-43); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Images, 18* (43-22-47-94).

WILLOW {A, v.o.}: Forum Horizon, 1** (43-37-57-47).

42-27); Images, 18: (45-22-47-94).

WILLOW (A., v.o.): Forum Horizon, 1et (45-08-57-57); UGC Danton, 6et (42-25-10-30): UGC Champs-Elysées, 8et (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2et (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6et (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9et (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12et (43-43-01-59); UGC Gobelins, 12et (43-36-23-44); Gamout Alésia, 14et (43-27-48-50); UGC Convention, 15et (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18et (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19et (42-06-79-79).

Les grandes reprises

ADORABLE MENTEUSE (Fr.): L'Entrept. 14 (45-43-41-63).

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU
(All., v.o.): Accatone (ex Studio
Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (who que, v.o.) Studio 43. 9 (47-10-63-40). LES ARISTOCHATS (A. 2.f.): Cuoches. 64 (46-33-10-82).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29. [1-30].

LA BAIE DES ANGES (Fr.): Reflet
Loges I, 5 (43-54-62-34); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

coin, 8: (43-59-36-16)

BEAUCOUP TROP POUR UN SEUL
HOMIME (IL-Fr., v.a.): Accessore (ex
Studio Cajas), 5: (46-33-86-86).

BRAZIL (Brit., v.a.): Studio Galande, 5:

(43-54-72-71). CASINO ROYALE (Brit. va.): Le Champo, 9 (43-54-51-60). CES MALADES QL'I NOUS COUVER-NENT (Fr.): Lupia Champolion, 5 (43-26-84-65).

EASY RIDER (A., vo.): Forem Orient Express, 1" (42-33-43-26); Action Ecoles, 5* (43-25-72-07). ELEMENT OF CRIME (Dan. va): Smdio 43.9 (47-70-63-40).

Studio 43, 9 (47-70-63-40).

FELLINI ROMA (IL. v.o.): Accessore (ex Studio Cujas), 5 (46-33-36-36).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.): Utopiz Champolion, 5 (43-25-34-65).

JANE EYRE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89).

MACADAM COW-BOY (*) (AL, V.E); MACRETH (Fr., v.o.): Vendoue Optes, 2: (47-42-97-52).

MÉDÉE (It.-All., v.e.): Accasone (ex Studio Cujas). 5 (46-33-86-86). LES PASSAGERS DE LA NUIT (A., v.o.): Racine Odéon, & (43-26-19-68) LE PETIT SOLDAT (Fr.): Les Tross Luxembourg. 6 (46-33-97-77).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.): Les Trois Luxembourg, & (46-13-97-77).
RETOUR DE FLANCME (*) (A. v.l.):

Club, 9.

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.): L'Entrepol. [4 (45-43-41-63).

STRANGER THAN PARADISE (A-AIL, v.o.): Utopiz Champolion. 9 (43-26-84-65).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.):
Action Christine. 6 (43-29-11-30).

TITI, GROS MINET ET LEURS AMES (A.): TEP. 20 (43-54-80-80).

(AL) : TEP, 20" (43-64-89-80). LE TROISIÈME HOMME (Brit., vo.): Le Champo, 5 (43-54-51-60). ULTIME RAZZIA (A., vo.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). ZELIG (A., v.o.): Accarone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES FILMS NOUVEAUX

BAXTER. (*) Film français de Jérôme Boivin, d'après le roman de Ken Greenhall, v.f.: Mistral, 14 (45-39-52-43): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarriz, 8 (45-62-20-40); Pasamount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-61-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-

01-59): UGC Gobelins, 13* (43-43-23-44); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Images, 18* (45-22-47-94); Images, 18* (46-22-13-13). HIGH SPIRITS

HIGH SPIRITS. Film anglo-américain de Neil Jordan, v.o.: Forum Horizan, 1= (45-08-5757); UGC Danton, 6= (42-25-10-30); UGC Rounde, 6= (45-74-94-94); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94);
Pathé Marignan-Concorde, 8 (4359-92-82); UGC Biarnitz, 8 (4562-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle,
15 (45-75-79-79); v.f.; SaintLazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43);
Pathé Français, 9 (47-70-33-88);
UGC Lyon Bastille, 12 (43-4301-59); Fauvette, 13 (43-3156-86); Mistral, 14 (45-39-32-43);
Pathé Montparnasse, 14 (43-2012-06).

HYDRO. Film français de Pierre VI-lemin: La Géode, 19 (46-42-13-13).

LAST SONG. Film franco-suisse de Demis Berry, v.o.: Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); Bien-vente Montparusse, 15 (45-44-25-02).

25-02).

MON CHER SUJET. Film francosuisse d'Anne-Marie Mieville:
Saint-André-des-Arts I, 6° (43-2648-18); Les Trois Balzac, 2° (45-6110-60); La Bestille, 11° (43-5407-76); Sept Parnassiens, 14°
(43-20-32-20).

LE PRINCE DE PENNSYLVANIEL Film américain de Ros Nyswaner, v.n.; Forum Aroen-Ciel, l° (4297-53-74); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Sept Patansiens, 14° (43-

20-32-20).

LA SECTION. Plus abrique du sud de Durrell Rouds, vo. : Forana Arcen-Ciel, 1* (42-97-53-74) : Pathé Hantefeuille, 6* (46-33-79-38) : Pathé 20 (46-30-10-70).
THE WASTE LAND. Film français
Konimens, vo.: Rellet de Timon Koulmisis, v.o.: Reller Logos II, 5' (43-54-42-34). UN POISSON NOMME WANDA.

UN POSSSON NOMMAE WANDA.
Film sunfricain de Charles Crichton,
v.o.: Garmona Les Halles, 1= (4026-12-12); Grammon Opéra, 2= (4742-60-33); Pathé Hannefeuille, 6=
(46-33-79-38); Publicis SaintGermain, 6= (42-22-72-30); La.
Pagode, 7= (47-05-12-15); Pathé
Marrignan-Concourde, 8= (43-5992-82); Publicis Champs-Elysées,
8= (47-28-76-23); Ganmon Parnasse, 14= (43-3-30-40); 14 iniliet
Beaugrenelle, 19= (45-75-79-79);
UGC Maillet, 17= (47-43-06-06);
v.f.: Pathé Français, 9= (47-7033-83); Les Nation, 12= (43-4364-67); Fauvette, 13= (43-3156-86); Gaumont Alésia, 14=
(43-27-84-90); Pathé Montparnasse, 14= (43-20-12-06); Gaumont
Convention, 15= (48-28-42-27);
Pathé Wepler, 18= (45-22-46-01).
VEUVE MARS PAS TROP, Film Paths Wepler, 18" (45-22-46-01).
VEUVE MASS PAS TROP. Film americain de Jonathan Demme, v.a.: Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Rottonde, 6" (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-81-39); v.f.: UGC Opéra, 9" (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); UGC Convention, 15" (45-74-91-40) Convention, 15: (45-74-93-40); Images, 18: (45-22-47-94).

PARIS EN VISITES

MARDI 24 JANVIER

Une heure au Père-Lachaise Une neure au l'est boulevard 11 heures et 15 heures, boulevard Ménimoniant, face rue de la Roquette (v. de Langlade). ·L'Opéra », 13 h 45, hall d'entrée (M. Pohyer).

Le Palais de justice en activité».
 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (C. Merle).

L'Eglise Saint-Sulpice et ses sous-sols -, 14 h 30, en bas des marches de l'église (Aris conférences). "Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges", 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du Passé)

« Les salons décorés des beaux hôtels du neuvième arrondissement », 14 h 45, mêtro Cadet (M. Banassat). «L'Opéra», 15 heures, en haut des

marches (Tourisme culturel). A l'époque révolutionnaire, les archives de la police parisieune. 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Approche de l'art),

- Voyage monumartrois entre les Aborigênes d'Australie et les artistes natifs d'Halti . 15 heures, mêtro Abbesses (Paris et son Histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES Le musée de la Serrure dans l'hôtel Liberal Bruant et l'hôtel de Marle 14 h 30, 11, rue Payenne.

Les massacres de Septembre 1792 : L Au couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard. - Le Marais et ses restaurations récentes », 15 heures, 62, rue Saint-

Les Révolutions et la peinture d'his-toire ». 14 h 30, Petit-Palais, avenue Winston-Churchill:

PARIS-MUSÉES

*Delannay, Léger *, 12 h 30 : «His-toire du musée, son architecture, ses col-lections *, 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art) "Victor-Hugo: la demeure et l'œuvre», 14 h 30, place des Vosges (Maison de Victor-Hugo).

11. avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : «Jean Hélion, 'abstraction aller retour », par P. Dagen (Musée d'art moderne de la ville de Paris).

moderne de la ville de Paris).

9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 etc.
18 h 30 : « La Gaule et Vercingétorix à César. Alésia », par O. Boucher (Antiquités vivanie) 22, rue Saint-Roch.
14 h 30 : « Grandes abbayes romanes » (Approche de l'art).

3, rue Rousselet, 19 heures : « Histoires générale de l'art : la France au quinzième siècle » (Arcus).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Nonveau paradigme, nouveau langage

Nouveau paradigme, nouveau langage pour l'ère du Verseau » (accessible à tous), par C. Trehel (L'Homme et la

ious), par C. Trehel (L'Homme et la connaissance).

91, rue de Seine, 20 heures : « Etude ésotérique de notre époque, Les pollutions, la guerre atomique, la dégénérescence de l'aura de la terre, etc. », par J. Breyer (L'Espace bleu).

11, rue de Lancry, 21 heures : « La main qui nous révèle. Chirologie », par S. Bonnaud (La Maison de Solcil. Tél. : 43-31-65-53).

43-31-65-88).



TONY GATLIF

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du éamedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » © Film à éviter u On peut voir u u no Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 janvier

TF 1

- 1

20.35 Femilieton: Maria Vandamme. De Jacques Ertand, d'après Jacques Duquesne, avec Corinne Dacia, Christian Kohinnd, Ronny Coutteure (2º épisode). La vie d'une femme pas ordinaire au dix-neuvième siècle. 22.05 Magazine: Choes. Sommaire: Les héros; Les témoins; Planéte express: Reportage. 22.55 Journal et Météo. 23.15 Magazine: Minsit Sport. De 0.15 à 6.27 Rediffusions. 0.15 Série: Drôles d'histoires. 0.48 Magazine: Choes. 1.25 Documentaire: Histoire de la vie. 2.20 Femilieton: Symphorien. 2.40 Femilieton: Cogne et gagne. 3.30 Documentaire: Histoires naturelles. 4.20 Musique. 4.35 Documentaire: Histoires naturelles. 5.00 Femilieton: Ballerina. 6.00 Série: Drôles d'histoires.

A 2

A 2

➤ 20.35 Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel.
Demain l'Europe, un pour douze, douze pour an. Invité: Jacques Delors. Avec François Mitterrand, président de la République; M. Cor Van der Klugt, président de la Pondation européenne pour la qualité, PDG de Philips: Françoise Giroud; Felipe Gouzalez, premier ministre espagnol; Jorge Semprun, ministre de la culture espagnol; Ettore Scola; Simone Veil; l'Orchestre national de Belgique sous la direction de Mendi Rodan; les Chœurs des Communanntés européennes, sous la direction de Jean Jackus; James Galway, flûtiste irlandais; José Van Dam, basse belge; Amalia Rodriguez, chanteuse portugaise; Yves Simon; Arna Villumsen et Mette-ida Kirk, danseurs étoiles du Ballet royal du Dansmark; Stéphane Grappelli; Philippe Catherine, guitariste belge; Placido Domingo; la chorale basque Potorak; Elisabeth Sombard, pianiste; Maren Berg, chanteuse germanique; Paolo Conte; l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne; Jean-Michel Folon; Ennio Morricone. 23.00 Fastis d'anformations. 23.05 Fatinage artistique. Championnat d'Europe: gala de clôture. 0.00 Informations: 24 heures sur la 2 Eurochaffenge 89: Grande-Bretagge. Le marché de l'art, Sostheby s et Christie's. 0.25 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

20.30 Cinema: Terreur sur le Britannic un Film anglo-américain de Richard Lester (1974). Avec Richard Harris, Omar Sharif, David Hemmings. 22.20 Journal. Avec un résumé du Rallye de Monto-Carlo. 22.50 Magazine: Océa-niques. Emmanuel Berl (2º partie). L'écrivain évoque son engagement politique, su conception de Dieu, ses contempo-rains. 23.50 Musiques, musique. Chacono en mi mineur BWV 160, de Buxtehude, par André Isoir.

20.30 Chrima : Kalidor, la légende du talisman □ Film américain de Richard Fleischer (1985). Avec Arnold Schwarze-

negger, Brigitte Nielsen. 21.55 Flash d'informations. 22.66 Magazine: Bobagolficot. A 22.00, football; à 22.30, boxe. 6.00 Chéma: Cayenne Palace D Film français d'Alain Maline (1987). Avec Richard Berry, Jean Yanne, Xavier Deluc, Olivia Brunaux. 1.40 Série: Paire d'as. 2.25 Série: Stalag 13.

LA 5

20.30 Téléfilm: Chasseur de gang. De Fred Williamson, avec Fred Williamson, Nancy Wilson. Un agent secret contre la Mafla. 22.10 Magazine: Les rubriques de Sangris. 22.35 Série: Le voyageur. 23.10 Téléfilm: Le cri. D'Alan Gibson, avec Peter Cushing, Brian Cox. En sortant de prison, il était bien décidé à ne plus « plonger ». Mais il fait une curieuse rencontre... 6.00 Journal de misuit. 0.05 Capitaine Furillo (rediff.). 1.00 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.55 Ardéchois cour fidèle (rediff.). 2.40 Bouvand et compagnie (rediff.). 2.55 Journal de la mit. 3.00 Vive la vie! (rediff.). 3.15 Voisin, voisine (rediff.). 4.15 Magazine: Ché Cinq (rediff.). 4.20 Fenilleton: Dominique. 5.05 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

M 6
20.35 Téléfiba: Les mercessires attaquent. De William Witney, avec Madison, Rocline Tarkington, Cherie Lunghi. Trois cow-boys et des fermiers tentent de reconstruire leur ville après la guerre civile. 22.10 Série: Drôles de dames. 23.00 Six minutes d'informations. 23.10 Magazine: Cub 6. De Pierre Bouteiller. 0.10 Magazine: Jazz 6 De Philippe Adler. 0.40 Masique: Boulerard des clips. 2.00 Les saintes chéries (35º épisode). 2.25 Magazine: M6 zinne le cinéma (rediff.). 3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Les saintes chéries (rediff.). 5.20 Musique: Boulevard des cfine.

FRANCE-CULTURE

28.30 Le grand début. Quels programmes culturels pour quelle télévision? 21.30 Dramatique. La fontaine obscure, de Raymond Jean (1" partie). 22.40 Cote d'amour. Coup de cœur. 9.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné à Cannes le 21 janvier): Fantaisie impromptus en ut dièse mineur, op. 66, Valse en ut dièse mineur, op. 64, n° 2, Mazurka en la mineur, Etude op. 25 n° 12 en ut mineur, de Chopin; Liebstramme, Ronde des lutins et Rhapsodie hongroise n° 6, de Liszt; Poèmes pour piano, op. 32, de Scriabine; Les tableaux d'une exposition, de Moussorgski, par Victor Eresco, piano. 23.07 Concert (en direct du MIDEM): Beniat Achiary et sa fanfare. 0.30 Myosetis.

Mardi 24 janvier

TF 1

TF 1

15.30 Série: Drûles d'histoires. 15.55 Variétés: La chance aux chansons. 16.36 Jen: Crdinacteur. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série: Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton: Santa-Barbura. 19.20 Jen: La roue de la fortane. 19.50 Le bébête show. 20.90 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma: le Cercle notr # Film américain de Michael Winner (1973). Avec Charles Brouson, Martin Balsam, David Sheiner, Norman Fell. 22.20 Magazine: Ciel, mon mardi! Présenté par Christophe Dechavanne. 23.40 Journal et Météo. 6.00 Magazine: Livres en tête. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. De 0.10 à 6.27 Rediffusions. 6.10 Série: Drôles d'histoires 0.35 Téléfim: La piroque. 1.25 Feuilleton: Symphorien. 1.50 Feuilleton: Cogne et gagne. 2.35 Documentaire: Histoires naturelles. 4.25 Musique. 4.35 Documentaire: Histoires naturelles. 5.05 Feuilleton: Ballerina. 6.00 Série: Drûles d'histoires.

A 2

15.10 Magazine: Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série: Chapenn melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine: Graffitis. 17.55 Série: L'bomme qui tombe à pic. 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Platisir de rire: Tel père, tel fils. 28.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma: Dieu me savonne o Film bostwanien de Jamie Uys (1977). 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine: Stars à la barre. De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. 23.25 Informations: 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89: Pays-Bas. Comment se servir du port de Rotterdam. 23.55 Magazine: Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine: Du côté de Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine: C'est pas juste. 15.30 Magazine: Télé Caroline. 17.00 Finsh d'informations: Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Dessin animé: Petit ours brun. 17.06 Croc note show. La filite. 17.10 Série: Conan, le filis du futur. 17.30 Série: Le chevaller lumière. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine: Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Antomobile: Rallye de Monte-Carlo. 20.05 Jeu: La classe. 20.25 INC. 20.30 Téléfilm: L'enfant et les magiciens. De Philippe Arnal, avec Magali Noël, Etienne Bierry, Alexandre Sterling. Orphelin, le jeune Christian est recueilli par son oncle, guérisseur, rebouteux et un peu sorcier... 22.10 Journal. Avec un résumé du rallye de Monte-Carlo. 22.40 Cinéma: Irena et les Ombres se Film français d'Alain Robak (1986). Avec Farid Chopel, Denise Virieux, Christian Rauth. 0.05 Musiques, musique Aria de la cantate BWV 169, de Bach, par André Isoir.

CANAL PLUS

15.05 Pochettes surprises. L'homme aux chats, d'Hemi Glasser. 15.30 Chéma: la Vie en manue a Film américain de Jean-Claude Tramont (1980). Avec Gene Hackman, Barbra Streisand, Diane Ladd. 17.10 Série: Max Headroom. 17.35 Cabou cadin. Es chair jesqu'à 20.30. 18.25 Dessina animé: Virgul. 18.30 Dessina animés: Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine: Nulle part afileurs. 20.25 Football Les coulisses. 20.30 Football. Match amical: Apxerre-Bayern de Munich.

22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinéma: Coup double II Film américain de Jeff Kanew (1986). Avec Kirk Donglas, Burt Lancaster, Charles Durning, Alexis Smith (v.o.). 0.10 Cinéma: Vendredi 13 nº 6 II Film américain de Tom McLoughlin (1986). Avec Thom Mathews, Jennifer Cooke, David Kagen. 1.30 Cinéma: Prends ta Rells et va pointer II Film français de Richard Balducci (1981). Avec Jean Lefebvre, Micheline Luccioni, Marco Petrin.

14.45 Série: Bonauza. 15.45 Série: Capitaine Furillo. De 16.50 à 18.30 Dessins animés. 16.50 Flo et les Robinson suisses. 17.15 L'histoire du père Noël. 17.40 Cynthin ou le rythuse de la vie. 18.05 Olive et Tous, champions du foot, 18.30 Bouvard et compagnie. 18.55 Journal images. 19.00 Série: Deux flics à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Cossus: les Phonogés du résiment D. Film français de 19.00 Série : Deux flics à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Cméma: les Planqués du régiment ⊔ Film français de Michel Caputo (1983). Avec Paul Préboist, Michel Modo, Jacques Préboist. 22.00 Magazine : Cimé Cinq. 22.10 Séquence consique. 22.30 Cméma : le Filmer en folie □ Film franço-italo-allemand de Philippe Clair (1973). Avec Alice Sapritch, Henri Tisot, Michel Galabru. 4.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo (rediff.). 1.05 Les cinq dernières minutes (rediff.). 2.35 Vive la vie! (rediff.). 3.00 Magazine : Ciné Cinq (rediff.) 3.15 Journal de la muit. 3.20 Voisia, voisine (rediff.). 4.20 Fenilleton : Dominique. 5.00 Voisia, voisine (rediff.).

M 6

15.15 Musique: Boulevard des clips. 16.05 Jeu: Quizz cœur. 16.50 Hit, bit, kit, hourra! 17.05 Série: Les espions. 18.05 Série: Vegas. 19.00 Série: Les routes du paradis. 19.54 Skx mbutes d'informations. 20.00 Série: Cosby show. 20.35 Téléfilm: Evasion de l'emfer. De Robert Lewis, avec Timothy Bottoms, Kay Lenz. Dans la célébre prison de Lecumberri. 22.10 Série: Drôles de dames. 23.00 Skx minutes d'informations. 23.10 Magazine: Turbo (rediff.). 23.35 Magazine: Adventure (rediff.). 0.00 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries (36 épisode). 2.25 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Magazine: M 6 aime le chéma (rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Les saintes chéries (rediff.). 5.20 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

29.30 Archipel médecine. Psychologie et psychanalyse dans la société. 22.40 Nuits magnétiques. Le rouge et le vert : l'Italie, de l'engagement politique à l'écologie. I. La sortie. 0.05 Dn jour an lendemein. 0.50 Musique : Cods. Le parler

FRANCE-MUSIQUE

PHANCE-MUSICUE

20.30 Orgae. Ricercare pour orgue de Hambraeus; Prélude pour orgue, op. 33, nº 1, et Pastorale pour orgue, op. 34, de Valen; Divertimento, de Nielsen; Iter media noctis, de Sveinsson; Prélude, récitatif et variations pour flûte, alto et piano, op. 3, de Duruflé; Deux improvisations transcrites par Duruflé, de Tournemre, par Claire Chassin, orgue, Philippe Bernold, flûte, Jean-Baptiste Brunier, alto, Frédéric Aguessy, piano, 22.36 Récital. Ivry Gritis, violon, Georges Pludermacher, piano; Sonate pour violon et piano nº 1, Sonate pour violon et piano nº 2, Sonate pour violon seul, de Bartok. 0.00 Chab d'archives. Ernest Bour, à partir des symphonies de Beethoven (4). Symphonie nº 4 en si bémol majeur, op. 60, de Beethoven; Suite symphonique nº 2, de Milhand. 1.00 Autour du Grand Motet. Marc-Antoine Charpentier.

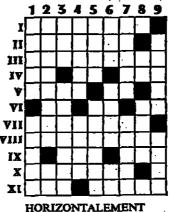
Audience TV du 22 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) Audience instantanée. France entière 1 point = 193 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDE LA TV (m %) | TF7 | A2 | FR3 | CANAL + | LAS | Me |
|---------|----------------------------------------|----------------|----------------|------------------|--------------|-------------|------------------|
| - | | 7 == 7 | Stade 2 | Sharlock Holmes | Demier vol - | 200 dollars | Espion modiție |
| 19 b 22 | 53.9 | 20.4 | 13-9 | 9.5 | 3.8 | 3.1 | 3.0 |
| | | 7 sur 7. | Magay | Sherlock, Hokops | Ça certoon | 200 dollars | Espion modèle |
| 19 h 45 | 58.2 | 19.9 | 18.4 | 9.5 | 4.0 | 2.7 | 3.7 |
| | [] | Journal | Journal | Serety Hill | Ça certoon | Journal | Cher oncle Still |
| 20 h 16 | 66.4 | 24.8 | 18.7 | 11.5 | 6.2 | ·2_8 | 2.6 |
| | | Gerçon I | Flegrant désir | Catur du dragan | Coup double | Senena Jos | Der Fissionible |
| 20 h 55 | 70.6 | 29.2 | 25.0 | 3.8 | 3.1 | 5.9 | 5.9 |
| | | Gerçon I | Flegrant désir | .journel | Coup double | Banaria Joe | Der l'invincible |
| 22 h 8 | 64.3 | 24.7 | 25.5 | 1.9 | 2.9 | 6.1 | 6.8 |
| | | Sport dimenche | Endants rock | Vielle panallis | Man zánith | Colinet | Capital |
| 22 h 44 | 25.9 | 9.9 | 2.4 | 4.2 | 1,3 | 7.4 | 1.6 |

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4924



L Utile pour un bain de « pieds ». II. Pour avoir de bons coups. III. Qui peuvent donc se mettre au travail. - IV. Pronom. Dirige des mines. Pas présentables. — V. Port. Partie d'une échelle. — VI. Demi-tour. Pronom. Morceau de bois. tour. Pronom. Morcean de bois. —
VII. Des hommes qui aiment bien
les coutacts. — VIII. Elément d'une
batterie. — IX. Fut discret. Terme
de jeu. — X. Qui a donc de l'expérience. — IX. Bien nourri quand il y
a beaucoup de pruneaux. Ne laisse

VERTICALEMENT

pas tout passer.

 Quand on y est, tout paraît noir. Un joli bouquet. – 2. Se sen-tent plus à l'aise quand ils ont mis les pieds dans le plat. Dans le milieu. - 3. Période de chaleur. Avoir une allure de bidet. - 4. Se déclare parfois à l'oreille. Pronom. - 5. Est plus plate qu'une vieille. Bien exprimés. 6. Langue ancienne. En Espagne.
 Pas à quelqu'un d'autre.
 7. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. Mauvais plis. — 8. D'un auxiliaire. Rivière. — 9. Qui ont de solides atta-ches. Coule à l'étranger.

Solution du problème nº 4923 Horizontalement

I. Meneuses. Alarme. - II. Avan-T. Melleusel, Alarine. — II. Avan-lages, Dais. — III. Tin. Poll. Dos. — IV. Italie. Nivelage. — V. Nana. Age. Lège. — VI. Mûri. Misère. — VII. Glières. Riec. — VIII. Renne. Epis. Us. - IX. Et. Le. Geindre. -X. Vidame. Air. Ciel. - XI. Iritis. Ide. Es. - XII. Satiété. Eus. Ere. -XIII. Otera. Sacré. - XIV. Eden-tées. Elite. - XV. Sensé. Saisi. Elu. Verticalement

1. Matin. Grévistes. - 2. Evitable. Ira. Dé. - 3. Nanan. Inédit. En. - 4. En. Lamentations. - 5. Ut. Ure Miette. – 6. Sape. Ré. Lestée. – 7. Ego. Aisée. Eres. – 8. Seing. Al. Asa. – 9. Elie. Rigide. – 10. As. Miséreuses. – 11. Déliée. Sali. – 12. Adolescence. Ci. – 13. Rasage. Diserte. - 14. Mi. Gerçure. Réel. -

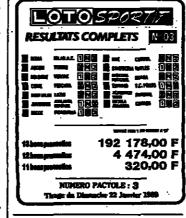
GUY BROUTY.

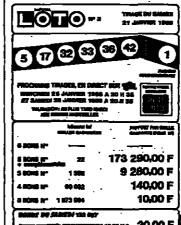
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 janvier : DES ARRETES

• Du 6 janvier 1989 fixant les titres requis pour le recrutement des professeurs certifiés par liste d'apti-

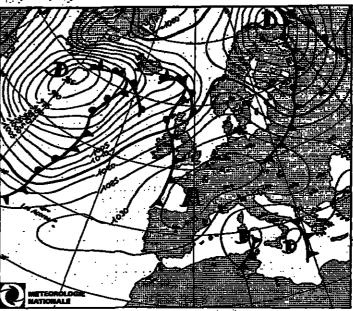
● Du 30 décembre 1988 relatif à l'attribution pour les bâtiments d'habitation d'un label haute performance énergétique et d'un label



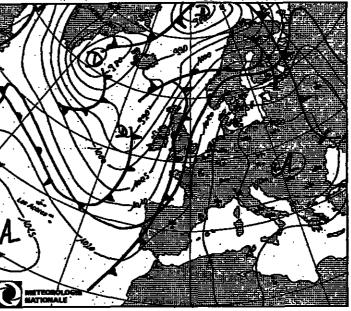


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



volution probable du temps en France entre le londi 23 junvier à 0 lieure et le mardi 24 junvier à 24 lucures.

Un puissant anticyclone (1 035 HPA) se maintiendra sur l'Enrope centrale, détournant les perturbations océaniques sur les îles Britanniques et la Scandinavie. La France bénéficiera ainsi d'un temps see mais souvent le matie homenz le matin

Mardi : matinée brumeuse, éclaircies réquentes l'après-midi.

nequentes rapres-mon.
An lever du jour, brouillards et nuages has reconviront la quasi-totalité du pays. Seuls le Languedoc-Roussillon, la Provence et les régions montagneuses ont dès le matin d'un ciel bles. Dans le courant de la journée, le seleil grisaille en plaine en Alsace, en Lor-raine, en Champagne, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans le Lyonnais et en Auvergne. Le solcil sera toujours

では、一般の意味を表する。

. . . .

· iv

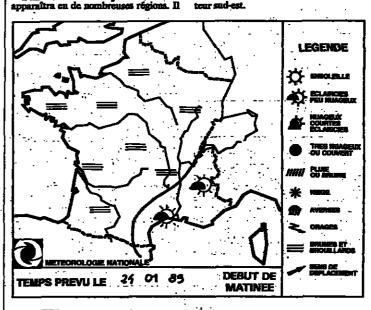
e year

1

1342

Les températures minimales s'abais-Les températures minimales s'abais-seront souvent vers - 2 à -5 degrés, excepté près des côtes, où elles avoisine-ront 1 à 4 degrés. Les températures maximales ne dépasseront pas -1 à 4 degrés de la Champagne à l'Aisace, à l'Auvergne et au Lyonnais. Elles attein-dret 5 à 10 degrés du Nord à la Breta-gne, au Sud-Ouest et aux Alpes, 12 à 14 degrés près de la Méditerranée,

Le vent sera faible à modéré de sec-



| TEMPÉRATURES Valents extrêm ie 22-1-1989 à 6 houses TU | ssections - spiralena es relevées entre et le 23-1-1989 à 8 houres TU | et temps observá le 23-1-1989 |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| STEERING A 2 C | TORES | LOS ANGELES 26 10 C LIXEMOURG |
| A B C cicl convert | D N O ciel ciel crage | P T + |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : beure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

and the second s

الله المستعود و المان والعرب والمنظم ليكونها المان المستقطع المناس والمستعدد المان المناسبة المناسبة المناسبة ا

Puissance quinze

Vaincu par 23 à 7 samedi 21 janvier sur la pelouse de Murrayfield à Edimbourg, par l'Ecosse, le Pays de Galles sera samedi 18 février au Parc des Princes de Paris le prochain adversaire du Quinze de France. L'équipe composée par Jacques Fouroux et dirigée par Pierre Berbizier a pris un bon départ dans le Tournoi des Cinq Nations 1989 en battant (26-21) à Lansdowne Road les Irlandais après avoir été menée de 15 points.

DUBLIN de notre envoyé spécial

La pelouse de Lansdowne Road n'a rien d'un tableau noir. La rencontre Irlande-France s'y est pourtant inscrite comme l'exercice de mathématiques décortiqué laborieusement par un élève brouillon qui, d'un seul coup d'un seul, après des dizaines de coup d'éponge à effacer les ratures, trouve la solution idéale, sinon géniale, au problème que lui a posé un professeur un tantinet sadi-

L'équation paraissait assez simple. Une seule inconnue : la victoire. Deux paramètres : le vent, qui fait partie intégrante du décor de ce stade biscornu, à cheval sur une voie serrée; aux tribunes de guingois et l'esprit batailleur de ces rugbymen irlandais, qui, pour se recruter dans les cours des universités, n'en sont pas moins de sacrées canailles.

L'élève Fouroux, qui avait révisé ses classiques, qui connaissait par cœur tous ses théorèmes néozélandais, qui avait potassé tous les axiomes anglo-saxons, le fort en maths, le premier de la classe, prix d'excellence de la fédération, sou-

energumènes en maillot vert. Je pose huit et je retiens sept. Facile, c'est une question de quantité de mouvement, de choc des masses. Ils ont. ces Irlandais, des avants furieux, je les isole, je les neutralise. Opération préliminaire enfantine : il faut trouver le dénominateur commun. Eh bien c'est le pack, autrement dit le poids. Peser, alourdir, ajouter du poids et encore du poids. Nous voilà presque à une tonne? C'est bon, la fraction peut-être réduite, le coup d'envoi peut être donné. Il n'y a plus qu'à laisser l'opération se faire tout seule. D'ailleurs, ce ne sont plus des maths, c'est de la chimie : regardez le précipité, qui doit être d'un joli blanc puisque ici telle est la couleur du maillot français.

La couleur de la trouille

Et cela précipite effectivement. Mais vert! La couleur de la trouille, des sorcières, de l'espoir et de l'Irlande. Il doit y avoir une erreur quelque part. Cherchons l'erreur. Voyons : j'ai mis trois piliers en première ligne, c'est audacieux, c'est presque nouveau. C'est choc. comme mes deuxième et troisième ligne. Bref, c'est la solution. Je

Et l'élève Fouroux de refaire ses additions et ses soustractions, ses règles de trois et ses preuves par neuf, de vérifier et de supputer. Mais ce n'est toujours pas cel. Pis, c'est de plus en plus le contraire, de plus en plus vert. A ce moment l'élève Fouroux regarde sa montre. La moitié du temps imparti est déjà passée. Il est complètement perdu dans son raisonnement, noyé dans ses calculs. Dans son dos, il entend ses méchants petits camarades qui riait d'aise en ailant au tableau, se moquent de lui. Le rouge de la c'est-à-dire à Dublin, faire la honte lui monte au front. Le prof lui

démonstration de sa science. C'était la mention assurée.

Donc il y a sur le terrain quinze énergumènes en maillot vert. Je pose finergumènes en maillot vert. Je pose la donné cinq coups de règle – cinq pénalités – sur les doigts, comme pour lui faire bien comprendre qu'il n'est pas question de tricher.

Recommençons donc tout de zéro. Je pose quinze... Et oui, gros bêta, tu poses quinze et tu ne retiens rien. Tu te sers, de tous tes éléments, tu ne réduis rien par rien, tu ne retranches pas, tu ne divises plus. Tu multiplies, tu multiplies encore. Et tu as le résultat : le rugby !

C'est simple, c'est simplement beau. C'est évident. Comme cet essai fulgurant qui est la vraie solution au problème irlandais, celui de la 61º minute, celui qui ramène le score de 21-14 à 21-20, c'est-à-dire de l'échec promis à la victoire pro-

A ce moment de la partie - une partie rugueuse qui - à vrai dire n'a rien à voir avec un exercice théorique au tableau noir - les Français ont tout faux ou presque. Les avants sont dominés dans les phases de conquête du ballon où leur abondance de muscles s'avère insuffisante à maîtriser l'ardeur irlandaise. Les demis accumulent les bévues. Et les trois-quarts essayent de colmater les brèches plutôt mal que bien car en se bousculant Lafond et Blanco ont offert à Mullin l'essai irlandais.

Les hommes de Noel Mannion auraient tout aussi bien pu en marquer deux autres. D'ailleurs, ils sont encore dans les 22 mètres français. Et Blanco est pressé de dégager. Un peu trop. Son tir est contré. Les Irlandais rejoueraient ce coup-là cent fois, cent fois ils iraient à l'essai. C'en serait alors bien fini de la démonstration française. Mais samedi, les Irlandais ne savent pas en profiter. Ou plutôt Franck Mesnel les empêche d'en profiter.

L'ouvreur français s'était jusqu'alors surtout illustré en tapant dans son dos un renvoi au 22 mètres. C'est l'équivalent d'une double faute au tennis ou d'un moteur calé sur la ligne de départ d'un grand prix. Cela aurait presque mérité le bonnet d'âne. Voulait-il se faire pardonner cette faute de cancre? En tout cas Mesnel est parvenu à arracher le cuir aux assaillants irlandais pour lancer une contre-offensive de grande envergure,

An lieu d'un de ses coups de pieds de mule dont il se fait trop une spé-cialité sous le maillot national, il se résout à faire circuler le ballon. Ce geste, ce mouvement amorcé, c'était comme le baiser du prince charmant à la Belle au bois dormant. De fait la maison France, s'est éveillée de la cave au grenier. Un grand moment d'allégresse. Tout le monde met la main à la patte. Marocco ne joue plus les challengers de Myke Tyson. Carminatti arrête de se prendre pour Kirk Douglas dans Sparacus. Bourguignon renonce à réviser les immobilisations de judo. Bref on retrouve une vraie équipe de rugby. un Quinze qui d'un seul mouvement s'élance vers la ligne adverse. Deux regroupements et treize passes plus tard. 80 mètres plus loin. Blanco aplatit le ballon entre les poteaux. La belle ouvrage. Le mouvement symphonique de tous les instruments de cet imposant orchestre rugbysti-

La mélodie des essais

Ce grand air du jeu on ne l'a pas assez entendu. Un quart d'heure, vingt minutes sur quatre-vingts minutes de temps réglementaire c'est peu. On en voudrait toujours plus car on ne se lasse pas de cette mélodie des essais, avec Lasond au cadrage-débordement comme au violon, ou Blanco à la passe tournante comme au piano. Les quatre qu'ils nous offriront au total avec la complicité de Sella, Andrieu et de Lagisquet seront un ravissement.

Mais le rugby, surtout ce jeu-là, en plein champ irlandais, n'est ni mathématique, ni chimie, ni musique. C'est une méchante affaire d'hommes avec tout ce que cela implique d'égarements, d'hésitation, de confusion. Bref, de naturel. Les Irlandais ont été naturels au-delà de leur réputation, puisant dans une combativité légendaire les ressources d'un échec des Français, envisageable tant que ces derniers n'ont pas été eux-mêmes, tant qu'ils se sont imposé les contraintes d'un raisonnement stérile. Qu'en pensezvous élève Fouroux? Le plus simple iours de ne pas fa qué.

ALAIN GIRAUDO.

PATINAGE ARTISTIQUE: CHAMPIONNATS D'EUROPE

Surya, perle noire



L'hymne soviétique a souvent retenti dans le National Exhibition Center de Birmingham (Angleterre) lors des quatre-vingtdix-huitièmes championnets d'Europe de patinage artistique qui se sont terminés samedi 21 janvier. En remportant sept médailles sur douze, - les patineurs et patineuses venus de Moscou ont affirmé leur suprématie. Ils auraient même pu réussir le corand chelem » si l'Allemande de l'Ouest Claudia Leistner ne s'était imposée au cours de la demière épreuve. La jeune fille de Mannheim succède au palmarès à la reine sans partage de la discipline, l'Allemande de l'Est Katarina Witt, qui a abandonné la compétition l'an

Mais c'est une petite Française, née à la Réunion, Surya Bonaly, qui a le plus surpris le public. La « perle noire » (1,54 mètre et 42 kilos) a réussi un programme libre éblouissant en s'envolant sept fois dans les airs et en effectuant un triple axel. « Je n'ai été impressionnée par aucune patineuse lors de ces championnats », déclare la gamine de quinze ans qui, après sa troisième place au Mondial juniors de Sarajevo, confirme sa réussite.

La championne de France va continuer à travailler six à sent heures par jour pour préparer son prochain rendez-vous avec la glace : les championnats du monde qui ont les à Paris, du 14 au

TENNIS: les Internationaux d'Australie

Becker déconfit

Après Noah et Wilander, un autre favori a été éliminé des Internationaux de tennis d'Australie. L'Allemand de l'Ouest Boris Becker a été battu, lundi 23 janvier, en huitième de finale, par le Suédois Jonas Svensson en trois sets. Le tournoi est riche en Surprises puisqu'un jeune Yougoslave. Goran Ivanisevic. s'est qualifié pour les quarts de finale. En revanche, la Française Cathy Tanvier n'est pas parvenue à créer l'événement : elle a été éliminée par la Tchécoslovaque Helena Sukova.

MELBOURNE correspondance

Boris Becker se voit volontiers aux antipodes en immigrant heureux. Sculement, il lui faudrait pour cela, nous dit-il, changer de métier. En effet, que l'Open d'Australie se joue en fin d'année ou en ouverture de saison, sur l'herbe rare de Kooyong ou sur le Rebound Ace actuel de Flinders Park, l'Allemand s'y étale de tout son long. Lourde-

Sur la lancée de sa fin de saison magistrale, où son premier titre au Masters fut suivi par le triomphe collectif allemand en Coupe Davis, dans un haut de tableau allégé par les défaites de Wilander et de Leconte, Becker voyait s'ouvrir devant lui un véritable boulevard.

Le soir de la sortie de Wilander. l'Allemand dinait au restaurant avec sa nouvelle compagne et parlait à mots nullement couverts de ses grandes chances d'atteindre la finale ici. Pour y retrouver sans doute Ivan Lendl, son adversaire du Madison Square Garden. Les paris à Melbourne s'accumulaient ces derniers jours sur un doublé allemand Becker-Graf. Lundi, l'Allemand a redonné le sourire aux bookmakers.

Contre le Suédois Jonas B. Svensson, sur un central plein qui baignait enfin dans un vrai soleil de saison, l'Aliemand a revêcu l'époque pas si lointaine des tâtonnements techniques et de la confusion d'esprit d'un jeune champion à la dérive. Classement. - 1. Limoges, Cholet, 37 pts; 3. Orthez, Saint-Quentin, 35; 5. Montpellier, 34; 6. RCF Paris, Mul-house, Monaco, 33.

Becker était mou, énervé, pataud. Premières balles défaillantes (son premier ace n'arriva qu'après 43 minutes de jeu), jambes lourdes l'Allemand laissa à son adversaire toute l'initiative du jeu.

"Bon sang,: pourquoi n'avance-til pas? - A voir ainsi son poulain s'engluer comme lors de la période noire où il évoluait sans entraîneur, à le voir retomber dans les mêmes errements, balancer sa raquette après la perte de son service à deux jeux partout au début du deuxième set (il récoltera un avertissement), à l'entendre hurier sa colère, le Roumain Ion Tiriac a dû se croire ramené quelques mois auparavant.

Tout comme le victorieux Suédois. Svensson a refait en effet à Melbourne le coup fumant de Roland-Garros où il sortit Lendl. Le Suédois se fait-il une spécialité d'éliminer des vedettes en déconfiture? il sentait avant le match que Becker était - prenable . Le comportement de son adversaire sur le court lui apporta la plus rapide des confirmations : Becker semblait très confiant, sur de lui. Sa démarche était celle d'un homme qui ne doute de rien. Puis il a commencé à hurler pour une erreur, pour une double faute. L'apparence était donc peut-

Après l'insigne médiocrité de son jeu, mise en relief par la solidité, la vitesse et la vigilance de Svensson. Becker, sous le regard attentif de Tiriac, prétendait avoir bien joué. Contre-vérité si énorme que personne sur le coup ne broncha.

RALLYE DE MONTE-CARLO

(Parcours de classement)

1. Biasion-Siviero (Lancia Delta intégrale), en 1 h 26 min 8 s; 2. Auriol-Occelli (Lancia), à 20 s;

3. Kankunnen-Piironen (Toyata Celica), à I min 55 s; 4. Sainz-Moya (Toyota Celica), à 2 min 6 s;

Valuren Berstund (Mitsubishi

5. Vatanen-Berglund (Mitsubishi Galant), à 2 min 34 s.

*Orthez b. RCF Paris 99-81
*Saint-Quentin b. Antibes ... 101-87
Montpellier b. *Caen 105-100

GRANDE-BRETAGNE-FRANCE

La Grande-Bretagne a battu la France (26-10), samedi 21 janvier à

MARC BALLADE,

Automobile

Basket-ball

Jeu à XIII

FOOTBALL AMÉRICAIN: le Super Bowl Paul Brown, un vieillard aux larges épaules

Après plusieurs jours d'émeutes raciales, Miami accueillait, dimanche 22 janvier, l'événement attendu chaque année par toute l'Amérique, le Super Bowl, la finale du championnat de football américain, entre les 49ers de San-Francisco et les Bengals de Cincinnati. Comme en 1982 où ils avaient déjà triomphé des Tigres de Cin-cinnati (26-21), les Californiens, donnés favoris, se sont imposés (20-16) et sont devenus avec trois succès l'équipe de la décennie 80. C'est un échec pour Paul Brown, personnage de légende, qui a été à l'origine de toutes les révolutions dans le football américain depuis un demi-siècle.

correspondance

Soixante-quinze mille spectateurs et un vieux monsieur. Dans ce Joe Robbie Stadium, qui devrait accueillir des matches de la Coupe du monde de football 1994, il y avait comme une auréole autour de Paul Brown. A quatre-vingts ans, le vice-président et manager général des Cincinnati Bengals est une légende vivante, respectée par tous les fans de football américain. Beaucoup le considèrent comme le dirigeant le plus influent depuis la deuxième guerre mondiale. Ses idées, presque toujours originales, ont été acceptées en raison d'une efficacité tout aussi souvent démontrée.

Natif de l'Ohio, c'est à Cleveland en 1946, qu'il fonde sa première équipe, immodestement appelée les Cleveland Browns. Les couleurs noir et orangé apparaissent déjà, et les succès s'enchaînent. En dix ans, les Browns remportent sept fois le titre national, ancêtre du Super Bowl. Il en est alors le vice-président, le manager général et l'entraîneur principal.

Il sera le premier à favoriser le passing offence, ce jeu basé sur les

Après avoir remporté la descente de Wengen samedi, le Luxembourgeois Marc Girardelli s'est classé quatrième

du slalom dimanche. L'épreuve a été remportée par l'Autrichien Rudolf

Nierlich devant l'Italien Alberto

INTERNATIONAUX

D'AUSTRALIE

(Huitièmes de finale)

Simple messions

Tennis

passes, plutôt que le running offence dans lequel l'essentiel consistait à ouvrir une brêche dans la défense adverse pour que le porteur du bal-lon s'y engouffre. Il s'ensuivra une longue querelle de techniciens dont, a posteriori, on peut juger qu'il est sorti vainqueur, au vu des résultats et du style adopté depuis par les

Têta, Paul Brown continua de tracer sa propre voie, de ne rien faire comme les autres. De dix années passées à entraîner des lycéens, il avait déduit que les footballeurs ne perdraient rien à retourner sur les bancs d'une école pour apprendre les différentes tactiques. Pendant que d'autres se consacraient uniquement à la course ou à la musculation, les Browns révisaient leur répertoire de gestes, de positions et de déplacements avant de les mettre en application en match. L'heure était venue de jouer intelligemment. Quand un entraineur enseigne bien en classe, cela se voit automatiquement le dimanche, lors de l'exa-

men sur le terrain. • Un jour que l'examen avait été un peu trop mouvementé, dans les années 50, Paul Brown perdit plu-sieurs semaines l'un de ses potaches, blessé au visage. Furieux de ce contretemps, il téléphona aussitôt à la Ridel Company, la société quiéquipait ses joueurs de pied en cap, et lui ordonna de munir désormais ses casques de barres de protection verticales et horizontales. Là aussi tous les autres clubs allaient rapidement lui emboîter le pas. L'histoire d'amour entre les Cleveland Browns et leur père créateur s'arrêtera pour-tant en 1962 pour cause d'incompatibilité d'humeur entre Paul Brown et le nouveau propriétaire du club,

Des « détecteurs » dans les universités

Art Modell.

Paul Brown mettra cinq ans pour s'en remettre. Cinq ans avant de devenir le seul homme à avoir fondé deux clubs de la National Football League (NFL). Echaudé par sa première expérience, il se place d'entrée comme l'un des trois princide lui une dizaine d'investisseurs dela région. Il n'a pas de difficultés à les convaincre. Avec un stade de

soixante mille places (à 120 dollars le tarif moyen d'une place pour les matches), avec les dividendes versés par la NFL et les indemnités de retransmission télévisée (NBC a payé 17 millions de dollars pour retransmettre le Super Bowl), un club de football est une affaire rentable, même quand le budget, comme cette année, dépasse les 10 millions de dollars. En vingt ans, les Bengals, avec leur casque tigré, sont devenus des vedettes de la NFL, même s'ils ne disputaient dimanche que leur deuxième Super BowL

- - - E

740

. .

4,

2.00

23,000

4.45.55

4.4

The state of the s

C. Warner

introduce of the Z

at maker, it.

The Asset Service

The Country of

increase.

Paul Brown a mis lui-même son rejeton sur les bons rails, avant d'abandonner ses fonctions d'entraîneur en 1975. Depuis, il se force à ne pas intervenir dans les choix tactiques. C'est pourtant toujours lui qui décide des joueurs à engager à cha-que intersaison. Et son équipe, il l'a construite en faisant la sortie des écoles: Il dispose de « détecteurs » rémunérés par le club dans presque toutes les universités. Il reçoit régulièrement des rapports sur tel ou tel joueur, rencontre l'éventuelle recrue et mise ensuite sur une capacité inégalée de sentir chez un individu son aptitude à s'intégrer dans un sys-tème de jeu donné. Il ne daigne soiliciter l'avis que de ses deux fils : Pere, directeur de l'équipe, et Mike,

manager adjoint. L'entraîneur, Sam Wyche, est tenu au courant des tractations, mais n'a absolument aucus pouvoir de décision. Jusqu'ici, seuls le running back James Books et le kicker Jim Breech sont arrivés d'un autre club. Tons les autres, de Boomer, le gaucher meneur de jeu; à Ickey Woods, qui ponctue tous ses touchdowns par quelques pas de danse, vous ont été engagés à leur sortie de l'université.

En fait, Sam Wyche serait très mai placé pour s'offusquer d'une pareille mise à l'écart. Après une saison 1987 ponetuée d'une médiocre dix-septième place, tout le monde avait demandé le renvoi de l'entraîneur. Contre vents et marées, Paul Brown continua de lui accorder paux propriétaires de sa nouvelle sa confiance. Aujourd'hui, Wyche équipe, les Cincinatti Bengals. Fort est considéré comme un génie. de sa réputation, il rassemble autour Comme quoi le vieux tigre de Cincineati a toujours du flair.

THIERRY CERINATO.

Classement. - I. Ronen, 18 pts

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingtième journée) Cholet b. *Mulhouse 73-72 Lorient b. *Gravelines 97-87

La Suissesse Vreni Schneider a rem-porté, samedi 21 janvier, l'épreuve de Tignes (Savoie). Elle obtient ainsi son nière manche. la Française Carole Sauze n'a pu rééditer ses performances

Les résultats

Français Volants b. Grenoble, 5-0: Amiens b. Villard-de-Lans, 7-4; Briancon b. Rouen, 7-4.

COUPE DU MONDE

onzième succès de la saison et rejoint au palmarès international des victoires dans une saison la championne autri-chienne Anne-Marie Moser-Proell. En réalisant le meilleur temps de la pre-Merle a tenté de contrecarrer cet exploit. Mais la skieuse de Superdes jours précédents. Elle a perdu le duel mais accroché une nouvelle seconde place à son palmarés

Hockey sur glace CHAMPIONNAT DE FRANCE

Briançon, 16; 3. Français V., 13; Amiens, 11; 5. Grenoble, 5; 6. Vil-

Svensson (Suè.) b. Becker (RFA, nº 3), 7-6 (7-5), 6-4, 6-3; Gunnarsson (Suè.) b. Schapers (P-B), 7-6 (7-5), 6-1, 6-2; Ivasinevic (You.) b. Lavalle (Mex.), 3-6, 3-6, 6-3, 6-4, 6-1. Slalom spécial dames

Simple dames B. Cordwell (N-Z) b. B. Schultz (P-B), 6-3, 6-2; C. Lindqvist (Suè.) b. J. Wiesner (Aut.), 7-5, 6-2; M. Navratilova (E-U, 10° 2) b. H. Mandlikova (Aus., 10° 15), 6-4, 6-1; S. Graf (RFA, 10° 1) b. N. Provis (Aus.), 6-4, 6-0; C. Kohda Kilch (BES.) C. Kohde-Kilsh (RFA, nº 8) b. D. Faber (E-U), 6-3, 6-3; G. Sabatini (Arg., r 3) b. Reggi (lt., r 13), 6-0, 4-6, 6-1; Z. Garrison (E-U, r 9) b. C. McGregor (E-U), 7-5, 6-1; H. Sukova (Tch., r 5) b. C. Tanvier (Frz.), 7-5, 6-4.

Le Monde

L'EMPLOI EN FRANCE

En marge du salariat

Plus de trois millions de personnes travaillent de façon temporaire, intérimaire, saisonnière ou intermittente

la volonté de maîtriser un mouvement qui a vite rencontré un écho dans les entreprises, soucieuses de disposer de plus de souplesse et amenées à pratiquer la egestion externe de la main-d'œuvre » (contrats divers, intérim, mais aussi filialisation ou appel à des sociétés sous-traitantes). Il fallait d'une certaine façon prévenir les débordements : ainsi, selon M. Bernard Perret, de la direction

création d'emplois réelle n'est pas équivalente au volume des bénéficiaires accueillis, un effet de substitution se produisant.

· Pour les SIVP, poursuit M. Perret, on peut considérer que dix stagiaires se substituent en moyenne à trois emplois - normaux » et s'accompagnent de la création de sept emplois supplé-mentaires. » Selon les calculs de la direction de la prévision, il faudrait même considérer que, pour un « stock » de 660 000 emplois « aidés » dans le secteur marchand non agricole en 1987. l'effet net cumulé sur l'emploi aura été de 133 000, les effectifs salariés ayant augmenté de

Des évolutions

à suivre

Si l'on peut donc s'interroger sur l'efficacité de tels dispositifs, il faut aussi savoir que le problème, loin d'être exclusivement français, se retrouve dans plusieurs pays, sous des formes variables, y compris au Japon et aux Etats-Unis. En RFA, on souligne qu'un tiers de la population active, en 1987, travaillait en indépendant, à temps partiel ou de façon temporaire. En obtenant un nouvel emploi en 1985, une personne sur deux s'est retrouvée sur un poste à temps partiel ou temporaire

Le développement de ces formes atypiques a mis en évidence les problèmes de couverture sociale ou collective. Ainsi, on estime que pour 3,7 millions de femmes qui travaillent à temps partiel 1,7 million n'ont pas droit à la retraite ni à l'assurancemaladie. On ne compte que 80 000 salariés intérimaires, mais on évalue que, pour chacun de ces emplois, il y en a cinq qui sont iliégaux.

arrive à une configuration qui doit types de travail ont augmenté de 1,7 million, représentant 36 % de la main-d'œuvre. Si la tendance se

tre et une femme sur deux sont actuellement touchés.

De fait, il apparaît une spécialisation, le travail à temps particl étant l'apanage des femmes et l'emploi indépendant celui des hommes. Depuis 1980, on assiste à une augmentation spectaculaire du travail indépendant. Entre 1979 et 1987, le nombre de ces travailleurs a augmenté de 50 % pour atteindre les 2,9 millions, et de 1986 à 1987 on en a compté 230 000 de plus, qui sont des chômeurs ou des jeunes arrivant sur le marché du travail.

Fait significatif : ce type de travail n'est souvent que temporaire. entre deux postes d'employé, et ne correspond done pas à une aspiration profonde. Les mêmes schémas peuvent se reproduire ailleurs. Aussi se montre-t-on attentif, notamment dans les sphères officielles, aux évolutions des « nouvelles formes d'emploi ».

ALAIN LEBAUBE.

D'autres études ont précisé je champ où se joue, peut-être, la métamorphose d'un système né de la révolution industrielle et fondé sur le salarié à temps plein, stable et définitif. Ainsi le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) indiquait que le nombre de non-salariés recommence à croître de 2.7 % par an depuis 1985, alors que l'INSEE précisait que le nombre de travailleurs indépendants, agriculteurs non compris, s'élevait à 1 420 000. Tandis que le - modèle dominant - perdait un million de personnes en six ans, les . emplois atypiques . en gagnaient autant, passant de deux millions en mars 1982 à trois mil-

s'accroît avec successivement la

à l'exemple français, par la DG V

(direction générale des affaires

sociales et de l'emploi) de la

Commission européenne, et la

tenue, à Paris, en novembre der-

nier, du premier colloque interna-

tional sur le sujet. 🕆

lions en mars 1988.

E développement des « nou-velles formes d'emploi » est La responsabilité de l'Etat en tout

à la mode. A l'origine, il cas est engagée, ce monvement s'agissait de l'émergence d'une étant selon les propres propos de monvement de l'emergence d'une étant selon les propres propos de M. Jean-Pierre Soisson, ministre

tionnel et le chômage, qui avait du travail, « le résultat du déve-

l'inset de recherches de l'oppement par les pouvoirs l'Inset (Claude Thélot et publics (...) de dispositifs de formireille Eibaum, principale mation, d'insertion ou de réinser-

ment). Maintenant l'intérêt tion sollicitant l'entreprise et le

publication d'un rapport consacré cadre ou non du contrat de tra-

milieu professionnel dans le

vail ». Face à • l'apparent para-

doxe d'une puissance publique à

la fois gardienne du droit et

octrice de la flexibilité », il souli-

gna, lors du colloque, les limites de ce recours à des formes

d'emploi qui créent « un marché

Tout entremêlé - crise et déréglementation, flexibilité et adaptution, modernisation et gestion de la main-d'œuvre, sans compter les effets imprévus du traitement social qui a inventé stages et dispositifs nouveaux, - il n'y a pas un élément qui n'ait joué en faveur de l'apparition ou de la progression d'emplois, à la périphérie du salariat habituel. Condamnant une part toujours plus importante de la population active à des statuts précaires, ce mouvement a entraîné la multiplication des contrats à durée déterminée, de l'intérim, du travail saisonnier, temporaire, occasionnel, partiel, du travail indépendant, sous-traitant ou faussement salarié, ainsi que la création d'entreprise, souvent individuelle.

Une mobilité à normaliser

Cette métamorphose, encore exceptionnelle, peut tout bouleverser si elle se poursuit, et, pourquoi pas, entraîner une désagrégation du monde du travail, les logiques du contrat commercial se substituant à celles du contrat de travail. Installé à la frange, se nourrissant du chômage, le phénomène peut annoncer une fragmentation - durable - de la main-

Il peut aussi fonctionner comme un processus de sélection. les jeunes et les semmes devant subir ses épreuves initiatiques. Au mieux, il sen de passage obligé entre un emploi normal et un autre. Enfin. il neut, comme le presigure l'intérim, se moraliser ou se normaliser en se datant d'un - statut de la mobilité -.

Quoi qu'il en soit, cette évolution aura l'orcément des incidences sur les régimes de protection sociale, leur financement, et sur les droits des travailleurs. Un chômeur indemnisé sur la base de 5 000 F par mois paiera 70 F de contribution pour une converture complete en cas de maladie, relève Mi Hélène Strohl, de la Cour des comptes, alors qu'au chomeur non indemnisé ayant exercé des activités occasionnelles pour 5 000 F dans un trimestre aura verse 1 000 F « suns s'ouvrir aucun droit ». L'assurancemaladie devient - pratiquement inaccessible à ceux qui sont dans les situations les plus précaires ».

Avec un statut social inadanté. ces pouvelles formules conduisent. du travail multiple ou pluriel où - le dualisme s'est largement - L'essentiel est fait. Nous

n'irons pas plus loin et nous serons mēme particulièrement vigilants pour que le marché n'aille pas plus loin de son propre mouvement ., assura M. Soisson, qui s'interrogea sur « la cohésion et la motivation d'une communauté de travail constituée de travailleurs précaires ou, au mieux, d'un noyau de permanents entourés d'un halo d'intermittents . Ces nouveaux statuts devront désormais respecter une règle, · protéger sans exclure ·. et, surtout, être mieux . partagés », « rester une transition et non une position permanente ».

Un peu solennelle, la mise au point ministérielle se justifie par

de la prévision au ministère de l'économie et des finances, pour 720 000 bénéficiaires du traitement social en juin 1988, jeunes ou chômeurs de longue durée, l'économie réalisée par les employeurs sur la masse salariale. par rapport à une rémunération au SMIC, s'élève à 44,4 milliards de francs en année pleine, à 26,6 milliards si l'on exclut l'apprentissage et à 13,7 milliards pour les seules entreprises privées non agricoles.

En clair, l'existence de ces emplois - aidés - a permis - un contournement de fait de la contrainte du SMIC , qui s'est traduit par une augmentation des postes de travair offerts, notamment dans le BTP, les commerces et les services aux ménages. Mais encore faut-il noter que, dopée, la

En Grande-Bretagne, on en faire réfléchir. Entre 1981 et 1987, le nombre de salariés permanents à temps plein a diminué de 1,07 million, et tous les autres poursuit, on atteindra les 40 % en 1991, alors qu'un homme sur qua-

Un embauché sur deux

1985, selon l'INSEE, que la forte poussée de « nouvalles formes d'emploi » vient compenser les pertes de l'emploi salane traditionnel (200 000 en moins chaque année). Parmi ces emplois a stypiques », les stages, dont les TUC et les SIVP, viennent en tête, suivis par le travail à temps partiel, l'interim et les contrats à durée déterminée.

Désormais, plus d'un sur deux des nouveaux embauchés depuis trois mois l'est sur un emploi « atypique », alors que la proportion n'était que de un sur trois, six ans plus tot. Ce sont les moins de trente ans et les seunes femmes (aux deux tiers) qui sont ainsi recrutés. Entre 1983 et 1987, le nombre de contrats à durée déterminée a été multiplié par 1,8 et celui des stages par 4,8.

Au total, les « nouvelles formes d'emploi » représentent 20 % des emplois, dont 12 % de ceux des hommes et 31 % de ceux des femmes ; mais le pourcentage diminue de moitié si l'on exclut le travail à temps partiel qui serait « choisi », par opposition à celui qui serait « contraint ». Alors que le temps partiel regroupe 11,5 % de la maind'œuvre, la distinction devient toutefois de plus en plus difficile.

Il existe des vanantes selon les statuts. Au bout d'un an, en 1988, un staquaire sur quatre occupe un emploi stable contre pres d'un sur deux en 1985. En movenne, un stagiaire sur cing le reste ou passe dans un autre emploi précare l'année suivante (intérim ou contrat à durée déterminée) et un sur trois se retrouve au chômage. L'intérim favorise l'insertion puisque trois sur quatre ont toulours un emploi un an plus tard, mais la perspective d'obtenir un emploi stable diminue (33 % en 1988 contre 49 % il y a quatre ans).

a Du provisoire qui dure ». écrit l'INSEE qui note qu'un intérimaire sur cinq est au chomage l'année suivante. Le titulaire d'un contrat à durée déterminée s'en tire mieux. Un sur deux a un emploi stable l'année suivante, sans changement depuis 1985.

Cette formule s'apparente de plus en plus à une pénode d'essai prolongée, mais le risque de chômage est du même ordre que pour l'intérim. Deux activités. hôtellerie et réparation automobile, note l'INSEE, sont des secteurs de passage qui « accueillent des personnes auparavant inemployées et redistribuent vers d'autres secteurs une part impor-tante de leurs salariés ».

L'autre partie de la population touchée par les métamorphoses de l'emploi est celle des « nonsalariés » décrite par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), soit, hors agriculture, les travailleurs indépendants, non salariés, mais aussi les personnes qui sont leur propre employeur dans une société. En treize ans, de 1975 à 1988, leur nombre a augmente plus vite que l'emploi total (+ 16,4 % contre + 4 %).

Le nombre total des employeurs et des travailleurs indépendants, après s'être accru lentement (de 0,7 % par an) entre 1975 et 1985, augmente de 2,7 % par an de 1985 à 1988, observe le CERC. On deviendrait travailleur indépendant lorsque la conjoncture de l'emploi est mauvaise, faute de trouver un travail salané, ce qui serait le cas pour des jeunes ou des adultes licenciés. a Catégorie refuge », le travail independant comprendrait beaucoup de « malaré eux », mais aussi un bon nombre de faux independants, petits sous-traitants, très dépendants d'un chent qui s domine, quelquefois les employait auparavant.

En passant de l'industrie aux services, et en se modernisant. l'économie autonse la naissance d'activités exercées à fitre personnel, sur la base d'un savoirfaire spécialisé ou de compe-tences pointues. Ainsi pullulent les créations de cabinets de consultants ou d'audits oui totalisent la plus forte partie des augmentations d'emplois chez les cadres, alors même que les entrecités plutôt que de les intégrer en raison de leur recentrage profes-

L'industrie à la rescousse

Les services semblent essoufflés et créeront peu d'emplois dans les années à venir.

Par RÉMY PRUD'HOMME (*)

années, l'agriculture et l'industrie ont en France perdu des emplois. Beaucoup: près de 1,9 million entre 1978 et 1987. Dans le même temps, le secteur des services a créé des emplois. Presque autant : 1,6 mil-

La France est un cas limite, mais pas unique. Dans tous les pays, les emplois sont créés principalement ou uniquement dans les services. Aux Etats-Unis, où presque 18 millions d'emplois ont été créés pendant la même période, plus de 16 millions l'out été dans

La tentation de prolonger cette tendance lourde est forte. Presque tons les économistes y cèdent. Implicitement ou explicitement nous pensons que le développe-

U cours des dix dernières ment de l'emploi ne peut venir que des services. L'analogie avec le secteur primaire s'impose : le nombre des emplois dans l'agriculture a diminué de façon inexorable et continue depuis un bon siècle.

> Le nombre des emplois dans l'industrie va maintenant connaître une évolution semblable. Ce postulat est à la base de beaucoup d'actions, en matière de politique régionale ou de politique de formation, par exemple. Est-il pour autant bien fondé? Un retournement de tendance est-il conceva-

L'analyse détaillée de l'évolution du tertiaire montre que l'aug-

(*) Professeur à l'université de

mentation de l'emploi au cours des années passées a été concentrée dans cinq secteurs : les services non marchands, les services aux particuliers, les services marchands aux entreprises, les services de restauration et les services financiers, 94 % des emplois créés en France depuis 1978 l'ont été dans ces cinq secteurs. Ils sont tous fragiles. Pour des raisons différentes, l'augmentation du nombre des emplois dans ces secteurs est improbable.

Prenons les services non marchands. Ils sont essentiellement rendus par les administrations, centrales et locales, et sinancés par l'impôt. De la droite à la gauche, tout le monde est bien d'accord pour dire que la pression fiscale doit diminuer on, au pis, se

De plus, les salaires de la fonction publique sont devenus si bas que la qualité du recrutement s'effondre : et beaucoup pensent ou disent que notre pays se porterait mieux avec moins de fonctionnaires mieux payés.

(Lire la suite page 18.)

2e CYCLE ISG

PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989

Cycle national:

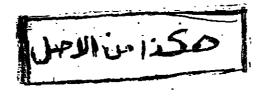
- 1º et 2º année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris 3° année d'insertion professionnelle progressive en
- entreprise.....
- Cycle multinational: • 1° année : enseignement de base et préparation

3º année : insertion professionnelle en entreprise

- internationale à Paris
- 2º année : enseignement à l'étranger Zone U.S.A. I.S.G./New York Zone ASIE: I.S.G./Tokyo - Chine - N.P.I.
- Dates du

concours: 17, 18 et 19 avril 1989 Date limite du dépôt des dossiers : 4 février 1989

Institut Supérieur de Gestion Etablissement libre d'enseignement supérieur-8, rue de Lota - 75116 Paris Tel: 45 53 60 00 - Minitel: 3616 ISG



Les puces et le chômage

E progrès technique crée-t-il du chômage ou des emplois? Le débat est ancien. Il remonte à la première révolution industrielle et à la révolte des canuts de Lyon. En Europe, il est largement idéologique. Il n'est pas sans intérêt de le poser au plan des faits, dans l'économie contemporaine.

L'examen en profondeur de trois économies-clefs conduit au diagnostic suivant : de 1973 à 1985, le progrès technique a créé chaque année 290 000 emplois au Japon, 960 000 emplois aux Etats-Unis... et 90 000 chômeurs en France, soit environ 1 million de chômeurs ел douze ans.

Première surprise : pourquoi la France est-elle dans une si mau-vaise posture ? Pourquoi à la même époque le progrès technique crée-t-il ici du chômage, là des emplois ?

Deuxième surprise : pour nombre d'économistes, plus le progrès technique est intense, plus la croissance est forte, plus l'emploi augmente. Or le progrès technique de 1973 à 1985, a été très fort au Japon, sort en France et saible aux Etats-Unis. En d'autres termes, il a crée beaucoup d'emplois dans le pays (les Etats-Unis) où il avait l'intensité la plus faible. On est en plein paradoxe.

Un double impact

Pour un industriel, le progrès technique, c'est clair, ce sont des innovations de procédé et des innovations de produit. Il en envisage automatiquement le double impact sur l'offre et sur la demande : impact des équipo-ments nouveaux, tels que les robots, sur la productivité; impact des produits améliorés ou, mieux, radicalement nouveaux, tels que les magnétoscopes, qui créent des besoins...

Toutefois le langage de l'industriel - ce micro-économiste - est ignoré des macro-économistes, les Ceux-ci, qu'ils soient keynésiens, néo-classiques ou marxistes, ignorent l'innovation de produit, qui touche notamment le consommateur final. Ils ne prennent en compte, dans leurs modèles, que l'innovation de procédé, qui accroît d'abord la productivité, et, après un long et complexe détour, la demande finale.

L'explication de la relation progrès technique-croissance par l'innovation de procédé est certes nécessaire, car elle prend en compte l'impact sur la producti- Japon a connu une croissance

vité, soit la productivité imputable au progrès technique. Mais elle est insuffisante, parce qu'elle sous-estime le rôle du progrès technique dans la genèse de la demande. Or il a un impact sur les quatre éléments de la demande finale : il y a des produits et services à forte densité technologique dans la consommation des ménages et des administrations, sous forme de voitures et de magnétoscopes, de scanners et de médicaments, de planches à voile et de deltaplanes...; il y en a dans l'investissement brut sous forme de machines et d'équipements; il y en a dans le solde du commerce extérieur sous forme de biens de consommation et d'équipement... La somme de tous ces produits et services à forte densité technologique constitue la demande imputable au progrès technique.

Cependant, revenous aux industriels. Quand, dans le milieu des années 80, Renault a robotisé ses usines (+ 15 % de gains de productivité), la demande stagnait (+ 0 %) et l'emploi chutait (- 15 %). Tout le monde comprend ce phénomène et l'admet : une croissance de la productivité sans croissance de la demande, c'est la chute de l'emploi et la montée du chômage.

C'est la même chose, en un peu plus compliqué, avec le progrès technique: une croissance de la productivité imputable au progrès technique supérieure à celle de la demande imputable au progrès technique, c'est la chute de l'emploi, lié au progrès technique qui crée alors du chômage. Dans le cas inverse, il crée des emplois.

Ainsi on a l'équation : taux de croissance de la demande imputable au progrès technique moins taux de la productivité imputable au progrès technique égale taux de croissance de l'emploi lié au progrès technique. De cette équation, on déduit trois règles : pour que le progrès technique crée des emplois, il faut que cette différence soit positive; pour maximiser l'emploi créé par le progrès technique, il faut maximiser cette différence : ensin, l'intensité du progrès technique ne rentre pas nécessairement en compte quand il s'agit de maximiser l'emploi qui lui est lié. Un pays à progrès technique très fort (le Japon), pourra créer moins d'emplois qu'un pays à faible progrès technique (les Etats-Unis), si la sameuse dissérence est plus forte dans le second

Sur la période 1973-1985, le

Le progrès technique a créé... un million de chômeurs, faute d'inventer de nouveaux produits

Par BERNARD RÉAL (*)

forte (+ 3,8 % par an), où le progrès technique a joué un rôle décisif. La croissance de la demande imputable au progrès technique a été très forte, un peu plus que celle de la productivité imputable au progrès technique. La différence entre ces deux variables a été positive : des emplois ont donc été créés, certes moins qu'aux Etats-Unis, mais le résultat a représenté tout de même 70 % des emplois créés et contribue à expliquer largement le faible taux du chômage japonais.

La voie royale

Une des forces du Japon a été d'industrialiser la production de biens radicalement nouveaux destinés à la consommation (magnétoscopes, disques compacts...) et à l'équipement (robots, ateliers flexibles...). Maîtrisant la filière électronique, il les a fabriques en masse et à bas prix, inondant le marché national, puis mondial, où il a très souvent disposé d'une avance technologique absolue. Voilà une voie royale, génératrice de forte croissance et aussi d'un peu d'emplois. La seule filière magnétoscopes - de la recherche à la commercialisation - n'a-t-elle pas représenté 200 000 emplois

Aux Etats-Unis, de 1973 à 1985, le progrès technique a joué un rôle très limité dans la croissance, qui a été par ailleurs modeste (+ 2,5 % par an). La progression de la productivité imputable au progrès technique a été quasiment nulle, du fait, entre autres, de la désindustrialisation et du développement massif des services (à faibles gains de productivite).

En revanche, la croissance de la demande imputable au progrès technique a été réelle, quoique modeste. Au total, la différence entre les deux variables-clefs a été positive et relativement forte. Résultat : le progrès technique a créé beaucoup d'emplois, la moitié de l'ensemble des emplois créés dans le pays.

Cette performance est certes largement liée au développement massif des services qui sont peu exposés à la concurrence internationale. Mais il n'en est pas de

tion, menée depuis quinze ans à coup d'investissements de rationalisation plus que de capacité, a concerné le mode de production. guère le mode de consommation. Elle a accru la productivité imputable au progrès technique plus que la demande imputable au progrès technique, ce qui a créé du chômage.

vations de procédé, c'est moins de la France a été soumise à une compétitivité, ce sont des diffidure contrainte externe, qui exicultés pour la balance des paie-En France, un assez grand nombre d'innovations de procédé sité technologique. se sont diffusées dans l'économie

de 1973 à 1985. Cette modernisa-(*) Chercheur au CNRS-université

Ce sout là cinq handicaps

geait des innovations de procédé et des gains de compétitivité. Elle a peu développé la consommation de produits et services à forte den-

Contrairement aux Etats-Unis.

Contrairement au Japon, elle n'a acquis qu'exceptionnellement une avance technologique, fût-elle relative. Elle a en outre modernisé

son outil de production sans moderniser son mode de consommation. Enfin, elle a renonce à une politique modérée de croissance quand ceci était possible. c'est-à-dire à partir de 1985.

lourds, à l'origine d'une situation grave mais non insurmontable. 11 n'y a pas de fatalité. La mise en place par l'Etat comme par les firmes de politiques appropriées et complémentaires dans les domaines technologiques, industriels et économiques est nécessaire. Rien n'empêchera le progrès technique de créer 500 000 à 1 million d'emplois dans les dix ans à venir. L'étranger a fait beaucoup mieux. Il nous montre

L'industrie à la rescousse

(Suite de la page 17.)

même dans l'industrie : c'est là

que le bât blesse, car peu d'inno-

Il semble donc difficile de croire que le nombre des emplois dans les services non marchands puisse augmenter dans le futur aussi vite que dans le passé.

Le cas des services marchands aux particuliers - des agences de voyages aux cabinets de kinésithérapeutes - est peut-être plus promet-teur. La demande de ces services augmente avec le revenu, et en particulier le revenu des ménages les plus aisés. Si le revenu augmente, et si les inégalités se perpétuent, ce sous-secteur dans lequel les progrès de productivité sont lents continuera sans doute à créer des emplois. On notera cependant qu'il n'en a guère créé aux Etats-Unis au cours des années récentes, ce qui est un signe inquiétant

Les services marchands aux entreprises - agences d'intérim, cabinets de consultants, entreprises de nettoyage, etc. - ont sans doute un bel avenir devant eux. Mais il y a quelque abus de langage à opposer la croissance de l'emploi dans ces secteurs au déclin de l'emploi dans l'industrie (et l'agriculture). En grande partie, il s'agit de l'avers et du revers d'une même médaille. Les processus de production des biens se complexifient et se dissocient.

Les entreprises industrielles se spécialisent et sous-traitent des pans entiers de leurs activités traditionnelles à des entreprises classées entreprises de services. En fait, on pourrait tout aussi bien considérer les emplois de ces services marchands comme des emplois industriels. La croissance de l'emploi dans ce secteur ne résulte pas d'un changement dans la structure de la demande, mais d'une modification dans la structure de l'offre.

Les emplois dans les cafés, hôtels et restaurants ont augmenté. La raison en est principalement l'augmentation du nombre de femmes oui travaillent, et de ce fait ne peuvent pas faire à déjeuner et veulent moins faire à diner. Mais un tel phénomène est par définition temporaire. A partir du moment où toutes les femmes travaillent, le nombre de femmes qui travaillent n'augmente plus, et le nombre des emplois dans les restaurants non plus.

Il en va de même pour le secteur financier - banques, assurances, location, - qui a créé des emplois dans les années passées. Là encore, on pent se demander si le phénomène n'a pas été engendré par un changement qui ne se reproduira plus : la « financiarisation » de notre économie. Beaucoup la considérent déjà comme excessive. Peu pensent qu'elle va se poursuivre. De plus, on a ici affaire à un secteur où les progrès de productivité sont rapides, et déjà engagés, ce qui exerce une pression à la baisse sur le nombre des

Le vrai marché-

A des degrés divers, et pour des raisons différentes, les secteurs qui ont porté la croissance du terdans les années passées apparaissent donc essouffles, et peu créateurs d'emplois pour les années à venir. D'autres secteurs tertiaires, comme les transports ou les commerces, qui n'ont guère engendré d'emplois au cours de la dernière décennie, prendront-ils le relais? Ne serait-il pas plus sûr de compter davantage sur l'industrie? On peut peut-être penser, et on doit sans doute souhaiter, que l'industrie française va prendre la relève des services en matière de création d'emplois.

La demande des biens fabriqués par le secteur industriel ne diminue pas. Elle ne diminue pas modifie rapidement. Elle diminue est le vrai marché des entreprises

françaises. La France va donc produire de plus en plus de biens. Si nous voulons rééquilibrer notre balance commerciale, il va même falloir augmenter cette production rapidement, plus rapidement que notre consommation.

Pour que cette augmentation de production se traduise par une augmentation de l'emploi industriel, il faut - et il suffit - qu'elle soit plus importante que le progrès de la productivité du travail. Ce progrès est certainement désirable, mais il n'est que l'un des moyens du maintien ou de l'amélioration de la compétitivité - oui est ce qui conditionne tout le reste. Les autres moyens sont l'augmentation de la productivité du capital, le fremage des coûts salariaux, le développement de l'innovation, la maîtrise de la qua-

On peut garder on gagner des parts de marché sans débancher. C'est ce que l'Italie ou les Etats-Unis ont fait, sans parler du Japon. La raison en est que la concurrence internationale est de plus en plus une concurrence qui se fait sur les produits, et pas seulement sur les prix. Licencier permet de serrer les coûts, mais pas d'inventer des biens nouveaux.

11 Tab. 12 April 1

1000 日本

Agranda Mary

n 1000/2000

MS REVENEZ

LACHAS ITEMATICA

The second second

P. Contraction of the Property of the Property

the state of the s

Red (4 = 2 2 % + 130 84 9 € €

ing dot set tres

TITUNISIE !

STATE OF STA

100 m

Les débauchages massifs qui sont intervenus dans l'industrie française étaient peut-être nécessaires (à moins qu'ils n'aient été le prix de l'incapacité des dirigeants économiques, syndicaux et politiques français à abandonner assez vite les secteurs et les produits condamnés, et à en inventer de nouveaux); mais ils ne sont pas une fatalité pour l'avenir. Après tous ces dégraissages, en France si on la mesure à prix l'industrie française doit être en constants, même si sa structure se forme, et tout en muscles. En faisant de l'exercice, elle peut prenencore moins dans le monde, qui dre du poids - créer des emplois sans prendre de graisse.

HUMEUR

Les exclus du banquet

ANS l'euphorie de la croissance économique retrou-vée et au milieu du vacanne que font les différents corps de métier pour réclamer leur juste part, il est une population que l'on n'a pas beaucoup entendue jusqu'ici. Forte de deux millions et demi d'âmes, elle égale pourtant le nombre des fonctionnaires et dépasse de loin les effectifs de ces services dits publics qui ont occupé avec tant de véhémence la devant de la scène.

Autrement plus défavorisée et déconsidérée que ces demiers, pour autant que ceux-ci le soient réaliement, elle a maiheureuse-ment l'énorme tort, dans notre microcosme socio-politique, qui ne réagit qu'au son des lobbies et des organisée, de n'avoir aucun portede tout levier d'action. C'est l'immensa cohorte des chômeurs.

A observer le spectacle des surenchères catégorielles et des revendications salariates, les mandeurs d'emploi pourrai néanmoins être saisis d'un fameux haut-le-cœur et le faire savoir, s'ils en avaient le moyen. Certes, leur situation est bien triste, dira-t-on, mais quel rapport entre leur probleme et la légitime radistribution des fruits de la croissance au profit des travailleurs?

Le rapport, c'est celui qui existe directement entre les salaires et l'emploi, entre l'accroissement du pouvoir d'achat et celui du chomage. Ce rapport, en raison d'un consensus implicite fondé sur on ne sait quels tabous, est complètement passé sous silence dans les débats actuels. Et pourtant, ces augmentations généreuses que demandent les salariés au nom du retour à la croissance, ce sont forcément des salaires que les chômeurs n'auront pas. Il faudra bien, s'ils les obtiennent, les ser par des embauches en

Par FRANÇOIS THIOT (*)

moins ou des déflations supplémentaires d'effectifs.

La croissance permettrait toutes les audaces ? Avec 3 % de croissance, on peut augmenter de mais certainement pas les deux à la fois. Il faudrait 6 % de croissance pour ce faire, et pas 3 %, ce qui est à la portée de n'importe quel porteur de pancarte pourvu d'un minimum de bonne foi.

L'exemple américain

Trop simple, voire simpliste? Que l'on prenne donc seulement la peine de jeter un coup d'œil sur les statistiques économiques cou-vrant les dernières décennies, qu'il s'agisse des années glorieuses ou des années de crise. On constatera qu'en France, en Allemagne tédérale, au Royaume-Uni, en Ita-lie, et d'une manière générale en Europe, les salaires reels ont progressé comme le PIB, mais l'emploi a stagné continument

Aux Etats-Unis, au contraire, c'est le salaire moyen qui se traîne (+ 14 % en seize ans contre + 57 % pour la croissance économique) et c'est l'amploi qui, excentionnellement et à la différence de tous les autres pays, augmente structurellement et de manière spectaculaire (+ 35 % depuis 1970, +61 % depuis

Dernier exemple : seule en Europe, l'Espagne a vu son emploi s'effondrer littéralement à partir de 1974 (- 14 % entre 1974 et 1983). Seule également, elle s'est permis de voir croître ses salaires réels d'un taux largement supé-rieur à celui de son PIB pendant la même période : + 28 % contre

(*) Economiste.

+ 13 %, soit un excédent exacte ment opposé à son déficit d'emploi.

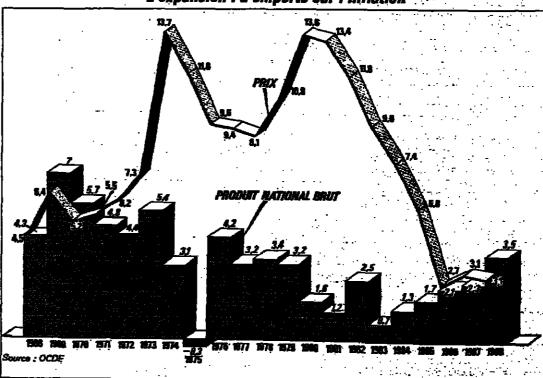
Se refusera-t-on après cela à admettre que la masse salariale ne peut croître durablement plus vite sert à augmenter le pouvoir d'achat, elle ne peut simultanément permettre l'embauche? Pour un chef d'entreprise, une telle constatation relève de la trivialité. Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne s'applique pas également au pays tout entier : les statistiques économiques en font foi de manière éclatante.

Aussi, tant que la courbe de l'emploi ne se sera pas vigoureuse-ment redressée – et il faut qu'elle le fasse de 20 % d'ici à 2005 si l'on veut éviter d'atteindre à cette date les quatre millions et demi de chômeurs en France, - voilà ce qu'il faut dire à ces agents publics qui se sentent mai aimés et du privé qui, discrètement et sous le couvert de primes et d'intéressements divers, sont en train de festoyer en l'honneur du retour de la croissance : ces fruits de la croissance que vous empochez allégrement, ce sont les fruits que les chômeurs n'auront pas, ce sont les salaires des fins de droits, des longues durées et des restruc-

Le pouvoir d'achat ou l'emploi. la rigueur ou quatre millions et demi de chômeurs, voilà un discours simple et direct, propre à placer chacun devant ses responsabilités. Mais l'emploi, malgré toutes les professions de foi, est-il vraiment LA priorité pour tout le monde ? Et face à tous les lobbies qui, syndicats ou coordinations en tëte, se pressent à la table du banquet et sont prets à tous les chantages pour y participer le plus largement possible, que pesent les chômeurs inorganisés et sans droit

BALISE

L'expansion l'a emporté sur l'inflation



Pour la première fois dépuis 1970 - et pour la troisième seulement en vingt et un ans, - la croissance du produit national brut français a été, en 1988, supérieure à la bausse des prix à la consommation. Depuis 1968, le cas ne s'était produit que deux fois, en 1969 et 1970 ; mais au cours de ces années, et jusqu'en 1973, la croissance était plus forte (+ 5,3 % en moyenne) et l'inflation plus vive.

Pais, après le premier choc pétrolier, et jusqu'au second, l'expansion se situa à un palier nettement infé-

rieur (+ 2,8 %), alors que les prix flambalent : ce fut, seion une expression excessive, la « stagilation ». De 1980 à 1985, la France subit la cure de l'austérité avec une très faible croissance (+ 1,5 %) et une clute de l'inflation. Est-ou maintenant entré dans une nouvelle période de six ans, avec une expansion — dont le taux correspond d'ailleurs à la moyenne de ces vingt et un ans (3,1 %) - voisine de l'inflation ? il semble en tout cas difficile, compte tenu de la conjoncture mondiale et des structures nationales, de faire beaucoup mieux.



Il ne faut pas faire payer les machines

Des cotisations sur le capital technique freineraient les investissements et nuiraient à la sauvegarde des emplois

par ALAIN EUZEBY (*)

ES ressources consacrées au financement de la protection sociale représentent des sommes considérables (de l'ordre de 25 % à 30 % du produit intérieur brut dans la plupart des pays de la CEE). Elles proviennent pour l'essentiel, mais dans des proportions très différentes seion les pays, du produit général des impôts et de cotisations assises sur les revenus professionnels, en particulier sur les salaires.

Comment modifier les modalités de financement dans la perspective de les rendre plus équitables, plus savorables à l'emploi ou mieux adaptées à la nature et aux modulités d'attribution de chaque prestation? Quelles décisions doivent prendre les pouvoirs publics. pour faire face à la tendance spontanée - c'est-à-dire à législation inchangée - des dépenses à augmenter plus rapidement que les recettes permettant de les **financer?**

1USS#

Un chômage technologique

En réponse à ces deux questions, qui se posent dans tous les pays européens, la solution consisiant à - faire payer les machines - est parfois présentée comme une mesure séduisante; mais, si elle peut l'être, ce n'est qu'en apparence. Par rapport aux cotisations des employeurs, qui ne sont assises que sur les salaires et. par conséquent, ne pèsent que sur l'utilisation du facteur travail et affectent particulièrement les entreprises qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre, elle présenterait l'avantage de réaliser un certain rééquilibrage puisqu'elle porterait sur l'autre grand facteur de production, le capital technique, et peserait davantage sur les entreprises qui sont très mécanisées.

En outre, dans une période de mecanisation, d'informatisation et de robotisation rapides de la production, il s'agirait de tirer parti. pour le compte de la protection sociale, des conséquences d'un progrès technique qui ne lui est guère (avorable puisqu'il incite les entreprises à remplacer des travailleurs par des machines et comporte un risque de chômage tech- (actionnaires, salariés ou consomnologique. D'où l'idée de frapper mateurs) qui supportent, en der- sité Grenoble-II.

également les machines en instituant des cotisations assises sur les investissements, les amortissements ou l'actif net des entre-

Toutefois, une telle mesure comporterait plus d'inconvénients que d'avantages. D'un point de vue économique, elle freinerait l'investissement et la modernisation, alors que ceux-ci sont indispensables à la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire à leur capacité à affronter avec succès (développement des exportations et résistance aux importations) une concurrence internationale oui est de plus en plus vive. Face à cette concurrence, les relations entre investissement et emploi doivent être considérées en termes de complémentarité plus que d'opposition car, même lorsqu'ils se traduisent par des licenciements (que l'on pourrait d'ailleurs souvent éviter à condition de leur substituer de véritables mesures de partage du travail), les investissements permettent de sauvegarder des emplois.

Il y aurait en tout cas contradiction à vouloir instituer des cotisations sur les machines alors que, par ailleurs, on cherche, grace à de nombreuses mesures d'encouragement, fiscales ou financières, à l'avoriser la modernisation des entreprises. De plus, si les entreprises qui utilisent beaucoup de machines et peu de main-d'œuvre supportent effectivement peu de charges sociales, elles ont par contre à faire face à des frais plus importants d'énergie ainsi que d'entretien et de renouvellement de leur matériel.

D'un point de vue logique, on remarquera que, si les machines ne rapportent rien aux organismes de protection sociale, elles ne leur coûtent rien non plus. Elles ne bénéficient pas de prestations d'assurance-maladie lorsqu'elles sont en panne, ni de pensions de retraite lorsqu'elles sont mises au

En France, l'idée de faire payer les machines pour frapper à travers elles les entreprises les plus puissantes ne peut guère non plus être retenue car, en fait, ce sont toujours des personnes physiques

des cotisations et des impôts payés par les entreprises. Dans la mesure où des cotisations sur les machines seraient répercutées dans les prix de vente ou se traduiraient par une freinage des rémunérations versées aux salariés, elles n'auraient pas un impact aussi juste que ce que laissent entendre les propositions en faveur de cette formule.

Pour répondre aux questions soulevées par le financement de la protection sociale, il conviendrait plutot de s'orienter dans les deux directions suivantes.

La contribution des ménages

Chaque fois que des cotisations servent à financer des prestations qui n'ont pas pour but de compenser une perte de revenu professionnel (prestations familiales, soins médicaux, pensions versées aux personnes ágées indépendamment de la durée et des revenus de leur vie active), le recours progressif à un financement sur le produit général des impôts serait sans doute mieux adapté en l'absence de tout lien entre les prestations versées et les revenus professionnels de leurs bénéfi-

Dans une situation économique où l'emploi est de plus en plus dépendant de la compétitivité des entreprises, il serait sans doute préférable de faire supporter par les menages la plus grande partie des ressources supplémentaires à mettre en œuvre. Cela consisterait à arbitrer en faveur de la protection sociale, au détriment de la progression du pouvoir d'achat des revenus - gagnés ».

Bien que les populations des pays de la CEE, en particulier les Français, soient très attachés à la sauvegarde de leurs systèmes de protection sociale et de leurs d'insertion (RMI) n'entend pas acquis sociaux, une telle option devrait être assortie d'un véritable effort d'information.

Il s'agirait de mieux faire prendre conscience aux individus des impératifs de la solidarité, ainsi que des économies que leur fait réaliser la protection sociale en prenant en charge la majeure partie de leurs frais médicaux, en leur évitant d'assurer eux-mèmes l'intégralité des charges de leurs parents retraités ou en les aidant à faire face à leurs obligations financières en cas de maladie. d'invalidité ou de chômage...

Le RMI, un bouche-trou...

Sans une politique active de la formation, le revenu minimum d'insertion ne sera qu'une formule d'assistance améliorée

par CHANTAL EUZEBY (*)

d'un revenu minimum garanti comme l'ont fait avant elle la plupart des pays européens. Il n'y a plus que l'Ita-lie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui n'en disposent pas encore au sein de la Communauté européenne. A-t-elle fait preuve d'originalité?

On aurait pu a priori le penser compte tenu des nouvelles contraintes économiques et sociales qui pèsent sur l'avenir financier de la protection sociale et qui sont bien dissérentes de celles que connaissaient nos voisins au moment de la mise en œuvre de leur disposițif : mis à part le Luxembourg dont la création du revenu minimum date de 1986, les expériences européennes en cours sont antérieures à la crise, la Belgique se situant à la charnière avec son - minimex créé en 1974.

Un édifice complexe

En fait, la France se situe dans la ligne de ce qui existe chez ses partenaires avec les risques de se heurter aux mêmes problèmes qu'eux, mais avec l'inconvénient supplémentaire d'avoir introduit un peu plus d'opacité dans un édifice social déjà plus complexe qu'ailleurs.

Sur le plan de la nature de la prestation, il s'agit ici aussi d'un minimum complétif, et non pas substitutif: le revenu minimum remplacer les autres prestations sociales comme le proposent les partisans de l'allocation universelle ou de l'impôt négatif, mais seulement les compléter lorsqu'elles sont trop faibles ou inexistantes. Comme ailleurs, il s'inscrit dans la logique des régimes d'assistance et d'aide sociale et présente à peu près les mêmes caractéristiques.

Le RMI est de « type » universel, sans pour autant s'appliquer à toute la population puisque certaines personnes peuvent en être exclues, notamment les jeunes de

A France vient de se doter bas, à l'exception du Luxembourg, où elle est fixée à trente ans : vingt et un ans en Belgique. dix-huit ans au Danemark, dixhuit ans désormais pour les jeunes chômeurs au Royaume-Uni... II ne correspond pas véritablement à un droit à la solidarité puisque les organes gestionnaires ont un pouvoir d'appréciation non négligeable dans l'examen des contreparties au moment du renouvellement de la prestation

> Le principe du rejet ou de la réduction de la prestation pour motif de non-acceptation d'emplois offerts, d'absence de recherche d'emploi ou de défaillance dans le suivi de la formation proposée s'applique bien qu'à des degrés divers dans plusieurs pays (Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg) et constitue, dans certains cas, un moven de maîtriser l'évolution financière du dispositif. On peut craindre une pareille évolution dans le cas français, dans la mesure où les dépenses à financer risquent de dépasser les prévi-

> Tel qu'il est conçu, le revenu minimum d'insertion se démarque de la formule néerlandaise, qui est de loin la plus généreuse, et du système britannique, qui se distingue par son rôle, devenu central, dans le système de protection sociale (plus de 4.5 millions de bénéficiaires de l'allocation complémentaire, soit 8 % de la population, sans parler des bénésiciaires du supplément familial.) se rapproche du «minimex» belge à la fois par le niveau de la prestation (ce qui est perdu au titre des allocations familiales qui s'ajoutent au minimex en Belgique est en gros compense par les possibilités de cumul partiel avec l'aide au logement en France) et par la fonction marginale qu'il doit jouer dans l'ensemble de la couverture sociale (3 % de la population totale concernés en France, 1 % environ en Belgique).

Ouant à la portée et aux limites de la mise en œuvre, le RMI devrait rencontrer les mêmes problèmes que ceux observés à (*) Maître de conférences à l'univer. | moins de vingt-cinq ans. En l'étranger, à savoir : un niveau Europe, la « barre » se situe plus trop modeste de la prestation, sité Grenoble-II.

dans le but notamment de maintenir un écart par rapport au SMIC : un exercice insuffisant du droit à la prestation de la part des bénéficiaires potentiels, lui-même du au caractère rebutant des démarches à réaliser face à la lourdeur administrative du système social et à la difficulté de dissur l'information auprès des plus démunis (30 % environ des allocataires potentiels restent en dehors du dispositif dans plusieurs pays); l'aspect trop exclusivement monétaire de la prestation et l'insuffisance des mesures d'accompagnement permettant d'assurer le suivi social et l'insertion professionnelle.

L'heure des urgences

Sans une politique active de l'emploi et de la formation capable de proposet des emplois à ceux qui sont professionnellement insérables, sans la mise en œuvre de moyens financiers importants. le revenu minimum d'insertion ne sera pas plus qu'une formule d'assistance améliorée. Il sera tout au plus un moyen de freiner ou de reculer l'évolution vers une société duale dans laquelle les plus démunis parmi les pauvres seront inexorablement exclus.

On peut déplorer qu'une fois de plus on ait privilégié la solution bouche-trou >, alors qu'une restructuration de l'ensemble du système de la protection sociale s'impose, d'une part pour en accroître la rationalité et l'efficacité à plus long terme; d'autre part, pour en faciliter l'accès aux plus démunis à l'heure où les urgences sociales se manifestent. Pourquoi, par exemple, laisser subsister l'allocation de parent isolé, alors qu'elle a fait la preuve de son inefficacité au regard de l'insertion des personnes concer-

Pourquoi continuer à verser des allocations familiales à toutes les familles et ne pas les réserver aux ménages à revenus modestes ? Pourquoi ne pas supprimer l'allocation de solidarité spécifique », alors qu'elle fait désormais double emploi avec le revenu minimum? Pourquoi ne pas affecter les fonds de l'action sociale des caisses prioritairement à la pauvreté, quitte à les financer totalement ou partiellement par l'impôt?

(*) Maître de conférences à l'univer-

VOUS REVENEZ DE TUNISIE ?

Ce beau livre est un très beau livre. G. SALACHAS (Télérama)

Vous revivrez vos souvenirs dans Tunisie, ma mémoire d'enfant, un album de Joël Cuénot, qui se souvient de sa jeunesse dans un pays retrouvé après trente années d'absence.

Un album de la collection les sentiers imaginaires, en vente chez votre libraire. A défaut, téléphoner au (1) 45 07 18 11 (repondeur).

Les sentiers imaginaires, des livres inclassables.

LIBRAIRIE INTERNATIONALE 82. rue Bonaparte. PARIS VIº

Metro: Saint-Sulpice HISTOIRE - ARCHEOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS

Livres neids - Livres anciens Catalogue bissestriel

Envoi sur simple demande

REGIONALISME

orientations

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratultement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement). M. - Mme - Mile_____

Code postal

Niveau d'ébudes actuel

Classas Préparationes
Grandes Ecoles Commerce, Gestion
Ecoles à Vocation Internationalle
Vente, Commerce, Gestion Distribution
Grandes Ecoles Scientifiques
2º Cycle de Gestion
Administration failitaire : Commissariets
Architecture
Architecture d'inférieur
Arts Graphiques
Assurances
8º 8º 8º Automobile
Communication
Communication dans l'Entreprise
Communication Publicité
Communication Publicité
Communication Audiovisuelle
Compabilité
Danse
Design Design Industriel
Controlle Service Normale
Cours par Correspondance 878
Cours par Correspondance 579
Cours par Correspondance 5 sences Po

Gestion Financière
Gestion du Personnel
Trobelleris-Restaurapor
Immobilier
Informatique
Ingenieur Chimiste Journalisme Logistique Production Maintenance d'Ordina Marche de l'Art

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330 Palais des Congrès - Paris - 31 janvier, 1-2-3 février.



LA SEMAINE EUROPEENNE **DU MARKETING DIRECT 1989**

CRÉE L'ÉVÉNEMENT

"Rencontrez les spécialistes et découvrez les nouvelles techniques du Marketing Direct"

Téritable locomotive du dévelop- que ses formes. Accompagnant l'impement des entreprises, le des marchés européens. Conquête, Marketing Direct devient, en 1989, la

fidelisation, reactivation de clients, créa-Réservations instantanées tion de trafic, optimisation des tournées des vendeurs, stimu-

lation de la force de vente, action sur les prescripteurs... mais aussi télématique, video, television, base de données, mailing, marketing téléphonique, couponning, cartes de fidelité, cartes d'achat, clubs, parrainage..., les objectifs du Marketing Direct sont aussi divers

pressionnante percée du Marketing Marketing Direct part à l'assaut Direct, la 8º Semaine Française du

Semaine Européenne du Marketing Direct. Sur 5000 m2 et 3 niveaux d'exposition du Palais des Congrès,

plus de 280 exposants européens, représentant toute la profession, vous accueilleront. Plus de 15 conférences gratuites et 35 séminaires spécialisés vous permettront d'acquérir les connaissances indispensables dans les domaines de votre activité.

Quand les PDG font du "Direct" un objectif prioritaire. "L'Europe sons frontières, c'est pour demain. Alors comment proliter du marché unique pour developper votre entreprise à l'étronger?" La réponse des PDG tient en deux mots: "Marketing Direct",

une nouvelle technique de vente fondée sur une relation personnalisés, durable et contiante avec les clients et prospects. AUDE DE THURN Presidente du Groupe ADT 4, rue de Commaille

75007 Paris

La chronique de Paul Fabra

AUT-il rémunérer les comptes de chèques ? On aurait pu croire cette question indirectement écartée pour une période indéfinie après la peu reluisante querelle du mois de septembre dernier sur les cartes de crédit et la tarification des services bancaires, actuellement randus gratuitement en France, dont, précisément les paiements par chèques

Un des arguments sur lesquels butent les banques pour feire admettre le chèque payant par le public est que celui-ci leur confie des dépôts gratuitement. Un avantage en valant bien un autre, à partir du moment où les banques se sont vu refuser par le ministre le droit de facturer librement leurs services, il semblait entendu que le statu quo allait se prolonger pour encore un certain temps. Or cela pourrait bien ne pas être le cas.

La doctrine des pouvoirs publics a beaucoup évolué depuis quelques mois. Les professionnels avaient déjà pu s'en apercevoir, et pour beaucoup d'entre eux s'en inquiéter, à l'occasion d'une convention organisée le 30 novembre demier par l'Association française des banques (AFB) sur le thème « Les perspectives ouvertes par l'évolution du systèrne de paiement français ». Les participants parlaient surtout technique, celle-ci étant en train, grâce aux progrès de l'électronique, de faire franchir une nouvelle et particulièrement spectaculaire étape dans la « dématérialisation » des moyens de paiement.

Cependant, après avoir lui-même largement brodé-sur; ces changements accélérés, le sous-gouverneur de la Banque de France, Philippe Lagayette, profita de l'optimisme général suscité per ces transformations (et les nouvelles possibilités de profit qu'elles offrent) pour remettre sur le tapis le dossier qu'on croyait provisoirement enterré. « Il est, à terme, souhaitable et inévitable que l'on substitue à [la] double interdiction une double liberté », déclara-t-il (le Monde du 2 décembre 1988). Ces propos n'étaient pas du goût de tous ses auditeurs.

Pour de nombreux banquiers, et notamment pour la plupart des dirigeants (pas tous, en effet) des grandes

* Nombreuses pages

d'offres d'emploi

« Accélérez votre carrière

OFFICE DE PROMOTION DE L'ÉDITION FRANÇAISE

dans la distribution et le marketing »*

Faut-il rémunérer les comptes de chèques ?

hanques qu'on continue à appeler « de dépôt » (quoiqu'elles fassent bien d'autres choses), il est certes grand temps de lever l'interdiction de tarifier les chèques, mais ils considèrent que, contrairement à ce que s'imagine un vain peuple, dont les préjugés semblaient ainsi recevoir une sorte de consécration officielle, cette liberté réclamée incessamment n'en appelle pas une autre. L'interdiction de rémunérer les comptes à vue devrait être maintenue, car elle s'explique pour des raisons qui lui sont propres et qui tiendraient aux « spécificités » du « système bancaire français », comme se plaît à dire l'AFB.

D'un avis contraire sont évidemment les établissements dits financiers ou spécialisés: ceux qui ne recoivent pas et n'ont pas le droit de recevoir des dépôts à vue. Eux ne bénéficient d'aucune ressource gratuite. Ils sont de plus en plus enclins à dénoncer l'état de choses existent parce que les banques classiques leur disputent désormais la clientèle sur le marché hautement lucratif du crédit personnel et du crédit à la consommation. Les conditions de la concurrence ne sont pas égales, disent les établissements financiers spécialisés.

Ce qui a le plus contribué à l'assouplissement de la position de la Banque de France (laquelle, toutefois, ne veut pas brusquer les choses) est que notre pays est de plus en plus isolé dans son interdiction. Depuis dix ans. les Etats-Unis ont déréglementé. L'Espagne l'a fait depuis avril 1987 : dans le climat actuel de la péninsule, cela s'est traduit par une compétition un peu folle entre les banques pour attirer les clients, mais ceux-ci se portent mieux et celles-là pas plus mai. C'est maintenant le tour de la Grande-Bretagne d'emprunter ce chemin. En Allemagne, les comptes à vue sont en général rémunérés, à des taux très faibles, de l'ordre de 0.5 %. Le cartel bancaire germanique veille à ce que les choses se passent calmement : c'est du moins ca que l'on dit en France. On

ajoute que, chez nous, la prohibition n'a pas toujours été en vigueur. Elle n'a été introduite qu'à une époque relativement récente : en juin 1967.

A quoi les banques de dépôt répondent que dans aucun autre pays d'Europe l'épargne liquide ne trouve des placements plus rémunérateurs qu'en France. Cela est dû à l'essor sans égal qu'y connaissent SICAV et FCP (fonds commun de placement). Ce n'est pas sur la non-rémunération des comptes à vue, justifiée précisément par l'excellence des débouchés alternatifs offerts à l'épargne liquide, que se jouera 1993.

Laissons là cette querelle : elle oppose des intérêts beaucoup plus que des thèses. Cependant, parmi les reisons avancées par les tenants du statu quo, il en est une qui a toutes les apparences d'un vrai argument, je veux dire, susceptible de tenir le coup quelles que scient les circonstances. Il consiste à dire ceci : puisque les comptes à vue mobilisables par chèques font partie de la masse monétaire dans sa définition la plus stricte (M1), on doit en tous points les assimiler aux billets de banque, avec lesquels ils sont amalgamés dans les statistiques. Or un billet de banque ne porte pas intérêt. Cela tient à sa nature de monnaie, c'est-à-dire d'instrument capable, en vertu de son pouvoir libératoire, d'éteindre définitivement une dette sans en créer une autre immédiatement. Seule une créance est susceptible de rapporter un intérêt.

ISONS-LE tout de suite : si l'assimilation dont il s'agit était légitime, il faudrait y regarder à deux fois avant d'envisager de rémunérer les comptes de chèques. Reste à savoir si ces derniers, actifs liquides, s'il en est, peuvent être regardés comme l'équivalent de la liquidité absolue à quoi correspond la monnaie. A cette question, il convient, me semble-t-il, de répondre par la négative, et cela d'abord pour des motifs tirés de l'expérience (non de la théorie).

Le nouveau

d'actualités

distribution

Chaque vendredi, 9 F

chez votre marchand

de journaux

Le Monde

SCIENCES

ET MÉDECINE

journal

de la

ABONNEZ-VOUS

au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéros)

et régisses les sommes de 50 % ser le prix ou necéte
OUI, le régionne à CASH MARKETING ou prix de 195 f. le recents donc les 43
Cost Helida, le régions, allansonment, à récession de terre formation de le 195 f.

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1980

Comme l'ancienne lettre de change. le chèque, qui en dérive, sert à économiser l'usage de la monnaie par des transferts de créances. Il est si vizi qu'un compte à vue est une créance sur une banque qu'on a dû se demander ce qui se passerait en cas de faillite. En l'espace de quarante ans. On a connu en France vingt et une défaillances de (petites) banques, dont neuf au cours des treize demières années. Le plus extraordinaire est que le dispositif de garantie, sur l'axistence duquel le public samble bien n'avoir aucun doute - un sondage sur ce sujet serait sans doute très instructif, - est, en ca qui concerne les banques proprement dites, des plus minces. Sur quoi repose aiors la confiance du public ? La réponse à cette question en dit elle-même très long sur les réalités du « système français » et sur le chemin qu'il lui reste à parcourir pour aboutir à un minimum de transparence et de cohérence. Voyons les choses de plus

Dans l'état actuel des choses, la garantie des dépôts bancaires n'est juridiquement assurée que par des engagements de solidarité conclus entre les
membres de l'AFB. Chacun d'eux
consent par avance qu'un certain droit
de tirage puisse s'exercer contre lui pour
le cas où il faudrait procéder aux remboursements des fonds déposés dans
une banque adhérente tombée en règlement judiciaire.

Encore la garantie par déposant estelle limitée à 400 000 francs tandis que le total des sinistres est platonné à 200 millions de francs par an. Même si, sous certaines conditions, le montant annuel de la prise en charge peut être quintuplé, la proportion par rapport au total des dépôts bancaires (500 milliands pour les seuls dépôts à vue) est extrêmement faible. 1 milliard de dépôts (200 multiplié par 5), c'était le seuil à partir duquel, en 1982, tombait le couperet de la nationalisation, un montant correspondant à un établissement très moyen. NE étude consacrée à ce dispositif et publiée par la faculté de droit de Lausanne en 1985 sous la signature de Michel Vaeseur nous dit bien que « les critères de remboursement des déposants sont définis avec précision ». Il n'empêche, et c'est un trait extrêmement regrettable du « système français », que l'accord de solidanté passé au sein de l'AFB n'est pas rendu public. Les déposants en ignorent donc la teneur (tous, dans le passé, n'ont du reste pas été remboursés, parmi les plus gros).

Notons aussi que la garantie n'entre en jeu qu'après le jugement constatunt la défaillance de la banque, et non pas dès le moment de la fermeture des guichets. Enfin, et peut-être surtout, il s'agit d'un financement au coup par coup. Aucun fonts de garantie alimenté par des cotisations régulières n'est constitué. Autant dire, au vu de cette absance et de la modicité des appels de fonds convenus, que rien n'a été prévu pour l'hypothèse d'une crise bancaire, même confinée à une seule ville moyenne.

Il est vrai que l'article 52 de la loi bancaire du 24 janvier 1984 samble avoir amélioré les choses. Elle envisage la possibilité, sur l'initiative du gouverneur de la Banque de France, « d'un concours de l'ensemble des établissements de crédit a en faveur de « la nrotection des intérêts des déposants et des tiers ». L'ironie du sort aura voulu que cette disposition ait été pour la première fois mise en œuvre pour venir au secours des correspondants étrangers de la banque Al Saoudi, dont la plupart, étant donné leurs relations d'affaires. êtroites avec cet établissement, auraient normalement du supporter le risque eux-

l'épisode force le trait, jusqu'à la caricature, du « système français ». S'il inspire un sentiment de grande sécurité aux déposants, c'est parce que ces derniers, inconscienment ou conscienment, comptent en toutes circonstances sur le secours — discrétionnaire — des « autorités de tirtelle ».

BIBLIOGRAPHIE

« Bernard Lambert - trente ans de combat paysan »

Un syndicalisme de personnes

ETRACER l'histoire d'un militant syndical, en dessiner le
portrait, chercher à comprendre ce qui le fit courir présente
aujourd'hui une utilité certaine.
Puisqu'on s'interroge sur la désyndicalisation, sur le renouveau possible
des structures et des actions, il n'est
pas mauvais de questionner le passé.
Le livre Bernard Lambert trente ans de combat paysan (1) a
cette vertu. Mais ce portrait, c'est
aussi l'histoire de l'agriculture des
trente dernières années, d'autant
plus passionnante qu'elle dévoile
l'envers du décor officiel.

A homme excentionnel forente

A homme exceptionnel, formule exceptionnelle: la vie de Bernard Lambert est ici racomée par ses proches, et sa femme. Yves Chavagne, journaliste, tient pour eux la piume, une plume alerte, sans citations excessives, sans le ton respectueux que l'on redoute dans ce centre d'exercice. Le témoignage fait mouche.

Loin des facilités de l'hagiographie, les défauts mêmes du « grand homme», mort dans un accident de la route le 24 juin 1984, à cinquantetrois ans, sont analysés, le plus souvent justifiés aussi avec humour et tendresse. Ainsi l'inimitable façon qu'avait Bernard Lambert d'emporter seul une adhésion... démocratique. De même les difficultés familiales, rarement absentes chez ceux qui sont souvent absents, sont évoquées avec pudeur.

quées avec pudeur.

Précurseur, Bernard Lambert le fut, lorsque député météore, le plus jeune à quelques mois près en novembre 1958, il proposa l'autodérermination des habitants de l'Aigérie. C'était le 9 juin 1959 et il ne put terminer son discours devant l'Assemblée... Précurseur il l'était quand, dès les antiées de formation, au sein de la Jeunesse agricole catholique (JAC), il insistait sur l'information, celle de la base paysanne, celle des journalistes, celle des autres catégories profession-

nelles.

Sortir l'agriculture de son corporatisme; faire alliance avec les ouvriers et les étudiants, que ce soit en mai 68 à Nantes, sur le Larzac, avec les Lip; contester la dérive capitaliste de la coopération et du mutualisme; autant de combats qui restent d'actualité. Sur le statut paysan, sur la question foncière, sur la politique agricole commune et son cortège d'absurdités (comme la poudre de lait reconstituée pour nour-rir... les veaux), jusqu'à l'analyse du

productivisme et de ses méfaits, il aura réfléchi, travaillé, proposé.

Ces parcours, Bernard Lambert les a découverts successivement. S'il était cohérent, le chemin n'était pas tracé d'avance, d'où d'inévitables coatradictions. Il fut aussi souvent seul, devant les autres, ou plutôt un coup devant, un coup dans la coulisse. Figure de proue des paysanstravailleurs, après l'avoir été à la JAC, au CNJA, puis à la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest, il dut convaincre son extrême gauche pour reconstruire l'unité de la gauche paysanne.

Photo étonnante que celle du bureau national de la JAC en 1957.

Autour de Bernard Lambert on voit notamment Michel Debatisse, Raymond Lacombe. Lucien Douroux qui eux ont pris le chemin des institutions. Dès cette époque, Bernard Lambert plaidait pour an syndicalisme de personnes, par opposition aux groupes et aux produits. C'est cette conception du syndicalisme qui l'amènera à se dépenser dans une succession de luttes pour la défense de cas individuels, dans l'analyse desquels il puisait cependant les outils de la théorisation.

JACQUES GRALL.

(1) Editions La Digitale (Baye, 29130 Quimperlé), 284 pages, 120 F. Préface de Bernard Thareau

CESMA Centre d'étades supérieurs du management

Une Formation Complémentaire au management de haut niveau en 10 mois.

pour cadres et étudiants diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités françaises et étrangères.

■ Une sélection rigoureuse fondée sur les qualités intellectuelles et humaines de candidats d'origines culturelles et professionnelles diversifiées.

■ Une formation intensive au management de 3 cycle, dispensée par un corps professoral de baut niveau, aillant excellence académique et expertise professionnelle.

Un accès privilégié à des fonctions de direction dans des entreprises convaincues que la richesse d'une double formation, acquise dans une perspective internationale, est un atout majeur pour leur développement.

Information et dossier de candidature auprès de :... CESMA INFORMATION - BP 174 69132 FCLULY CEDEX/FRANCE. Tél. 72 20 25 25.





Co

SOLVENG OFF SOLVENG OFF Dersonnelland SOLVENG S'AN B Pour School NEVEAU; Inglies Exceptioned

ofeilectuality

porfaitema dalen, esp

LOGICIELS SUR GRANDS SYSTEMES

TEMES IBM

Le Monde **DIRIGEANTS**

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNERATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

SOLVING International

Consultants de Haut Niveau

Voici pourquoi notre société est susceptible de vous intéresser :

El Notre activité de conseil est fondée sur la PERFORMANCE stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux Etats-Unis souvent leaders dans leur secteur.

SOLVING est une société internationale dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management. A Pour accompagner notre croissance, nous cherchans actuellement à intégrer dans nos équipes des CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU ; Ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D., ayant une première expérience professionnelle réussie et réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes :

- intelligence de la vie des affaires,
- largeur de vues et créativité,
- esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement,
- Nous recherchans également des candidats parfaitement bilingues, français, américain, italien, espagnol, allemand, néerlandais...



■ Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Solving International

2, avenue de Messine - 75008 PARIS.

PARIS - LONDRES - NEW YORK **BOSTON - COLOGNE - BARCELONE**

DISTRIBUTION LOGICIELS **SYSTEMES**

\$00**06**

Filiale d'un groupe américain, notre société distribue des logiciels concus pour améliorer les conditions d'exploitation sur grands systèmes IBM. Après 9 ans d'existence en France, nous atteignons 40 millions de CA en 1988 et un taux moyen de croissance de 40 % par an. Nous recherchons notre

Diplômé de l'enseignement supéneur, vous avez acquis, à 35/45 ans. une solide expénence de la vente et du service en environnement IBM grands systèmes.

Manager dans l'âme, vous maîtrisez les problèmes liés aux structures en forte croissance.

Directement rattaché à notre Direction Internationale, vous disposerez d'une large autonomie et vous prendrez sous votre responsabilité les Divisions Commerciales, Technique et Administrative. Votre challenge sera de développer encore notre taux de croissance ainsi que de nouvelles activités, dans le conseil notamment. L'anglais courant est indispensable. Le poste sera basé à Neuilly-sur-Seine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 45388/LM à Média System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Pans cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

Jeune directeur usine

Annecy (Haute-Savoie)

Dans le domaine des biens d'équipements mécaniques, notre groupe (CA 400 millions -60 % export) est remarqué par ses performances, sa croissance et sa rentabilité. Nous recherchons un jeune Directeur pour une unité industrielle autonome et récente, qui développe et fabrique un matériel breveté dans le monde entier.

Diriger cette usine (70 personnes actuellement), en accroître les capacités et les performances tout en participant au développement de nouveaux produits, ce sera votre challenge avec l'appui de la Direction Industrielle du groupe, dans un climat social positif.

Ingénieur mécanicien, vous avez une expérience de 7 à 10 ans diversifiée et concluante en bureau d'études, industrialisation, organisation industrielle... et production, dans les biens d'équipements mécaniques moyennes séries. Entreprenant et rigoureux, ouvert et novateur, votre capacité d'évolution est à la hauteur des objectifs élevés que nous avons pour cette activité. Alors écrivez vite sous réf. 522.01 M aux Conseils en Recrutement Associés - 1 avenue Georges Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon Cedex 03.

LES CONSEILS CE EN RECRUTEMENT ASSOCIES RA

22 Le Monde • Mardi 24 janvier 1989 •••

Le Monde DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

(Ponts, ECP, ESE, ESTP ...)

REPRODUCTION INTERESTE

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES: DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

DIRECTEUR DE DIVISION

500.000 F

Mesure et instrumentation - Ce groupe français de dimension internationale qui réalise 50% de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche le directeur de sa division mesure et instrumentation. Placé sous l'autorité du directeur général du groupe, il aura pour mission de définir la politique de développement et d'internationalisation des 5 sociétés composant la division (550 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) et de la mettre en œuvre. Basé à Paris on à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre de la C.E.E. âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment le français et l'anglais. Il doit

nécessairement justifier avoir exercé des responsabilités de management (direction commerciale ou générale) dans une société fabriquant et commercialisant en France et à l'export des produits à caractère technique destinés à l'industrie (composants, équipements légers...). Fonction des compétences présentées la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 500.000 francs + voiture de fonction. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9481M - PA - 3, rue des Graviers - 92522 NEURLLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PAConsulting Group

Creating Business Advantage

Notre société conçoit et intègre des systèmes de gestion de documents sur disque optique numérique pour les grandes entreprises.

Son développement rapide (150 clients prestigieux en 3 ans) nous amène à recruter un

Directeur general

dont la mission sera de gérer notre croissance en Europe francophone et d'organiser notre implantation dans plusieurs autres pays d'Europe.

Pour ce poste de très haut niveau, basé à PARIS, nous recherchons un candidat de grande valeur dont la formation initiale Inécessairement une école de tout premier plan: X, ECP, HEC...) n'aura constitué qu'une étape dans la connaissance des métiers de l'ingénierie informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8906 AM à notre conseil :

CREFORM - 7, rue Louis David 75116 PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 1414 LT à notre conseil PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui dans un premier temps nous permettra de communiquer confidentiellement.

Le poste est à pourvoir dans une métropole régionale située à 100 km de Paris.

VENEZ DIRIGER

Une entreprise... Demain plusieurs

Notre groupe (8 000 pers.) intervient dans les Travaux Industriels, l'Electricité, les Automatismes et les Techniques de Pointe. Il appartient à l'un des tous premiers ensembles privés

Notre philosophie de management repose sur une très forte décentralisation : nos besoins en

Le patron d'une dizaine d'agences et filiales (40 ans) est appelé à évoluer sous moins de deux

ans. Afin de préparer sa succession, il confiera d'abord la Direction de la principale unité à un

A environ 38 ans, (± 5 ans), celui-ci dispose de réelles qualités d'entrepreneur et de meneur d'hommes. Il a pu acquerir son expérience dans un domaine d'activité proche de l'un des nôtres ou plus généralement dans le secteur des services (ingénierie, BTP, second œuvre,

La rémunération de départ (à négocier) comprendra une part attractive d'intéressement.

cadres dirigeants sont donc importants.

travaux industriels...).

Accroître la productivité

Pour une des premières sociétés françaises de location dans le secteur textile, participer à la définition de la politique générale, assurer le développement de 3 unités régionales dans le sonci permanent de rentabilité, telle est la mission du

Directeur Général Région Sud

Membre du Comité de Direction, il anime sa région comme un centre de profits : définition et mise en œuvre de l'action commerciale, optimisation des processus de fabrication, gestion administrative et financière.

Au siège, il est responsable des fonctions achats, technique, finance. Agé de 30/35 ans, ingénieur, il est sensibilisé aux gains de productivité. A l'aise sur le terrain, il sait aussi négociez, gérez, animer. Ce poste, évolutif en fonction de la croissance de l'entreprise, est basé dans les Deux Sèrres.

Ecrivez sous référence 809 260/M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

. . .

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Buc. 75007 Paris

DIRECTEUR DU MARKETING ET DES ÉTUDES

PERSPECTIVES: BRAS DROIT DU PRÉSIDENT, D.G. ÉVENTUEL, VOIRE ASSOCIÉ.

Groupe parisien de réputation internationale, en expansion rapide, spécialisé notamment dans PANALYSE PROSPECTIVE DE SOCIETES COTÉES, recherche entrepreneur créatif pour :

- diriger et appuyer analystes suivant planning strict;
- participer aux interviews à haut niveau des sociétés étudiées;
- mise au point final et diffusion des études destinées à de grands institutionnels français et étrangers;
- relayer le président pour des démarches marketing France, Europe, U.S.A. et, éventuellement, Japon.

REQUIS:

- excellente maîtrise de la comptabilité, intuition économique et boursière (française), pratique des interviews à haut niveau, de l'anglais, du travail en équipe;
 antitude à l'administration interne et suctout à la vente.
- aptitude à l'administration interne et surtout à la vente de services financiers, au plan mondial, à des institutions sophistiquées.

Intéressement dès la première année à l'accroissement des bénéfices, résultat de ses efforts.

Age et nationalité indifférents.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé, rélérences et dernière rémanération.

Ecrire sous le nº 8116, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Mande

ES RENDE Z-VOUS les mercredis dans

[mnInie]

CAUTES

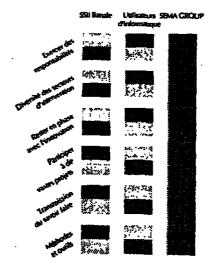
toutes les offres d'emploi de la semaine
vendu en kiosque 10 F

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

<u>Le Monde</u> OPÉRATION SPÉCIALE

..Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Carrières dans l'informatique bancaire faites le plein...



SEMA GROUP est, de longue date, un partenaire privilégié pour les professionnels de la Banque et des Marchés Financiers. Les mutations et les transformations du monde bancaire en font un domaine pilate qui préfigure ce que seront les interventions futures dans les autres secteurs de l'économie. Nos équipes conçoivent et réalisent des projets dans les domaines suivant : Monétique, Gestion des crédits, Marchés des capitaux, Trésorerie internationale... ou des projets couvrant l'ensemble des systèmes centralisés d'information,

Chefs de projet, jeunes ingénieux grande école, concepteurs / réalisateurs, venez accroître et metire en valeur votre savoirfaire dans le secteur de l'informatique bancaire. Pour gagner le challenge de 1993, soyez, des aujourd'hui, au coeur des systèmes d'information de demain.

SEMA CROUP, qui réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs en France, Crancle Bretagne, Allemagne Fédérale, Bénélux, Espagne..., est aujourd'hui le premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Pour prendre contact, merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. LM/14, à Elisabeth PICARD, SEMA GROUP, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE Cédex



Runque

HATLOPE

Сна

JEUNE C

And the second s

A CHEDIT AGRICO

Crédit N

Cont



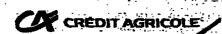
Banques et Assurances... Banques et Assurances...

JEUNE RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Produits financiers

Provence - Ce GIB amonome (plus de 200personnes) intervient contine prestateire de servir-ces en manière de gestion de produits financiers (valeurs mobilières, SICAY, FCP, assurances...)
pour le compte de 24 caisses régionales représentant environ 1.500 agences. Le responsable recherché participe à la définition et à l'adaptation des offres destinées aux caisses. Il en assure la promotion définition et réalisation des supports, actions d'information et de formation, opérations-tests... Enfin, à leur demande, il apporte aux causes régionales l'assistance commerciale dont elles ont besoin pour

assurer le développement des produits financiers tant auprès de leur réseau que de leur clientéle. Ce poste concerne un candidat âgé de 25 ans au moins, de formation supérieure (école de com-merce, DESS, banque...) possédant idéalement une première expérience commerciale (vente, animation, formation...) et une bonne connaissance des produits financiers. Ecrire en précisant la reference A/3114M à IC GERARD - PA - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - T.H. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code





CHARGE DE CLIENTELE FINANCEMENT ENTREPRISES

Amiens - Une institution financière performante recherche, dans le cadre de son développement, un chargé de clientèle. Il aura pour mission de prendre en charge et d'accroître un portefenille de clients en leur proposant la gamme complète des produits de financement (LMBO, prises de participation, crédit-bail immobilier, prêts, LT...). L'action commerciale concerne le département de l'Oise. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 25 ans minimum.

The same of the same of the same of

Section Comments

5 - 7 m 42

diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences éco., ...) ayant une première expérience du financement aux entreprises acquise en tant qu'exploitant bancaire, ou dans une direction financière d'entreprise. La rémunération motivante sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9461M - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tel. 47.47.11.64. (PA Minitel 36.14 code PA)

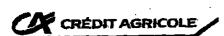


JEUNE CHARGE D'AFFAIRES

Midi-Pyrénées

La Caisse Régionale de Crédit-Agricole du Tarn occupe une place privilégiée au sein de l'économie régionale. Pour conforter cette position, elle recherche un jeune chargé d'affaires. Intégré au département entreprise du siège, il assurera le suivi et le développement d'un porteseuille de PME-PMI ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs. Interlocuteur privilégié de cette clientèle, il saura appréhender, comprendre et résoudre les besoins qu'elle lui soumettra. De plus, il exercera une mis-

sion fonctionnelle d'analyste financier auprès des agences du réseau qui conservent la gestion des entreprises de moindre importance. Ce poste s'adresse à un jeune diplôme de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Eco...) qui bénéficie d'une expérience d'environ 5 ans dans la gestion d'un portefeuille d'entreprises. Pour ce poste. basé à Albi, écrire à J. DEVY en précisant la référence A/T7281M - PA - 2 Bis, aveese Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)





Crédit National



Contrôleur de Gestion

Au sein d'une équipe dynamique, il participera à l'ensemble des travaux : prévisions de résultats, simula-tions à moyen terme, développement des systèmes de comptabilité analytique et d'informations de Il devra posseder :

une formation d'Ingénieur - avec un complément en gestion - ou un diplôme de grande

• 2 à 4 années d'activité professionnelle.

الماعث عبرا فالمأهنم فالبارات المارات

Une expérience du contrôle de gestion ou des opérations de banque ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique seraient appréciées.

Il est prévu une rémunération compétitive et des possibilités d'évolution professionnelle au sein du

Merci d'envoyer une leure manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au Crédit National - Service du Personnel et des Relations Sociales - 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

Jeunes diplômés grandes écoles

Ce que nous sommes :

- Une banque d'affaires en expansion spécialisée en ingénierie financière, opérations de trésorerie et montages bancaires sophistiqués.
- Une présence significative nationale et internationale en relation avec une clientèle de grandes entreprises et d'instirutionnels de haut niveau.
- Une entreprise à taille humaine spécialisée dans la réalisation d'opérations complexes à haute technicité et détenant des participations diversifiées dans l'industrie, les services et la finance.
- Un ensemble de métiers à forte valeur ajoutée en innovation continuelle.

Ce que vous serez :

- Trader en options de change. · Responsable commercial en produits de trésorerie.
- Analyste financier.
- Analyste en montages bancaires internationaux.
- Gestionnaire obligataire.
- Spécialiste en micro-informatique-

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite et CV à BUE, Direction des Ressources Humaines, Réf. ID, 4 rue Gaillon, 75107

Paris Cedex 02.

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE.

BANQUE REGIONALE

Région ouest - Membre d'un des premiers groupes bancaires français, cette banque régionale (grande ville de l'ouest) renforce ses structures et propose à deux cadres de prendre des responsabilités importantes pour son développement

EXPLOITATION DIRECTEUR DE SECTEUR

300.000 francs + - Dépendant de la direction de l'exploitation et responsable d'un groupe d'agences (8 - 10 agences ou bureaux et une cinquantaine de collaborateurs), il aura un rôle essentiel d'encadrement et de motivation sur le terrain. Il établira personnellement des relations avec une clientèle d'entreprises de bon standing. Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au

moins 35 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent) ayant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation (en particulier PME/PMI) et possédant de grandes qualités d'animateur. Basé dans une grande ville de l'ouest, ce poste peut offrir de bonnes perspectives d'évolution. Réf. A/2032M.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ADJOINT

250.000 francs + - Collaborateur direct du directeur des ressources humaines et bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable du développement des ressources humaines (recrutement, formation, gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi, communication interne). Capable d'analyser les performances, de détecter les potentiels, il sera une véritable force de pro-

nosition et d'anticipation, aidé par son sens de l'observation du climat social et par son attention aux aspirations individuelles. De formation supérieure (ingénieur, ESC, sciences humaines...) âgé d'au moins 32 ans, imaginatif, "communicant", il connaît le secteur tertiaire et maîtrise l'outil micro-informatique. Réf. A/2033M.

Pour ces deux postes, écrire à 1. MOUNIER, en précisant la référence du poste choisi - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business advantage

Banque : Spécialistes Crédits Promoteurs !... Développons cette nouvelle activité au sein du Groupe!

Agé de 28 à 35 ans, vous êtes un spécialiste du crédit promoteur, c'est -è-dire du crédit de trésorerie afférent aux opérations d'aménagement et de construction ; Rejoignez notre Département immobilier en qualité de gestionnaire des

Crédits Promoteurs

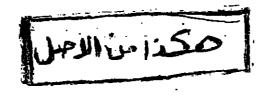
Avec le Responsable du Département, vous monterez complétement les dossiers et en assurerez directement la gestion informatisée. Au-delà de votre technicité, vous jouerez un rôle de coordination vis à vis de notre clientèle en liaison avec un ensemble de quinze banques importantes affiliées à un réseau national à la notoriété et à l'image de marque enviables. Une activité où la technicité n'est qu'une condition nécessaire... mais non suffisante !

Parlons-en ! Poste à Paris. A bientôt !

Merci de nous adresser votre résumé de carrière, sous la référence N/CP/LM, à notre Conseil René DAGIRAL.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



CLIENTELE HAUT DE GAMME!

n'est-ce pas aujourd'hui ce que vous cherchez pour donner un **nouvei**

essor à votre carrière ? après des études supérieures, 3 années

Nous vous proposons de venir nous rejoindre en tant que cadre EXPLOITANT

Le Monde **OPÉRATION SPÉCIALE**

Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Ingénieurs en organisation dépassez l'horizon 1992

L'UCB, leader des établissements privés spécialisés dans le financement immobilier, doit sa progression régulière de 30% par an, à sa capacité de remise en cause permanente de ses structures et de ses produits. Dès aujourd'hui, l'UCB s'ouvre sur l'Europe avec des objectifs ambitieux.

Vous êtes ingénieur, de formation (Centrale, Mines,...), vous avez si possible une première expérience de 3 ou 4 ans en organisation. Venez avec nous préparer l'échéance de 1992. En prise directe avec la Direction Générale, vous définirez vos missions, trouverez des solutions novatrices, mettant en œuvre toutes les techniques de pointe ; vous saurez apprécier la réussite de leur mise en place. Des missions d'audit et

d'expertise pourront, par ailleurs, vous être confiées. Vos qualités relationnelles, votre sens de la communication, vos capacités d'analyse et de synthèse, vous aideront à faire passer vos idées, à mener plus vite à bien vos chantiers. Votre position stratégique à l'UCB vous permettra ensuite de prendre des responsabilités élargies en France comme à

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV, photo et prétentions sous référence 310 à Sylvie Aguer. Recrutement des Cadres - 5 avenue Kléber - 75116 Paris.



our développer natre fonds de commerce, com de haut niveau exigeant un service de es Nous sommes une banque privée, filiale d'un grand groupe français Notre positionnement, nos méthodes de vente et une approche très isée de notre clientèle nous permettent de connaître une Prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE à qui nous avons confié cette recherche en lui anvoyant votre dossier complet (lettre

manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence B/EX/LM, il

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

groupe compagnie bancaire

Si vous recherchez : La PUISSANCE : McDonnel Dou-glas Corporation est un grand groupe de haute technologie, repra-sentant dans le monde plus de 112.000 personnes et 13 milliards de S. de chiffre d'affaires, dans l'aeronautique civile et militaire. l'espace et l'informatique La CONQUETE : Proposer des sys-temes d'informations soècialises.

temes d'informations spécialises, efficaces et rentables, c'est notre strategie. Nous sommes concepteurs, createurs industriels et ensembliers. Nous repoussons les frontières entre les industries des contients du londréel et déce télé-

ordinateurs, du logiciel et des télé-communications. L'AMBITION: Dans le monde, nous realisons plus d'1,3 milliards de S de chiffre d'affaires avec plus de 12.000 personnes. En France, nous avons decidé d'ètre l'un des plus avons decidé d'être l'un des plus grands fournisseurs de systèmes d'information dans les domaines de la Finance, de la Communication et de la Productique.

L'AVENTURE: Nous participors soctions page des sections de la superium dons soctions page de la superium de la supe

activement a cette aventure, dans l'univers informatique, celle des systemes d'information. Rejoignez notre trajectoire

MCDONNELL DOUGLAS PROFESSIONNELS DE LA FINANCE

Pour développer nos équipes dans le domaine de la FINANCE, nous recherchons des PROFES-SIONNELS en GESTION DE PORTEFEUILLES, OPERATIONS DE MARCHE, OPERATIONS DE CREDIT qui occuperont les fonctions suivantes :

- CONSEIL
- ETUDES
- COMMERCIAL
- MARKETING

Si participer à notre expansion vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo, s/réf. : Fl. MCDONNEL DOUGLAS - Direction des Ressources Humaines 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cédex.

MCDONNELL DOUGLAS





Jeunes diplômés

Passez à l'action sur les marchés financiers et monétaires

De formation supérieure commerciale ou scientifique, possédant une première expérience, l'univers des marchés financiers et monétaires vous passionne. Vous êtes un homme d'action. responsable, à l'esprit vif, ayant le goût des chiffres sachant allier finesse à méthode afin d'opter très vite pour les meilleures décisions.

Vous interviendrez sur les différents compartiments des marchés interbançaires (marché monétaire, titres de créances négociables, swaps et options) et obligataires.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, vous êtes prêt à rejoindre la DIRECTION FINANCIERE de notre groupe d'établissements financiers (total des bilans supérieur à 30 milliards de F), en tant qu'OPERATEUR DE LA SALLE DES MARCHES. Vos qualités personnelles, méthode, rigueur, facultés à communiquer, sont autant d'atouts qui favoriseront votre evolution.

Poste basé en proche banlieue Est de PARIS à 5mn du RER.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions (Réf. 46050) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



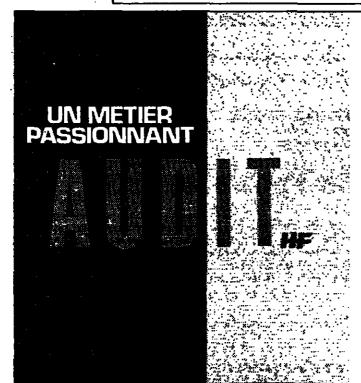


vous animerez et coordonnerez les activités de 7 personnes : contrôles de la comptabilité devises de la CNCA Paris Evous fournirez les informations fiscales nécessaires à l'établissement de l'IS

■ vous justifierez auprès des auditeurs internes et externes la comptabilisation des opérations Agé(e) de 28-30 ans, de formation supérieure + DECS avec une experience de la comptabilité

devises, vous souhaitez rejoindre un Groupe de

dimension et de renommée internationales : nous vous rémercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé, prétentions) sous réf: FR/O1.02 à CNCA Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS 15 BONVIN



Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce (SUP. DE CO, EDHEC...) ou d'un diplôme universitaire (maîtrise Sciences Eco, gestion...), vous êtes rigoureux et doté d'un excellent sens de l'analyse. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances en microinformatique. Vous êtes disponible et possedez un temperament battant : vous avez tout pour réussir.

Nous sommes trois importants établissements financiers, spécialisés dans le crédit et filiales d'une grande banque, et nous nous développons très vite. Dans le cadre de cette expansion, nous renforçons notre service et recherchons un AUDIT.

Aprés avoir suivi une formation

adaptée, vous effectuerez l'audit et le contrôle des procédures de l'ensemble de nos agences.

Votre ambition : pratiquer un métier varié, passionnant et évolutif. Alors, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi. au vendredi, de 9 h à 17 h -Précisez la réf. 911).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 911/LM, à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui

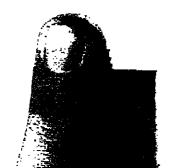


Dans le cadre de son implantation sur la Région Parisienne, la Filiale Bancaire d'un important Groupe Financier Régional recherche un

Aux côtés du Responsable de la Délégation, sa mission sera de développer et d'entretenir un Porteleuille d'Entreprises de haute qualité dont il aura la responsabilité. Orienté sur des produits de placements, de crédits, de services, classiques ou novateurs, ce poste requiert un

excellent sens du contact et du risque. Il conviendrait à un diplôme de l'enseignement supérieur justifiant, au travers d'une première expérience professionnelle de 5 ans, d'une réussite certaine dans l'exercice d'une fonction similaire

Adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo + pretennons à : CPA 34-38 rue Camille Peltan 92300 Levaliois-Perret qui transmettra sous réf. 2131 (hien precisée sur l'enveloppe).



Le Monde **OPÉRATION SPÉCIALE**

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

La BANQUE HERVET souhaite vous confier la gestion et le développement d'une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4, ITB), 4 ans d'expérience bancaire dont 2 au moins dans la fonction vous permettront de mettre à profit : qualités commerciales, sens du risque et esprit d'initiative.

Intégré au sein de petites équipes responsables et dynamiques, vous bénéficie-rez des conseils et savoirs-faire des départements spécialisés du siège : établissement à taille résolument humaine, la BANQUE HERVET offre les moyens d'une grande banque.

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous

Ingénieur en organisation

Au sein de notre Département Organisation, vous participez à la mise en œuvre de la stratégie d'organisation de notre plan de développement. Vous concevez, mettez en place et faites évoluer les systèmes organisationnels des différentes activités de la

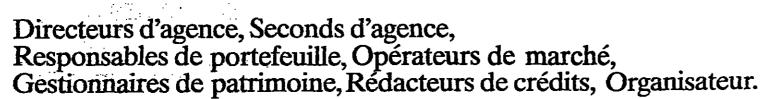
Vous alliez à votre sens naturel de la rigueur, celui de la novation et d'une communication aisée. Après une grande école et une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet

Conseil ou dans le département

organisation d'un établissement financier, vous souhaitez rejoindre une grande banque d'affaires développant les technologies bancaires, financières et monétaires les plus sophistiquées Un univers d'opportunités et riche en compétences

> Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. IO/M, BUE, Direction des Ressources Humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE



Faire progresser sa carrière, c'est important, c'est engager son parcours professionnel sur un tremplin qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 5 enc groupe bancaire français, 1850 Agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquérir le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Reseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences, il permet aussi grâce à un investissement-formation important de prendre de plus en plus de responsabilités.

Encadrement réseau

Directeurs d'agence

Véritable patron de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre structure. Votre expérience (5 ans) et votre formation supérieure confirment votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS ref. ANG/DA BP DUON ref. DU/DA BP LILLE ref. LIL/DA. BP LYON ref. LYO 'DA BP MARSEILLE ref. MAR/DA.

BP RENNES ref. REN/DA BP ST-DENIS ref. STD/DA BP ST-ETIENNE rei. STE/DA BP TOURS réf. TOR/DA BP VERSAILLES réf. VER. DA

BP NICE ref. NIC/DA Seconds d'agence

Aujourd'hui gestionnaire de portefeuille ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de second d'agence. Vous élargissez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises.

Vos perspectives de carrière : BP ANGERS ref. ANG/SA BP LILLE rél LIL SA. BP LYON ref. LYO/SA BP MARSEILLE ref. MAR/SA BP MONTROUGE ref. MOR/SA

BP NANTES réf. NAN/SA BP NICE réf. NIC/SA BP RENNES ref. REN/SA BP ST-ETIENNE ref. STE/SA BP TOURS ref. TOR/SA BP VERSAILLES réf. VER/SA

Siège

Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Rédacteurs de crédits

Très à l'aise en analyse financière, vous étes responsable de dossiers de crédits entreprises. Voire fonction consiste à étudier la faisabilité des crédits, apprécier les risques, evaluer les garanties et suivre la réalisation des dossiers. Vous avez une formation en économie ou en gestion. Vos perspectives de carrière : BP ST-DENIS ref. STD RC.

Organisateur/Cartes de paiement

Vos perspectives de carrière: CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB/CP. Merri d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo en précisant la ou les références à Martine TILLMANN département Hommes et Structures,

Passionne de micro-informatique, bon organisateur expérimente en production ban-caire, vous participez à l'encadrement du service cartes de paiement.

English to the transfer of the second of the

d'évolution au sein du réseau ou du siège, dans des domaines financiers, vous seront Vos perspectives de carrière :

Vous la conseillez dans ses choix d'investissement grâce à votre excellente connais-

sance de la fiscalité et des marchés financiers et immobiliers. De nombreuses voies

Exploitation

Vous avez une experience similaire et une formation superieure. Vous ètes le parte-

naire financier de votre clientele. Votre dynamisme commercial et vos resultats vous

La création et le développement d'un réseau de clients et de prescripteurs vous seront confiés si vous avez une première expérience réussie dans ce domaine et une forma-

tion supérieure. Vous êtes autonome et très disponible. Vos perspectives de carrière :

Activités financières

Vous avez une première expérience dans ce domaine. Vous intégrez la Direction des

marchés de la Caisse Centrale des Banques Populaires : organisme bancaire et finan-

permettront d'évoluer rapidement vers des postes de responsable d'agence.

Responsables de portefeuille

Vos perspectives de carrière :

BP MARSEILLE ret. MAR/RP

Commerciaux crédit-bail

Opérateurs de marché

cier du Groupe. Vos perspectives de carrière : CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB/OM.

Gestionnaires de patrimoine

Vous êtes le partenaire d'une clientèle "haut de gamme".

BP ANGERS ref. ANG/RP

BP NANTES réf. NAN/RP

BP NANTES réf. NAN/CB.

BP DUON ref. DU/RP BP LILLE ref. LIL/RP.

BP NICE réf. NIC/RP

d'entreprises ou de clientèle privée

BP NANTES réf. NAN/GP

BP TROYES ref. TRO/GP

BP PERPIGNAN ref. PER/RP

BP ST-ETIENNE ref. STE-RP

BP TOULOUSE ref. TOU/RP

BP VERSAILLES ref. VER-RP

BP RENNES ref. REN RP

BP ST-DENIS ref. STD RP

BP TROYES ref. TRO RP





UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE



De formation supérieure, Maîtrise Sciences Economiques, DUT Finances/Comptabilité/Commerce, BTS Secrétariat de Direction, vous souhaitez orienter votre carrière vers une grande Banque Française. Nous vous proposons, au sein de notre siège ou de notre réseau commercial, de réussir un véritable parcours bancaire.

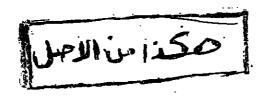
En fonction de votre formation de base et de votre tempérament, vous interviendrez sur des missions spécifiques et diversifiées. Vous intégrerez ainsi différents services et ferez l'expérience de plusieurs types d'organisation.

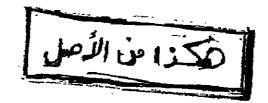
Ce challenge passionnant est riche d'enseignement. Il vous permettra d'acquérir sur le terrain une connaissance précise des métiers de la Banque et de vous situer professionnellement pour évoluer ensuite vers de plus hautes responsabilités.

Motivation, dynamisme, autonomie, adaptabilité et un très bon sens commercial sont nos principaux critères d'appréciation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet au Service du Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE





26 Le Monde ● Mardi 24 janvier 1989 •••

PEPRODUCTION INTERDITE

Le Monde **OPÉRATION SPÉCIALE**

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Une grande banque recherche ses

FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

Cette banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.

Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficient de délégations significatives. Ils participent activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.

Pour ces postes très évolutifs devant rapidement conduire à la Direction d'agence, puis de succursale, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B. - C.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation

L'établissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnalités de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous

Banque

RESPONSABLE DE CELLULE

ENTREPRISES

confirmé.

Assisté par son équipe, il gère et développe un portefeuille composé, en particulier, de Grandes Entre-prises Nationales et Internationales. Homme de conseil, il s'appuie sur les moyens de la DEUTSCHE

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des responsables justifiant d'une expérience confirmée

Diplômés de l'enseignement supérieur, ils possèdent de bonnes bases d'allemand, rapidement perfec-

La qualité de l'environnement, le níveau de rémunération et les réelles perspectives d'évolution sont de

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence

est une des toutes premières banques mondiales.

Implantée en France depuis 1971, elle souhaite pour

accompagner son expansion, confier la responsabilité

d'une de ses Cellules Entreprises à un Exploitant

EGOR BANQUES et SERVICES 35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Deutsche Bank

d'exploitation d'au moins 4 à 5 ans.

35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

M 37/2620 B à :

nature à motiver des candidats de valeur.

BANK pour participer aux stratégies financières de ses clients

référence M 37/839 D à :

paris bordeaux lulie Lyon nantes strasbourg toulouse - Belgique Danmark Deutschland Espana Italia portugal United Kingdom Brasil

EGOR

EGOR BANQUES ET SERVICES

35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

référence M 22/2591 D à :

créneaux porteurs.

Banque

Banque privée - Paris

ADJOINT au DIRECTEUR CENTRAL

chargé du Développement

Cette banque de dépôt à taille humaine fait partie d'un groupe financier français privé. Sa

Pour accompagner son expansion, elle crée le poste de Sous Directeur commercial. Directe-

ment rattaché au Directeur Central de l'Exploitation qu'il assiste dans ses contacts de haut

niveau, il a pour autre mission de développer une clientèle d'Entreprises PME/PMI dans des

Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C, ESSEC, ESCP...).

Les conditions proposées et les larges responsabilités confiées constituent pour un candidat

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous

technicité et sa capacité à innover lui assurent un développement remarquable.

justifiant d'au moins 4 années d'expérience réussie en exploitation bancaire.

ambitieux à l'esprit développeur une excellente opportunité de carrière.

ASSISTANTS EXPLOITANTS **GRANDES ENTREPRISES**

Filiale de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, UNICREDIT est une banque à taille humaine spécialisée dans le financement des PME-PMI et des grandes entreprises. En fort développement; elle recharche de ieunes cadres expérimentés à fort potentiel.

Intégrés dans de petites équipes performantes (rédacteur, back-office), ils assistent les Exploitants. Grandes Entreprises dans leurs missions (analyse, montage de dossiers, négociations...).

Pour ces postes, nous souhaitons cencontrer des candidats de formation supérieure, âgés de 25 à 30 ans. Une première expérience d'au moins deux années, leur assure une solide maîtrise du risque et des produits bancaires. Les perspectives d'évolution vers des responsabilités commerciales et les conditions proposées sont de

nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence

35 rue de Ponthieu - 75008 PARIS

spécialiste des recrutements dans les secteurs

Directeur de Succursale

Expérience des engagements nécessaire

Auditeur Informatique

vous rappelle quelques unes de ses missions en cours

Responsable Comptable et Financier

Responsable Crédit et Opérations

The Executive Group,

Poste basé au Cameroun

THE LAST

EGOR

. -- 2 PARIS RORDIFIUK LUTE LYCH MARTIES STRASBOURG TOLLOUSE - BELGOLE DANMARK DEUTSCHLARD ESPARA TIRLLE PORTUGAL UNITED KRASBOUN HALSE.

Secteur Bancaire

Paris Rordéaux lule Lyon Nantes Strasbourg Tollouse-Reigious Danaark Oflitschlard Espana Italia Portugal Linited Kingdom Brass.

REDACTEUR CONTENTIEUX

Cet Organisme Bancaire est implanté sur une partie du Sud Quest depuis de nombreuses années : il dispose d'une trentaine d'Agences sur sa zone d'activité et son implantation régionale dans les milieux industriels est très forte (plus de 10 000 entreprises clientes). Sa clientèle est composée entre autres d'entreprises innovantes dans des secteurs de technologie de pointe. Face à cette orientation, il dispose d'équipements appropriés, ayant permis très tôt la mise en place de systèmes d'information autonomes,

Sous l'autorité du Directeur du Service Contentieux, ce Rédacteur Contentieux aura pour principales missions le suivi et le recouvrement de créances, ainsi que la gestion de dossiers contentieux. Il est en liaison avec les Chargés de Clientèle et pourra être amené à se déplacer en Agence.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une Maîtrise en Droit, il fera état d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire chez un Avocat ou dans un Service Contentieux (Entreprise ou Organisme de Recouvrement). Il aura des connaissances en matière de droit des affaires. Qualités requises : rigoureux, autorité de compétence, communicatif, pédagogue, diplomate.

Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence

EGOR BANQUES ET SERVICES

Le Sully - 1, place Occitane 31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

paris bordeaux ulle lyon nantes strasbourg toulouse - belgicule dambark deutschland espana Italia portugal united kingdom brasi

Connaissant le milieu bancaire et maîtrisant bien les méthodologies Merise, PMW, IPT etc...

Ayant une formation de type MIAGE, complétée par une expérience acquise dans un service informatique ou dans un service d'audit.

Banque et Institutions Financières

Chef de Groupe de Projets

Adjoint Directeur des Etudes Informatiques

Ayant déjà encadré des équipes importantes et connaissant bien les activités bancaires.

Ces postes sont tous à pourvoir au sein d'importantes banques internationales et ouvrent des Adressez nous votre dosser de candidature sous la référence qui vous intéresse, il sera traité avec la plus grande confidentialité.

113 rue de

l'Université

75007 Paris

R&LM 830 01

Ref. M 831 01

Réf.M832 01

R&LM 833 01

R&L M 835-01

A Nice, à Cannes, conseil en gestion de patrimoine.

Nous sommes une importante banque au rayonnement international et nous possédons un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers et d'opérations de haut de bilan. Dans le secteur de la clientèle privée, nous privilégions deux axes : bien sûr la gestion sous mandat de gros portefeuilles boursiers, mais aussi, et de plus en plus, l'ingénierie patrimoniale. C'est bien là, dans cette seconde activité, en très forte croissance, que nous souhaitons renforcer nos équipes.

Diplômé Sciences Po., ESC, Sciences Eco..., vous avez acquis en 3, 4 ou 5 années de métier, au sein d'une banque de renom, des connaissances solides en matière de bourse, fiscalité, assurances, immobilier, droit des successions... Venez valoriser ces compétences dans l'une de nos agences du Midi, où vous sera confié d'emblée un portefeuille de clientèle, résidente ou non, à fidéliser et à développer.

Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, étudiera personnellement votre candidature et sera heureuse de vous rencontrer soit à Nice, soit à Paris. Merci de lui adresser votre dossier complet sous référence 939 517 M, au 64 rue la Boétie - 75008 PARIS, en précisant votre rémunération actuelle.

Paris- Lyon-Madrid-Lisbonne

. Membre de Syntec

Banque d'Affaires Internationale

Auditeurs Internes

Cette importante banque d'affaires, appartenant à un groupe international, réalise des opérations très diversifiées, avec un fort développement. Elle est en relations d'affaires avec des partenaires de nombreux pays, Elle cherche à renforcer son département d'Audit Interné, basé à Paris.

Au sein d'une petite équipe, vous réaliserez des missions d'audit très opérationnel, couvrant toutes les activités de la banque. Ce poste, très formateur, vous permettra d'accéder, sous deux à trois ans, à des responsabilités opérationnelles, en France ou à l'étranger.

A 25/28 ans, vous avez une formation supérieure en gestion (ESC ou DESS) et une première expérience de l'audit acquise, soft dans les services d'Inspection d'une grande Banque, soit au sein d'un grand cabinet d'audit ayant une activité dans le secteur bancaire. Vous parlez couramment.

TEG. notre conseil vous remercie d'adresser sous référence M 829 01 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.











ASSISTANTE

JURIDIQUE

Pour assumer auprès du PDG une mission d'organisa-tion administrative. • Préparer et analyser les

tion administrative.

Préparer la entityair les différents dossiers jurisiques et en seaurer le saivi,

Participer aux réunions de préconstruction et éssu-

SOLIDARITÉ

ET

TIERS-MONDE

PERMANENT

BÉNÉVOLE

li faut organiser, gérer, déve-lopper, convaintre... dans un environnement associatif de solidarité active aux multiples senablitée.

C'est un projet d'envergure pour une personne bénévole (retrainé per exemple) qui a déjà véou des situations culturalles comparables.

Agence de publicité Neuilly cherche

ASSISTANTE CONFIRMÉE

pour suivi dossiers techni-ques, traitement de textes et

ques, transmert de tectue et correspondence au sein d'un groupe commercial en plein développement. Maîtrise dactylo/orthographe axigée. Angleis souhaité. Apples Valèrie au 48-24-66-77.

Cherche EMPLOYEE DE BUREAU DACTYLOGRAPHE

débutante acceptés. Tél.: 45-48-10-65 de 16 h à 18 h.

Centre de formation pour adultes devant se recycler suite à des problèmes de santé, recrute FORMATEUR

REPRODUCTION INTERDITE

EN SEGRÉTARIAT adiptation. BTS SECRÉTARIAT ou équi veient + 5 ens d'appérence dont 3 suprès de Directeur ou Responsable de service administratif.

Compétences: compléme taires appréciées : tourier vente ou langue. Récembration APPÂ. Brivayer C.V. et motivet à CENTRE VIVRE

the trains the second of

-

54, av. François-Rasput, 94117 ARCUEL, CEDEX. CAMMET DE COMBEN. RECHERCHE ORGANISATEUR

3 à 5 ans d'axpérience en organisation informatique, connelessations de la micro-informati, 30 ans. services. Adr. C.V. + photo + prétantions à C.T.A. CONSEI., 45, rue Boiresingault, 75013 PARIS. ORGANISME 1 % LOGEMENT

COLLABORATEUR

CUARTIER ÉTOICE : 10

2 SECRÉTAIRES **ASSISTANTES**

36 à 46 ens, minimum 5 ans d'expérience, bilingues angles, tals ordonnées et sachant rédiger. TTX WORD. Travell impliquent de nombreux contacts verife avec nos correspondents. Libres repidement.

Adr. lettre man., C.V., photo et grét. a/rét. 29/423 à CONTESSE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Peris Codex 01, qui tr.

Le Ville de Viccennee Not-de-Marrie) recrute d'urgence pour son centre de zanné et pour um crècle collective 2 INFIRMIERES D.E.

INSTITUT DE FORMATION

ASSISTANT H./F. EN FORMATION

habituéle) à l'analyse des basoins en milleu industrial, pour assurer la promotion affactive des contrats

indispensable.

Adr. C.V., photo, pris. en prioisent sur l'enveloppe le réf. 43354, BLEU, 17, toe Lebel, 94307 VINCERNES. Agence de publiciré Naully cherche assievante confirmée pour suivi dossiers techniques traitsement de taxtes et correspondence su sent d'un groupe commercial, en plein dévisionnement

dactylo/urthographe exigée. Anglais souhaité. Appeler Valérie ex. 46-24-66-77.

Le Ville de

RÉDACTEUR OR ATTACHE

SURVEILLANTE ingée des functions de Surveillence-chef Tituleire du Certificat. La Aptitude Anesthésie Résningzion et du CCI

MITÉ DE RÉANIMATION POLYVALENTE (4 lite) SURVEILLANTE

Groupe Sociétés Traiteurs R.P. recharche ASSISTANT CHEF **COMPTABLE QUALIF** Niveau DECS at experime syant borner conneises ayent bornes commencement gestion at informatique. Posts évolutif. Env. C.V. at prét. réf. JM & SODP, 80, r. du Randez-Vous, 75012 PARIS.

L'Association Centre d'Accueil et d'Aide aux Todopmanes des Hauts-de-Seine récharche 1 DIRECTEUR

Bon nivest, dynamique, disponible immédiatement, expérience counsidée, permis VI. et borne connelsance Paris, bernieue.

Adr. lettre nam. C.V. et prét, s/rét. 29/418 à CONTESSE.
20. av. de 1704ca, 78040
PARIS Cades 01, qui ir.

CREAMORAM

construction de matériel pour l'industrie papatière CHEF DE SERVICE

INDUSTRIELLE Vous possédez une forment.

comptable de niveru supéreur
et une exp. professionnelle probese à au goire dire and dans une amergnes similaire.

COMPTABILITÉ

Alignot vos acquie comprables et vice commelesamoses per vice commelesamoses fabriques, votre misalon consistera à la mise en place d'une comprabile analytique et à l'élaboration d'un commole budgézaire pour chaque matériel fabriqué. L'utilisation de l'outil intermatique et indepensable. Rémunitation 170 à 230 KF.

Menti d'adresser Réf. 25488 lettre menuscrite et CV. photo + présentions à M. P. PROFIL 4, rue Hinemar, 51100 Reims.

RECHERCHE POUR BUREAU D'ETUDES PARCHTECTURE D'ENTERIE **THATZIZZA** DÉCORATEUR

d'expérience INTERIORS 45-48-33-10.

CHARGE(E) D'ETUDES 600 et 822.
Conn. Bere ou experise stat. surres sectours Angleis. Déplec.
Durée déter.
14 000 F. mens. LIRGENT Sw. CV + phons sous ** 8 109
LE MONDE PUBLICITE
E. de MONDESTER

5, rue de Monttessuy. 75007 PARIS. Groupe leader national aucteur de la radio FM très fort développeme recherche pour son territo de diffusion du TARN DIRECTEUR

COMMERCIAL Retteché su directeur géné-ral de région, le candidat ratenu surs à charge

retenu sura à charge la menagement complet d'une équipe de commercieux d'administratifs et de berinficere.

Profil souhaité:

Formation commerciale supérieure ou expérieure ou expérieure nu expérieure nuer commercial.

Goût pour le gestion d'un centre de profit et l'animation d'une équipe.

Possibilités d'évolution à terme au sein du proupe.

processance of evolution at the process of the proc

FORMATION

PROFESSIONNELLE STACE POUR DEMANDEURS D'EMPLOI

RESPONSABLE ER COMMUNICATION RESEAUX CABLES - ENTREPRISES 1100 heures - du 27 février au 22 septembre 1989

Pormation essentiellement sur le terrain. Niveau requis : Bac + 3 (reconnaissance des acquis professionnels). (Possibilités de rémunération pour les personnes ayant déjà travaille). Tenselonements et lescriptions :

université paris 8 formation permanente

2; rue de la Liberté - 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. 48,29.23.00

CONSTITUTION STES ASPAC 42-93-60-50 + Domiciliation depuis 50 F/min Paris 1", 8", 9", 15" et 17", Construction SARL 1.000 F HT. INTER DOM 12", 43-40-31-46. CREADOM 17", 42-67-06-89.

CENTRE HOSPITALIER I Importante Société de 25, rue Edmond-Turcq Promotion immobilière rech. joune comptable, niveau BTS, IVT. DEFCS, Art development.

25 km au Nord de Parie 1000 CENTRE 1000 CENTRE

DEMANDES D'EMPLOIS

VOTRE PARTENAIRE MADAĜASCAR Jeans chef d'entreprise (42 sm) formation supérieure, 14 sm d'expériences résentes dans le gestion de contres de profit. Bien introduit dans milieux publics et privés

publics of privite studies trudes propositions concernant direction fillusis ou mission of implantation. Earte sous is no 8 112. LE MONIDE PUBLICITE

rer la coordination techniqua.

Agise de 28 à 35 ers emiron, formation jurissous de
museu BAC+3, expérience
dans le sectaur immobilier.
Envoyer CV + photo sous
rér. 1288 D à FLORIAN
MANTIONE INSTITUT.
Conseil en Resrutement
B.P. 5558, nouts de Levétane, 34060 MONTPELLER
CEDEX 01, ou consulter is
définition de fonction sur
minital 3818 dode SOFTEL. J.H. 29 ms, banne présent, rech. emploi CHAUFFEUR DE MAITRE en DERECTION, très deponible, réf. contrôle-ble. Tél.: 42-49-02-65, Libre de suits. Diplômé Sciences Po Parle, DEA Eco, licence Lettres, 26 ans.

Etudie ttes propositions. Tel.: 47-53-02-61. Diplômé Faculté de Clemont-Fd, J.H. 24 ans, aéricus, Melbise Eco géné-rals (mention B), DESS e analyse de projet s (men-tion AB), ch. amploi caria. Tél.: 71-48-61-96.

Notre association a 5 ans. Des groupes de collégians et lydéens financent entre auras des réellestons de series en Bolivie. l'éducation agricole et seniciers de communeutés villageoises. Pour essurer se continuité, il nous faut aujourd'hui un permanent. **CADRE BANGAIRE** Directeur agence cl. Vi, H. 49 a., 22 a. expérierce. Libre immédiatement. Tél.: 74-38-42-78, répond. Son rôle : faire vivre l'asso-ciation à tous les niveaux, vis-à-vis des groupes exis-tants, des « futurs groupes», des pouvoirs publics, de la Bolivia...

BIGÉNIEUR F. grandas Eroles nazionalité danoise. 29 ane ayant fait sus études en France, désirerait trouver une situation. Spécialiste en thermo électronique. Martine le langues sendireves trançais angleis/eméricain alement. Expérieure pratique Japont Europe, Amérique Japont Europe, Amérique Japont Europe, 110 Europe, 110 LE MONDE PUBLICITÉ 5, ne de Monttaseury

5, rue de Monttessuy 75007 Paris. JURISTE
Cadre supérieur fonction
publique désignat se reconverte offre services en entreprise, gestion, administration, personnel, bilinque,
pré, pour Midi ou Espagne.
Tél.: (16) 33-20-42-91. J.H. DEA Droit, option

sciale, rach, entreprise pour réuser une gestion stratégi-que et performente des res-sources, humaines, Libre de suite pour étud, the propos, Entre sous le ré 9 108 LE MONDE PUBLICITÉ 5, nue de Montinesur

M. 34 a., 10 ans expár. Responseble stocks, achsts et production mat. informatique, partaix matrise que por informatical (IBM PC ráseau) ch. posto Paris ou proche bantieue Nord-Est. Ecr. CONTESSE Pub., p. 05/328, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

locations

non meublées

demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

rech. pour multinationales et ambassades APPTS HAUT de GAMME VIDES ou MEU-SLÉS HOYELS PARTICU-LERS et BELLES VILLAS OUEST. ACHAT POSSIBLE.

TÉL.: (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE

Le Monde **IMMOBILIER**

appartements ventes

10° arrdt Chicaeu-d'Enu, appt 3 p Criss., w.c., s. d'asu, 450.000 F. Gare du Nord, 2 p., styrée, p.is., s. d'asu, w.c., 530.000 F. Immo Mar-cadet ~ (1) 42-52-01-82.

18° arrdt

Rus Championnet, bel imm. p.d.t. gd 2 pcss, 11 cft. 630.000 F. Rus Damré-

B, av. de Messine, 75008 Paris nech, APPARTS DE GDE CLASSE. Belles récaptions avec minimum 3 chbres. appartements achats TÉL.: (1) 45-62-78-99. Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE svec ou sans traveux. PAIE CPT chez notaire. (1) 48-73-48-07 même soir. ENTERNATIONAL SERVICE mitmusionat extrict roch pr BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLO-MATES, GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 PCES. Tél.: 42-80-20-42. YOUS DÉSIREZ YENDRE

un imm., un appert. au un local commercial ADRESSEZ-VOUS A UN SPÉCIALISTE

locations meublées demandes Paris

STÉ MULTINATIONALE rach, pour sa clientéla du STUDIO au 8 PCES VIDE ou MEUBLÉ. 76.: 45-00-84-75.

bureaux Locations

SIEGE SOCIAL

Le Carnet du Monde

ses fidèles amis, Les familles Taix, Bressolles, Cros, Neyceusac, Blanc, Bournet, ont la douleur de faire part du décès de

M., Gabriel TAIX,

commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur lET, président de l'APAVE du Sud-Ouest,

Les obsèques auront lieu le mardi 24 janvier, à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Monbadon (Gironde), sui-

Les fleurs penvent être remplacées par des dons à : la Fondation pour la

recherche médicale, 54, rue de Varenne,

75007 Paris, ou à Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex II.

- Le conseil d'administration,

Le personnel de l'APAVE du Sud-Ouest ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel TAIX.

ingénieur IET, commandeur de la Légion d'honneur,

fondateur du comité consultatif

de l'utilisation de l'énergie, rapporteur de la commis

ancien administrateur d'EDF

et des Houillères du Bassin d'Aquitaine

membre de la section permanente

du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, fondateur de la confédération

européenne des organismes

de contrôle (CEOC).

de l'énergie au Conseil éconor

Le comité de direction,

vies de l'inhumation dans l'intimité.

survenu le 20 janvier 1989.

Château Fongaban,

Monbadon, 33570 Lussac.

~ Reine Taix.

Naissances |

Karoline HURER-AGNES at Jean AGNES,

le 16 janvier 1989.

148, rac de Flandre, 75019 Paris. - Kathy, Bernard et Robert COMPAGNON

le 4 janvier 1989. 188, Clove Road,

New-Rochelle, N.Y. 1080) Etats-Unis. - Dela Barasz,

Ruth et Gérard Erligmann, ses enfants Olivier, Emmanuelle, Antoine ont la grande douleur d'annoncer le décès subit de

M. Henri BARASZ.

survenu le 17 janvier 1989. Cet avis tient lien de faire-part.

- Les familles Busse, McMillan, Choisnard, Caradeue et Colin ont la grande tristesse de faire part du décès à Fontainebleau de

> Jean-Claude BUSSE, docteur vétérinaire,

le 7 janvier 1989, dans sa soixante-

L'incinération a cu lieu dans l'inti-

Cet avis tient lieu de faire-part. - M= Emma Galasso-Coben,

et leurs enfants,
M. et Mar Jean Carasso,
M. et Mar Victor Berrebi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Aldo COHEN croix de guerre 1914-1918, survenu le 15 janvier 1989, dans sa

quatre-vingt-quatorzième année. Les obsèques ont eu lieu à Villota en

2, allée des Pépinières, 94800 Villejuif.

Le président de l'université Joseph-Le doyen de la faculté de médecine, Les enseignants et le personnel, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Charles CONTAMIN, chef du service de chirurgie cardiaque an centre hospitalier régional de Grenoble,

survenu le 20 janvier 1989.

- M™ Marie-Hélène Heyte, M. Bernard Pierre, son époux, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M= Denise HEYTE,

Les obsèques ont en lieu à Floirac (Gironde), le vendredi 13 janvier 1989, dans l'intimité familiale. Ses anciens élèves.

Et ses amis des classes terminales des années 50 du collège de Notre-Dame d'Afrique à Alger, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

Père Luc LHAUMET S.J.,

le 22 janvier 1989.

MEC, 6, quai Claude-Bernard, 69007 Lyon.

 Ad majorem dei gloriam. - M. Robert Nataf.

Ses enfants et petits-enfants, Les familles Nataf, Azria, Timsit, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M™ Robert NATAF, néc Gaby Azria,

survenu à son domicile, le vendredi L'inhumation aura lieu le mardi

24 janvier, à 14 heures, au cimetière d'Anteuil, rue Claude-Lorrain, 75016 Paris.

BOBLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

NºVERT_05.45.22.27 PERMANENCE

pour la défense civile région Aquitaine, président de l'APAVESO. son épouse, Jacqueline Taix, Monique et Tadahiro Yoshida,

survenu le 20 janvier 1989.

Georges et Josette Taix, ses enfants, Florence, Isabelle et Pierre Taix, Les obsèques auront lieu le mardi 24 janvier, à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Monbadon (Gironde). ses petits-enfants, Hélène Taix, Hélène Bressolles, ses belles-sœurs, Pierrette Gaignebet et Jean Berseille,

Anniversaires Hippolyte CAILLON, ingénieur AM et ECP, 1889-1965,

anrait eu cent ans ce 24 janvier.

Ses enfants appellent au souvenir et à la prière ceux qui l'ont connu et estimé. lls rappellent la mémoire de leur

Léonie Angéline BELUZE, 1896-1975.

De fa part du RP Charles Caillon, le M™ Claudette Caillon. La Mirandolle, Villerest,

42300 Roanne.

- Pour le vingtième anniversaire du

médecin général inspecteur Raymond DEBÉNÉDETTI,

une prière est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe célébrée, le samedi 28 janvier 1989, à 18 h 15, en la chapelle du Valde-Grace, 1, place Laveran.

Condoléances

- M= Sabina Zlatin, directrice et fondatrice de la Maison d'ensants résugiés de l'Hérault, à Izieu (Ain).

tient à exprimer ses condoléances attris-tées à la suite du décès de

M= BEN GUIGUI

à sa famille. M= Ben Guigui avait perdu trois enfants, qui ont été déportés d'Izieu le 6 avril 1944 par Barbie et la Gestapo.



Du nouveau pour les visiteurs médicaux

A partir du 31 mai, la profession de visiteur médical obéira à une nouvelle réglementation, définie par un accord tripartite entre le Syndicat national des industries pharmaceutiques (SNIP), les organisations syndicales de visiteurs médicaux et les pouvoirs publics. Naguère métier de camelots, la visite médicale aspire à l'honorabilité des professions commerciales et scientifiques de haut de gamme.

« Quand on vend aux médecins des produits de haute technologie pharmaceutique, on ne peut pas dire n'importe quoi », estime ur

C'est pourquoi la nouvelle réglementation modifie la formation et le recrutement de ces futurs représentants. Un programme de référence de cinq cents heures d'enseignement médical et profi défini. La vérification des connaissances sera sanctionnée par un examen permettant d'obtenir la carte professionnelle, obligatoire à partir du 1º juin, qui sera délivrée par un comité pédagogique

national, composé paritairement par les organismes professionnels. Nouveau venu parmi les écoles déjà existantes, l'Institut supérieur de communication médicale (INSECOMM) entend développer « un concept de grande école assurant des débouchés à une élite ». Trois cents heures de formation médicale et thérapeutique, deux cents heures de programmes professionnels et six mois de stage sur le terrain pour des étudiants de moins de vingt-aix ans recrutés à un niveau bac + 3 ou 4. Les visiteurs médicaux sont actuellement douze mille. Les besoins d'ici cinq ans sont estimés à vingt mille par la

± INSECOMM. 48, avenue Marceau. Tél.: (1) 47-23-04-00.

Stages en RDA

Des stages de langue allemande sont proposés dans une dizaine d'établissements de la République démocratique allemande en juillet et en août, pour les enseignants d'allemand des universités, lycées et collèges, traducteurs, interprètes et germanistes titulaires d'une maîtrise et se destinant à l'enseignement. Date limite des

dépôts de candidature : 15 mars. Pour le retrait des dossiers d'inscription et les demandes de bourse : ministère des affaires étrangères : division de la formation des Français à

l'étranger. 6, rue de Marignan, 75008 Paris.

Théâtre

Le septième Festival de théâtre des grandes écoles

organisé par les étudiants du Centre d'enseignement et de recharche appliquée au management aura lieu du 14 au 18 mars à Sophia Antipolis.

★ CERAM. Sophia Antipolis, BP 20, 06561 Valbonne Cedex. Tél.: 93-95-45-95.

Management de la production

L'IUT de Valenciennes lance à la fin du mois de janvier une nouvelle formation: ≰ management de production » (mécanique, métallurgie, bâtiment et travaux publics). Elle s'adresse aux titulaires d'un DUT ou d'un BTS

à la recherche d'un emploi. * IUT. Formation continue, Le Mont Houy, 59326 Valenciennes Cedex. Tél.: 27-30-16-49.

anglais en Angleterre : une affaire de spécialistes

OXFORD: stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année,
BRISTOL: stages semi-individualisés, cours par petits groupes,
LONDRES: stages d'oral intensif par petits groupes.

tyckers-cellégiest : stages linguistiques en Angleterre, en Allemagne et aux USA,

BLS.E. House, Binsey Lane . Butere (England) Tel. (0865) 249 218 OISE 21. new Théophrasis Beauties 75015 Paris Tél. (1) 45 33 12 02 a La référence pour l'excellence en anglais

(lire ci-dessous). ■ En rachetant la filiale canadienne de Texaco. Exxon va devenir la première entreprise pétrolière du pays (lire page 30). ■ La création d'entreprises a

atteint en 1988 en France un niveau record (lire ci-contre). ■ Aucun des objectifs de croissance pour 1988 n'a été atteint en Union soviétique (lire page 32).

Le chômage en diminution au premier semestre 1989?

Le ministère du travail ne croit pas aux bonnes prévisions de l'INSEE sur l'emploi

On est bien embarrassé, au ministère du travail. On s'y prépare, pour 1989, à de mauvais chiffres de chômage, après les sur-prenants résultats positifs de 1988 et l'on reste sceptique devant les prévisions optimistes de l'INSEE pour le premier semestre de l'année, publiées en décembre dernier (*le Monde* du 22 décembre). Si 0,6 % pour les six premiers mois de 1989 – est jugée plausible, l'entourage de M. Jean-Pierre Soisson se montre beaucoup plus réservé sur la possibilité de descendre durablement au-dessous d'un taux de chômage de l'ordre de 10 % par rapport à la population active, pour la première fois depuis

Feutré, le débat masque un désaccord profond sur nombre de mécanismes à l'œuvre, tant pour le fonc-tionnement du marché du travail que pour les conséquences de la politique de l'emploi.

Convaincu de l'impact des pro-grammes gouvernementaux de lutte grammes gouvernementatu de lutte contre le chômage – le « traitement social ». – l'INSEE considère que ceux-ci obtiendront, en 1989, les mêmes résultats qu'en 1988. Sa note de conjoncture estime ainsi que les stages courts de reclassement pro-fessionnel, d'une durée d'un à trois mois, attireront 40 000 chômeurs de longue durée potentiels. Ce que l'on n'espère pas au ministère du travail. où l'on est bien plus modeste dans

De même, l'INSEE prétend que - la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI) pourrait également avoir un effet à la baisse sur le nombre des demandes d'emploi en fin de mois, lorsque les beneficiaires exerceront une activité d'insertion en contrepartie de la prestation offerte -. Ce que conteste le ministère du travail, persuadé du contraire, et même préoccupé d'un contrecoup, désastreux pour les statistiques en sin de mois, de la mon-

tée en puissance du dispositif. Sur les 500000 bénéficiaires du RMI attendus, on s'accorde à considérer que deux cent mille d'entre eux sont déjà inscrits à l'ANPE, que 200 000 ne le pourront pas ou ne voudront pas, faute de capacités réelles d'intégration sociale, et que 100000, enfin, effectueront par leur

 Une fédération mutualiste condamnée. - La Fédération des mutuelles de France (FMF), qui avait lancé en octobre 1988 una campagne publicitaire contre les pratiques des compagnies d'assurance en matière de santé sur le thème « Mon corps n'est pas une bagnole », a été condamnée, mercredi 18 janvier, à 1 F de dommages-intérêts par le tribunal de grande instance de Paris sur plainte de la Fédération française des sociétés d'assurance et la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance. La FMF a décidé de faire appel du jugement.

cotées à la Bourse de Montréal.

société et l'actionnaire majoritaire.

usine de produits en béton à Montréal.

a cimenterie de Picton, située dans l'Ontario.

inscription sur les listes, leur première démarche d'insertion. Ce dernier chiffre peut aisement être doublé, tant l'on connaît mal aujourd'hui la population des « nouveaux pauvres •.

Leur arrivée devrait donc. en toute logique, se traduire par une brusque augmentation du chômage recensé. Pour l'éviter, on envisage de les répertorier dans une catégorie spécifique qui ne servirait pas au calcul du taux officiel de chômage. Pour de nombreux bénéficiaires l' - activité d'insertion - se résumera d'ailleurs à l'accomplissement d'actes simples tels que réapprendre à se lever à l'heure, effectuer des démarches administratives, etc. C'est pourquoi, aussi, le ministre du travail a lancé une mesure nouvelle : le contrat de retour dans l'emploi (CRE); celui-ci devrait toucher une population de 100 000 chômeurs actuels de longue durée. La réussite de ce dispositif compenserait, pour partie, la croissance de la même catégorie, due au RMI.

Découragés et dispensés

Ce n'est pas tout. Depuis quel-ques années, des mouvements brusques agissant sur le marché du travail modifient tellement les comportements que les analyses extrapolées d'une observation sur une longue durée deviennent inopérantes. De crise profonde en reprise imprévue, avec l'émergence de nouvelles formes d'emploi, trop de facteurs perturbent la lecture des événements, notamment les interférences du traitement social du chômage. Ainsi - et tout récemment encore entre 1986 et 1988. l'INSEE a pu conclure à la moro sité, alors ou une relance de l'emplo s'amorçait. La même erreur pourrait se produire en sens contraire...

Plusieurs zones d'ombre incitent, en effet, à la prudence, la diminu-tion actuelle du chômage n'étant pas uniquement due à des causes naturelles. Le nombre de . chômeurs découragés - - c'est-à-dire, pour reprendre une expression en vigueur dans les pays anglo-saxons, ceux qui sont tellement éloignés de l'emploi qu'ils n'en cherchent même plus ne cesse d'augmenter. Ils étaient 70 000 - inscrits à l'ANPE - en mars 1986, 140 000 en mars 1988, dont, pour près des deux tiers, des personnes de plus de cinquante aus, et surtout des femmes.

La baisse enregistrée par les sta-tistiques du chômage s'explique aussi par l'accroissement du nombre d'inscrits à l'ANPE qui ont plus de plus de cinquante-cinq ans : dis-pensés de la recherche d'un emploi, ceux-ci ne sont plus considérés comme chômeurs. On en comptait 120 000 en mars 1987 et 200 000 en mars 1988. Peut-on penser qu'en régime de croisière cette disposition continuera d'engranger longtemps traits des comptes officiels? Le ministère du travail s'attend à un

– AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS :

CIMENTS FRANÇAIS

VA LANCER UNE OPA AU CANADA

Lake Ontario Cement Ltd (LOCL), dont le siège est à Toronto et qui regroupe les activités du Groupe ciments français au Canada, vient d'annoncer son intention de lancer une offre publique d'achat amicale, au plus tard le 13 février 1989, sur l'ensemble des actions composant le capital de la société Miron. Ces actions sont

Cette annonce a été faite conjointement avec le conseil d'administration de la

Après avoir exploité jusqu'en 1987 une cimenterie près de Moutréal, la société

A l'issue de la mission d'information engagée et sous réserve des autorisations administratives, le succès total de l'offre conduirait à un investissement de LOCL de l'ordre de 60 millions de dollars canadiens, soit environ 290 millions de francs

Miron est aujourd'hui présente dans le Québec et la Nouvelle-Angleterre avec quatre terminaux de livraison de ciment pouvant assurer un volume d'activité de 500 000 tc mes et seize centrales à béton d'un capacité de l'ordre de 750 000 mètres

cubes. Elle exploite également des carrières de granulats près de Québec et une

La réalisation de ce projet permettrait au Groupe ciments français de compléter son dispositif nord-américain dans le ciment et les building products. En

essei, il est déjà fortement implanté aux Eints-Unis - en particulier en Pennsylvanie - et au Canada, dans l'Ontario. Cette nouvelle capacité de vente

permettrait également d'assurer dans les meilleures conditions la modernisation de

En 1988, la division Amérique du Nord du Groupe ciments français a dégagé un résultat net supérieur à 25 millions de dollars US et une capacité d'autofinancement de l'ordre de 50 millions de dollars US.

IGROUPE ICIMENTS

Plus préoccupante encore est la situation des jeunes maintenus dans le système scolaire.

Pour l'heure, tout va bien. Tandis que l'on attendait un excédent de population active, à la recherche d'un emploi, chiffré par l'INSEE à 182 000 en 1987 et à 188 000 en 1988, la variation réclle n'a été. respectivement, que de 49 000 et de

Le retour des jeunes

Mais cette conjoncture peut deve-nir redoutable à l'avenir. Si, en 1987, 80 000 garçons et filles de moins de vingt-cinq ans, et, en 1988, 235 000 autres ne se sont pas présentés sur le marché du travail, contrairement à ce qui était attendu, ils finiront bien par arriver. Le flot ne peut pas être éternellement tari. Certes, on doit se réjouir de ce

que des jeunes aient différé leur entrée dans la vie active, puisque la prolongation de leur scolarité devrait améliorer leur niveau de formation. Mais, pour les gestionnaires des politiques d'emploi, l'incertitude est devenue totale. Ils savent que ces jeunes réapparaîtront et que le rythme du flux redeviendra normal, mais ils ignorent à quel moment et

A côté de ces garçons et de ces filles qui ont décidé de poursuivre leurs études, il y a ceux qui ont été dissuadés de rejoindre immédiatement la vie active par le dispositif lancé, à la rentrée 1986, par Mª Nicole Catala, et reconduit depuis. A ces jeunes peu ou mai formés, pour la plupart, on a proposé après un entretien individuel des sessions d'information et d'orientation de deux à six semaines, ou des formules de stage allant jusqu'à neuf mois. Bienfait pour l'insertion professionnelle future mis à part, une telle démarche perturbe passable ment les cycles habituels. Or ils étaient, estime-t-on, 120000 jeunes dans ce cas en 1987, et sûrement autant en 1988...

Tout cela ne porte pas les services du ministère du travail à l'euphorie : jusqu'en 2005 ou 2010, le solde des entrées et des sorties de la vie active sera positif, et la création d'emploi. même retrouvée, ne pourra suffir pour absorber l'excédent et, encore moins, pour résorber le «stock» de

L'extrême réserve des responsa bles à l'égard des prévisions de l'INSEE vient de là. Paradoxe : l'Institut national de la statistique lui-même ne dissimule pas davantage les risques futurs contenus dans l'évolution à terme, une fois salués les succès du jour. Sous la querelle, les spécialistes, redoutent donc le retentissement d'une réalité passagère sur une opinion tentée de reveir aux facilités d'antan, celles de l'époque du plein-emploi. Les bonnes nouvelles de l'INSEE n'aident pas un gouvernement qui sait que la partie est loin d'être

ALAIN LEBAUBE.

279 000 immatriculations en 1988

Nouveau record de création d'entreprises en France

Nouveau signe de la bonne l'an dernier, le nombre des immatriculations d'entreprises a atteint son plus haut niveau ment, en 1978. Le nombre d'immatriculations totales s'est en effet élevé à 279 000 en 1988, dont 216 580 provenant de créations nouvelles, et 62 420 de reprises d'entreprises. En 1987, le nombre total des immatriculations était de 274 000.

L'INSEE note que le record de 1988 est établi maigré les difficultés d'acheminement du courrier à l'automne, qui n'ont pas permis de recueillir toute les immatriculations au 31 décem-

Si le rythme de créations s'était poursuivi au quatrieme trimestre à son rythme des neuf créations d'antreprises auraient progressé de 4 %, et non de 2 %, par rapport à 1987. Cependes grèves, l'INSEE n'exclut pas l'hypothèse d'une inflexion de

particulierement dynamique en 1988, puisque 35 000 entreprises y ont été créées, contre 32 700 en 1987, et 31 700 en 1986. Le secteur des services, de son côté, a contribué à près de la moitié des immatricul tions, avec 130 700 entreprises

ETRANGER

Le gouvernement néerlandais relance le conflit sur la «voiture propre»

AMSTERDAM de notre correspondant

Le gouvernement nécriandais vient de recevoir un soutien de poids dans le bras de fer qui l'oppose sion de Bruxelles, mais aussi à la France, au sujet des automobiles équipées d'un pot d'échappement catalytique. C'est à l'unanimité que les partis politiques se sont rangés, la semaine dernière, derrière la décision du ministre de l'environnement, M. Ed. Nipels, de stimuler la vente des «voitures propres» à compter du la février prochain. Un avantage fiscal sera octroyé aux acquéreurs de ce type de véhicules : selon le modèle de pot catalytique, la «ris-tourne » sera de 850 florins (2550 F) ou du double.

Annoncée une première fois en juin 1988 et confirmée le 24 novem-bre suivant, lors de la réunion des

ministres de l'environnement de la CEE, cette « ristourne » avait valu à M. Nipels les fondres de la Commission européenne, qui annonçait immédiatement son intention de traduire les Pays-Bas devant la cour de justice de Luxembourg s'ils pas-saient aux actes. C'est désormais chose faite, et La Haye attend « avec confiance » l'issue du procès qui semble désormais inévitable.

Le ministre néerlandais estime en effet qu'ane accusation d'entrave à la concurrence ne serait pas fondée, dans la mesure où la vente des voitures sans pot catalytique n'est pas interdite. C'est simplement celle des «voitures progres» qui se trouve non pas favorisée, mais simplement encouragée par une politique d'exo-nération fiscale visant à rapprocher neration liscaie visant à rapprocher la vie des deux types de véhicule. Cette argumentation ne convainc pas les observateurs italiens, et sur-tout français, qui-craignent d'être désavantagés aux yeux des consom-mateurs par rapport à leurs concur-rents allemands.

En 1988, la part du marché détenue par les marques françaises était de 16,7 %, en augmentation de 0,9 % par rapport à 1987, et celle des marques allemandes de 28,8 %, en baisse de 1,7 point.

Venu faire connaissance, le 17 octobre dernier, avec son homolo-gue néerlandais. M. Michel Rocard s'était d'ailleurs entretenn de ce dossier avec M. Ruud Lubbers. Un mois plus tard, à Bruxelles, M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'envi-ronnement, demandair l'interdiction de toute mesure d'incitation fiscale. Ces démarches françaises sont

Réduire de 75 % la pollution automobile

M. Ed. Nipels, il est vrai, a fait de la « voiture propre » un de ses chevaux de bataille, aussi bien à l'échelle nationale, où il veut réduire de 75 % la pollution automobile. qu'au niveau européen. En bravant ouvertement la CEE, il veut stigmatiser l'incapacité des Douze, selon Iti. à s'attaquer aux nuisances dues à la circulation routière. Les Pays-Bas considèrent que les normes anti-pollution définies le 24 novembre 1988 pour les petites cylindrées sont trop tolérantes et d'application trop

Nous seront des pionniers ». 2 déclaré M. Nipels, qui est convaincu d'obtenir gain de cause devant la juridiction communautaire. En attendant, il travaille déjà à un renforcement de la réglementation des Moteurs diesel, et compte bien plai-der cette nouvelle cause auprès de ses collègues européens.

CHRISTIAN CHARTIER.

EN BREF

• Aquaculture : feu vert pour le projet Salmor à Morlaix. — La Conseil supérieur des installations classées a donné le 16 janvier un avis favorable au projet de grande ferme aquacole dans la baie de Morlaix (nord du Finistère), conno sous le nom de projet Salmor. il s'agit de l'élevage et de la production de sau-mons (1 200 tonnes par an à partir de 1990). Ce projet, qui associe des Capitaux norvégiens et bretons, a souleve au cours des mois passés de nombreuses oppositions à la fois des associations de protection de la nature, des marins pêcheurs, et des ostreiculteurs concernés, qui craignent des pollutions. On attend pour les prochains jours l'arrêté du préfet du Finistère donnant le feu vert définitif à ce projet d'aquaculture, qui sera le plus important de France. Chaque année 40 000 tonnes de saumons sont importées, ce qui représente plus de 1,5 milliard de francs de déficit pour le commerce

Le lancement du Xe Plan

Le secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Lionel Stoléru, a remis aux membres du gouvernement le document de préparation du X° Plan. Ce document fait la synthèse des travaux d'une douzaine de commissions, et sera examiné mardi en comité interministériel.

S'étendant sur quatre aus (1989-1992), ce Xº Plan coîncidera avec l'avènement du marché

Ses orientations seront déterminées au cours du conseil des ministres du 22 mars prochain

POINT DE VUE

par Marc Blondel secrétaire général de Force ouvrière

UE reste-t-il du Plan ? Il peut paraître curieux de poser la question avant que le Plan ne soit définitivement voté par le Parlement à la session de printemps. Ce sont les événements qui nous v conduisent, en particulier le contenu de l'esquisse du Xe Plan et la publicité faite, actuellement, aux travaux de concertation qui se sont déroulés du 20 septembre au 20 décembre.

Ces demières années, il est vrai, la planification a connu pas mai de péripéties : citons un VIIIº Plan mort-né, un Plan intérimaire tombé aux oubliettes, un iXº Plan qui finit en queue de comète, une période d'incertitude quant au maintien du Plan avec le vent du libéralisme en 1986/1987 et, pour finir, le lance-ment « à l'arraché » du X° Plan.

Nous avons touiours marqué notre attachement à l'existence d'un Plan souple et indicatif, engageant les pouvoirs publics et préparé par consultation des interlocuteurs sociaux. Le Plan représente à la fois un exercice de cohérence, de perspectives, d'information, trois fonctions encore plus nécessaires en période d'incertitude et de difficultés conomiques et sociales.

Or, sur ces trois fonctions, 'esquisse du Xº Plan na nous donne pas satisfaction. En matière de cohérence, différents types de problèmes se posent. La procédure des contrats de plan Etat/région, lancée avant les travaux nationaux du Xª Plan, s'est, depuis, plus réalisée en parallèle qu'en complémentarité. Quant aux contrats de plan entre l'Etat et les entreprises publiques, nous sommes encore dans l'incertitude. Enfin. le gouvernement a d'ores et déjà annoncé certains projets à moyen terme (modernisation de la fonction publique - Education nationale), alors que ces thèmes faisaient partie des discussions dans le cadre des commissions du Plan. A nouveau, c'est donc le caractère interministériel du Plan qui n'est pas entièrement

Insatisfaction respecté. La cohérence fait égale

ment défaut, selon nous, dans l'articulation entre certains objectifs de l'esquisse de Plan et les moyens affichés pour y parvenir. Ainsi, si l'on peut souscrire à des objectifs, comme reconquerir un haut niveau d'emploi ou conserver et améliorer la protection sociale collective, on ne peut que s'interroger sur les movens retenus qui, pour l'essentiel, maintiennent le cadre orthodoxe des contraintes économiques en vigueur depuis quelques années. Par exemple, il est précisé que la croissance économique ne pourra venir que de l'investissement et de l'exportation, affirmer que les objectifs ne seront pas atteints.

En matière de perspective, ou d'éclairage de l'avenir, les travaux consultatifs ont été menés sans que soient présentés au préalable différents scénarios macroéconomiqu de cadrage. Comment des lors guider des choix et priorités ? Comment encore évaluer le poids des prétendues contraintes économiques en termes d'emploi ou de niveau de vie ? Que signifie dès lors l'objectif d'un taux de croissance de l'investis sement deux fois supérieur à celui du produit intérieur brut, d'autant que la notion de stratégie industrielle est absente de l'esquisse ? Ce manque de cadrage macroéconomique obère sérieusement, quel que soit le contenu du Plan, sa qualité.

Sur le troisième point, l'information, nous sommes aussi insatisfaits. De tradition, le Plan est à la fois un moment et un lieu d'échange d'infor mations, de transparence, c'est-àdire participe de fait à la démocratie. Si ces données n'ont pas été fondamentalement remises en cause, les conditions de l'exercice de planification y ont cependant porté atteinte. Que ce soit du fait de la rapidité même des travaux, vouloir sérieusement discuter en quelques réunions de tous les problèmes économiques et sociaux de l'heure relève de la gageure. Que ce soit aussi du fait de la composition des commissions de travail puisque le nombre de repré-

sentants des interlocuteurs sociaux était relativement plus limité. Que ce soit encore du fait de la personnalité de certains présidents de commis sion, phénomène qui a conduit à ce que le Plan ait gagné en médiatisation, en spectacle ce qu'il a perdu en concertation, en caractère démocratique. C'est ainsi que la publicité feite aux avis de première phase de différentes commissions s'est faite avant que les interlocuteurs sociaux aient toujours eu le temps matériel de faire valoir leurs observations par écrit. procédure traditionnelle du Plan. Or, pour que le Plan conserve sa place dans le dialogue social, il est indis-pensable qu'il ne soit ni un lieu de négociation ni un lieu a priori consensuel, mais un lieu d'échanges, de débats, de positions contradictoires. A charge pour les pouvoirs publics, que le Plan engage, de prendre seuls teurs responsabilités en la matière.

Il est encore deux points sur les-

quels le contenu de l'esquisse de Xº Plan inquiète Force ouvrière. Sur le rôle et la conception de l'Etat d'abord, nous craignons que, au nom de l'efficacité, on ne débouche sur une conception libérale du devenir de l'administration et des services publics de laquelle serait absente la notion républicaine d'égalité des citoyens. L'Etat ne se gère pas comme une entreprise et ne répond pas aux mêmes critères économiques. C'est pourquoi Force ouvrière s'est opposée, en particulier dans la commission « Efficacité de l'Etat », aux notions d'autonomie de gestion ou de gestion participative qui nt à l'éclatement du statut de la fonction publique. Sur l'Europe. enfin, l'esquisse du Xº Plan, dont l'un des objets est de préparer 1992, demeure pour le moins évasive. En particulier dans l'aspect social de la construction européenne, puisqu'il n'est guere envisagé d'aller plus loin que le strict minimum (socie plancher solidarité inter-régionale).

L'Europe ne pourra être réussie que si elle s'accompagne d'avancées significatives pour les salariés. Ce qui exciut la poursuite de la déréglementation et impose la mise en place





Anna St. Far.

The state of the s

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A STATE OF BROOM

THE PARTY

Filtrands.

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

- Jung

Économie

REPÈRES

Brésii

Excédent record

de la balance commerciale en 1988

L'excedent de la balance comme ciale brésilienne a atteint 19,09 mil-liards de dollars (120 milliards de francs) en 1988. Ce montant, record, constitue, selon le président de la Caisse du commerce extérieur, M. Namír Salek, le troisième excédent commercial dans le monde. après ceux du Japon et de l'Ailemagne fédérale. Cependant, 14 miliards seulement sont effectivement entrés sous forma de devises au Bré sil en 1988, le reste comesonadant à des ventes à plus long terme. Pour la deuxième année consécutive, ce ne sont pas les matières premiè mais les produits industriels qui ont constitué le premier poste des exportations. Au total, les ventes brésiliennes à l'étranger ont atteint 33,8 milhards de dollars. Pour 1989. l'objectif gouvernemental porte sur un excédent de 14,5 milliards.

Distribution

Les hypermarchés en tête de la croissance en 1988

En 1988, l'activité des hypermarchés a progressé de 9 %, celle des supermarchés de 5,6 %, tandis que celle des magasins de proximité se réduisait de 3 %, poursuivant ainsi une tendance constante depuis plusieurs années. A surface constante, car les distributeurs continuent à ouvrir des grandes et moyennes surfaces de vente et à réduire le parc des magasins de proximité, la progression n'est plus que de 6,8 % pour les hypermarchés, de 2,8 % pour les supermarchés, et la baisse de 2,9 % pour les magasins de proxi-

Ce bilan est celui de l'Association pour le commerce moderne (ACM), qui regroupe trois organismes professionnels tédéraux : la Fédération nationale des distributeurs de produrts alimentaires et de grande consommation, le Groupement national des hypermarchés et le Syndicat national des maisons d'alimentation

Grande-Bretagne

Hausse des prix de 6,8% en 1988

Les prix de détail ont augmenté de 0.3% au mois de décembre, ce qui

représente une hausse de 6,8% et um an. L'indice des prix (base 100 en janvier 1987) s'est en effet élevé à 110,3 au mois de décembre, contre 103,3 un an plus tôt. Les prix alimentaires sont les principaux responsables de la hausse du mois dernier, alors que ceux des véhicules à moteur ou des vins et spiritueux ont baissé en décembre. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, espère parvenir à faire tomber l'inflation à un rythme annuel de 5% à la fin de 1989, mais les analystes estiment que le rythme de la hausse des prix va auparavant s'élever à 7 % ou 8 %.

Masse monétaire

La RFA dépasse son objectif de croissance

La masse monétaire de l'Allemagne fédérale, exprimée au sens large (M 3), a encore progresse, en 1988, à un rythme supérieur aux souhaits des autorités monétaires d'outre-Rhin. Sa croissance s'est élevée à 6.7 %, alors que l'objectif visait à ne pas dépasser 6 %. Pour la première tois, en 1988, les autorités allemandes avaient choisi de baser leu objectif sur M 3, et non sur la masse monétaire au sens de la Banque centrale, comme elles en avaient l'habi

Implantation

syndicale

En recul

L'implantation syndicale recula Selon une enquête du ministère du travail, la proportion d'établissements d'au moins cinquante salariés ayant (au moins) un délégué syndical est passé de 57,1% en 1985 à 55,1% en 1987, et le nombre de salariés appartenant à de tels établissements est passé de 76,2 % (4876 millions) à 74,5% (4597 millions). C'est surtout dans les établissemens de moins de deux cents sala: riés que le recul est sensible : ceux de cinq cents salariés et plus ont presque tous des délégues syndicaux. L'écart s'accroît donc.

Le nombre de délégués syndicaux a diminué aussi de 2%, passant de 44 271 à 43 378. Mais la baisse n'a touché que la CGT et la CFDT, qui réunissaient fin 1987 respectivement 29,4 % des délégués (contre 30,7 %) et 24,4% (au lieu de 24,8%). En revanche, FO en reunissait 13,4% (au lieu de 17,8%), la CGC 14% (au lieu de 13,7%), la CFTC 7,4% (au lieu de 6,8%), avec des effectifs légèrement accrus.

CORRESPONDANCE

Une lettre du PDG de Scalbert -Dupont

A la suite de l'article sur la banque Scalbert-Dupont (le Monde du 18 janvier). M. Claude Lamotte. PDG de cet établissement, nous a adressé la lettre suivante :

L'article donne un large écho aux allégations contenues dans un télégramme adressé aux pouvoirs publics le 15 décembre 1988 par des organisations syndicales. Celui-ci contient des éléments de désinformation tels que je me vois dans l'obligation de complèter l'information de votre rédaction.

En effet, la réalité sociale et quotidienne de la banque Scalbert-Dupont est tout à sait différente de ce que la teneur de l'article laisse croire et permet à noure entreprise de poursuivre son adaptation à des métiers en profonde mutation et sa modernisation.

Cette action porte ses fruits : ainsi, le résultat brut d'exploitation tavant amortissements et provisions) est passe de 89 millions de francs en 1983 à 218 en 1987. Le niveau des provisions, malgré notre implantation dans un secteur économique difficile, est comparable à ceiui des banques régionales.

Au cours des quatre dernières années, l'effectif a diminué de cent soixante-six personnes, soit une baisse moyenne de 1,6% l'an, par non renouvellement de la moitié du turn over cette évolution est tout à fait semblable à celle de nos

Dans le cadre de son projet d'entreprise de décembre 1986, la banque poursuit activement une politique de managoment participauf; ainsi trente-six groupes de progrès associant trois cent quarante collaborateurs (14% de l'effectif)

travaillent activement à l'amélioration de la qualité.

L'investissement formation est passé en quatre ans de 2,5% à 5% de la masse salariale et. sur le plan du dialogue social, deux accords partiels, améliorant l'accord d'entreprise, ont été signés début décembre 1988 par toutes les organisations syndicales.

Cette réalité se traduit encore dans la faible participation du personnel à la grève nationale du 17 janvier : 8,2%, soit l'un des plus faibles taux dans la profession après un pourcentage à peine supérieur (11,6%) dans le récent mouvement propre à l'établissement...

Quant à la construction du nouveau siège de la banque, elle va enfin permettre - après des années d'études - de nous situer au cœur du futur centre d'affaires de Lille et de regrouper des services disséminés dans la ville. Cet investissement est entièrement autofinance par des arbitrages immobiliers. Il y a là un acte de gestion et aucune trace de politique immobilière de pres-

Il est évident - et les éléments que je viens de vous fournir en font foi - que ce télégramme ne représente pas le sentiment profond de la

grande majorité du personnel. Enfin. à l'invitation de M. Saint-Geours, président de la Compagnie financière de CIC, je tiens à indiquer que la politique de la banque qui vient d'être décrite est conduite

avec son complet appui. (Contacté par téléphone le 23 décem-bre, M. Claude Lamotte n'avait pas sou-haité répondre sur le fonds aux critiques émises par les organisations syndicales dans leur télégramme destinée aux pou-voirs publics.]

- Tous les ouvrages sur · le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles..

à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES · 6, rue de Savois, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72 —

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

All m SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1988 **RÉSULTAT NET: 4 MILLIARDS DE FRANCS**

1988 a été, à nouveau, mae bonne année pour le groupe Saint-Gobain. Selon les estimations actuelles, le résultat courant consolidé progresse de 22 %. Le résultat net consolidé (part du groupe) progresse de 60 %. Hors plus-values sur cessions d'actifs, l'augmentation de la consolide de

tion de ce résultat net est de 45 % En effet, l'accroissement rapide, ces dernières années, de la productivité du groupe lui a permis de profiter de la

groupe ini a permis de profiter de la conjoncture favorable, dans les pays où il est implanté, des marchés qu'il dessert, notamment la construction, l'automobile, l'emballage.

L'événement principal a été, en 1988, pour le groupe le transfert à la Compagnie générale des eaux de la majeure partie de sa branche «entreprises de construction et de travaux publics», pour se concentrer sur ses activités industrielles. Cette branche, dont les

résultats de 1988 ne sont pas dans les estimations ci-dessous, était importante par ses ventes et ses effectifs, mais sa stribution aux résultats du groupe étzit restée marginale.

En même temps, le groupe a forte-ment augmenté son programme d'acqui-sitions, qu'il s'agisse du rachat des parts détenues par des intérêts minoritaires dans d'importantes filiales, ou de prises de participations, souvent majoritaires, dans des sociétés dont les activités sont complémentaires des métiers qu'il

L'ensemble de ces opérations modifie sensiblement les structures du groupe. Les comptes consolidés de 1987 ont donc été retraités pour les rendre com-parables à ceux de 1988. Le tableau ci-dessous en résume les principales den-

| En millions de francs | 1988 estimé | 1987 retraité | 1987 |
|--------------------------------|----------------|------------------|--------|
| Ventes | 59 000 | 54 603 | 78 887 |
| Résultat d'exploitation | 8 000 | 7 219 | 7 507 |
| Résultat courant | 6 450 | 5 287 | 5 158 |
| Résultat net du groupe | 5 100 | 3 489 | 3 642 |
| Résultat net, part du groupe | 4 000 | 2 523 | 2 523 |
| Résultat net, hors plus-values | 3 100 | 2 128 | 2 128 |
| Autofinancement | 7 100 | 6 207 | 6 855 |
| nvestissements industriels | 5 800 | 3 530 | 4 253 |
| Investissements en titres | 7 400 | 2 005 | 2 084 |

La diminution des ventes provient de la déconsolidation de la branche « entreprises - et de celle de Saunier-Duval eau chaude-chauffage », que com-pense partiellement l'entrée dans le cercle de consolidation de plusieurs sociétés moyennes. A structure comparable, les ventes angmentent de 7% en francs français, et de 13% en monnaies nationales. Elles se répartissent ainsi : mar-ché intérieur français, 33 %; exporta-tion à partir de la France, 12 %; autres pays d'Europe, 34 %, dont RFA, 15 %; Amériques, 21 %.

Le résultat d'exploitation s'entend anrès dotation anx amortissements de 3 150 millions de francs (+ 8 %) et aux provisions de 750 millions de francs (+ 30 %). Il est calculé, depuis cette e, avant frais financiers et résultat des opérations de change.

Le résultat courant des sociétés intégrées s'entend après des frais financiers (1 220 millions de francs), en légère diminution sur ceux de l'an dernier, et des charges hors exploitation (500 millions de francs) nettement inférieures à

celles des années antérieures, cette diminution marquant l'achèvement progres-sif des restructurations industrielles conduites depuis plusieurs années.

Le résultat net du groupe compre en 1988, des résultats sur cession d'actifs (I 180 millions de francs) très nettement plus élevés qu'habituelle-ment, du fait notamment de la cession de Sannier-Duval - eau chaude-chauffage. qui en représente la moitié. Il s'entend après une provision pour impôts de 2500 millions de francs, en entation de 25 % sur celle comparable de 1987.

Le résultat net, part du groupe (+60 %) est calculé après déduction de la part revenant aux actionnaires déte-nant des intérêts minoritaires dans les filiales du groupe (1070 millions de francs). Hors plus-values sur cessions d'actifs, ce résultat net serait de 3 100 millions de francs environ

Rapporté au nombre total d'actions en circulation (55 398 710), ce résultat net représente un bénéfice net par action de 72 F environ, contre 57 F en 1987. Hors plus-values sur cessions d'actifs, le bénétice net par action est de 56 F environ, contre 48 F en 1987.

L'autofinancement (+ 14%) couvre largement les investissements indusargement is investissements indus-triels, en augmentation de plus de 60 %, en raison d'importants programmes de renouvellement ou de construction d'usines. Il s'y ajoute, en 1988, des investissements en titres multipliés par 3,5. Cette progression s'explique, notamment, par le rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés du

ments 2 été totalement couvert par l'excèdent de l'autofinancement, les ces-sions d'actifs et les augmentations de capital réalisés en 1988.

Enfin. la situation nette totale du groupe, après l'augmentation de capital réalisée en fin d'exercice et prélèvement pour doter à plein les provisions de retraites, est de l'ordre de 25 milliards de francs, alors qu'elle était de 19 mil-liards de francs à fin 1987 et de 13 milliards de francs à fin 1985. L'endettement net du groupe est stabilisé à environ 9 milliards de francs.

L'examen des métiers du groupe montre le maintien à un niveau élevé de l'activité et de nouveaux progrès des résultats des deux branches « vitrage » et conditionnement». Trois autres branches améliorent nettement leurs performances : « canalisation », « fibres de renforcement » et » papier-bois ». La branche » ceramiques industrielles », en expansion rapide, maintient les siennes ; la branche - matériaux de construction -, renforcée par certaines activités jusqu'ici classées dans la branche - iso lation -, progresse sensiblement. Seule la branche - isolation -, du fait notamment de l'évolution de ses ventes aux USA, a un résultat globalement en retrait sur celui de l'an dernier.

L'examen par zone géographique montre que le résultat net provient pour 30 % de la France, 40 % des autres pays d'Europe et 30 % des deux Amériques.

Au total, done, le groupe aura ques et commerciales, en même temps que sa situation financière. Les prévisions faites pour 1989 font apparaître le maintien d'un bon niveau d'activité et la consolidation des progrès de rentabilité constatés en 1988.

> avec les actionnaires ; tél. : (1) 47-62-33-33. Minitel: 36-15 code Gobain.



Economistes, chercheurs, aménageurs urbains, philosophes, artistes...

la ville de Vénissieux, la Communauté Urbaine de Lyon font appel à vos compétences.

Elles recherchent des équipes plundisciplinaires pour inventer un destin aux dix tours murées de « Démocratie », l'un des quartiers des Minguettes, dans le cadre d'un concours international d'économie urbaine, lancé avec l'aide de l'Etat.

La transformation des grands ensembles est actuellement un enjeu mondial. Les Minguettes représentent un espace pilote stratégi-

Un jury d'experts selectionnera l'équipe qui permettra de recréer une ville modèle par sa mutation exemplaire.

Pour tous renseignaments et dépôts de candidatures. ècrivez l avant le 15 février à :





| { | | | |
|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | EMPRUNT 8,60 % | EMPRUNT 8,90 % assimilable à l'emprint 8,90 % tévrier 1988 | EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE (PIBOR à 3 mois - 0,25 9) P3R |
| MONTANT | F1.300.000.000 | F 300.000.000 | F. 400.000.000 |
| PRIX D'ÉMISSION | 99,35%, soit F 4.967,50 per obligation. | 100 %, sait F 5.000 par obligation. | 101,36%, soft F 20.272 par obligation. |
| DATE DE JOUISSANCE | 6 Nevrier 1989. | 6 tévnier 1989. | 6 lévrier 1989 . |
| DATE DE RÉGLEMENT | 6 tévner 1989. | 6 tävrier 1989. | 8 tévrtier 1989. |
| DURÉE | 15 ans. | 7 ans et 36 jours. | 10 ans et 40 jours. |
| INTÉRÊT | 8.60 %, seit F 430 per obligation payable le 6 tévnier de chaque année. | 8,90%, soit F 445 par obligation payable le 14 mars de chaque année. Pour la période du 6 tévrier 1989 | Payable trimestriellement le 17° jauch de chaque trimestre civil (au le 12° s) le trimestre commence un |
| | | gu 14 mars 1990, îl sera versê un Intérêt fortaitoire de F 336,50. | Jeudi). Les obtigations bénéticient d'un toux d'intérêt révisable égal au Pibor (Taux Interbancaire Otlert à Paris) coliculé deux jours ouvrés ovont chaque période trimestrielle et diminué d'une marge de 0,25 %. |
| TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL | B,68 %. | 8,33%. | Sur la base du Pibor à 3 Mois cristoilisé à 8,5625%, la marge actuarielle négative ressort à 0,48%. |
| AMORTISSEMENT NORMAL (par remboursement) | Au poir, en totolité, le 6 l'Avrier 2004. | Au pair, en 2 tranches sensiblement égales portant sur l'ansemble des obligations assimilées, les 14 mars 1995 et 1996. | Au porr, en totolité, le 18 mars 1999. |
| AMORTISSEMENT ANTICIPÉ | Possible par rachat en Bourse. | Possible par rochat en Bourse. | Possible par rachat en Bourse. |
| COTATION | Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Core Officielle (Bourse de Paris). | Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Pans). | Les obligations ferant l'objet d'une demande d'admission à la Core Officielle (Bourse de Paris). |

L'emprunt à toux révisoble étant d'ores et déjà souscrit, cet avis en ce qui le concerne est publié pour information seulement. d'information (visa COB nº 89-17 du 13.01.1989 est mise grafultement à la disposition du public au siège de la Calisse Centrale de Coopératio lique, Cité du Retiro, 35-37, rué Boissy-d'Anglas, 75008 Pans, et auprès des établissements chargés du plocement. BALO au 23.01.1989.

La vente de Texaco Canada est la dernière étape du programme de restructuration du groupe Texaco destinée à valoriser le portefeuille des actionnaires et à accroître la compétitivité du groupe », a expliqué son président, M. James Kinnear. Texaco avait mis en vente sa filiale canadienne en août 1988, ayant besoin de liquidités pour faire face à ses gros frais de justice dans l'affaire qui l'a opposé à la petite firme pétrolière américaine Pennzoil. En 1985, un juge texan avait condamné Texaco à une amende de quelque 11 milliards de dollars - la

avoir de manière illicite sait échouer une OPA de Penazoil sur la firme Getty Oil. Texaco s'était alors placé sous la protection de l'article 11 de la loi sur les faillites, entamant sa réorganisation tout en échappant à la poursuite de ses créanciers.

La vente annoncée de Texaco Canada à Imperial Oil permet à Exxon de supplanter le milliardaire Alan Bond et la compagnie pétro-lière anglo-néerlandaise Dutch Shell qui comptaient parmi les candidats sérieux au rachat. On estimait en fin de semaine passée à Wall Street que le « raider » Carl Icahn, patron de la compagnie aérienne TWA et plus gros actionnaire de Texaco Canada avec 15 % du capital ordinaire, pourrait contester le prix de vente

Depuis plusieurs semaines, le financier ne cachait pas son intention de tenter à nouveau de prendre le contrôle de la compagnie pétro-lière, après avoir échoué en juin-1988. M. Icahn souhaitait aussi, depuis l'annonce du plan de restructuration de Texaco, qu'une distribu-tion de dividendes exceptionnels pour cession d'actifs soit réalisée. L'annonce de la cession à Imperial Oil devrait, sur ce point, le satisfaire : 1.7 milliard de dollars seront plus forte pénalité jamais infligée prochainement distribués aux par la justice des Etats-Unis, - pour actionnaires...

Echec de l'OPA de Rodamco sur Hammerson

L'OPA surprise lancée par la société d'investissement néerlandaise Rodameo sur le troisième groupe immobilier britannique Hammerson Property a échoué. Cette OPA, tout à fait inamicale, s'établissait à un montant de 1,3 mil-liard de livres (14 milliards de francs) sur une société anglaise que le président de Rodamo, l'une des quatre filiales de Robeco, qualifiait de • mal gérée ». Elle avait été

Avant la fin de l'année

Daimler-Benz veut contrôler 50% du capital de MBB

La reprise du premier avionneur onest-allemand MBB par le groupe Daimler-Benz devrait s'effectuer plus vite que prévu. Depuis le mois de décembre dernier, on savait que Daimler-Benz avait été autorisé à souscrire, seul, à l'augmentation prochaine du capital de MBB, qui passera de 600 millions à 828 millions de deutschemarks. Daimler-Benz détiendra ainsi 30% du capital de l l'avionneur.

M. Edzard Renter, président de Daimler-Benz, a déclaré au quotidien munichois Süddeutsche Zeitung qu'il s'était entendu avec les Lander de Bavière, de Hambourg et de Brême (50% du capital de MBB), ainsi qu'avec l'assureur Allianz (4,63%) et l'électronicien Robert Bosch (4,38%), pour reprendre tout ou partie de leur participation et dépasser les 50% du capital. Cette prise de contrôle coûtera à Daimler-Benz 1.7 milliard de deutschemarks (5,7 milliards de

• Un Français nommé sous-directeur du BIT. - M. François Trémeaud, quarante-cinq ans, a été nommé sous-directeur général du Bureau international du travail (BIT), responsable de la coopération technique et de l'aide au tiers-monde dans divers secteurs. M. Trémeaud a fait toute sa carrière au BIT, il compte aussi poursuivre ses fonctions à la tête du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin, créé par le BIT en 1963 conjointement avec le gouver-nement italien. - (Corresp.)

immédiatement rejetée par les dirigeants de Hammerson, qui la considérait comme « malvenue. dérisoire et totalement inacceptable ».

Une contre-attaque fut alors lancée, indirectement, par la compa-gnie d'assurances britannique Stan-dard Life, qui porta de 18 % à 28,8 % sa participation dans Ham-merson, en payant 1 100 pence par action et en faisant connaître qu'elle n'accepterait pas l'offre d'achat de Rodamco. La société néerlandaise, qui n'avait recueilli jusqu'à présent que 3 % du capital de Hammerson, faisait une dernière tentative la semaine dernière, en relevant de 818 pence à 1 017 pence par action 18 milliards de francs) son offre initiale mais à condition que les dirigeants de la société attaquée acceptent de donner des renseignements sur leur méthode d'évaluation de la filiale canadienne. En l'absence de réponse sur ce point, Rodamco a laissé expirer son offre initiale, lancée du 23 novembre au 20 janvier, et n'a donc pu réussir à devenir le quatrième groupe immobilier mondial, derrière deux japonais et un britannique.

Les Ciments français lancent une OPA sur une cimenterie canadienne

Les Ciments français, deuxième producteur français, ont lancé une OPA amicale sur la société canadienne Miron par l'intermédiaire de leur filiale Lake Ontario Cement. pour un prix de 60 millions de dollars canadiens (290 millions de francs). Cette opération leur permettra de porter de 4,5 millions à de ciment sur le continent nordaméricain. Installés depuis 1976 aux Etats-Unis, les Ciments français ont réussi, par acquisitions successives (Coplay en Pennsylvanie, Louisville Cement, puis fin 1986, Lake Ontario Cement), à prendre 4,5% du marché américain derrière Lafarge-Coppée dont la part s'élève à 10% aux Etats-Unis et 30% au Canada. Le chiffre d'affaires américain de Ciments français atteint 450 millions de dollars avec un bénéfice net supérieur à 25 millions de dollars.

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Vincent Hollard, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 1988, qui se soldent par un résultat de 23 176 080 F après impôt.

Ces comptes intègrent les plus-values d'apports résultant de la création de Bottin SA, dont 80 % des actions ont été cédées en cours d'exercice. Il seta proposé à l'assemblée la mise en distribution d'un dividende de 15 F par action, avoir fiscal non compris.

L'exercice en cours don emegistrer des résultats très supérieurs résultant de la cession actuellement en cours de l'immeuble de bureaux situé 28, rue

Le groupe fait actuellement construire un important immeuble de ureaux, 55-63, rue Anatole-France à Levallois, livrable au second semestre 1990. Entre-temps, le conseil a décidé le transfert du siège social au 11, rue Quentin-Bauchart à Paris-8°, dans les bureaux de l'OVP (société d'information sur les médicaments en France et en Italie et sur les produits agrochiments en France et en Italie et sur le COFID et Dide. miques aux Etats-Unis), contrôlée conjointement par la COFIP et Didot-Bottin.

Le conseil a coopté comme nouveaux administrateurs : MM. François de Suarez d'Aulan et Hervé de Carmoy.

Le président a désigné en outre :

MM. Jacques Chateau, secrétaire général du groupe : Alain Maury, directeur général de la Division presse ; Jean-Louis Michel, directeur géné-

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

(MISTITUT NATIONAL DE LA STATISTICIDE et des etudes economicoes) Indicas génér, de bese 100 : 31 décembre 1968 13 ians, 20 ians,

| | D)Mile A | |
|----------------------------------|-------------|-------|
| | - | _ |
| Valeurs franc. à rev. variable . | 105,9 | 105,6 |
| Valours industrielles | 107,A | 107 |
| Valours étrangères | 104,3 | 105,3 |
| Págroles Exergio | 107 | 112,1 |
| Chimie | 104,3 | |
| Métallurgia, mácenique | 106,5 | 105,6 |
| Electricité, électronique | 103,9 | 103,1 |
| Bâtiment et metériaux | 107,3 | 108,7 |
| ind, de consument, non affin | 106,3 | 105,7 |
| Agro-elimentaire | 113,3 | 111,3 |
| Distribution | 107,1 | 108,5 |
| Transports, loisirs, services | 102,5 | 103,2 |
| Assurances | 105,2 | 106,1 |
| Crédit besque | 103,5 | 102,5 |
| Siconi | 99 | 98,2 |
| Inspektier et foncier | 101,2 | 100,7 |
| Investissement et portefezille . | 105,9 | 105,3 |
| Base 100 : 31 décembre | 1988 | |
| Valeurs franç à revenu fint | 100,7 | 100,3 |
| E-committe of Plant | 100.5 | 99.9 |

tentis et assimilija 100,8 100,4 Base 100 on 1949 r, à rev, variable .3 758,43 748,8 Rgàres4 134,44 174,1 Bgse 100 en 1972

Base 100 : 31 décembre 1990 les val. franç. à rev. fixe 122,5 122,1 122,7 122,7 COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

| Base 100 : 31 décembre 1981 | M41,3 | M41,3 | Produits de base | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,1 | 297,2 | 288,2 | 288,1 | 297,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288,2 | 288

BOURSES RÉGIONALES

296.2 La Fed autorise

à souscrire des « junk bonds » La Réserve fédérale américaine (Fed) a autorisé cinq grandes banques américaines à souscrire dans certaines limites les obligations émises par les sociétés, élargissant ainsi la brêche déjà ouverte dans le mur qui sépare depuis les aumées 30 les activités pure-ment bancaires de celles du courtage.

des banques

Cette décision permet à ces établis-ments de souscrire également des sements de sonscrire également des « junk bonds », obligations à haut ris-que et à taux d'intérêt élevé destinées à financer des rachats d'entreprises. Toutefois, la Fed continue à limiter strictement le volume de ces souscrip-tions. L'institution a, d'autre part, indiqué qu'elle prendrait dans un an une décision concernant la souscrip-tion d'actions de sociétés. En 1987, la Fed avait donné son feu vert à certaines banques américaines de sous-crire des obligations émises par les municipalités, des effets commerciaux minicipaines, des enters commerciaux et des titres garantis par des prêts de consonmation. La Réserve fédérale a précisé que les banques ne pourraient pas conduire ces opérations directapas condure ces operations directe-ment, mais seulement par le biais de filiales séparées et réglementées par la Security and Exchange Commission (SEC). La part du chiffre d'affaires de ces filiales provenant des opérations de souscription d'obligations émises par les sociétés ne pourra pas dépasser 5 % du total.

PARIS, 23 janvier **Pause**

beisse dans un marché relativement ceime. Lundi, l'indicateur instantané, qui avait affiché une perte de 0,73 % durant la metinée, reculait jusqu'à

- 1 % en début d'après-midi. Le clòture en basse de Wall Street ventredi
tout comme le léger repti du dollar
encourageaient les investisseurs à
faire une peuse, d'autant que durant le matinée la plupart des banques fran-çaises annonçaient un relèvement de leur taux de base bançaire qui passe ainsi de 9,25 % à 9,6 %.

Le marché amorcerait-il enfin le nouvement de consolidation tant soumouvement de consolidation tant sou-heité après cinq semaines consécu-tives de hausse? Sous les lambris, certains l'envisageaient, n'excluant pas une baisse importante des cours nent, Pour conforter leur prochainement. Pour comforter teur thèse, ils se référaient au sondage RES-«La Tribune», selon lequel la fin de l'euphone serait arrivée. Les opérateurs interrogés se montrent en effet moins optimistes qu'en décembre. 53 % des boursiers estiment que la Bourse ve encore progresser contre et de liquidation mensuelle. Le terme boursier de janvier qui vient de s'achever se solde par un gain de 9,05 %... En janvier 1988, ce mois s'achevain sur une note négative de 9,41 %. Cette première liquidation gagnante de sur une reue repetito de partir de 1989, qui est la dicième consécutive, représente une performance très honorable puisqu'il faut remonter à juin 1988 pour trouver un riveau supérieur. Au cours de ce mois, les valeurs s'étaient appréciées de 12,95 %.

s'étaient appréciées de 12,95 %.

Durant cette séance consacrée aux prises de bénéficas, quelques valeurs se sont néanmoins distinguées à la hausse. A commencer par Roussel-Uclaf, Maisons Phénix et Guyenne-Gascopne Moulinax et Fichet-Bauche. Parmi les baisses, on notait Carrefour, Matra et Havas. Sur le second marché, les controls des contro les cotations des groupes textiles Duguy-Créations à Nantes et de Jullien à Nancy étaient suspendues dans l'attente d'une opération financière entre les deux groupes.

Sur le MATIF, la tendance demeurait ferme, l'e s'appréciant.

TOKYO, 23 janvier 1 Légère hausse

La Bourse de Tokyo a ciôturé en hausse lundi, pour la première fois depuis trois séances, l'indice Nilder terminant en progression de 162,50 yens par rapport à vendredi, arrivant à 31 332,8% yens. A la fin de la séance de la matinée, l'indice Nik-ket avait déjà gagné 117,11 yens. Tou-tefois, le volume d'affaires était modéré, avec environ 450 millions de titres échannés durant la séance du modere, avec environ 450 minious de titres échangés durant la séance du main. Selon les opérateurs, les investisseurs out été encouragés par la stabilité à la fois du marché des changes et des prix du brux. Ils ont privilégié dans leurs achaits les valeurs à forte capitalisation, telles que les sidérurgiques et les constructions navales. En revanche, les électriques et les métaux non ferreux étaient neur demandés. revanche, les electriques et les merais; non ferreux étalient peu demandés. Certains optimistes estiment à présent que le marché après cette panse est à nouveau haussier, notamment dans la perspective de la fin de l'exercice fiscal des entreprises, le 31 mars procinin

| VALEURS | Cours dis 20 jans. | Cours do 23 jany. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| itali Hidgestone Rosen Wij Benk Konda Motors Kansushiri Electric Bing Corp. Oyota Mictors | 710 1 400 1 500 3 790 2 080 2 502 1 170 7 200 2 530 | 720 1 410 1 500 3 770 2 090 2 490 1 200 7 170 2 550 |

FAITS ET RÉSULTATS

sur sa filiale Ausimont. - Le groupe chimique italien Montedison a lancé, vendredi 20 ianvier. une offre publique d'achat (OPA) détient déjà 72,6 % du capital. Le prix proposé pour cette société cotée à New-York est de 35 doilars par titre. Les activités d'Ausimont concernent principalement les spécialités dérivées du fluor, les élastomères spéciaux et les agents de blanchiment. Ce groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 4.4 milliards de francs et a enregistré un bénéfice de 325 millions

· Des bénésices pour le groupe public maritime CGMF. -Pour la première fois depuis sa création, il y a quinze ans, le groupe maritime CGMF (Compagnie générale maritime et l'inan-cière) est bénéliciaire. Au 30 septembre 1988, le résultat consolidé du groupe (+ 59,4 millions de francs) permet de constater, per rapport à la perte au 30 septem-bre 1987 (- 67 millions de francs), une amélioration de 126,4 millions de francs. Ce redressement tient essentiellement au bon résultat obtenu par la CGM et par les filiales de la Financière de l'Atlantique. A périmètre constant, le chiffre d'affaires a progressé de 2,26 % par rapport à celui de l'exercice

• Les conséquences de la restracteration d'ANF. - Le

constructeur ferroviaire Atelier de construction du nord de la France (ANF) a perdu 83 millions de francs au cours de son dernier exercice clos à la fin du mois de septembre 1988. Il avait réalisé un bénéfice de 13 millions de francs en 1987. Dans le cadre de son plan de redressement, ANF a décidé de céder au groupe suisse Erwena sa filiale SATI Investisse ments, qui gère six mille cinq cents wagons et quatorze mille cinq cents conteneurs pour le compte d'ANF. Une autre filiale, Nord Sambre, va céder à Thomé sa participation majoritaire dans usines et aciéries Sambre et Meuse. Les difficultés d'ANF sont essentiellement dues à la chute des activités de sa principale siliale ANF Industrie, qui a beaucoup souffert du marasme sévissant sur le marché mondial de la construction ferroviaire.

• Uz nouvezu président pour la Bourse de Luxembourg. -M. Edmond Israël, administrateur de la BIL (Banque internationale à Luxembourg), a été nommé président de la Bourse de Luxenbourg. Il a succédé à M. Carlo Hemmer, mort en novembre 1988. M. Israël, qui aura soixante-cinq ans au mois de mai prochain, est connu comme l'un des artisans de l'euromarché, et plus particulièrement du marché euro-obligataire. Il est également président de la CEDEL (Centrale de livraisons chargée du stockage de valeurs

mobilières).

PARIS

| Second marché (46000) | | | | | | | | |
|--------------------------|-----------------|-------------|---------------------------------------|-----------------|---------------------|--|--|--|
| VALEURS | Cours proje_ | Demis | VALEURS | Coers préc. | Detour cours | | | |
| America America | | 510 | La Comparde Becto. | 293 | 253 | | | |
| Asstal | 220 | 250 | Urgel houseway | | 320 | | | |
| RAC | 315 | 328 | (02) jerestannover | Z)3 | 272 | | | |
| R. Dunachy & Assoc | 53c . | 550 | (0000 | | } . 1 71 | | | |
| RICH | **** | - 485 | Messlery, Missiles | | 158 | | | |
| BLP. | | 725 | Micrologie laternet | | 586 | | | |
| Boirum | 509 | 1 | Mikrosenika | 176 | 176 | | | |
| Relieré Technologies | 900 | 896 | M.M.394 | 770 | 750 | | | |
| Baitori | 1050 | | Malex | 236 | 231 | | | |
| Câbles de Lyon | 1700 | 1706 | Messle-Dekres | | 811 | | | |
| Calbustos | . 770 | .780 | Checki-Logaber | **** | 182 d | | | |
| Cardii | 851 | 45 1 | Corr. Gest. Fis | | 302.10 | | | |
| CALMERICII | | 356 | Pleast | 410 | -09 | | | |
| CATC | 136 | 136 | PFA.SA | 410 | 470 | | | |
| CDME | 1253 | 1253 | Presidency (Clorit Fig | | 106 | | | |
| C. Ecocia, Black | 363 | 352 | Primote Assucions | 40 0 · · | 455 | | | |
| CEGID. | 762 | | Printicut Filipectii | **** | 60n ' | | | |
| CEGEP. | | 230 | Rese | 725 | 74 6 | | | |
| CFP-Communication | 1749 | 1748 | Ricay & Associa | 765 | 35330 | | | |
| CGL biograpions | 1241 | 1247 | Sp-Galania Eschallage | | 1730 | | | |
| Contests d'Onderv | 625 | 670 | St-Honoré Matignos | 4-6- | 235 | | | |
| CHIAL | | UE | SCEPAL | 1000 | 316 10 | | | |
| Concept | 296 | 282 | Segic | 406 | | | | |
| Conforant | | 355 | Siluction intentiorem | 108 | | | | |
| Creeks | 422 | 430 | SEP | | 345 | | | |
| Date | | | SEPR | | 1400 | | | |
| Daighin | | | · Side | 408 | 410 | | | |
| Devanity | 1044 | 1050 | SMT.Soupi | 220 | 330 | | | |
| Deville | 585 | 588 | Salaton | 70g | 700 | | | |
| Fritions Belliand | | 106 | Spra | **** | 239 | | | |
| States Investinent | 23 20 | 24.20 | 评1 | 365 | 385 | | | |
| Finicia | 230 | 230 | United | | .192 | | | |
| Gr. Foncier Fr. (G.F.F.) | 239 | 240 | Union Finance de Fr | 480 | .490 | | | |
| Grandi | . 449 | 511 | · · · · · · · · · · · · · · · · · · · | | | | | |
| | | 236 | LA BOURSE | SUR N | MINITEL | | | |
| LCC | 300 | 287 | | | | | | |
| IGF. | 290 · 105 | 103.90 | 76 TE | . Tap | EZ | | | |
| DDT: | | LAND AND A | | | | | | |

Marché des options négociables le 20 janvier 1989

| ompre de contral | s:8225. | | | | | |
|------------------|------------|---------|------------|------------------|--------|--|
| | PRIX | OPTIONS | D'ACHAT | OPTIONS DE VENTE | | |
| VALEURS | exercice . | Mars | Jan | Mars | Jan | |
| | GENERAL | demicr | dernier | dernier | Germer | |
| cor | 694 | 58 | π | . 6 | 13 | |
| æ | 400: | 32 | - : | | 15,50 | |
| -Aquitaine | 406 | 46 | 51 | 3,56 | 7 | |
| farge-Coppée | 1 550 | 52,54 | 103 | - si | - | |
| chelia | 182 | 18 | 24 | - | | |
| đ | 1645 | 111 | | | _ | |
| miles | 480 | 35 | 48,50 | 12 | - | |
| rgeot | 1 400 | 81,50 | 130 | 29 | 43 - | |
| at Gobaia | 686 | 44 | 4 | 12,30 | - | |
| iété gésérale | 560 | 8,58 | - | 12,30 55 | : | |
| | 240 | 11 24 | 75.76 | | ا بعوا | |

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 20 janv. 1989

Nombre de contrats : 52 482 **ÉCHÉANCES** COURS Mars 89 Juin 89 Sept. 89 107,82 107,24 Précédent 107,72 107.16 107.28 Options sur notionnel OPTIONS D'ACHAT OPTIONS DE VENTE PRIX D'EXERCICE

Mars 89 Juin 189 Mars 89 Juin 89 0,50 1,63 **INDICES**

CHANGES Dollar: 6,28 F 1

Le dollar a repris un peu de terrain, lundi 23 janvier, après son net repli du vendredi 20 janvier, provoqué, d'abord, par de nouvelles interventions des banques centrales, eusuite par le discours d'investiture du président Bush, jugé décevant par les opérateurs.

FRANCFORT 20 just. 23 just. Dollar (ca DM) .. 1,8549 1,8430 TOKYO 20 janv. 23 janv. Dollar (en yens) . 128,65 127,95 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (23 janv.). \$3/\$\$1/25 Naw-York (20 janv.) 18/6%

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-88) 19 janv. 20 janv. Valeurs étrangères . 105.7 (Slot, base 100: 31-12-81) Indice général CAC . 438.81 441.36 (Sht. base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 .: 1643,91 1643,87 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . 458,85 458,13 NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industrielles 2239,11 2235,36 LONDRES (Indice « Financial Times »)

TOKYO

Cote des chan

33-1

Nikkel Day Janes 31 178,38 31 332,88

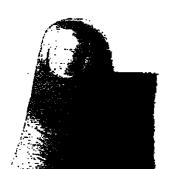
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU | JOUR . | : UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|---------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| • | + bas | Ment | Rep. + ou dép | Rep. + ou dép | Rep. +on dep. |
| S EU S can Yes (100) | 6,2760 5,2806 4,8917 | 6,2799 5,2876 4,8978 | | - 85 - 60 - 244 - 286 + 321 + 373 | - 280 - 196 - 748 - 644 + 928 + 1036 |
| DM Florin FB (100) FS L (1 000) | | 3,4088 3,9292 16,2879 4,9237 4,6511 1,1327 | + 77 + 162 + 66 + 81 + 94 + 223 + 100 + 124 - 100 - 118 | + 154 + 178 + 122 + 139 + 181 + 352 + 191 + 218 - 285 - 246 - 245 - 71 | + 428 + 459 + 344 + 359 + 586 + 551 - 810 - 76 - 2282 - 1983 |

TALLY DEC ELIDOMONINALES

| · | INON DES EURUMUNNAIES |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| SE_U DM Placin F.R. (100) F.S L (1 000) 1 f 1 F. franç 1 | 3/8 5 5/8 515/16 6 1/16 515/16 6 1/16 6 1/16 6 3/16 1/16 6 3/16 1/16 7 1/2 7 1/16 7 3/4 7 1/2 7 13/16 7 5/8 7 15/16 1/4 5 3/8 5 1/2 5 5/8 5 9/16 5 11/16 5 5/8 5 3/4 1/4 12 1/8 11 3/4 12 1/8 11 1/8 12 1/8 11 1/8 12 1/4 15/16 13 1/8 13 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de marinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

| BOURSE | DU 2 3 | JANV | ER | | | · | | | Cours relevés à 14 h 55 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Company VALEURS Cours Premier rous | Denier % cours | 1 | Rè | glemen | t mens | suel | | Companies OAL | FURS Cours Premier Dennier % cours + |
| 1043 R.M.P.T.P 1063 1083 1168 C.C.F.T.P 1185 1187 | 107 | Premier Den | | VALEURS Coins | Premier Denier cours | % Conspen- + - Secion | ALEURS Cours Premier Dernier cours | % 84 Echo Bey 84 De Beert + - 1920 Deutsch | 78 76 60 78 60 - 1 79 a Benk 1817 1886 1855 - 3 23 |
| 1443 Remote T.P 1836 1847 1 1683 Reconfool TP 1750 1753 | 1880 + 147 975 C 1753 + 017 565 C 1310 + 008 485 C | idk Nat.★ . 1074 1074 1066 Œ in Signit 639 638 638 eizek ★ 464 460 459 | _ D 16 1200 | Laterga-Coppée 1520 Lebon + 1255 Lagrand + 3831 | 1520 1510 1252 1265 3620 3820 2700 2750 | 740 Sa | hwper 869 noi + 806 806 802 A.T. + 796 800 790 | - 0 50 530 Du Pont- - 0 83 275 Enstrant | ein Cut 58 55 80 55 90 + 1 61 Nam. 585 590 590 + 0 95 |
| 560 Accor 641 630 | 319 - 0 68 3280 U 628 - 2 03 1570 D 612 - 2 86 225 D | erect S.A. ± | - 2 51 2390 - 0 59 1050 2000 | Legrand (DP) ★ 2672 Legy-Somer ★ 1402 | 1420 1398 2482 2500 | + 292 270 Sa - 114 850 Sa | 750 289 50 290 290 majorant Maj 880 | + 0 17 24 East Rea 295 Electrols + 0 31 350 Esicsson | 25 90 26 50 28 50 - 149 25 50 295 60 295 80 + 0 03 367 385 50 365 50 - 0 41 |
| 2410 Alcatei # 2856 2820 2 | 820 - 132 320 D 415 0 358 + 085 320 D | ir. R. Sud-Est 370 M.C. 516 511 510 osot Assur k 389 90 370 362 | 10 - 2 11 850 | Located Im. † 720 Locatence † 432 Locindus † 892 | 710 722 435 431 10 887 869 | + 0.28 48 S.(- 0.21 670 S.(- 1.47 770 Se | COA+ 57 55 56 90 55 75 CREG.+ 703 696 700 b+ 871 885 866 | - 3 13 280 Excer C - 0 43 310 Ford Mo - 0 57 90 Gencor | tens 330 328 328 ~ 051 1 47 10 48 10 48 10 + 2 12 |
| 2240 Arjam Pricust 2500 2514 2 560 Australia Royk 612 | 499 - 0.04 708 | cis France + 2870 2882 2920 misz + 860 853 859 misz Lubbi 1175 1578 1685 | 1620 | Luchaire # 345 L.V.M.H. # 3750 Lyonn. Eusz # 1583 Mais. Philippe # 77 10 | 347 340 3735 3886 1586 1577 80 10 82 | - 2 24 1470 S.1 - 1 158 S.6 | fineg ± 455 453 450 F1M.† 1621 1620 1615 GE ± 180 90 178 30 178 90 | - 0 37 275 Gán. Bar - 0 37 776 Gán. Bar - 0 55 525 Gan. Mo | ctr 289 286 288 - 0.35 lgispet 799 905 805 + 0.75 |
| 840 Av. Dunner t 548 548 395 BAFP ± 450 445 | 635 - 201 1/30 E 434 - 358 845 E 405 E | 1749 1721 1728 1721 | - 088 55 - 120 177 - 021 365 - 293 240 | Majoratin (Ly) . 182 Mar. Wendel ★ 440 Mar.z ★ 288 50 | 431 - 435 | \$25 San ~ 114 1150 Sk | 10ch | - 027 133 Soldfield + 038 48 SoftMetro + 223 34 Harmon + 110 78 Hitachi | politain 52 70 53 50 53 50 + 1 52 |
| 830 Bail Investigat 868 861 280 B.H.P. C.L. \$ 317 50 317 70 | 370 E9 31420 - 1'04 340 | Acustaine 430 432 50 434 - feartific j ± | + 093 3220 10 - 217 85 - 044 178 | | 3678 3661 93.40 92.05 | - 025 540 So - 145 139 So | Acided Génér 517 510 513 Adecon | - 0 77 1060 Hoschet 107 Imp. Che 745 IBM | Akt 1021 1007 1009 - 1 18 emical 118 20 120 120 + 1 52 779 776 776 - 0 39 |
| 485 Ca Steeratory 545 540 500 Bazer HV. \$ 580 555 555 559 Shighte-Say \$ 612 670 800 Bengar (Ma) 910 | 555 - 0 85 1720 5 605 - 1 74 306 6 | Mark 3835 3800 3718 M. kt.(DP) 1780 1754 1755 IOS.A.F. 4 355 359 360 | - 305 1580 - 140 185 + 141 370 | Mid (Cie) 1682 Mid Bk SArk 194 Min Seleig (Ma) 395 | 1695 1687 194 197 | + 1 55 110 So | rdesho ± 3640 3638 3840 3638 3640 3638 363 360 368 3745 3745 2745 2730 | 210 lap-Yoka 4 1 38 290 Was Don | ndo 223 10 220 90 220 90 |
| 305 Bic ★ 845 837 2070 B.LS.★ 405 406 2810 Bengrain S.A.★ 3120 3120 3 | 40150 - 080 2429 & | mirancek 1750 1785 1750 noom k 1407 1409 1380 noomrchék 2870 2689 2675 noomrchék 885 886 875 | | Norti-Est # 150 10 | 138 138 1170 1160 153.80 150 | - 0 60 1360 So - 007 660 So | Name Patrier# 1648 1655 1670 NAC # 710 715 711 | - 0 55 123 Matsuthi + 1 33 350 Marck . + 0 14 380 Manneso - 0 55 275 Mobil Ca | |
| 565 Bouygen t | 623 - 0 63 48 60 - 1 10 1170 | notestament ± | 90 + 0.47 600 + 0.71 755 | Histon (Hy) 440 Houvelles Gel. † 633 Occid. (Gén.) † 925 Omn.F.Paner 1462 | 636 618 925 924 1450 1460 | - 237 770 Str - 011 305 Su | in-Bengrat. ± 455 450 452 50 refor ± 974 970 968 lez 311 307 308 reforeigno ± 502 500 485 | - 0 62 220 Morgan. - 0 96 27690 Nestlé . | JP 224 50 221 221 - 1 56 29510 29510 29480 - 0 10 1134 1117 1111 - 2 03 |
| 575 Canal Plant 811 500 2310 Cap Geta. S. #. 2585 2585 2 540 Canasud # 598 806 | 508 - 048 995 Fg 536 + 038 206 Fg 504 + 134 155 Fg | het Bauche 1120 1147 1150 exhit 202 30 200 50 200 exhit 216 10 216 217 | + 268 406 10 - 109 4060 | Olida-Caby # . 400 | 395 396 4190 4170 489 486 50 | - 1 1220 Tal - 079 3620 Te | mikelabo ★ 502 500 485 ks Luzangc ★ 1200 1185 1200 R. Blect. ★ 4102 4115 4115 kspan-C.S.F. 230 10 228 233 90 | - 3 39 107 Norsk h 110 Otsl + 0 32 2180 Petrolina + 1 65 605 Philip Me | |
| 3110 Carreloirs | 206.50 - 1.37 1250 Ga 145.10 425 Ga | Indexec. Beigh 1750 1775 1749 Ladeyster 1310 1350 1339 scopper 470 | - 0 06 400 + 2 21 1050 | Paris Résso, kr. 431 Packelbronn kr. 1209 Perhostik 400 | 430 427 80 1208 1199 404 90 397 | - 074 335 To - 083 75 - | xai (CFP) ★ 420 90 420 10 420 - (certific) ★ 91 91 91 R.T. ★ 1196 1210 1207 | + 165 605 Philip Mc - 021 87 Philips 79 Placer Dr + 1 345 Qualming | 109 20 109 70 108 50 - 0 64 come 85 80 89 20 89 + 3 73 |
| 1050 C.C.M.C 8050 595 Cestionsk 674 680 7 | 570 - 039 535 G | z et Essech . 1705 1700 1700 ophysician 615 610 603 riand | - 029 1170 - 195 1250 580 | Pernod-Ricard + 1305 Paugeot S.A. 1424 Point + 840 | 1280 1278 1411 1408 644 642 | - 207 350 U.F - 112 840 U.F + 031 540 U.F | F.BLocab. ± 444 432 436 1C. ± 876 881 875 1.F. ± 559 542 553 | - 180 375 Rendford - 0 11 695 Royal Du - 1 07 44 Rio Tiest | tein 402 382 392 - 248 utch , 373 374 50 374 50 + 040 52 mc 53 50 53 85 53 85 + 0 65 |
| 1950 C.F.A.O. 2175 2150 2 390 C.G.E 418 10 414 10 | 18 - 075 715 G | pupe Cirón 3350 3350 3350 M-Esmep nt 988 981 980 yenne-Gas. nt 915 931 944 | - 081 535 + 317 565 | Printegazy 678 Printempsy 647 | 1128 1127 680 575 644 648 | - 044 180 U.C + 015 725 Uni | LS.* 862 861 850 C.B. * 187 186 187 Nbmit 730 716 713 | - 1 39 35 Seet. & 5 44 St Helent - 2 33 195 Schlumb | e Co 48 50 47 60 47 60 - 1 96 enger 224 221 221 - 1 34 |
| 1146 Charrents 5 44 1289 1270 1 | 259 - 164 890 Fin 221 - 153 565 646 | therse * 323 320 320 res * 718 700 703 rin (La) * 610 600 600 tringson * . 1310 1300 1291 | - 093 2600 - 209 625 - 164 73 | Promoties 2905 Radiotacha. * 620 Raff. D. Total * 95 | 2880 2840 620 611 98 90 97 | - 145 225 Va + 211 360 Va | Morre: # 525 620 818 Moure: # 339 339 332 50 a Banquert 356 80 358 347 I-Gabos # 783 789 782 | - 192 1810 Semens - 275 340 Sony | AG 1835 1780 1785 - 2.72 351 353.80 353.80 + 0.80 57.85 52.10 51.90 - 1.80 |
| 188 Codeald 178 to 178 to 345 201 | 178 20 + 006 290 km 349 50 + 101 325 km | izai★ 309 310 10 312 Plaine M.★ 332 325 328 | - 145 3190 + 097 315 - 120 1250 | Redoute (Lu) ± . 3400 Robur tinent 334 Roussel-Uclef ± 1665 R-Uclef CNI ± 1002 | 3370 3400 1555 1700 1050 1060 | 133 An + 272 162 An | tax inc 157 90 161 70 161 90 184 90 176 80 176 80 | ~ 0 13 230 7.D.K | 380 388 10 388 10 + 2 13 |
| 215 Crs. Ensupr. + 238 60 237 2 780 Compt. Mod. + 845 851 4 | 252-10 — 272 8500 km 156 + 059 545 km | folco (1. 291 293 290) L Mésiano (1. 7100 7190 7060) urbail (1. 1500 1451 1500 1451) | - 0 34 835 - 0 58 3050 + 0 77 170 - 0 68 1890 | 8. Impér. (Ly) 3581 Sade 174 | 1625 1530 | 92 An | her. Teleph 187 185 185 20 glo Amer. C 109 80 114 113 50 ngold 429 432 50 432 50 SF (Akc) 974 959 955 | - 0 98 245 Unit. Tec + 3 37 390 Vss! Res + 0 82 380 Vclvo - 1 95 160 West De | 45 461 465 464 50 + 0 76 416 416 415 |
| 470 C. F. Internet. ± 489 483 180 C.C.F. ± 216 50 215 40 470 Cz. Lyon. 100 ± 480 477 | 184 - 102 875 LI 21450 - 082 835 Li | Mahoret . 1140 1150 1168 Mail # 871 880 860 Mail 8 1680 1565 1660 | + 158 585 - 128 1020 | Saint Gobelia 621 | 616 616 1280 1289 | - 081 1040 Bay - 031 73 But | yer | - 156 350 Xenta Cz + 023 210 Yamanon + 144 2 15 Zemba C | 202 50 202 202 - 025 |
| | Col | mptant (sélecti | | | | SICA | V (sélection) | | 20/1 |
| VALEURS % % de : soupon | VALEURS Cours préc. | Demier Cours VALEURS | Cours Demier préc. cours | | Cours Dereier préc. cours | VALEURS | Emission Rachet VALEURS | Emission Racher Frais Incl. net | VALEURS Emission Rachet net |
| Obligations | C.C. (Financ. de) | 208 Machines Bell | 100 144.70 100 | Vicat | 2435 2062 1431 | A. A. A | 995 28 971 Francis | 101 35 98 40 | Perseiter |
| Emp. 8,90 % 77 125 02 5 907 9,90 % 78/93 102 86 5 5236 10,80 % 79/94 105 51 4 172 | Colonia (Ly) 1220 | 741 c Maritimes Part Méral Déployé | 437 482 155 | Vicix | 136 136 650 400 1475 | Actions relactionsies Audicand | 623 42 600 99 Fruci Associations . 631 08 608 27 Fruci-Epsyme | 28 39 28 39 28 96 28 27 | Placement A |
| 13.25 % 80/90 103.28 8.485 15.20 % 82/90 167 10 0 444 | Complies Comp. Lyce-New. | 365 26 Navig Olast. del 3220 Nazai 450 Quang | 125 60 - 372 30 376 - 441 | Etrang | ières | A.G.F. Resions (ex-CIP) . A.G.F. 8000 | 1134 13 1106 47 Fructicagi 622 15 606 98 Fructicart 1109 75 1098 76 Fructicar | [and a = 1 and a | Placement J |
| 16 % juin 82 | Concentrated | 725 Oriel & C.L Origny-Desertise 560 Pales Neumans | 2450 2441 1235 1295 738 | AEG | 532 449 | A.G.F. Foncier A.G.F. Insertonds A.G.F. Insertonds | 112 03 109 30 Fractifiance | 2907 2836 | Provisive Chigations 11027 62 11016 60 Prisograpa Ecurual 114 80 111 73 Provision 23136 57 23136 57 |
| 12,20% ect. 84 117.51 35,56 11% (dp. 85 115.50 10 128 10,26 % mess 36 108.70 8 971 | Cr. Universal (Cla) Cricical Danting S.A. | 590 Paint Marmont 195 Parirance | 226 70 225 377 50 390 | Algeniens Bank American Brands | 215 216 130 10 405 406 | A.G.F. ORLIG | 1119 45 1113 88 Fructi ECU 10836 90 10836 90 Fructi Première | 589 45 580 74 | Questz |
| ORT 12,75 % 83 2017 OAT 10 % 2000 109 60 6 603 | Degressors Delaterde S.A. Delaterde S.A. Delaterde Viel. (Fig.) | 248 Paris France | 271 245 10 | Arbed | 435 425 705 740 200 10 205 | Agrima | 650 72 634 85 Futurablig | 60574 12 60423 06 | Remancic |
| QAT 9,90 % 1997 109.50 1 112 108 58 9 513 108 58 9 513 | Disint-Botton Enus Boss, Vichy Enus Victor 2800 | 960 Panent, Risq, Div | 381 1915 1850 | Box Pop Espanol 1 Banque Ottorpena 1 | 367 40 368 479 90 473 50 1999 1901 38500 39600 | Ameri-Gan America-Valor Amplitude | 5881 97 5815 25 H.L.M. Monitoire 694 09 677 16 Herizon 596 84 578 46 Interchlig | 117048 113639 | St-Honomi Assoc |
| CMS Sques jares, 82 | ECIA | 1575 P.L.M | 199 528 | Br. Lembert | 632 632 114 114 179 182 | Arbitrages court terrale . Associa Atout Futur | 5274 47 5259 20 Internetics France | 480 56 486 56 201 24 195 38 | St-Honori-Pacifique 590 52 563 74 St-Honori-P.M.E 495 11 472 86 |
| ON jeer 92 101 95 0 540 111 80 1 629 | ELM. Liblen: | 675 Providence S.A | 3885 544 555 | Consections | 27 10 27 10 | Agaric Avenir Alleris | 1425 02 1383 51 Laffita-Amérique 1416 93 1381 11 Laffita-Europe | 242 86 231 85 267 31 255 19 | St-Honori Real |
| CNE 11,50% 85 109 10 6 835 CNT 9% 86 100 50 6 458 | Europ Account. Europa Stutte lactors. Etarrist | 86 05 Rochefortaine S.A | 760 107 80 110 841 649 | Cow Chemical | 570 571 789 805 | Asserir C.L.C | 106 38 103 28 Laffine-Expunsion | | Sk-Honorii Valor |
| CRH 10,90% ddc. 85 . 111.75 0 845 CNCA T.P | Figure 390 Func 1610 | 230 Routline | 200 225 90 595 595 | Gaso | 250 1296 120 10 122 10 322 312 | Axa Valeurs Per | 117 05 111 74 Laffee-Japon 2581 04 2573 02 Laffee-Obig 1761 80 1761 80 Laffee-Rend | 14845 14172 | Sélection Consegues |
| Métologin I, 5% 6/7 8 450 | Foundate (Ge) | 510 SAFAA | 390 | GTE corporation | 174 50 174 281 285 369 365 940 670 | Caeden-Pierre CIP box AGF Accione) | 30 36 29 53 Laffett-Tokyo | 5236 32 5728 48 | Scar Associations 1458 35 1456 76 S.F.L ft. ex. étr 683 85 663 93 Scar 5000 399 45 388 76 |
| VALEURS Cours Denier opuss | Foundate Foundate France LARD | 1082 Suga | 244 50 480 475 80 | Kehota | 45 44 20 47 50 48 | Comptension | 5187 99 5180 22 Lion-Associations 114 87 111 33 Lion-Associations 379 54 364 94 6 Lionghas | | \$16 |
| Actions | France (La) France (La) France (La) France (La) France (La) France (La) | B670 Sercisianna (M) SCAC | 211 598 578 | OGwetti | 75 80 78 136 136 25 24 60 | Creditater Drocose-France Drocose-Investrias | 526 72 511 38 Lien Trésor | 507.06 492.29 | Sisperents |
| Agecha (Std. Fis.) | GFLL 310 Gaussian | 311 S.E.P. 040 | 179 410 | Pfizer Inc | 324 335 359 90 357 535 547 | Drount-Sécuriué | 264 89 252 68 Michaninée | 182 87 174 58 441 76 421 73 | SALL |
| Arbei 530 830 Asterg 222 225 Auguir Publishe 1064 1060 | Gr. Fiz. Constr | 396 Simor (Li) | 358 | Robeco | 59 55 10 293 80 299 80 304 308 90 489 487 | Econogi Mondesino Econogi Mondesino Econogi Principalisationa | 1211 52 1193 62 Moneciz | 53403 47 53403 47 57176 44 57178 44c | Sogimer |
| Bein C. Mouseo 325 318 Bengas Hypoth. Ser 410 50 410 50 Beighar-Ser (C.L.) 405 400 | G. Tower, lot 525 (payment 445 | 540 Subi financiire Sofical | 2095 975 600 800 | Segret | 13 40 14 70 29 28 | Econeil Támpanis Bicash Econia | 2041 87 2021 65 Mingan court retine 2041 458 2041 458 + Macaelle Unie Sit 248 05 236 80 Nedo-Epergra | | Scatigie Rentement 1117 19 1082 02 Technoic |
| Berry Over | instruction 452 | 731 Soficoni | 207 1140 1140 | S.K.F. Aksiebning Steel Cy of Can | 439 411 123 124 50 410 | Epartic Epartouri Scaw Epartouri Amodericas | 2849 17 2849 17 MerinEpargue Trisor 4322 44 4311 65 MerinCourt tesses . 25534 02 25555 69 MarinInter. | 221326 221326 | Techno-Gen |
| Bon-Marché | insent (Std Cert.) | 765 Sopagi | 168 165 640 625 | Tennero Thorn ENG Torny indust. inc | 312 73 20 75 45 44 50 | Epergea-Copies Epergna Count-Tenno | 8470 80 8386 83 Medio Otágotions . 511 80 511 80 Natio Passymine | 572 88 557 55 1420 34 1382 33 | U.A.P. Investies |
| Canholge 530 CAME 198 Cathone Loranne 818 818 | Lamber Folges | 416 Susz Fra. del-CIP 910 Stemi | 255 250 760 3970 3811 | Vielle Montagne 1 Wagone-Lits 1 West Rend | 745 1742 1250 1280 8 50 8 90 | Epargue Ordssauce Epargue Industr Epargue Inter | 1557 25 1515 57 Marie-Pleasmants | 1070 81 1080 21 11261 97 11261 97 | Uniformica |
| Capa-Podain | tocatei | 349 50 Tester-Acquitet | 286 285 405 700 | Whitmen Corporation .] Hors-c | 242 2018 | Epargne J | 51797 48 51797 49 Nation - Violents | 6486 37 6173 15 | Un-Geranie |
| Carabati | 100001 (Std) 2200 1300 1540 | 2200 Ugine A. Chat. Gosup. 1540 U.A.P. | | Sanque Hydro-Energie . Calciones | 300 193 193 | Epargon Premiera , Epargone Obliga | 12123 86 12033 61 Normali | 12596 17 12349 19 127 28 126 03 | Univers Actions |
| Cote des c | | Marché libi | re de l'or | Cotteny (M.) Cotteny Cogenhar | 978 261 293 o 100 100 180 | Epagne-Osean Epagne-Valer Epagne-Valer | 1294 48 1247 70 + Obligations Cornect. 452 17 440 07 Obligations capit. | 422 B4 412 53 162 55 157 43 | Valorers 553 94 540 43 Valorg 1586 74 1585 15 Valores 42005 86 41894 87 |
| MADONE OFFICER COURS 1 | COURS DES BILLE | TS MONNAIES | COURS COURS préc. 23/1 | Coparex | 389 389 59 60 645 645 | Epsilon Eurocic Leaders | 1160 89 1149 20 Obilion | 10181 10181 22848 222.91 | Yandan |
| Ensta-Unis (S 1) | 8288 8080 64 7.704 | 80 Or fin (kilo en besre) | 81900 82400 81800 82450 469 470 | Hoogowee | 210 170 245 25 28 | Euro-Gen Euro-Gen Euro-Mari | 1148 92 1111 14 • Oraction | 1252 79 1211 60 o 5021 14 5803 51 | DI.D. 10.7 |
| Beigigus 100 F) | 16.277 15.750 16.7 301.690 252 312 97.860 85 92 | Pièce tetine (20 fr) | 358 498 496 471 471 | Microles Particip Postier Pathé Cinéma | 895 370 452 | Finand Placement Finand Valorisation Fonsions (div. per 10) | 82013 97 82013 97 Pecitos Epargre 14112 75 13836 03 Pecitos France 11285 95 11285 95 Pecitos Oblimonde . | 18453 80 18420 76 104 90 101 84 | PUBLICITÉ FINANCIÈRE |
| Granda-Sretague (C 1) | 93 960 90 97 11 118 10 800 11! 4 110 3 400 4: 4 647 4 400 4: | Somessin | 594 596 2890 2695 1360 1350 750 | Serra-Metra Serv. Equip. Veh | 187 187 350 350 55 30 | France-Gen | 256 42 248 35 Parities Opportunities 7577 32 7329 18 Parities Patriations . | 122.23 118.67 | Renseignements : |
| Science (100 fr.) | 401 730 388 600 411 100 110 96 500 102 102 10 50 | Fisce de 10 Bories | 750 3045 494 494 494 | € Stá Luctours de Mondo € | 501 466 380 | France-Garantie France-Investies France-Obligations | 284-35 283-78 Parities Revenu 429-41 409-94 Parities Parities 462-62 468-04 Patrimoine Records . | 1029 16 1028 13 | 45-55-91-82, poste 4330 |
| Expegon (100 pen.) 5 452 Portugal (100 asc.) 4 150 5 818 Japon (100 years) 4 908 | 4 159 3 700 4 5 286 5 100 5 | 100 Or Zunch | | c : coupon dét | - | ert – •: droit d | étaché — d∶demandé — ♦: | prix précédent ~ * | : marché continu |
| | | | | <u></u> | | | | | |

ÉTRANGER

- 2 URSS: la campagne pour les élections du 26 mars. 3 Grèce : l'affaire Koskotas. - L'ANC cherche de « nou-
- 4 Arcentine : la tournée euro péenne de M. Eduardo Angeloz, candidat à la pré-

POLITIQUE

- 5-6 Les suites de l'affaire du rachat d'American Can nar Pechiney.
- 7 Deux élections législatives partielles
- 8 La préparation des élections municipales.

SOCIÉTÉ

- de Fontainebleau.
- Médecine : la preuve biologique d'une paternité.
- -- La grande journée anti-89. 16 Sports : la victoire de la France sur l'Irlande en

- 12 La mort de Salvador Dali. - Cinéma : le Festival
- d'Avoriaz. 13 Théâtre : *la Reconstitu*tion, de Bernard Noël.

11 Communication.

ÉCONOMIE

- 28 Le chômage en diminution au premier semestre
- Nouveau record de créations d'entreprises en

France. 30-31 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements13 Campus27 Loto, Loto sportif ---- 15 Radio-télévision15

Honte

TÉLÉMATIQUE

* Tour sevoir sur les Un ceil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille e Abonnez-vous au Monde

3615 tapez LEMONDE

Les banques françaises relèvent de 9.25 % à 9.60 % leur taux de base

Les banques françaises relèveront leur taux de base porté de 9,25 % à 9,60 %, mardi 24 janvier 1989. Cette hausse a été initiée par le Crédit commercial de France (CCF), puis par les établissements du groupe CIC.

Ce relèvement de 0,35 point est imputable, selon le CCF, à celui du taux d'intervention de la Banque de France, augmenté d'un demi-point, jeudi 19 janvier. de 7,75 % à 8,25 %, après la hausse du même ordre (un demi-point également) décidée par la Banque fédérale d'Allemagne.

Le taux de base des banques françaises retrouve ainsi son niveau du 22 juillet dernier, date à laquelle il avait été ramené de 9,60 % à 9,25 % à l'invitation pressante de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, très vivement désireux de diminuer le coût du crédit pour les petites et moyennes entreprises. A cet effet, il avait obtenu de la Banque de France un abaissement d'un demi-point, en deux

fois, de son taux d'intervention, ramené de 7,25 % à 6,75 %. Depuis, la Banque de France a du, pour défendre le franc puis suivre la Banque fédérale d'Allemagne, porter son taux de 6,75 % à 8,25 %. Ce point et demi de hausse aurait justifié une augmentation d'an moins un demi-point du taux de base bancaire (0,8 à 0,9 point suivant certains banquiers de profession). Pour tenir compte du « cadeau » de 1,4 milliard de francs qui a résulté de la suppression de la taxe sur l'encours des banques en 1989, les établissements avaient accepté de ne pas répercuter la hausse des taux sur le marché inter bancaire. où elles trouvent une partie de leurs ressources. Cette fois-ci. elles ont estimé qu'il n'était plus possible de dissérer un relèvement. Ce dernier touchera les

entreprises, surtout petites et

moyennes, mais aussi les particu-

liers, pour leurs crédits de trésore-

rie (découvert personnel).

URSS

Un séisme aurait fait un millier de morts au Tadjikistan

Un fort tremblement de terre a frappé, lundi 23 janvier, le Tadjikistan (république soviétique d'Asie centrale voisine de la Chine et de l'Afghanistan) et aurait fait 1 000 morts selon un correspondant local de l'agence Tass. Mais les autorités tadjiks se refusent à donner un bilan officiel. Cette secousse semble toutefois avoir été moins violente que celle qui a anéanti plu-sieurs villes et de nombreux villages d'Arménie le 7 décembre dernier.

Le village de Charor aurait été très largement détruit selon les informations fournies au Monde par des journalistes de l'Agence télégraphique tadjik. De même source on indique qu'un tiers du village de Okoulibolo, où la situation est . horrible », a été recouvert par un glisse-ment de terrain tandis que « des maisons » se sont écroulées. Le sort tragique de ces deux villages a été confirmé par le correspondant de l'agence Tass, qui a précisé : « Il est très difficile d'extirper les corps qui sont enfouis sous 10 à 15 mètres de terre. Des milliers de têtes de bétail les éboulements ainsi que des

dizaines de kilomètres de routes et de lignes de communication.

La secousse s'est produite à 5 heures, heure locale, puis deux autres secousses ont suivi coup sur coup, réveillant Duchanbé et provoquant une très grande peur en raison de la tragédie arménienne.

Une commission gouvernemen-tale a été créée par les autorités du Tadjikistan, pour superviser les secours. L'armée a été envoyée sur place pour aider aux opérations de sauvetage. - (AFP.)

[Selon les premiers calculs de l'Insti-tut de physique du globe de Strasbourg, la magnitude de ce tremblement de terre était inférieure à 5,5 (celle du séisme d'Arménie était voisine de 7) et les coordonnées de l'épicentre étaient 38,49° nord et 69,46° est. C'est dire qu'il était assez proche de Douchanbe (38,35° nord et 68,48° est), la capitale du Tadjikistan, et du barrage de Nurek (38,23° nord et 69,19° est). Le barrage de Nurek, construit dans une des régions les plus sismiques d'URSS, est connu des sismologues : depuis sa mise en eau, il y a une quinzaine d'années, les variations de son niveau induisent une agitation sismique dont l'importance suit l'ampleur de ces variations.

–Sur le vif

Vous, je sais pas, mais moi, ça me rend malade, tous ces petits gosses enlevés, violés, martyrisés, assassinés... La petite Del-phine, la petite Sandrine, la petite Ludivine, la semaine dernière le petit Laurent, et puis, avant-hier, encore, la petite Céline, adorable bout de chou, retrouvée égorgée dans une Douze meurtres en moins d'un

an. Enfirt, c'est pas possible, c'est plus possible ! Comment se fait-il que sur cet intolérable phénomène de société - l'enfant-objet, objet de plaisir, qu'on jette, qu'on détruit après usage, objet de négoce, la traite des gosses, ca existe, — la France soit à le traîne de tous les pays civilisés ? Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Scandinavie, il n'est question que de Ca. C'est le branie bas de combat.

ki, nen, ou si peu... Et ce peulà, une photo et en minireportage de trente secondes à la télé, des « papiers sur trois cols » dans la presse populaire, c'est encore trop pour nos raf-finés, nos intellos, ils trouvera ca vulgaire, tout juste bon pour les bonniches, ce goût merbide du fait divers. Résultat : on voit s'étaler sur nos écrans des spots pousse-au-crime, des vamps hautes comme trois pommes qu'on oblige à se tréi

des cils executant une mala-

droite danse du ventre pour une marque de couches-culottes. On les qualifie de « sec symbole ». et on trouve ca chemiant, plein d'humour, de drôlece.

Désolés, pas moi. Moi, je trouve ça honteux, dégradant et terriblement dangereux. Tout antaut dhe cette bap bezeet ba. des syndicats d'enseignants vous avez été nombreux à me la signaler, - cette minuscule Lolita couchée sur le ventre, à mostié nue, casquette sur l'oni. source en coin, avec en guise de légende un laius vachement ramenard sur l'école, sur l'avenir et le développement de nos enfants. C'est où son avenir, à cette gamine, on peut savoir ? Rue Saint-Denis ? Au Père-Lechaise ?

Non, je ne drametise pas Demandez à une de ces sp stes de l'amour hard par téléphone — j'en conneis, — une de ces virtuoses capables d'élimenter d'une voix d'alcôve les fantasmes de ses correspondants, Celui-lè, justement, celui d'une fillette en culotte Petit-Bateau avel dne frange et des couettes. Choqués ? Puis au point de hurler à la mort cheque fois que en osant se réaliser, un de ces réves fous Journe au

541.

Maria a sa sa sa 🙀

Roger of the complete and a complete

64 Mar. (-2 v. det 444)

Albert Committee &

The second approximate

Sharing Laws de-

The statement of the statement

de mariae that avoided a

Bankar von Beiten.

Dies ist can bing

10 pro 10 2 pro 10 property

A STATE OF LANDS

BELL S. T. BANK

Erani - Samuel

A St. Sale de die General Propie

gig ab ing an die eide

Maria Santa

Toy Service And Market

State of the state

The state of the s

The same of the sa

-

100 mg

PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA

1 20 4 20 10 10 Augus

Many and any Fr.

State of the same

The state of the s

1

-

Parties of the Sandard

-

No. Care Same Service W

The last see See

Di Die Laware

A CHARLES THE

A BOTTOM WE

for the sea of the

The same of the same

The same

150 :

12 ANTE

Air Sugaran

Transperson

ear i

Tales to an an indexes.

CLAUDE SARRAUTE.

GRANDE-BRETAGNE

Six mille personnes ont manifesté contre le passage du TGV dans le Kent

LONDRES de notre correspondant

Six mille habitants du Kent out défilé dimanche 22 janvier dans les rues de Maidstone, chef-lieu de ce comté, pour protesier contre le projet de construction d'une ligne de train à grande vitesse (TGV) reliant l'Eurotunnel à Londres et qui passerait nécessairement à travers leurs champs, voire très près de leurs maisons. On a peine à imaginer les passions déchaînées, de ce côté-ci de la Manche, par cette affaire. Celle-ci illustre la différence de sensibilité, pour employer une litote, entre Français et Britanniques à propos de tout ce qui touche an tunnel en général et au TGV qui doit l'emprunter en particulier.

Les Français sont très fiers de leur TGV. Les Britanniques en connaissent vaguement l'existence mais développent d'étranges symptômes dès qu'il s'agit de le faire rouler sur leur territoire. Cette techno-logie venue d'ailleurs est un peu blessante pour l'orgueil national. L'Angleterre n'a-t-elle pas, après tout, inventé jadis la locomotive à vapeur ? Les habitants du Kent ne sont pas loin de prôner le maintien en service des motrices diesel, qui leur rappellent le passé, alors que le TGV électrique est presque assimilé au diable.

La manifestation qui a eu lieu dimanche à Maidstone n'est pas le fait de quelques écologistes isolés. En tête du cortège marchait M. Andrew Rowe, député conservateur au Parlement de Westminster, et président d'une association anti-TGV active et efficace. Quatre autres parlementaires du Kent ont exprimé publiquement leur soutien à cette action. Tout s'est passé dans la bonne humeur, sous un beau soleil, et au son des cornemuses. Mais les responsables de la SNCF et de British Rail savent depuis des mois que l'opposition des habitants du Kent à la construction d'une ligne de TGV est tout sauf folklorique. Elle peut bloquer le processus pendant des

Il faudra en effet un vote du Parlement pour autoriser une telle

Le numéro du « Monde » daté 22-23 janvier 1989 a été tiré à 504 914 exemplaires

Dépassez vos limites !

Il n'y a pas une heure de cours théorique et la journée démarre à 7 heures pour se terminer à

entreprise. Le lobby anti-TGV dis-pose de l'arsenal infini des questions de procédure et des amendements chausse-trappes pour retarder l'inévitable jusqu'aux approches de l'an 2000. Si le tunnel est ouvert en mai 1993, comme prévu, les TGV rouleront à environ 80 km/heure de moyenne sur le tronçon britannique, qui sera simplement l'utilisation de l'antique réseau existant, lequel date quasiment de la reine Victoria. A titre de comparaison, le TGV circulera à 160 km/heure dans le tunnel lui-même et à 320 km/heure du côté

L'amélioration du tronçon britannique est en cours. La question du terminus londonien n'est toujours pas tranchée. La gare de Victoria conserve toutes ses chances, bien qu'elle soit déjà saturée par les trains de grande ligne et de ban-lieue. Il est acquis qu'en 1993 il faudra en passer par le réseau existant plus ou moins rajeuni. La construction d'une ligne nou-

velle à travers le Kent, qui permet-trait au TGV de donner sa mesure et de réduire d'une demi-heure le voyage entre Londres et Paris. s'impose. Mais les habitants du Kent ne veulent pas entendre parler des quatre projets de tracé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ARGENTINE

Une caserne attaquée près de Buenos-Aires

Une caserne de la province de Buenos-Aires a été attaquée, et plusieurs personnes ont été blessées, a ton appris, lundi 23 janvier, de sources policières, qui affirmaient que la situation demeurait « très confuse » en début de matinée.

Des inconnus en civil ont lancé, dans la nuit, plusieurs grenades vers l'intérieur de la caserne de la l'ablada, à 25 kilomètres de Buenos-Aires, et un camion, ainsi que six automobiles ont défoncé le portail central du bâtiment. Selon des témoignages, plusieurs femmes par-ticipaient à l'attaque.

La police a, d'autre part, indiqué qu'au moins deux membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours de ces incidents et qua les assaillants étaient au nombre d'une centaine. Les militaires à l'intérieur de la caserne seraient également environ une centaine. - (AFP.)

7 jours résidentiels

dans la région de Fontainebleau

11 Mars midi au 18 Mars midi

Etonnez-vous de vos capacités à dépasser vos limites grâce aux melleures méthodes internationales.

Renseignements, inscriptions, réunions de

EUROTE AM

66, rue La Fayette 75009 PARIS Tél. (1) 42.46.89.99

Groups (

DE TISSUS...

Vous devinerez facilement ces

Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, n'aviez même pas rêvé. avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Avec une croissance officielle de 4,4 %

L'Union soviétique n'a pas atteint ses objectifs économiques en 1988

Après trois années de perestroïka, pement dans l'industrie, a connu une le bilan de l'économie soviétique, en croissance supérieure de 1,6 % à 1988, est morose, et les progrès par rapport à l'année précédente bien minces. C'est ce qui ressort des résultats publiés, samedi 21 janvier à Moscou, par le comité d'Etat aux statistiques. Celui-ci recomaît, dans commu de croissance du revenu national et de la production n'ont pas été atteints, malgré des progrès dans les secteurs de l'alimentation et du loge-Le revenn national a atteint, en

1988, 625 milliards de roubles 1988, 625 militards de roubles (1 rouble équivaut à 10 francs fran-çais environ à son cours officiel), soit une augmentation de 4,4 % par rapport à l'année précédente. L'objectif de croissance était de 6,6 %. La production industrielle a crû de 3,9 % en 1988, ce résultat étant totalement imputable, selon le comité d'Etat, à l'augmentation de 4,7 % de la productivité du travail.

Le comité souligne également que le secteur des machines-outils, crucial pour la modernisation de l'équicroissance supérieure de 1.6 % à celle de la production industrielle sans pour autant, une fois de plus, remplir les objectifs fixés par le Plan. L'URSS a produit 624 millions de tonnes de pétrole, soit la même quantité qu'en 1987. En ce qui concerne le logement. 2.2 millions d'appartements ont été construits, permettant à 11 millions de personnes d'emménager dans un nouveau logement, mais le nombre de personnes en attente d'un appar-tement s'élève à 14 millions dans le seul secteur urbain, un chiffre qui a progressé depuis 1987.

De manière générale, le comité insiste dans son rapport sur la priorité donnée à la consommation à la suite de la « réorientation sociale de l'économie ». Allocations diverses et distributions de biens de consommation ont été renforcées. 'ce ani n'empêche pas le comité de remarquer que la situation reste tendue en matière d'approvisionnement de la .. --- .

ESPAGNE

M. Manuel Fraga reprend la tête de l'Alliance populaire

Le congrès de l'Alliance popu-laire, la principale formation de la droite espagnole, a avalisé, samedi soir 21 janvier, la reprise en main du parti par M. Manuel Fraga, soixante-six ans, le réélisant à la pré-sidence par 86 % des voix. M. Antonio Heinandez Mancha, trente-sept ans, qui lui avait succédé après sa démission en 1987, avait accepté de se retirer (le Monde du 7 janvier).

Le Président de Rodin vous révèle : LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS

> "noms" celèbres et formiliers. pour vous, à des prix dont vous Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous

Le retour au premier plan de M. Fraga, qui incarnait depuis la mort de Franco un conservatisme dur, coincide avec la tentative de l'Alliance populaire de s'ouvrir au centre. Le congrès a confirmé la nomination du chrétien-démocrate Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, et qui vient pour ce faire d'adhérer à l'Afliance comme tête de liste aux prochaines élections européennes. Six des vingt et un députés de la Démocration

chrétienne ont rejoint ce mois-ci la formation de M. Fraga. . M. Oreja est également cité. comme possible candidat pour conduire le parti lors des prochaines élections législatives de 1990. L'Alliance compte actuellement 68 députés contre 184 au Parti socialiste. Selon un sondage que vient de publier l'hebdomadaire Diario 16, l'Alliance serait actuellement en progression avec 20,8 % des intentions de vote, contre 37,5 % aux socialistes, qui perdraient leur majorité absolue de députés en cas d'élec-

Deux morts au Rallye de Monte-Carlo

Une sortie de route du pilote italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta intégrale) dans la cinquiènne épreuve spéciale du parcours commun du Rallye de Monte-Carlo, disputée lundi 23 janvier entre le château de Boulogne et Lyas (Ardèche), a fait deux morts et trois blessés parmi les spectateurs. Le jeune Italien, qui testait sur sa voiture un nouvel embrayage, à commande électronique, avait, déjà effectué la veille, dans l'épreuve de classement, une sortie de route qui avait fait deux

Trois cantonales partielles

ORDOGNE: canton de 2,17 points de pourcentage, ai à M. Ashand, in chef d'estreptise qui se présente sans étiquette, dont le recis se chiffre à - 237 voix et 3 593. Mar Ginette Rebière, maj. p., 2 489 voix (69.27 %), ELUE; M. Henri Flourez, div. d., 1 104 (30,72 %).

Rebière succède à son mari, Jean Rebière (PS), conseiller général depuis 1973; décédé le 13 décembre dernier. Au premier tour, Mª Rebière, qui se présentait sans étiquette mais avec le soutien du PS et du MRG, avait recuelli 46,31 % des voix contre 29,92 % à M. Flourez et 23,25 % au communiste Roger Buisson, lequel avait ensuite appelé ses électeurs à voter pour Mª Rebière. Malgré nue légère haisse de participation (60,69 %, au lieu de 63,15 %), Mª Rebière. l'emporte plus largament que son mari lieu de 63,15 %), M= Rebiere l'emporte plus iargement que sou mari en murs 1985: 69,27 % qu lieu de 58,40 %. Toutefols, M= Rebière ne retrouve pas complètement le total de gauche du premier tour u en volx (-199 suffrages) ul en pourcestage (-0,8 point). Le 15 janvier, les résultats ont êté les suivants: incr., 6 250; vot., 3 947; abst., 36,84 %, suffrexpr., 3 836; M= Rebière, 1.796 voix (46,81 %); MM. Flourez, 1.148 (29,92 %); Buisson, PC, 892 (23,25 %). Au second tour de 1985, Jean Rebière avait obtenu 2.711. voix (58,40 %) contre 1.931 (soit 41,59 %) a M. Gaillard, sur 6,113 inscrits, 4 814 votants et 4 642 suffrages exprimés.]

ILLE-ET-VILAINE : canton de Montfort-sur-Meu (1" tour). Monttort-sur-mou (1 wur).

Inscr., 13 615; vot., 7.728;
abst., 43,23 %; suffr. expr.,
7640. MM. Jacques Pilorge;
UDF-CDS, maire de Montfort,
cons. rég., 3 622 voix
(47,40 %); Victor Préauchat,
PS, cons. mun. de Montfort,
3 377 (44 20 %); Gérard

se present same chiquette, dant se recini se chiffre à -237 voix et -3.85 points. M. Préauchnt, qui tente de garder su PS. in siège que détennit depuis 1976 M. Roger Ban-lien, a, quant à lui, sugmenté son cu pital de 676 électeurs (soit + 5.51 points). M. Pliorge, maire du chel·lién depuis 1971, qui est soutem par Me Pierre Mélangueria, président du conseil général, progresse de 349 voix (soit + 0.51 point). Au premier tour des dernières cantonales, les résultats avaient été les suivants : inser., 13 637; vot., 7 122; abst., 47.77. %; swift. expr., 6 980; MM. Pliorge, 3 273 voix (46.89 %); Préanchat, 2 761 (38.69 %); Auhand, 610 (8,73 %); Legros, 396 (5,67 %). Au second tour, M. Pliorge avait obtenn 3 718 voix (50,04 %) contre 3 712 (49,95 %) à M. Préanchat sur 7 430 exprimés, 7 588 votants et 13 637 inserits.] Agée de soixante aus, Mª Ginette Resière succède à son mari, Jean HERAULT : canton de Montpei-

Ber 3 (1" tour). Inser. 24 173; vot. 9 682; abst. 59,94 %; suffr. expr. 9 498. MM. Jean-Pierre Grand, 9495. MM. Jean-Herre Grand, RPR, m. de Castelnau-le-Lez, 5 059 voix (53,26 %); Pierre Varray, PS, 2 866 (30,17 %); M™ Hélène Zouroudis, FN, 812 (8,54 %); M. Jean Auberti, PC, 761 (8,01 %). Il y a ballottage.

[Bien qu'nyant obtenu la majorité absoine, M. Grand, faute d'avoir recueille un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits, n'a pus été déciaré étu au siège inissé vacant par M. René Couveinnes (RPR), député, maire de la Grande-Motte, démissionnaire pour cause de cumul de mandais.

abst., 43,23 %; suffr. expr., 7640. MM. Jacques Pilorge; UDF-CDS, maire de Montfort, cons. rég., 3 622 voix (47,40 %); Victor Préauchat, PS, cons. mun. de Montfort, 3 377 (44,20 %); Gérard Aubaud, sans étiq., 373 (4,88 %), Alfred Legros, PC, cons. mun. de Montfort, 268 (3,50 %). Il y a ballottage.

[La tribunal administratif avait annule, le 24 novembre deraier, le secratin du 2 octobre qui s'était soldé (23,80 %); Robert Thièry, FN. 2 592 (29,10 %); Jacques Bonnet, PC, 927 (7,18 %); Michel Gurdiplett (23,80 %); Robert Thièry, FN. 2 592 (29,10 %); Jacques Bonnet, PC, 927 (7,18 %); Michel Gurdiplett (23,80 %); Robert Thièry, FN. 2 592 (28,10 %); Jacques Bonnet, PC, 927 (7,18 %); Michel Gurdiplett (24,60 %); Henri Giffone, CNL 370 (2,86 %); Philippé Garzillo, div. d. 312 (2,41 %).

Par rapport à 1985, M. Couveinhes second tour second four te sautration experiments and prender tour de deraiters cantonales, il y a en 606 abstentionnistes de moins et 660 suffrages exprinsés supplémentaires. Cette meilleure participation n'a guère profité an PC, 383 Quant sa RPR, il propresse de cumil de mans-datis.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24-7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

